

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

LA COMPENSATION

DROIT FRANÇAIS

LA

PETITE PROPRIÉTÉ RURALE
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le lundi 24 juin 1895, à 1 heure.

PAR

René HENRY

Avocat à la Cour d'appel de Limoges

Lauréat à la Faculté de Droit de Paris

Président : M. LÉON MICHEL, *professeur.*

Suffragants { MM. BEAUREGARD, *professeur.*
FAURE, *professeur.*
CHÉNON, *agrégé.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1895



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

LA COMPENSATION

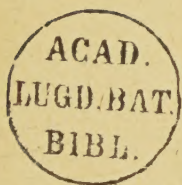
DROIT FRANÇAIS

LA PETITE PROPRIÉTÉ RURALE EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le lundi 24 juin 1895, à 1 heure.



PAR

René HENRY

Avocat à la Cour d'appel de Limoges
Lauréat à la Faculté de Droit de Paris

Président : M. LÉON MICHEL, *professeur.*
Suffragants { MM. BEAUREGARD, *professeur.*
FAURE, *professeur.*
CHÉNON, *agrégé.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1895

MEIS

DROIT ROMAIN

LA COMPENSATION

BIBLIOGRAPHIE (1)

- 1° Œuvres de **Cujas**, **Doneau**, **Jean Voët**, **Du Moulin**, **Ortolan**, et **Accarias**.
- 2° **Dernburg**. — Geschichte und Theorie der Compensation nach römischem Recht (1858).
- 3° **Lair**. — De la compensation et des demandes reconventionnelles (1862).
- 4° **Desjardins**. — De la compensation et des demandes reconventionnelles (1864).
- 5° **Eisele**. — Compensation nach römischem Recht (1876).

1. Nous n'avons pas l'intention de donner ici une bibliographie complète de la matière, nous indiquerons seulement les ouvrages dont nous avons surtout fait usage.

- 6° **Stampe.** — Das Compensations verfahrenim
vorjustinianischen stricti juris judicium (Leipzig,
(1886).
- 7° **Ihering.** — L'esprit du Droit romain, traduction
Meulanaere (1887).
- 8° **Eisele.** — Kritische Vierteljahresschrift für
Gesetzgebung und Rechtswissenschaft (1887).
- 9° **Lenel.** — Palingenesia juris civilis.
- 10° **Sohm.** — Institutionem des römischen Rechts
(5° édition, Leipzig, 1894).

INTRODUCTION

La compensation est l'extinction totale ou partielle de deux dettes qui se soldent mutuellement, jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives, à raison de la circonstance que le débiteur et le créancier de l'une se trouvent être en même temps créancier et débiteur de l'autre (1). *Compensatio est debiti et crediti inter se contributio* (2), dit Modestin.

Pomponius nous indique l'utilité pratique de la compensation. La compensation est nécessaire, dit-il, parce que nous avons intérêt à ne pas payer plutôt qu'à répéter ce que nous avons payé. *Ideo compensatio necessaria est, quia interest nostra potius non solvere, quam solutum repetere* (1).

Cette idée a été développée par M. Massigli :

« Quand deux personnes se trouvent respectivement créancière et débitrice l'une de l'autre, aucun

1. Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, IV, § 325, p. 224.

2. Modestin, *Loi 1*, Dig. *De compensationibus*, XVI, 2.

3. Pomponius, *Loi 3*, Dig. *De comp.* XVI, 2.

principe ne s'oppose, en logique pure, à ce que les deux dettes, eussent-elles pour objet des choses de même nature et fussent-elles toutes deux actuellement exigibles, subsistent en face l'une de l'autre, obligeant chacune des parties à accomplir sa prestation comme si elle n'avait pas droit elle-même à une prestation semblable.

« Mais des raisons d'équité et d'utilité interviennent pour faire abandonner cette première conception. Au lieu d'obliger chacune des parties à payer sa dette sauf à agir à son tour en paiement de ce qui lui est dû, il est plus simple d'opérer une balance entre les deux dettes et de n'obliger qu'au paiement du reliquat la partie qui est définitivement débitrice. On évite par ce moyen un déplacement d'argent qui n'irait peut-être pas sans préjudice et sans complications ; on prévient en même temps ce résultat qui ne serait pas conforme à l'équité, qu'une des parties paye sans obtenir immédiatement satisfaction pour sa propre créance et qu'elle reste exposée à souffrir ensuite de l'insolvabilité de l'autre partie. Cette balance, cette imputation de deux dettes réciproques l'une sur l'autre, à concurrence de la plus faible, est la compensation (1). »

C'est donc l'équité qui a créé le droit de compen-

1. Massigli, dans *Grande Encyclopédie*, V^o *Compensation*, I.

sation. *Æquitas que merum jus compensationis inducit* (1). Car celui qui réclame ce qu'il sera obligé de rendre commet un dol, dit Paul : *Dolo facit qui petit quod redditurus est* (2).

Les jurisconsultes romains n'ont cependant pas admis la compensation comme mode d'extinction des obligations; il nous la présentent comme un simple moyen de procédure : ainsi que le dit M. Lair : « l'histoire de la compensation se lie étroitement à l'histoire de la procédure romaine (3). »

A vrai dire, cette conception de la compensation suffit à assurer toute sécurité entre créanciers et débiteurs mutuels dans un temps où le crédit est peu développé ; mais le jour où les relations commerciales se sont étendues, le jour où le crédit s'est développé, les idées d'équité et d'utilité pratique ont fait sentir l'insuffisance de ce procédé. Néanmoins les jurisconsultes romains ont suivi, ici comme ailleurs, leur règle de conduite, ordinaire ; ils ont plié cette institution aux besoins nouveaux par des progrès successifs mais en respectant la nature.

Nous essaierons, dans notre étude, de suivre ces

1. Papinien, *Loi 36*, Dig. *De administratione et periculo tutorum*, XXVI, 7.

2. Paul. *Loi 8*, Dig. *De doli mali et metus exceptione*, XLIV, 4, et *Loi 173*, *De diversis regulis juris antiqui*. L. 27.

3. Lair, *De la compensation et des demandes reconventionnelles*, p. 1.

modifications successives dans la conception et dans l'emploi de la compensation.

Sous le système des actions de la loi, nous ne savons rien de l'emploi de la compensation :

On a cherché l'étymologie du mot compensation (*pensare cum*) et on a voulu la trouver dans l'antique usage de peser les lingots.

D'autre part, M. Desjardins fait observer que l'admission de la compensation entre créances de choses différentes dans les actions de bonne foi ne pouvait tenir au principe de la condamnation pécuniaire introduit, d'après lui, avec le système formulaire ; car la réduction en argent était une conséquence de la condamnation, et précisément le demandeur ne pouvait être condamné. La réduction en argent et par suite la compensation, dans les cas qui nous occupent ne sont pas des innovations du système formulaire puisqu'elles sont en contrariété avec ses principes, elles tiennent à la nature même des actions de bonne foi, elles ont dû préexister au système formulaire, conclut M. Desjardins (1). Peut-être, en effet, la compensation était-elle admise dans la *judicis postulatio*.

Nous ne savons rien de précis et par conséquent nous n'insisterons pas dans notre étude sur la compensation dans le système des actions de la loi.

1. Desjardins. *De la Compensation.*

Sous le système formulaire, nous assistons au contraire au développement de cette institution. Gaius nous apprend que la compensation était employée dans trois cas :

1° Dans les actions de bonne foi ;

2° Dans les actions intentées par les *argentarii* ;

3° Dans les actions intentées par le *bonorum emptor* sous forme de *deductio* (1).

Nous rechercherons les motifs qui ont fait admettre ces applications de la compensation ; puis nous nous demanderons si ces trois cas étaient les seuls où une action pouvait être intentée ou jugée avec réserve d'un droit adverse.

Au deuxième siècle, un rescrit de Marc-Aurèle introduisit, disent les *Institutes* (2), la compensation dans les actions de droit strict. Nous essaierons de déterminer si vraiment ce rescrit de Marc-Aurèle contient une innovation.

Enfin, une constitution de Justinien décide que la compensation aura lieu de plein droit, pour toutes sortes d'actions, sans distinction des actions réelles ou des actions personnelles. Nous tâcherons de montrer la portée de cette constitution et l'influence

1. *Institutes* de Gaius. IV, § 63, 64, 65, 66, 67, 68.

2. *Institutes* de Justinien. IV, 6, § 30.

qu'elle a pu avoir sur la nature de la compensation.

Nous diviserons notre étude en trois chapitres :

Chapitre I. — De la compensation avant le rescrit de Marc-Aurèle.

Chapitre II. — De la compensation après le rescrit de Marc-Aurèle.

Chapitre III. — De la compensation sous Justinien.

Avant de commencer notre étude, il est peut-être utile de bien faire remarquer que nous n'avons pas l'intention de faire une étude complète de la compensation. Cette étude est déjà faite et peut-être nous exposerions-nous à la critique qu'Eisele (1) adresse à Stampe : « L'auteur s'est efforcé consciencieusement d'apporter un peu plus de lumière dans l'histoire de la compensation ; nous ne pouvons pas lui cacher que cela ne lui a pas réussi, mais nous ne pouvons lui en faire un reproche ; car, tant que de nouvelles sources donnant de nouveaux points d'orientation ne seront pas fournies, cette histoire sera extrêmement difficile. »

1. Eisele. *Kritische Vierteljahresschrift für Gesetzgebung und Rechtswissenschaft*, 1887, p. 44.

Nous avons voulu surtout rechercher quels étaient les liens qui reliaient l'histoire de la compensation à l'histoire de la procédure. Nous croyons que la compensation a suivi une voie analogue à celle de la prescription. Son histoire est, comme celle de la prescription, l'histoire d'un simple moyen de procédure.

Son application première à l'action de l'*argentarius* est une conséquence d'une règle fondamentale de la procédure romaine : l'*unité d'action*. L'obligation de compenser en effet, imposée à l'*argentarius*, est une conséquence de la convention de l'*argentarius* avec son client, une convention est sanctionnée par une action et une seule action à Rome. C'est de ce principe que nous essayerons de déduire l'obligation d'*agere cum compensatione* imposée à l'*argentarius*.

La compensation reçoit successivement d'autres applications dérivant toutes de l'équité; et c'est la procédure qui nous donne encore les moyens de la faire valoir.

C'est à la suite de l'exception de dol qu'elle s'introduit dans les matières les plus diverses du droit romain, mais par une sorte de gradation successive. Nous essaierons de démontrer que c'est par une conséquence du développement régulier de dol que

Marc-Aurèle a autorisé la compensation dans les actions de droit strict.

Enfin, nous essaierons de montrer que la réforme attribuée à Justinien relativement à la nature de la compensation n'est en somme qu'une conséquence nécessaire de la transformation de la procédure romaine.

Ce sont là les seuls points que nous voulons étudier parce que ce sont, croyons-nous, les seuls points qui ont été laissés dans l'ombre (pour partie du moins) jusqu'à présent.

CHAPITRE I

DE LA COMPENSATION AVANT LE RESCIT DE MARC-AURÈLE.

Gaius nous indique trois cas dans lesquels la compensation était opérée :

- 1° Dans les actions de bonne foi ;
- 2° Dans les actions intentées par les *argentarii* ;
- 3° Dans les actions intentées par un *bonorum emptor*.

I. — Actions de bonne foi.

Déjà, d'après le droit civil (*ipso jure*), dit Sohm, la compensation, c'est-à-dire le règlement de compte à la suite d'une contre-réclamation, devait apparaître comme admissible dans certaines limites dans les *bonæ fidei judicia*. C'eût été une contradiction

avec la *bona fides* que de condamner le défendeur alors que le demandeur de son côté avait à lui fournir à la suite du même contrat (*ex eadem causa*) une chose de même espèce. Mais ce n'était pas non plus ici un droit de compensation reconnu au défendeur par le droit civil. Il dépendait plutôt du *judex* de déterminer, si dans un cas donné, la compensation était admissible (1). Voici ce que nous dit Gaius à ce sujet : ... *Continetur, ut habita ratione ejus quod invicem actorem ex eadem causa præstare oporteret, in reliquum eum cum quo actum est, condemnare*. Et après avoir indiqué les *judicia bonæ fidei* : *ex empto vendito, locato conducto, negotiorum gestorum, mandati, depositi, fidei, pro socio, tutelæ, rei uxoriæ*, Gaius ajoute : « *Liberum est tamen judici nullam omnino invicem compensationis rationem habere; nec enim aperte formulæ verbis præcipitur, sed quia id bonæ fidei iudicio conveniens videtur, ideo officio ejus contineri creditur* (2). »

C'était la restriction caractéristique du droit du demandeur en cas de *bonæ fidei iudicia*, de pouvoir seulement demander ce qui correspond à la *bona fides* (3) et c'est à raison de la *bona fides* que la con-

1. Sohm. *Institutionen des Römischen Rechts*, 5^e édition, p. 338.

2. *Institutes de Gaius*. IV, § 61, 62 et 63.

3. Sohm. *Instit.*, p. 338.

damnation du défendeur était restreinte d'après le droit civil en vertu de l'estimation faite par le juge dans ce cas. Le défendeur était absous dans un *iudicium bonæ fidei* d'après le droit civil à la suite de sa contre-réclamation résultant du même contrat, ou bien il était condamné à moins, mais, nous le répétons, non pas à cause d'un droit de compensation appartenant au défendeur, mais seulement à cause de la *bona fides* dominant l'*officium iudicis* (1).

Scheurl voit, dans cette application de la compensation, l'origine même de cette institution. « Son origine, dit-il, se trouve dans le *jus singulare* des *negotia bonæ fidei*, dans la bilatéralité nécessaire ou du moins possible des obligations qui en découlent; les créances reconventionnelles ne sont avec les créances du demandeur que les membres d'un même tout (2). »

Cette compensation, dans les actions de bonne foi, pouvait être faite alors même que chacune des obligations réciproques aurait eu pour objet des choses différentes, comme cela arrive dans la vente, dans le louage, dans le commodat; il n'était pas nécessaire que chacune des deux obligations eût pour objet des choses fongibles de même nature, par

1. Sohm. *Instit.*; p. 338.

2. Scheurl. *Beiträge zur Bearbeitung der römischen Rechts*, p. 152.

exemple de l'argent, du vin, des denrées, et ceci ne doit pas nous surprendre : parce que, dans le système formulaire, toute condamnation étant pécuniaire, toute obligation quelconque se réduisait toujours pour le juge en une appréciation en argent, et c'était là-dessus qu'il devait opérer la compensation (1).

La seule condition exigée était que les obligations réciproques fussent nées *ex eadem causâ*. A cette seule condition, le juge pouvait compenser les obligations sans qu'il fût nécessaire que les parties en obtinssent le droit du prêteur, ni que la formule en conférât le pouvoir spécial au juge. La compensation était accordée *ipso jure ex officio judicis*.

II. — Action « cum compensatione » de l'« argentarius ».

Gaius nous dit que tout *argentarius*, qui voulait agir en justice, était contraint d'agir *cum compensatione*, c'est-à-dire en somme de formuler une prétention moindre après compensation, dès le début du

1. Ortolan. *Explication historique des Institutes de Justinien*, III, p. 657.

procès. La compensation doit être expressément indiquée dans la formule, de telle façon que dès le début du procès, le demandeur conclut à une somme moindre que le montant de sa créance primitive ayant opéré lui-même la compensation. Si, par exemple, dit Gaius, il doit dix mille sesterces à Titius et que celui-ci en doive vingt mille, l'*intentio* sera formulée ainsi : *Si paret Titium sibi X milia dare oportere amplius quam ipse Titio debet* (1).

Gaius nous indique ensuite les conditions auxquelles cette compensation peut avoir lieu :

1° La compensation n'a lieu qu'entre choses de même genre et nature ; par exemple l'argent est compensé avec de l'argent, le blé avec du blé, le vin avec du vin. Quelques jurisconsultes décidaient même que la compensation n'avait lieu qu'entre objets de même nature et qualité. *In compensatione hoc, solum vocatur quod ejusdem generis et naturæ est : veluti pecunia cum pecunia compensatur, triticum cum tritico, vinum cum vino ; adeo ut quibusdam placeat non omni modo vinum cum vino aut triticum cum tritico compensandum, sed ita si ejusdem naturæ qualitatis que sit* (2).

2° La compensation n'a lieu qu'entre dettes exi-

1. *Institutes* de Gaius, IV, § 64.

2. Gaius, IV, § 66.

gibles. *Compensatur autem hoc solum quod præsenti die debetur* (1).

3° La compensation doit être faite dans l'*intentio*; en sorte qu'après compensation faite si l'*argentarius* réclame un sou de plus, il est débouté de sa demande et perd son procès par suite de plus *petitio*. *Præterea compensationis quidem ratio in intentione ponitur; quo fit, ut si facta compensatione plus nummo uno intendat argentarius causa cadat et ob id rem perdat* (2).

On pourrait s'étonner que des mesures spéciales aient été prises dans l'ancien droit romain à l'égard des *argentarii*. Mais il ne faut pas être surpris, Rome dès les premiers siècles de ses conquêtes a pris une extension considérable; son commerce maritime s'est rapidement développé et surtout après la chute de Carthage, Rome est devenue le marché d'argent du monde et le centre de relations commerciales très importantes.

« Les banques (*argentariæ tabernæ*) existaient déjà en 444, lors du triomphe de Papirius Cursor. Au sixième siècle, le commerce prit un grand essor. La navigation maritime, longtemps étrangère aux Romains, se développa rapidement (3). » « Les

1. Gaius, IV, § 67.

2. *Institutes* de Gaius, IV, § 68.

3. Tite-Live, IX, 40, cité par Cuq, *Les Institutions juridiques des Romains*, p. 454, note 11.

grands financiers de Rome trouvèrent dans l'armement, dans le commerce de gros, un emploi très rémunérateur de leurs capitaux. Pourtant ce n'était pas là la principale source de leurs revenus : le prêt à intérêt, la banque et surtout les entreprises de travaux publics ou de fournitures de l'armée, de recouvrement des impôts ou de la perception des droits de douane, les ont surtout enrichis (1). » « Les banquiers recevaient des fonds en dépôt et se chargeaient d'effectuer les paiements pour le compte de leurs clients ; ils prêtaient ou recevaient de l'argent à intérêts (2). »

D'autre part, M. Cuq fait remarquer que : « Les banquiers ont été de tout temps soumis à des règles spéciales : il y avait un intérêt public à ce que leurs engagements fussent remplis avec exactitude ; l'action *recepticia* permettait d'agir contre eux dans les cas où les actions ordinaires auraient fait défaut (3). »

Cette observation pourrait justifier à la rigueur l'exception que Gaius nous signale relativement à l'action *cum compensatione* de l'*argentarius*.

D'autres auteurs, pour expliquer la mesure spé-

1. Cuq, *op. cit.*, p. 454 et note 5 ; page 454 et note 1, 2, 3, 4.

2. Cuq, *op. cit.*, p. 656 et note 3.

3. Cuq, *op. cit.*, p. 651 et note 4.

ciée indiquée pour l'action des *argentarii*, ont voulu les transformer en officiers publics ; d'autres ont voulu y voir l'une des mesures prises pour réprimer les exactions des manieurs d'argent.

Aucune de ces explications ne nous satisfait ; nous avons dit, dans notre introduction, que l'histoire de la compensation se liait intimement à l'histoire de la procédure. Nous allons trouver ici une application de cette vérité : c'est, en effet, la procédure qui nous explique pourquoi l'*argentarius* est forcé d'agir *cum compensatione*.

Si l'*argentarius* est obligé d'agir *cum compensatione*, c'est qu'à raison de l'indivisibilité du compte courant dont il réclame le paiement il ne peut réclamer que le solde de son compte courant ; il ne peut pas réclamer telle ou telle somme, tel ou tel objet, il a un compte courant composé de recettes et de dépenses, il doit en faire la balance et il doit réclamer, il ne peut réclamer que le solde. Quel moyen a-t-il pour le réclamer ? Il n'a qu'une action, *una actio*. Et c'est la procédure qui va nous montrer que cet *argentarius* n'a qu'une action parce qu'il n'a qu'un droit, parce que bien que composé d'articles divers son compte ne lui donne qu'une seule créance.

Nous allons essayer de le démontrer en suivant autant que possible les explications que Ihering

nous donne à ce sujet dans son *Esprit du droit Romain*.

L'analyse du rapport juridique était dans la procédure romaine une nécessité imposée par l'institution même (1). Le mécanisme de la procédure romaine repose sur ce principe énoncé par Sénèque : dans tout procès il ne peut être traité que d'une seule demande (2). *Illud enim video in hoc foro fieri... separantur actiones et de eo agimus, et de eo nobiscum agitur. Non confunditur formula, si qui apud me pecuniam deposuerit, idem mihi postea furtum fecerit et ego cum illo furti agam et ille mecum deposito... Lex legi non miscetur, utroque sua via it, depositum habet actionem proprium tam mehercule quam furtum* (3). Lors donc qu'un rapport juridique renferme plusieurs demandes, il doit être scindé en autant d'actions ou de procès distincts qu'il y a de demandes. Jamais, comme le permet notre droit actuel, ajoute Ihering, un pareil rapport ne pourra être soumis, comme tel, à l'appréciation du juge, dans une seule et même action judiciaire. Le mécanisme de la procédure romaine ne s'applique qu'à des corps simples, il n'a pas de prise sur les corps composés. La séparation ne se faisait pas comme chez nous, pendant le

1. Ihering, *L'esprit du droit romain* (trad. Meulenaere), IV, p. 20.

2. Ihering, IV, p. 18.

3. Sénèque, *De beneficiis*, VI, 5. 6.

procès, elle s'opérait *en dehors* du procès et *avant* l'introduction de l'action ; ce n'était pas le juge, mais le *demandeur* qui l'effectuait (1). Toute action était une question adressée au juge (*juxta* dans le sens romain) et même une question unique ; autant de questions, autant de procès (2). Autant de faits obligatoires, autant d'actions personnelles, telle est la règle qui s'applique à l'obligation (3).

Remarquons cependant que c'est la cause qui détermine, dans les obligations, l'unité ou la pluralité du rapport ; c'est donc la volonté individuelle qui détermine l'étendue du rapport juridique. Ainsi que le dit Ihering en termes si imaginés : « Il dépend du bon plaisir des parties que la stipulation soit faite pour cent ou pour mille, que le contrat de vente embrasse un ou dix objets. L'obligation est pour ainsi dire une enveloppe vide d'une élasticité indéfinie, dans laquelle les parties peuvent enfermer autant ou aussi peu qu'elles veulent ou qu'elles peuvent fermer à volonté. Libre à elles de prendre pour plusieurs objets une ou plusieurs enveloppes, mais chaque enveloppe fermée (*contrahere*) constitue une obligation et par conséquent une action (4). »

1. Ihering, IV, p. 18.

2. Ihering, IV, p. 19.

3. Ihering, IV, p. 37.

4. Ihering, IV, p. 37.

Pour déterminer l'unité ou la pluralité d'actions, il faut donc analyser les rapports juridiques et en déterminer l'unité ou la pluralité. Mais l'application de ce principe si simple entraîne souvent des difficultés. Il peut arriver qu'on ne découvre à première vue qu'une seule cause d'obligation là où le droit reconnaît cependant *plusieurs* obligations, et à l'inverse on peut découvrir l'*unité* de l'obligation malgré la pluralité apparente de ses causes.

« Malgré le principe : *autant de délits autant d'actions*, tous les délits dont le tuteur ou le mandataire se sont rendus coupables dans le cours de leur gestion, sont poursuivis au moyen d'une seule action. D'où vient cette déviation de notre principe ? Il n'y en a aucune en réalité, car du mandat et de la tutelle découlent toute une série d'obligations nouvelles, et les délits auxquels ils peuvent donner lieu apparaissent comme la violation d'une obligation contractuelle. Les demandes isolées qui en sont la suite ne constituent donc point des créances spéciales, ce ne sont que des *postes* isolés de l'*actio mandati*, de l'*actio tutelæ*, que la formule de l'action réunissait sous cette désignation : *quidquid ob eam rem dare facere oportet*, et que le juge avait à apprécier au seul point de vue du mandat et de la tutelle (1). »

1. Ihering, IV, p. 44.

La même observation doit s'appliquer à l'action du banquier en paiement de son solde de compte. Le banquier est obligé d'agir avec compensation, nous dit Gaius, en sorte que son action a pour objet le montant de la dette à compenser. *Alia causa est illius actionis qua argentarius experitur : nam is cogitur cum compensatione agere, et ea compensatio verbis formulæ exprimitur ; adeo quidem, ut ab initio compensatione facta minus intendet sibi dari oportere. Ecce enim si sestertium X millia debeat Titio, atque ei XX debeantur, sic intendit : si paret Titium sibi X millia dare oportere amplius quam ipse Titio debet (1).* Et plus loin : *Compensationis quidem ratio in intentione ponitur ; quo fit ut si facta compensatione plus nummo uno intendat argentarius, causa cadat et ob id rem perdat (2).* » Il ne peut réclamer que le solde de son compte, c'est-à-dire l'actif final d'un compte comprenant les postes les plus divers de recettes et de dépenses (3).

L'édit du préteur exigeait des banquiers la production de leur compte relatif à chacun en y ajoutant la date et le nom du consul. Cet édit est très équitable, dit Ulpien ; car, comme les banquiers tiennent les comptes de chaque particulier, il est équi-

1. *Institutes* de Gaius, IV, 64.

2. *Institutes* de Gaius, IV, 68.

3. Ihering, p. 41.

table que ce qu'un banquier a fait par rapport à moi, me soit montré, comme étant une pièce qui m'est en quelque façon propre. *Prætor ait : Argentariæ mensæ exercitores ratione quæ ad se pertinet, edant ajec-to die et consule § 1. Hujus edicti ratio æquissima est ; nam cum singulorum ratione argentarii conficiant, æquum fuit, id quod mei causa confecit, meum quodammodo instrumentum mihi edi* (1). Gaius reproduit la même décision dans son commentaire sur l'Edit provincial, mais il en donne un autre motif. Le banquier est obligé de représenter ses comptes, dit Gaius, parce que leur ministère est public et que leur devoir principal est de tenir scrupuleusement compte de leurs actes. *Argentarius rationes edere jubetur : nec interest, cum ipso argentario controversia sit, an cum alio, § 1. Ideo autem argentarios tantum, neque alios ullos absimiles eis edere rationes cogit ; quia officium eorum atque ministerium publicam habeat causam ; et hæc principalis eorum opera est, ut actus sui rationes diligenter conficiant* (2).

Le compte (*ratio*) que le banquier devait produire en justice « s'étendait naturellement à tous les postes de recettes et de dépenses (3). » Ulpien, dans son commentaire sur l'Edit, nous rapporte que Labéon

1. Ulpien, *Loi 4*, pr. et § 1, Dig. *De edendo*, II, 13.

2. Gaius, *Loi, 10*, pr. et § 1. Dig. *De edendo*, II, 13.

3. Ihering, IV, p. 41, note 33.

appelait : *ratio* toute obligation contractée mutuellement de donner, de recevoir, de prêter, de s'obliger, de payer pour soi, et disait qu'aucun compte (*ratio*) ne commence par le simple paiement d'une dette ; si le banquier recevait un gage ou se chargeait d'un mandat, il ne pouvait être contraint de produire son compte (*ratio*), car ceci est en dehors du compte ; mais le banquier devait toujours produire son compte quand il avait fait un constitut ; car cette obligation vient de son commerce de banque. *Rationem autem esse Labeo ait, ultro citro dandi, accipiendi, credendi, obligandi, solvendi sui causa negotiationem : nec ullam rationem nuda duntaxat solutione debiti incipere : nec si pignus acceperit, aut mandatum, compellendum edere ; hoc enim extra rationem esse. Sed et quod solvi constituit, argentarius edere debet : nam et hoc ex argentaria venit* (1).

Comme dans le mandat, conclut Ihering, les divers actes isolés peuvent, dans cette espèce, se fonder dans le fait unique d'une gestion pour autrui (2). On procède ici, absolument comme pour une dot ou un pécule, c'est-à-dire que l'on a recours à une soustraction. Mais dans la dot et le pécule cette soustraction n'apparaît pas comme telle dans la procédure ; l'on n'y constate que ses effets. Ici, au con-

1. Ulpien. Loi 6, § 3. Dig. *De edendo*. II. 13.

2. Ihering, IV, p. 41.

traire la formule d'action en fait foi. En effet, le demandeur y réclame, « autant qu'il lui revient, déduction faite de la créance contraire du défendeur. » Mais l'*argentarius* doit indiquer exactement, jusqu'au dernier sou, la créance contraire et son solde ; toute erreur entraîne la perte du procès. Il n'y a aucun arbitraire à exiger de lui l'exactitude la plus rigoureuse, car il fait profession de tenir des livres, des comptes et de ce chef il retire salaire (1).

Nous nous trouvons donc là en présence d'un compte courant ; or, nous savons qu'un compte courant « est une convention par laquelle deux parties stipulent que les créances qui pourraient naître de leurs relations d'affaires, quand elles entreront dans le compte, perdront leur individualité propre pour devenir de simples articles du crédit et du débit, de façon que le solde où elles se confondront sera seul exigible aux époques convenues (à terme fixe ou à vue) (2). »

M. Labbé nous explique en quoi la convention de compensation qu'enferme tout compte courant diffère des autres sortes de compensations : « Le compte courant est une convention de compensation qui est l'exécution normale d'un contrat inattaqué et n'a rien de commun avec ces compensations

1. Ihering, IV, p. 78.

2. Boistel. *Cours du Droit Commercial*, p. 612.

accidentelles, plus ou moins arbitraires, dans lesquelles l'art. 446 du Code de commerce aperçoit une fraude possible et que le dessaisissement rend absolument impossible... Vous parlez d'égalité entre créanciers. Il y a une égalité [plus] nécessaire en justice, celle entre les parties qui ont contracté ensemble, qui, ayant fait une opération à titre onéreux et comptant sur l'équivalent des valeurs échangées, ont, dans cette équivalence même, une garantie contre l'éventualité d'une perte. C'est le principe de la compensation *ex eadem causa*; motivée par l'unité du rapport contractuel ou quasi-contractuel qui embrasse des obligations réciproques, elle doit être observée nonobstant l'état de faillite de l'une des parties intéressées (1). »

L'*argentarius* ne peut réclamer que le solde de son compte (*ratio*), il n'a qu'une action et il ne pouvait pas naturellement ne pas faire de compensation (2).

1. Note de Labbé dans Sirey, 1879, 1, p. 145 et 146.

2. « Le prêteur obligeait l'*argentarius* à limiter son action au solde du compte courant *cum compensatione*, parce que le compte courant, visant une série de paiements et de contre-paiements, n'oblige pas au paiement des postes isolés, mais seulement au solde ou reliquat. L'*intentio* était rédigée avec l'indication du solde, c'est-à-dire de ce que le demandeur avait à recevoir de l'autre en plus, de sorte qu'ici, l'*intentio* étant *certa*, le demandeur devait avoir exactement indiqué ce solde dans l'*intentio* pour gagner son procès. Dans l'action

Une seule chose pourrait nous surprendre, c'est que la compensation ne pût être faite qu'entre dettes de choses de même nature et de même genre; mais nous pouvons remarquer que nous sommes ici en présence d'une action de droit strict, que les Romains n'admettaient pas la novation par changement d'objet et enfin que la compensation s'opérait entre les comptes spéciaux qui existaient à Rome chez les banquiers, M. Cuq nous signale, dans les auteurs, plusieurs mentions de ces comptes spéciaux.

« Il était d'usage à Rome que tout chef de famille consignât par écrit toutes les opérations relatives à l'administration de ses biens. A cet effet, il tenait au moins deux livres, l'un appelé *adversaria*, sorte de brouillon que l'on a comparé au livre journal de nos commerçants, l'autre appelé *codex accepti et expensi* : c'était le livre des recettes et des dépenses... Indépendamment de ces deux livres, ajoute M. Cuq, il y avait dans les maisons riches et surtout chez les banquiers; des livres de comptes généraux (*codex rationum*) (1), ou spéciaux (*ratio argentaria, frumentaria, vinaria, etc.*) (2). »

cum deductione, au contraire, la mesure dont la réclamation devait être diminuée à la suite de la contre réclamation restait indécise dans la formule. » Extrait de Sohm. *Institutio nem der römischen Rechts*, p. 340, § 76, note 8.

1. Gaius. *Ad Edictum provinciale*. Loi 10, § 2. Dig. *De edendo*. Livre II, titre 13.

2. Celsus. Loi 19. Dig. *De suppellectile legata*. XXXIII, 10, cité par Cuq. *op. cit.*, p. 670 et note 1.

C'est entre ces derniers comptes que s'opérait la compensation.

Nos sources ne disent pas si le client du banquier avait une action contraire analogue. Le commettant pouvait certes demander compte au banquier (1) ; le texte de l'édit du préteur que nous avons reproduit plus haut nous montre que le banquier était tenu de lui produire ses comptes et ce compte s'étendait naturellement, suivant l'expression de Ihering, à tous les postes de part et d'autre (2). Dans la reconnaissance de l'excédent qui en résultait pour lui, il y avait un *constitutum*. Scévola, au livre I de ses *Réponses*, nous montre l'exemple d'un constitut ainsi formé. *Quidam ad creditorem litteris ejusmodi fecit : Decem quæ Lucius Titius ex arca tua mutua acceperat, salva ratione usurarum, habes penes me domine. Respondit, secundum eæ quæ proponerentur, actione de constituta pecunia eum teneri* (3). On peut vraisemblablement rapporter à ce cas l'usage particulier des *argentarii* dont Justinien fait mention dans sa constitution de 531 relative à la transformation du constitut et à sa fusion avec le *receptum*. Justinien décide qu'il maintient les usages que les banquiers et autres négociants avaient suivis jusqu'alors sans prohibition. *His videlicet, quæ argenti*

1. Loi 4. pr. *D. De edendo*. II. 13, citée plus haut.

2. Loi 6 § 3 *D. De edendo*. II. 13, citée plus haut.

3. Scévola. Loi 26. *Dig. De pecunia constituta*. XIII, 5.

distractores, et alii negotiatores indefense constituerint in sua firmitate secundum morem usque adhuc obtinentem durantibus (1).

III. — Action « cum deductione » du « bonorum emptor ».

Le *bonorum emptor* doit agir *cum deductione*. *Jubetur cum deductione agere, id est ut in hoc solum adversarius ejus condemnetur quod superest, deducto eo quod invicem ei bonorum emptor defraudatoris nomine debet (2).*

Il doit opérer la *deductio* alors même que les deux dettes n'auraient pas le même objet. Si le *bonorum emptor* est créancier d'une somme d'argent et qu'on lui doive du blé ou du vin, il n'actionne que pour l'excédent après déduction de ce qui lui est dû. *In deductionem autem vocatur et quod non est ejusdem generis. Itaque si (vero) pecuniam petat bonorum emptor et invicem frumentum aut vinum is debeat, deducto quanti id erit, in reliquum experitur (3).*

Ce qui est dû à terme doit même entrer en déduc-

1. Justinien. *Const.* 2 § 2 *Code. De constituta pecunia.* IV, 48.

2. *Institutes* de Gaius. IV, 65.

3. *Institutes* de Gaius, IV, 66.

tion. *Item vocatur in deductionem et id quod in diem debetur* (1).

La *deductio* n'est placée que dans la *condemnatio*, en sorte qu'il n'y aucun danger de *plus petitio* ; aussi quand le *bonorum emptor* agit, quoiqu'il actionne de *certa pecunia*, la *condemnatio* n'en est pas moins *incerta*. *Deductio vero ad condemnationem ponitur, quo loco plus petenti periculum non intervenit, utique bonorum emptore agente, qui licet de certa pecunia agat, incerti tamen condemnationem concipit* (2).

Cette action du *bonorum emptor* avec réserve du droit adverse est d'origine prétorienne, mais elle est tout à fait conçue dans l'esprit de la procédure romaine ancienne.

Remarquons que dans ce cas, « le *bonorum emptor* est le plus souvent dans l'impossibilité de connaître exactement le montant de la créance de sa partie adverse ; aussi n'est-il pas tenu d'indiquer le montant dont la fixation appartient au juge. Bien que, dans ce cas comme dans l'autre, les débats portent également sur une créance contraire du défendeur, le principe de l'unité de la demande n'en reste pas moins sauf, dans la forme. L'une des créances en effet, celle du défendeur, ne vient pas s'opposer comme telle à la prétention du demandeur, comme s'il s'a-

1. *Institutss* de Gaius, IV, 67.

2. *Institutes* de Gaius, IV, 68.

gissait de deux prétentions indépendantes ; elle apparaît simplement comme une modalité de la créance litigieuse, comme un élément décisif pour en déterminer le montant. Le procès, en d'autres termes, ne roule pas sur deux créances de 100 et de 20, mais sur une seule de 80 » (1).

D'après Dernburg, c'est l'équité qui justifie l'action *cum deductione* du *bonorum emptor*. « Il eût été manifestement trop dur d'obliger l'intéressé à payer intégralement sa dette tandis qu'il ne recevait pour sa créance qu'une prestation partielle » (2).

Brinz la justifie au contraire par ce motif que la *missio in possessionem* a mis chaque créancier en possession de sa créance ; après la faillite, les créances et les dettes ne sont plus que les aspects plus ou moins variés d'une situation unique. Le créancier poursuivi par le *bonorum emptor* exerce un véritable droit de rétention sur sa dette en refusant de libérer la faillite tant que la faillite ne l'aura pas payé (3).

M. Accarias trouve la question fort obscure. « Cependant, si on admet, comme je l'ai fait, dit-il, que le *bonorum emptor* déduit non pas toute la dette du *defraudator*, mais seulement le dividende dont il est lui-même tenu comme acquéreur, on trouvera là les

1. Ihering, IV, p. 78.

2. Dernburg. *Geschichte und Theorie der Compensation*, p. 39.

3. Brinz, dans *Kritische Vierteljahresschrift* (1877), IX.

éléments d'une explication qui serait celle-ci : la personne qui était à la fois débitrice et créancière du *defraudator* reste tenue de sa dette entière et perd une partie de sa créance ; à titre de dédommagement on veut lui éviter la peine d'exercer une poursuite. Les deux comptes avec le *bonorum emptor* se régleront donc dans une seule action. Au surplus, j'estime, conclut M. Accarias, que le rescrit de Marc-Aurèle fit disparaître l'utilité de la *deductio*, tandis qu'il laissa certainement subsister la compensation imposée à *l'argentarius* » (1).

1. Accarias, *Précis de Droit romain*. II. p. 1103, note 2.

CHAPITRE II

DE LA COMPENSATION APRÈS LE RESCRIPT DE MARC-AURÈLE.

C'est Justinien aux *Institutes* qui nous donne l'unique indication que nous ayons sur le rescrit de Marc-Aurèle.

« Dans les actions de bonne foi, dit Justinien, plein pouvoir est donné au juge d'estimer, selon l'équité, les restitutions dues au demandeur. Ce qui emporte le devoir, si le demandeur doit à son tour quelque chose, d'en faire compensation et de ne condamner le défendeur qu'au reliquat. Dans les actions de droit strict elles-mêmes, en vertu d'un rescrit du divin Marc-Aurèle, sur l'opposition de l'exception de dol, la compensation était introduite » (1).

Quelle était la portée de ce rescrit ? Créait-il vraiment un droit nouveau ? Modifiait-il tout au moins les effets de l'exception de dol dans les actions de

1. *Institutes* de Justinien, livre IV, titre VI, § 30.

droit strict ? Ce sont là les questions que nous allons spécialement rechercher dans notre étude.

I

Le rescrit de Marc-Aurèle créait-il un droit nouveau ?

Cujas croit que « la compensation n'avait lieu à l'origine dans les actions de droit strict, ni *ipso jure* ni *per exceptionem* ; elle y fut admise ensuite en vertu d'une constitution de Marc-Aurèle, par la voie de l'exception de dol qui rend de bonne foi l'action de droit strict (1) ».

M. Desjardins, s'appuyant sur le texte des *Institutes* et la paraphrase de Théophile, adopte la même opinion (2).

Pour M. Accarias, Marc-Aurèle innovait ; « outre que ce point de vue est autorisé par le langage des *Institutes* (*compensatio indercebatur*) et par la paraphrase de Théophile, il nous explique seul le silence de Gaius. Ce jurisconsulte a bien pu ignorer le rescrit de Marc-Aurèle ou ce rescrit n'être rendu qu'après sa mort, tout au moins après l'achèvement de ses commentaires. Mais assurément une jurisprudence qui eût fait de la compensation le droit commun ne lui aurait point échappé, et il n'eût pas négligé de la signaler, lui qui insiste si minutieuse-

1. *Quæ strictum judicium bonæ fidei facit*. Cujas, Obs. VIII, C. 16.

2. Desjardins, *La compensation*, p. 47.

ment sur la législation exceptionnelle relative à l'*argentarius* et au *bonorum emptor* » (1).

M. Accarias, il est vrai, atténue beaucoup, d'autre part la portée de l'innovation de Marc-Aurèle en constatant que la compensation était fort probablement admise dans les actions fondées sur une stipulation prétorienne et qu'elle l'était sans aucun doute dans les *cognitiones extra ordinem* (2).

Dans les actions fondées sur une stipulation prétorienne « la compensation peut être opposée au stipulant, c'est-à-dire que les obligations dont il est actuellement tenu envers le promettant doivent, à la demande de ce dernier, être mentionnées dans la formule de la stipulation, et que cette mention autorise par avance le juge de l'action *ex stipulatu* à en tenir compte. Bien mieux, les causes de compensation que le débiteur n'a point fait insérer dans l'interrogation à laquelle il a répondu peuvent néanmoins, et cela par un effet de la *clausula doli*, être par lui opposées sur l'action *ex stipulatu* » (3).

La loi 10 § 3, à notre titre au Digeste, nous dit en effet. *In stipulationibus quoque qua instar actionum habent, id est prætoriiis, compensatio locum habet, et secundum Julianum tam in ipsa stipulatione quam in ex stipulatu actione poterit obici compensatio* (4).

1. Accarias, II, n° 910, p. 1105.

2. Accarias, II, n° 909, p. 1104.

3. Accarias, II, n° 717 a, p. 607.

4. Ulpien, *Loi* 10, § 3. *Dig. De comp.*, XVI, 2

Certains auteurs, il est vrai, ont proposé de supprimer les mots : *id est prætorius*, comme étant interpolés. M. Accarias les maintient parce qu'il les retrouve reproduits dans le texte correspondant des *Basiliques* (XXIV, 70, 16). Mais il fait remarquer que, pour ceux qui admettent cette suppression, la compensation ne s'appliquerait qu'aux stipulations *cautionales* (1). Dans tous les cas, il n'est pas douteux que la compensation était imposée tout au moins dans certaines stipulations prétoriennes.

Dans les *cognitiones extra ordinem*, la compensation était aussi admise certainement et même, dans ces *cognitiones*, le demandeur pouvait être condamné si le montant de sa dette se trouvait supérieur au montant de sa créance : Justinien, dans la *constitution 14* au *Code*, de *sententiis et interlocutionibus omnium judicum*, nous dit que « Papinien, homme d'un grand génie, avait dit, dans son ouvrage : de *quæstionibus*, que le juge peut non seulement renvoyer indemne le défendeur, mais encore condamner le demandeur s'il trouve qu'il soit redevable au défendeur. Non seulement, ajoute Justinien, nous confirmons la décision de ce jurisconsulte, mais encore nous ordonnons qu'il lui soit donné plus d'extension, en sorte qu'il soit permis au juge de porter une sentence contre le demandeur et de le condam-

1. Accarias, II, p. 606, note 2 et p. 607, note 2.

ner à donner ou à faire quelque chose, sans qu'on puisse lui opposer l'exception qu'il n'est pas le juge compétent du demandeur : car ce dernier ne doit pas être surpris d'avoir contre lui, et dans la même affaire, le juge qu'il a eu en demandant » (1). D'après Justinien, Papinien autorisait donc le juge non seulement à absoudre le défendeur, mais aussi à condamner le demandeur, en supposant que celui-ci dût à son adversaire une valeur supérieure au montant de sa propre réclamation : « Mais bien probablement, dit M. Accarias, Papinien n'avait pas en vue un véritable juge ; il voulait plutôt dire que le magistrat, saisi d'une demande rentrant dans le domaine de la *jurisdictio extraordinaria*, pouvait connaître de toutes les demandes reconventionnelles (*mutuae petitiones*) même peut-être de celles qui par leur nature appartenaient à la *jurisdictio ordinaria*. Une telle doctrine n'a rien de choquant, puisque le magistrat qui juge au fond n'est enchaîné par aucune formule. Ce qui d'ailleurs ajoute à la vraisemblance de cette interprétation, c'est que la question qui aurait été ainsi résolue par Papinien paraît avoir été discutée encore après lui » (2). Ulpien, en effet examinant si les présidents des provinces peuvent

1. Justinien, *Const. 14. Code, De sententiis et interlocutionibus omnium judicum*, VII, 45.

2. Accarias, II, p. 717, note 1.

connaître de *mutuæ petitiones* déclare qu'il croirait volontiers qu'ils le peuvent. *Hæc omnia si apud præsides petantur, videamus an de mutuis petitionibus possint præsides cognoscere. Et putem debere admitti* (1). « Il n'y a rien d'étonnant, conclut M. Accarias, si cette question avait appelé l'attention de Papinien ».

Enfin M. Accarias, recherchant si la procédure formulaire ne donnait aucune ressource au défendeur qui prétendait avoir une créance contre le demandeur. « Le défendeur pouvait *in jure* former une *mutua petitio* ou demande reconventionnelle. Rien n'était plus fréquent, dit Quintilien (*Inst. orat.*, III, 10), que des demandes opposées l'une à l'autre (*petitiones invicem adversæ*). En pareil cas, les deux actions ne se confondaient pas en une seule ; chaque partie exerçait la sienne distinctement et le magistrat délivrait deux formules ». *Non confunditur formula si is qui apud me pecuniam deposuit, idem mihi postea furtum fecerit, et ego cum illo furti agam, ille mecum depositi*, dit Senèque (2). Il n'y avait qu'un juge pour les deux actions, mais il y avait deux jugements distincts qui pouvaient être rendus à un intervalle de temps assez long. *Si apud eundem judicem invicem petamus, si et mea et tua petitio sine usuris fuit, et judex*

1. Ulpien, *Loi 1*, § 15. *Dig. De extraordinariis cognitionibus*, L. 13.

2. Senèque, *De beneficiis*, VI. 5. cité par Accarias, p. 1104, note 1.

me priorem tibi condemnavit, quo magis tu prior me condemnatum habeas ; non est mihi necesse pro hac causa appellare, quando secundum sacras constitutiones iudicatum a me petere non possis, priusquam de mea quoque petitione iudicetur ; sed magis est ut appellatio interponatur (1). « L'utilité évidente de ce procédé, conclut Accarias, est que les deux demandes étant reconnues justes et les deux droits liquidés, le juge pouvait assez aisément concilier les parties et obtenir qu'elles se fissent réciproquement remise jusqu'à concurrence de la plus faible des deux dettes » (2). Nous pouvons ajouter que cette remise réciproque devait être obligatoire puisque, ainsi que Macer nous le fait remarquer, l'exécution de l'un des jugements ne pouvait avoir lieu avant que l'autre ne fût rendu.

Eisele, Scheurl, Dernburg, Brinz, Ortolan croient au contraire que bien avant la réforme de Marc-Aurèle il existait un procédé général pour obtenir compensation dans les actions de droit strict ; d'après eux, Marc-Aurèle n'a pas innové, il a, dans son rescrit, reconnu l'existence d'un principe généralement admis et il en a fait l'application aux actions de droit strict.

Eisele croit même trouver dans les actions de

1. Macer, *Loi 1, § 4, Quæ sententiæ sine appellatione rescinduntur*, XLIX, 8.

2. Accarias, II, n° 909 *in fine*, p. 1104.

droit strict l'origine de la compensation ; d'après lui, le type le plus nettement caractérisé de la compensation se trouve dans les actions de droit strict, où les deux créances n'ont entre elles d'autre rapport que celui qui résulte de ce qu'elles portent sur des quantités analogues. Il n'y aurait donc, dans les *negotia stricti juris*, aucun élément qui ne soit de l'essence de la compensation, car les créances dérivant de ces *negotia* auront souvent des objets différents. Ce qui prouverait encore, d'après Eisele, que la compensation a son origine dans les actions de droit strict, c'est que les plus grands changements ont été apportés à ce sujet dans les actions de droit strict ; dans les actions de bonne foi, en effet, on n'en voit qu'un relatif à la compensation des créances *ex dispari causâ*.

Cette opinion est inadmissible. Gaius nous explique le mécanisme de la compensation dans les actions de bonne foi, dans l'action *cum compensatione* de l'*argentarius*, dans l'action *cum deductione* du *bonorum emptor*. Evidemment il nous eût de même expliqué le mécanisme de la compensation dans les actions de droit strict si elle eut existé à son époque.

Il est vrai que Gaius, qui vivait au temps de Marc-Aurèle, ne dit rien non plus du rescrit de Marc-Aurèle dans ses *Institutes*.

Pour expliquer ce silence, on a supposé que les §§ 60 et 61 de ses *Instituts*, qui sont restés illisibles dans le manuscrit palimpseste de Vérone, devaient contenir les explications de Gaius sur la compensation dans les actions de droit strict, mais M. Desjardins fait remarquer avec raison que Gaius aurait suivi une méthode bien bizarre en traitant dans ses *Commentaires*, d'abord de la compensation dans les actions de droit strict, ensuite dans les actions de bonne foi et puis en revenant encore à la compensation dans les actions de droit strict à l'occasion de l'*argentarius*.

D'autres auteurs ont cherché à expliquer le silence de Gaius en disant que le rescrit de Marc-Aurèle avait dû être rendu après la rédaction des *Institutes* de Gaius. Il est difficile de répondre à cette conjecture, car, ainsi que le fait remarquer M. Glasson (1), les jurisconsultes modernes ne sont pas complètement d'accord sur le point de savoir à quelle époque furent composés les *Institutes*. « Il existe deux opinions bien distinctes. Suivant les uns, les quatre *Commentaires* des *Institutes* auraient été composés sous le règne de Marc-Aurèle. » « Dans un second système, on soutient que la fin du second *Commentaire*, les troisième et quatrième *Commentaires* da-

1. Glasson. *Etude sur Gaius* (1885), p. 126.

tent bien du règne de Marc-Aurèle ; mais que le premier Commentaire et le commencement du second ont été écrits sous le règne d'Antonin (1). » M. Glasson ajoute : « Dans les *Institutes* de Gaius ne se rencontrent pas un certain nombre de constitutions de l'empereur Marc-Aurèle ; il est donc probable que Gaius ne les connaissait pas. » « Les *Institutes* ont été écrites à la fin du règne d'Antonin et dans les premières années du règne de Marc-Aurèle (2). »

D'autres auteurs enfin, concluent du silence de Gaius que le rescrit de Marc-Aurèle n'avait pas apporté dans la jurisprudence une innovation profonde, qui la fit sortir de ses règles habituelles. « Nous croyons encore, quant à nous, dit Ortolan (3), que cette dernière conclusion est exacte, que le rescrit n'a fait que régulariser et fortifier des pratiques déjà existantes dans la procédure formulaire : et nous en avons la preuve dans plusieurs fragments des jurisconsultes antérieurs au règne de Marc-Aurèle, dans lesquels il est traité de la compensation d'une manière beaucoup plus générale que s'il s'agissait uniquement d'une particularité des

1. Glasson. *Etude sur Gaius*, n° 33, p. 127.

2. Glasson. *Etude sur Gaius*, n° 34, p. 128.

3. Ortolan. *Explication historique des Institutes*, n° 2479, III, p. 661.

actions de bonne foi, et où des affaires de droit strict sont même mentionnées textuellement. »

Ortolan cite à l'appui de sa thèse : 1° La loi 2, à notre titre, où Julien semble admettre la compensation d'une manière bien générale. *Unusquisque creditorem suum, eundemque debitorem petentem summaret, si paratus est compensare* » (1).

2° La loi 5, au même titre, où Gaius accorde la compensation à un fidéjusseur ; il s'agit d'action contre un fidéjusseur, dit Ortolan, par conséquent de droit strict. *Si quid a fidejussore petetur, æquissimum est eligere fidejussorem, quod ipsi an quod reo debetur, compensare malit ; sed et si utrumque velit compensare, audiendus est* (2).

3° La loi 10 § 3, au même titre ; ce texte est d'Ulpien, d'après Julien, et il s'agit de stipulations prétoriennes. *In stipulationibus quoque quæ instar actionum habent, id est prætorius, compensatio locum habet, et secundum Julianum tam in ipsa stipulatione quam in ex stipulatu actione poterit obici compensatio* (3).

4° La loi 13, au même titre, fragment d'Ulpien,

1. Julien. Loi 2, Dig. *De compensationibus*, XVI, 2.

2. Gaius. Loi 5, Dig. XVI, 2.

3. Ulpien. Loi 10 § 1, Dig. XVI, 2.

d'après Labéon. *Quod Labeo ait, non est sine ratione, ut, si cui petitioni specialiter destinata est compensatio, in cæteris non obiciatur* (1).

5° La loi 13, au même titre, fragment de Javolenus où il s'agit encore de stipulation. *Pecuniam certo loco a Titio dari stipulatus sum: is petit a me quam ei debeo pecuniam: quero, an hoc quoque pensandum sit, quanti mea interfuit certo loco dari, respondit: si Titius petit, eam quoque pecuniam, quam certo loco promisit, in compensationem deduci oportet, sed cum sua causa, id est ut ratio habeatur, quanti Titii interfuerit eo loco quo convenerit pecuniam dari* (2).

« Labéon, Javolenus, Julien, conclut M. Ortolan, sont antérieurs à Marc-Aurèle, et quant à Gaïus, on suppose, d'après son silence, qu'il écrivait avant le rescrit. Il est par trop commode, en pareille rencontre, de dire de ces fragments, même quand les faits et les expressions y répugnent, qu'ils se rapportaient à l'*argentarius*, mais qu'ils ont été interpolés » (3).

Nous pouvons ajouter à ces cinq textes les fragments suivants dont nous allons faire un examen général.

1. Ulpien. Loi 42, Dig. XVI, 2.

2. Javolenus. Loi 13, Dig. XVI, 2.

3. Ortolan III, p. 661, note 2.

6° La loi 38 (Celsus), Dig. *De rei vindicatione*, VI, 1.

7° La loi 4 (Paul), Dig. *De compens.* XVI, 2.

8° La loi 14 (Javolenus), *De compens.* XVI, 2,

De tous ces textes nous essaierons de tirer une réponse à la question que nous nous sommes posée.

1° La loi 2, à notre titre, au Digeste, pose une règle des plus générales. *Unusquisque creditorem suum, eundemque debitorem petentem summovet, si paratus est compensare*. Elle est extraite du livre 80 des *Digestes* de Julien ; si nous possédions là le véritable texte de Julien, nous serions obligés de reconnaître qu'à l'époque d'Hadrien la compensation était admise dans toutes les actions, même de droit strict et qu'elle était à la portée de tout le monde. Mais d'une part la règle est formulée d'une façon vraiment trop absolue et de plus on peut être surpris de n'avoir pas ailleurs d'autre trace d'une règle si formelle. Stampe propose de lire : *pactus est* au lieu de *paratus est* ; Julien ferait allusion à un cas de compensation conventionnelle qui donnerait au défendeur l'*exceptio pacti conventi* pour obliger le demandeur à tenir compte de sa propre dette. Cette conjecture est possible, mais nous préférons reconnaître avec Stampe que les compilateurs ont défi-

guré notre loi 2 jusqu'à la rendre méconnaissable.

Nous rejetterons donc ce texte qui ne peut nous donner aucune base sérieuse de discussion après les interpolations dont il a été l'objet.

2° La loi 5, à notre titre, au Digeste, est de Gaius ; elle est extraite du livre 9 de son commentaire *ad Edictum provinciale*. Or Gaius a écrit son commentaire sur l'Edit avant ses *Institutes*, et dans les *Institutes* même, il ne dit rien du rescrit de Marc-Aurèle ; dans ce fragment, dont nous avons donné le texte plus haut, il accorde sans hésiter la compensation au fidéjusseur pour toute créance, soit de son chef, soit du chef du débiteur principal, soit des deux. Donc la compensation, dit-on, existait certainement avant Marc-Aurèle dans les actions du droit strict *ex dispari causa*. Mais nous pouvons observer que le fragment de Gaius est extrait d'un livre de son commentaire où Gaius s'occupait de la compensation de l'*argentarius* et très probablement cette loi 5 s'applique à la compensation de l'*argentarius* ; nous savons d'ailleurs que la caution pouvait exiger la compensation du banquier, soit de son chef, soit de son client ; le banquier était obligé d'agir *cum compensatione* en tenant compte de toutes ses dettes. Cette obligation avait d'autant plus d'importance qu'avant Justinien la caution n'avait pas

le bénéfice de discussion, le banquier pouvait actionner aussi bien le fidéjusseur que le débiteur principal.

3° Dans la loi 10 § 3 au Digeste, à notre titre, Ulpien nous dit : *In stipulationibus quoque quæ instar actionum habent, id est prætoriiis, compensatio locum habet, et secundum Julianum tam in ipsa stipulatione quam in ex stipulatu actione poterit obici compensatio.*

Eisele prétend que, dans ces stipulations prétoriennes, le procédé employé pour tenir compte des dettes réciproques présente la plus grande analogie avec l'action *cum compensatione* dont il n'était pour ainsi dire que l'un des cas d'application. Le magistrat exigeait que le stipulant ne se fit promettre que l'excédent entre sa créance et sa dette ; par suite le stipulant ne pouvait, comme l'*argentarius*, exiger qu'un solde.

Dernburg affirme que l'action renfermait la *clausula doli*, ce qui la transformait en action de bonne foi et faisait par là dépendre la compensation des pouvoirs du juge. Mais ceci n'est qu'une conjecture à rejeter.

Lenel (1) nous paraît avoir interprété sagement

1. Lenel. *Quellensforschungen in Edicten Commentar*, 1882, p. 104 et suiv.

l'hypothèse : Ulpien, dans ce titre, fait allusion au *bonorum emptor* ; le fragment est extrait du livre 63, *ad edictum* ; la *Palingenesia juris civilis* de Lenel nous montre que, dans ce livre, Ulpien traitait de la formule rutilienne donnée au *bonorum emptor* ; il s'agit donc ici de l'action *cum deductione* donnée au *bonorum emptor*. Probablement Ulpien avait écrit *deductio* les compilateurs de Justinien transportant ce fragment dans notre titre ont transformé le mot en prenant *compensatio* dans le sens large qui lui était attribué à leur époque.

D'après Eisele, la loi 2 à notre titre contiendrait aussi une application de l'action *cum compensatione*. *Unuquisque creditorem suum eundemque debitorem petentem summovet, si paratus est compensare*, nous dit Julien (1). *Compensare* signifierait *agere cum compensare* ; chaque débiteur pourrait se prévaloir de sa créance contre son créancier en menaçant d'agir *cum compensatione*. Mais cette interprétation n'est pas suffisamment justifiée.

4° La loi 13, du Digeste, à notre titre, dans laquelle Ulpien nous dit : *quod Labeo ait, non est sine ratione, ut, si cui petitioni : specialiter destinata est compensatio, in cæteris non obijciatur*. Ulpien approuve

1. Loi 2, Dig. De compensationibus (XVI, 2).

Labéon qui décidait que, lorsque la compensation a été destinée à être opposée à une certaine demande, elle ne saurait l'être à d'autres.

Ulpien fait ici application du principe que nous indique Bartole dans une glose : *una causa non potest operari circa diversos effectus*. Godefroy nous dit de même : *Compensationes plures fieri non possunt ejusdem debiti : seu compensatio quæ unicum debitum perimit, alii debito objici non potest ; cum semel effectum suum sit sortita, non potest autem una causa diversos effectus sortiri*.

Ce texte ne nous paraît pas fournir un argument bien utile à n'importe quelle opinion. D'ailleurs il y a une observation qui clot toute discussion : Ce fragment d'Ulpien est tiré du livre 66 de son commentaire sur l'édit et nous savons que, dans ce livre, Ulpien traitait de *curatore bonis dando*. Il s'agit donc encore ici d'un cas d'application de l'action *cum deductione du bonorum emptor*.

5° La loi 15, au Digeste, à notre titre (fragment extrait du livre 2 des lettres de Javolenus) (1). *Pecuniam certo loco a Titio dari stipulatus sum : is petit a me quam ei debeo pecuniam : quaro, an hoc quoque pensandum sit, quanti mea interfuit certe loco dari respondit : si Titius petit, eam quoque pecuniam, quam certo*

1. Priscus Javolenus vivait sous Domitien et Trajan : il a été le maître de Julien.

loco promisit, in compensationem deduci oportet, sed cum sua causa, id est ut ratio habeatur, quanti Titii interfuerit eo loco quo convenerit pecuniam dari. J'ai stipulé de Titius une somme payable dans un lieu déterminé. A son tour il me réclame une somme que je lui dois. Faut-il faire entrer en compensation l'intérêt que j'ai à être payé en un lieu désigné ? Javolenus consulté à ce sujet répond : si Titius le demande, il faut déduire en compensation cette somme qu'il a promise en un lieu déterminé, mais *cum sua causa*, c'est-à-dire en tenant compte de l'intérêt qu'a Titius de payer à l'endroit convenu la somme par lui promise.

Dernburg (1) explique ainsi l'espèce contenue dans ce fragment : Je stipule d'un banquier qu'il me paiera à Carthage une somme déterminée, quelque temps après, le banquier me poursuit à Rome pour une dette échue. Puis-je exiger que la créance que j'ai contre lui, payable à Carthage, soit déduite en compensation ? Oui, répond Javolenus, mais, en opposant la compensation pour cette créance, je renonce à me la faire payer à Carthage, je me mets dans la même situation que si j'en avais reçu le paiement. D'autre part le banquier peut faire valoir qu'il avait déjà envoyé l'argent à Carthage, qu'il en résulte pour lui

1. Dernburg. *Compensation*, p. 502-503.

des frais et un préjudice, il demande qu'on lui tienne compte de tout l'intérêt qu'il avait à payer à Carthage et non à Rome. Javolenus répond qu'il est juste de lui en tenir compte.

Compensari ubique potest quod certo loco debetur, nous dit Godefroy dans son commentaire à ce titre, *si modo præstetur adversario id quod ejus interest debitum suo loco solvi, unde notant compensationes non modo sortis, sed et eorum quæ sorti accedunt, puta ejus quod interest, posse peti : et breviter necdum liquida debita, interdum compensari.*

Il n'y a pas de doute sur l'hypothèse qui est en jeu ici. Javolenus nous montre l'application des principes relatifs à l'action *de eo quod certo loco*. Or, assurément il s'agit d'une opération entre un banquier et un de ses clients ; les banquiers, en effet, étaient les seules personnes qui avaient l'occasion de promettre de l'argent payable à des endroits déterminés et à jours fixes. Il s'agit ici d'une opération de banque et dès lors nous n'avons plus dans ce fragment de Javolenus qu'une application de l'action *cum compensatione* de l'*argentarius*.

6° Dans la loi 38, au Digeste, au titre *de rei vindicatione*, Juventius Celsus, contemporain de Trajan, nous explique la situation d'un acheteur de bonne

foi qui a semé ou bâti sur un terrain qui est ensuite revendiqué contre lui.

« Un juge équitable, dit Celsus, se décidera différemment suivant les personnes et les circonstances. Supposez, par exemple, que le propriétaire eût fait la même chose que le possesseur ; il doit rendre les impenses s'il veut recevoir son terrain, au moins jusqu'à concurrence de l'augmentation qui est survenue à son terrain ; et si le possesseur a fait plus de dépense que le terrain lui-même ne valait, il suffira que le demandeur lui rende ce qu'il a dépensé. Supposez un propriétaire pauvre qui, s'il était contraint de rendre ces dépenses, serait privé de la demeure et de la sépulture de ses ancêtres, alors il doit suffire au demandeur qu'on lui permette d'ôter ce qu'il pourra, pourvu que le terrain n'en soit pas détérioré et ne soit pas de moindre valeur qu'il n'était avant qu'on y eût bâti. Nous décidons à la vérité que, si le propriétaire est prêt à rendre au possesseur la somme qu'il pourrait retirer en emportant ce qu'il a ajouté au terrain, il est le maître de le faire. On ne doit pas favoriser en pareille matière la malignité d'un possesseur qui voudra, par exemple, enlever des peintures dont il aura orné les murs, et qui n'y doit rien gagner si ce n'est de faire une méchanceté. Mais si vous supposez que le propriétaire est prêt à vendre son fonds aussitôt qu'il l'aura reçu, il doit ren-

dre ces dépenses ; s'il refuse, le possesseur ne sera condamné à lui restituer sa chose qu'après les avoir déduites (1). »

Il s'agit, dans ce fragment, d'un règlement de compte entre un possesseur qui a fait des impenses sur une chose dont il est évincé et le propriétaire qui reprend sa chose. Ce règlement des impenses se fait de diverses manières, dit Celsus, selon les personnes et les circonstances. Dans le dernier cas que nous cite Celsus, le propriétaire revendique l'immeuble pour le revendre et, dans ce cas, sa condamnation ne sera prononcée que déduction faite du montant des impenses à rembourser au possesseur évincé.

C'est dans ce règlement que s'opèrera la compensation. Sans doute on peut objecter qu'il s'agit ici d'une action arbitraire et que les actions arbitraires ont bien des points communs avec les actions de bonne foi ; on peut dire encore que, pour qu'il y ait compensation, il faut deux créances contraires, or le possesseur n'est pas créancier du propriétaire, il l'est si peu qu'il n'a aucune action contre le propriétaire s'il vient à être dépossédé de la chose. Mais ce que nous devons retenir de ce texte, c'est que la condamnation n'est prononcée qu'après *deductio* des

1. Celsus, *Loi 38, Dig. De rei vindicatione*, VI, 1.

impenses et Paul, dans un fragment au même titre, nous indique par quel procédé cette *deductio* était obtenue : *Per doli mali exceptionem ratio eorum haberi debet, si perseveret actor petere rem suam non redditis sumptibus* (1). Nous voyons ainsi facilement le mécanisme de notre compensation ; le propriétaire revendique, le défendeur invoque des impenses, le montant de la condamnation doit en être réduit, sinon l'action sera donnée avec adjonction de l'*exceptio doli mali*.

7° On invoque encore la loi 4, au *Digeste*, à notre titre, dans laquelle Paul nous dit que le fidéjusseur peut opposer la compensation du chef du débiteur principal : « Il est vrai, et c'était l'opinion de Neratius ainsi que de Pomponius, que le fidéjusseur doit être libéré de plein droit de tout ce que le principal obligé, le défendeur peut retenir; de même que dans ce cas si je demande tout au défendeur, je fais une demande irrégulière, de même le fidéjusseur n'est pas tenu *ipso jure* pour une quantité plus grande que celle à laquelle le défendeur peut être condamné. » *Verum est, quod et Neratio placebat, et Pomponius ait, ipso jure eo minus fidejussorem ex omni contractu debere, quod ex compensatione reus retinere potest, sicut enim cum totum peto a reo, male peto, ita et fidejussor*

1. Paul, Loi 27 § 5. *Dig. De rei vindicatione*, VI, 1.

non tenetur ipso jure in majorem quantitatem, quam reus condemnari potest (1).

D'après certains auteurs, il s'agirait là de la compensation d'une créance *stricti juris, ex dispari causa* ; s'il en était ainsi, la compensation dans les actions de droit strict aurait existé à l'époque de Neratius, près d'un demi-siècle avant Marc-Aurèle.

Stampe trouve l'affirmation de Paul peu précise et ne voit pas qu'on puisse trouver là un argument suffisant pour établir d'une manière péremptoire l'existence d'un procédé général de compensation avant Marc-Aurèle. Neratius et Pomponius défendaient la compensation dans les actions de droit strict (*verum est*), ils n'en étaient pas pénétrés pour cela (2). Eisele, il est vrai, critique Stampe en lui reprochant de n'avoir pas remarqué que *verum est* ne se rapporte nullement au droit de compensation du débiteur, lequel est plutôt supposé par Neratius et Pomponius comme existant, mais à la libération des fidéjusseurs basée sur ce droit de compensation (3). Mais on peut dire aussi que ce fragment ne vise que l'*argentarius* : *cum totum peto a reo male peto* visent certainement, dit-on, la *plus petitio* infligée à

1. Paul, *Loi 4. Dig. De Compensationibus*, XVI, 2.

2. Stampe, p. 43.

3. Eisele, *Kritische Vierteljahresschrift für Gesetzgebung und Rechtswissenschaft*, 1887.

l'*argentarius* dans le cas où il ne faisait pas la compensation. Enfin, nous devons remarquer que ce fragment de Paul est extrait de son livre 3 *ad Sabinum*, qui, d'après la *Palengenesia juris civilis* de Lenel, s'occupe des legs ; ne peut-on pas supposer que Paul visait ici la *cautio legatorum* ? Or, nous savons que cette *cautio* était au nombre des stipulations prétoriennes et nous avons vu plus haut que dans ces stipulations il n'est pas douteux que la compensation avait été pratiquée de très bonne heure. Nous serions donc ici en présence d'un texte visant une hypothèse spéciale prévue également par Ulpien dans la loi 10 § 3, au même titre. Les compilateurs de Justinien ont certainement fait de cette espèce particulière un principe général en ajoutant : *ex omni contractu*, ce qui n'était pas probablement dans la pensée de Paul ; la place de ce fragment en est la preuve.

8° La loi 14, au Digeste, à notre titre (fragment extrait du livre 15 *ex Cassio*). *Quicumque per exceptionem peremi possunt, in compensationem non veniunt.*

Compensationem nemo recte petit eorum quæ petere quidem potest stricto jure, nous dit Godefroy, *non posse tamen cum effectu petere, cum exceptione possit repeti.* Remarquons cependant que l'on peut faire entrer

en compensation une obligation naturelle (1) ; il faut une exception péremptoire pour empêcher la compensation (*veluti si debitum præscriptione vel sententia absolutoria inane redditum est*) (2).

Présenté comme il l'est, ce fragment paraît avoir une portée très générale ; mais, en nous reportant à la *Palingenesia juris civilis* de Lenel, nous constatons que ce fragment est extrait d'un livre du commentaire de Javolenus *ex Cassio* où le jurisconsulte traitait de la *bonorum venditio*. Il s'agit donc d'une *actio cum deductione* du *bonorum emptor*. Les compilateurs de Justinien ont modifié le texte en remplaçant *deductio* par *compensatio* qui avait un sens plus large. Cette interpolation a eu pour résultat de donner au texte un sens large qu'il n'avait pas tout d'abord. Nous ne devons y voir qu'un nouveau cas d'application de l'action *cum deductione* du *bonorum emptor*.

Nous avons terminé l'étude des principaux textes sur lesquels se base la théorie d'après laquelle la compensation aurait pu être appliquée dans les actions de droit strict avant Marc Aurèle.

Nous pourrions y ajouter l'observation suivante de Ihering :

1. Ulpien, *Loi 6. Dig. De compensationibus*, XVI. 2. *Etiam quod natura debetur, venit in compensationem.*

2. *Glose de Castrens* dans Godefroy, *Corpus juris civilis*, 1590.

« L'application des principes (qui réglementaient l'exercice des actions avec réserve du droit adverse), ne se bornait pas, assurément, aux deux cas rapportés par Gaius. Rien, il est vrai, ne l'atteste pour les actions personnelles où une créance peut se trouver en conflit avec une créance contraire : Je n'oserais affirmer, dit Ihering, qu'il s'agit d'une action avec *deductio* dans le § 108 des *Fragments du Vatican*. *Deductis quintis singulorum liberorum nomine repetere posse*. Mais il en était certainement de même en matière réelle, lorsqu'il y avait conflit de la propriété et de l'usufruit. Supposons que quelqu'un légua, par testament, à sa veuve, l'usufruit d'une maison dont il laissait la propriété à un tiers ; la validité de ce dernier legs étant contestée, l'intéressé portait la contestation en justice. Il pouvait agir par la *reivindicatio* contre la veuve comme à l'égard de toute autre personne. Mais tandis que dans son action vis-à-vis de tout autre il n'avait pas besoin de mentionner que l'usufruit lui avait été enlevé, vis-à-vis de cette défenderesse, il était tenu de faire mention de cette circonstance, car c'était à elle, son adversaire, qu'appartenait cet usufruit. Libre à lui de reconnaître ou de contester ce droit d'usufruit ; mais s'il devait, lui, pouvoir faire reconnaître sa propriété, elle aussi devait pouvoir faire reconnaître son usufruit. Il y avait pour cela un moyen bien

simple, c'était d'ajouter à la formule de la *reivindicatio* les mots : *deducto usufructu*. Cette rédaction de la formule nous est formellement attestée en matière de juridiction volontaire ; et la loi de correspondance des formes entre cette juridiction et la juridiction contentieuse, comme aussi la corrélation intime et nécessaire entre les formes de l'établissement de rapports juridiques et celles de leur exercice en justice, rendent fort probable que la formule de l'*in jure cessio deducto usufructu* trouvait également son emploi en matière de revendication. Cela devient même presque certain si, d'une part, l'on considère l'incontestable nécessité pratique d'une pareille formule et que, de l'autre, l'on observe les deux cas que nous avons cités d'une action personnelle accompagnée d'une réserve de ce genre » (1).

Faisons remarquer que les formules de la *mancipatio* et de l'*in jure cessio* avec *deductio* reproduites dans les *Fragmenta Vaticana*, § 50 nous montrent l'exactitude de l'observation de Ihering. *In mancipatione vel in jure cessione an deduci possit vel ex tempore vel ad tempus vel ex conditione vel ad condicionem, dubium est; quemadmodum si is, cui in jure ceditur, dicit : « Aio hunc fundum meum esse deducto usufructu ex Kal. Jan. » vel « deducto usufructu usque ad*

1. Ihering. IV.

Kal. Jan. decimas » vel « Aio hunc fundum, meum esse deducto usufructu, si navis ex Asia venerit » : item in mancipatione : « Emptus mihi esto pretio, deducto usufructu ex Kal. illis. » vel « usque ad Kal. illas. » ; et eadem sunt in conditione. Pomponius igitur putat non esse ad certum tempus deduci nec per in jure cessionem nec per mancipationem, sed tantum transferri ipsum posse. Ego didici et deduci ad tempus posse, quia et mancipationem et in jure cessionem lex XII tabularum confirmat. Num quid ergo et ex tempore et conditione deduci possit ? Sequitur et legatum deduci ad certum tempus posse. La formule de l'in jure cessio avec deductio présente un intérêt tout particulier, l'in jure cessio étant une imitation de la revendication. Au lieu du mot deducto, on rencontre aussi, comme pour les impenses nécessaires de la dot, le mot retento, (Constitution de Dioclétien (296) dans Fragments du Vatican, 313) ou detracto (Loi 36 § 1. Loi 54, De usuf. 7, 1. Loi 19 de usu leg. 33, 2). Dans Gaius (II, 33) on trouve les deux termes : detrahere et deducere employés concurremment 1). Quod autem diximus usufructum in jure cessionem tantum recipere, non est temere dictum, quameis etiam per mancipationem constitui possit eo, quod in mancipanda proprietate detrahi potest ; non enim ipse usufructus mancipatur, sed cum in man-

1. Ihering, IV, p. 79, note 99.

cipanda proprietate deducatur, eo fit ut apud alium usus-fructus, apud alium proprietas sit (1).

Enfin nous pouvons mentionner une observation d'Ortolan : c'est qu'un certain nombre de textes présentent ici absolument les mêmes locutions que celles du § 30 des *Institutes* de Justinien, relatives à la compensation dans les actions de droit strict en vertu du rescrit de Marc-Aurèle, et dont nous cherchons l'interprétation : « *Per exceptionem doli mali cogar pretium ejus quod accesserit dare ; — Per doli mali exceptionem ratio eorum (sumptuum) haberi debet. — Exceptione doli opposita, per officium judicis, æquitatis ratione, servantur. — Doli mali exceptione posita, rem servari posse. — Per doli mali exceptionem contra vindicantem dominium servare sumptus, juris auctoritate significatum est* » (2).

Résumons-nous.

De l'examen des textes que nous avons cités, nous pouvons conclure que :

1° L'un d'eux est interpolé, ce texte ne nous donne donc aucun renseignement appréciable pour la solution de notre question.

2° Deux autres textes visent l'action *cum compensatione* de l'*argentarius*.

1. Gaius, II, 33.

2. Ortolan, n° 2185, III, p. 665 et 666.

3° Trois autres s'appliquent à l'action *cum deductione* du *bonorum emptor*.

4° Un texte (et tous ceux que nous avons cités d'après Ortolan, n° 2185) ont trait à des actions réelles.

5° Un autre enfin se rattache à la compensation dans les stipulations prétoriennes (tout au moins *cautionales*).

Aucun d'eux, sauf ceux que nous croyons interpolés, ne s'applique à la compensation dans les actions de droit strict. Pouvons-nous cependant en déduire une observation utile pour l'histoire de la compensation ? Nous le croyons.

En réalité, sauf dans l'action *cum compensatione* de l'*argentarius* qui dérive d'une convention spéciale et antérieure des parties, nous trouvons dans tous les cas que nous avons examiné, une application plus ou moins directe de l'exception de dol.

Ainsi que l'a fait si justement observer M. Ortolan, « en somme, l'exception de dol est l'arme, le moyen de coercition par lequel le demandeur est amené, crainte de ses conséquences, à tenir compte d'une manière ou d'autre de la compensation ; et nous traduisons la phrase relative au rescrit de M. Aurèle, dans le § 30 des *Institutes* en ces termes : « Sur l'opposition de l'exception de dol, faite par

le défendeur, la compensation était introduite dans la formule » (1).

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, citant M. Lair, l'histoire de la compensation se lie intimement à l'histoire de la procédure ; nous pouvons ajouter : l'histoire de la compensation se lie intimement (et nous dirons même est exactement semblable) à l'histoire de l'exception de dol.

C'est encore Ihering qui nous donnera l'explication de l'évolution qui s'est produite :

« Il est de toute évidence que dans l'organisation de la défense, les règles doivent être rigoureusement déterminées : trop de ménagements envers les intérêts du demandeur dégénérerait en injustice pour le défendeur. La difficulté consiste à tenir la balance égale entre les deux parties, sans la faire pencher plutôt en faveur de celle-ci que de celle-là, à chercher la ligne de démarcation exacte qui les sépare et que maintient entre elles l'idée de la justice en matière de procédure. Il n'y a pas lieu de traiter ici d'une manière plus approfondie ce grave problème législatif. Ni la jurisprudence, ni la législation n'en ont eu toujours l'intelligence exacte ; mais il faut au moins, pour juger sciemment la procédure romaine ancienne, avoir conscience qu'il

1. Ortolan, n° 2192, III, p. 672.

existe, et avoir une idée de la manière dont il peut être résolu (1).

« Dans une action née d'un acte bilatéral créant en faveur des deux parties des droits et des obligations réciproques, il ne suffit pas que le demandeur établisse dès l'abord le fondement de sa demande, pour que le défendeur qui ne saurait au même instant prouver le fondement des prétentions contraires qu'il puise dans le même acte, soit renvoyé *ad separatim*, à se pourvoir par une action récursoire. En effet, la demande et la prétention contraire se trouvent ici dans la plus étroite corrélation, dans une dépendance réciproque ; le retard qu'occasionne le défendeur ne dépasse point l'avance que le demandeur a pu prendre sur lui. Le demandeur a pu faire avant le procès, ce que le défendeur doit faire pendant. C'est ainsi qu'on en a jugé en droit romain dès le moment où les actes bilatéraux, comme tels, ont pu être poursuivis en justice. Mais il en était tout autrement lorsque les parties avaient revêtu leur acte de la forme de deux conventions unilatérales « stipulations », ainsi qu'elles devaient le faire avant cette époque, et comme elles purent toujours le faire dans la suite et le firent, en effet, fréquemment. Dans ce cas chaque demande

1. Ihering, IV, p. 49.

existait par elle-même ; il n'était que conforme à la volonté des parties que l'exercice en justice de l'une ne put être entravé par l'autre. Si elles avaient voulu le contraire, elles eussent pu l'obtenir en rédigeant leurs deux stipulations sous forme conditionnelle. Mais dans ce cas également, le droit romain nouveau a permis de faire valoir une prétention contraire *par voie d'exception*. C'était chose blâmable assurément que d'enlever aux parties la possibilité de donner à leur rapport la forme rigoureusement unilatérale (1). »

« Ce qui vient d'être dit des actes originairement bilatéraux est vrai naturellement, et avec plus de raison encore, des actes originairement unilatéraux. Là aussi le droit nouveau introduisit une innovation peu heureuse, en permettant au défendeur de faire valoir, sous forme d'exception, tous les motifs qu'il aurait pu produire sous forme d'action, et en exigeant, en principe général, que celui qui a une action doit aussi avoir une exception (2). La recevabilité illimitée de l'exception de compensation est l'application la plus dangereuse que fait le droit nouveau de cette règle. Il y a là un triomphe apparent de l'équité sur le droit rigoureux (*Æquitas*

1. Ihering, IV, p. 50.

2. *Cui damus actiones, eidem et exceptionem competere multo magis quis dixerit*. Loi 156, § 1. *De regulis juris* (L. 17).

compensationis) que je n'hésite pas, dit Ihering, à signaler comme une faute grave envers l'idée de justice en fait de procédure. Je n'y vois, ajoute-t-il, que les traces d'un phénomène spécial : la dégénération et l'affaiblissement du sentiment sain et énergique du droit ancien (1). »

De création récente, l'exception de dol, œuvre du prêteur Cassius probablement vers la fin du VII^e siècle de Rome a dû s'appliquer dans le premier siècle de notre ère *stricto sensu*, si j'ose m'exprimer ainsi ; elle n'a certainement pas atteint de suite son caractère de généralité. Labéon, nous le savons, donne déjà du dol une définition beaucoup plus large que celle d'Aquilius Gallus. La jurisprudence a dû procéder par étapes successives dans l'application de l'exception de dol. Appliquée strictement à l'origine, elle n'a dû servir que successivement à repousser des demandes mal fondées ou simplement inexactes. C'est ainsi, nous le croyons, qu'elle a dû être employée successivement, dans notre matière, à repousser toute action d'un demandeur, dans une revendication, qui ne voulait pas tenir compte au défendeur d'impenses remboursables (ici la compensation tient surtout du droit de rétention), puis à assurer, au bénéficiaire d'une stipulation préto-

1. Ihering, IV, p. 50 et 51.

rienne la sécurité résultant de l'intervention du magistrat de même qu'elle permettait au magistrat, dans une *cognitio extraordinaria*, de réduire la demande à un chiffre équitable.

Fallait-il aller plus loin et permettre l'introduction de l'exception de dol dans les actions de droit strict à l'effet d'y permettre la compensation ? Ici, nous le croyons, les Romains ont dû hésiter, la convention des parties imposait un règlement unilatéral et de droit strict. Laisser pénétrer l'exception de dol dans un but d'équité c'était sacrifier le demandeur dans l'exercice de droits que les deux parties avaient librement contractés. La jurisprudence ne l'a pas osé ; c'est Marc-Aurèle qui a accompli la réforme. Était-ce une innovation ? Non, sans doute, l'exception de dol suivait sa marche ascendante, elle était née limitée, l'équité la faisait générale ; à proprement parler, *Marc-Aurèle n'innovait pas*, il généralisait plutôt, il sanctionnait de son autorité une application extensive de l'exception de dol dans un but d'équité (1).

1. Il nous paraît nécessaire de reproduire le remarquable résumé de Sohm sur la question :

« L'absence d'un droit de compensation au profit du défendeur apparaît tout de suite dans les *stricti juris actiones*. Le défendeur était condamné d'après le droit civil à la suite d'un emprunt même s'il pouvait de son côté faire valoir une contre-réclamation de capital de la même valeur contre le

II. Le rescrit de Marc Aurèle modifiait-il les effets de l'exception de dol dans les actions de droit strict ?

Nous avons vu, dans le paragraphe précédent, que la destinée de la compensation avait suivi le cours des développements de l'*exceptio doli mali*.

D'une application restreinte au début, la compen-

plaignant (aucune réclamation *ex eadem causa* n'était possible dans les *stricti juris negotia* à cause de leur nature simplement unilatérale, il ne pouvait y avoir qu'une contre-réclamation *ex dispari causâ*). Mais le préteur donna aussi efficacité à toute contre-réclamation compensable dans les *actiones stricti juris*.

« Si le défendeur avait recours *in jure*, dans la première partie du procès, devant le magistrat, avant que la formule eût été délivrée, à une contre réclamation compensable, le préteur insérait une exception *doli* dans la formule. Le préteur traitait comme une injustice de la part du demandeur le fait de faire valoir sa demande en vertu du *negotium stricti* sans égard à une contre-réclamation compensable du défendeur. D'après le droit civil, ceci était admissible, mais le préteur ne voulait pas le tolérer. Le résultat d'une telle *exceptio doli* (basée sur une contre-réclamation compensable) n'était cependant pas la compensation, mais c'était (dans le cas où le défendeur prouvait *in judicio* l'existence de sa contre-réclamation) l'absolution du défendeur sans égard au montant de sa contre-réclamation. Le préteur n'avait pas encore institué, dans l'*actio stricti juris*, une compensation, mais seulement une contrainte indirecte pour le demandeur afin que celui-ci en introduisant sa demande (plus exactement avant la délivrance de la formule, donc avant la *litis contestatio*) compensât de son côté pour ne pas échouer dans sa réclamation. Un rescrit de Marc Aurèle réalisa ce progrès (Sohm, *Institutionen des römischen Rechts*, 5^e édition, p. 338-339). »

sation a été introduite, nous l'avons dit : 1° par l'effet du jeu régulier des actions sanctionnant des conventions, au profit (ou tout au moins dans les actions) des *argentarii* ; 2° par l'effet du développement successif de l'*exceptio doli mali* dans l'action *cum deductione* du *bonorum emptor*, dans les actions réelles, dans les actions résultant de stipulations prétoriennes, *a fortiori* dans les *cognitiones extraordinariæ*. Un dernier pas restait à franchir pour compléter le développement de cette institution ; il fallait introduire la compensation (en tant que simple compensation, c'est-à-dire existence simultanée de deux dettes réciproques) dans les actions de droit strict. Mais il fallait pour cela se heurter au formalisme volontaire des Romains, il fallait pour cela violer la liberté des conventions. Le prêteur n'osa pas. Et néanmoins il y avait là un progrès que l'équité imposait. Ce progrès, c'est Marc-Aurèle qui l'a réalisé en introduisant l'action de dol, dans les actions de droit strict toutes les fois que le demandeur était en même temps débiteur du défendeur.

Il nous semble qu'on a bien tort, quand on discute à outrance sur le point de savoir si Marc-Aurèle innove ou n'innove pas ; Marc-Aurèle a simplement subi la nécessité qui, à son époque semblait s'imposer, au point de vue de l'équité, dans la réglementation du droit de compenser. Il a formulé

une règle qui était fatalement imposée par l'évolution de l'institution.

Marc-Aurèle a donc introduit le droit d'opposer la compensation dans les actions de droit strict en permettant d'y introduire, dans ce cas et pour ce seul motif, l'exception de dol. Mais quel est l'effet de cette règle ?

Voici comment, d'après Sohm, le rescrit de Marc-Aurèle effectua ce progrès : à l'*exceptio doli mali*, qui, dans un *stricto juris iudicium*, était jointe à la formule à raison d'une contre-réclamation compensable, on attribua un effet de compensation. Le défendeur n'était donc, à raison de son exception *doli mali*, non plus simplement absous de toute sa dette, mais seulement absous pour partie en raison du montant de sa contre-réclamation. Le moyen judiciaire du prêteur était nécessaire toujours pour que l'accusé pût faire valoir son droit de compensation vis-à-vis de l'action *stricti juris*. Il devait, après comme avant, avoir recours *in jure*, dans les actions *stricti juris*, à la contre-réclamation afin que l'*exceptio doli* fût insérée dans la formule. Son droit de compensation ne lui était pas encore dû *ipso jure* d'après le droit civil, il était dû seulement *exceptionis ope*, d'après le droit du prêteur (1).

1. Sohm. *Institutionen des Römischen Rechts*, p. 339.

Mais c'était une espèce caractéristique d'*exceptio*, cette *exceptio doli mali* avec effet de compensation. La nature de l'*exceptio* est d'amener au moyen de l'exception, l'absolution du défendeur. Ici une exception était introduite qui ne devait pas décider sur le *si* de la condamnation, mais sur le *contenu* de la condamnation (1). Quand Paul, dans la loi 22, pr. au Digeste, au titre de *exceptionibus præscriptionibus et præjudiciis*, dit : *exceptio est conditio quæ modo eximit reum damnatione, modo minuit damnationem*, alors nous constatons déjà l'existence de l'*exceptio doli* qui diminue la compensation, mais en même temps nous voyons nettement la contradiction qui se trouve dans une *conditio quæ minuit damnationem* (2).

C'était une *exceptio* qui en réalité n'était pas une *exceptio* (condition mise à la condamnation) mais plutôt une interprétation de l'ordre de condamnation. Le droit du demandeur à la condamnation n'était maintenant plus influencé par cette *exceptio doli* ; les rapports conditionnels de l'*intentio* et de la *condemnatio* ne furent pas changés, c'était seulement la question qui désormais se posait ainsi : à combien le défendeur devait-il être condamné. De même autrefois déjà le préteur avait seulement donné une action *cum deductione* au *bonorum emptor* quand

1. Sohm, *Instit. des Römischen Rechts*, p. 340.

2. Sohm, *même ouvrage*, p. 340, note 1.

le *bonorum emptor* du patrimoine d'un débiteur en faillite intentait une action, le juge était chargé de condamner le défendeur seulement avec déduction de ce que celui-ci comme créancier avait à recevoir à son tour du débiteur en faillite. La *condemnatio* devenait ainsi une *incerti condemnatio*, même lorsque le droit de réclamation du *bonorum emptor* visait un *certum*. Désormais l'exception *doli mali* à raison d'une contre-réclamation était un moyen de changer simplement l'action *stricti juris* en une action avec *condemnatio incerti* (1).

Théophile ne nous laisse aucun doute sur la portée de rescrit du Marc-Aurèle : *Facta est constitutio Marci imperatoris que ait me stricta actione conventum de solidis decem, quum mihi deberentur quinque, posse actioni opponere exceptionem doli, atque hac opposita exceptione judici occasio datur admittandi compensationem et in quinque solidos condemnendi*. Dans les actions de droit strict, nous dit-il, comme la rigueur qu'on y apporte a une cause, si quelqu'un exerce contre moi une action pour dix sous, quoique de son côté il m'en doive cinq, je serai néanmoins condamné à payer les dix. Voilà ce qui s'observe dans la rigueur du droit. Mais il a été publié une constitution de l'empereur Marc-Aurèle qui porte que si on

1. Sohm, *Instit. des Römischen Rechts*. p. 344.

me réclame dix sous par l'action de droit strict alors qu'il m'en est dû cinq, je puis opposer à cette demande l'exception de dol, et cette exception étant proposée, le juge a un moyen d'admettre la compensation et de ne condamner qu'à cinq sous seulement. »

S'appuyant sur le texte des Institutes et sur la paraphrase de Théophile, Dernburg, Accarias et la majorité des interprètes français soutiennent que l'exception de dol introduite dans les actions de droit strict a pour effet de permettre au juge de compenser les créances contraires et de formuler une condamnation moindre au lieu de repousser purement et simplement la prétention du défendeur.

Dernburg, qui a le plus longuement étudié la question, cite à l'appui de son opinion de nombreux textes :

1° Un texte de Paul qui paraît formuler un principe très général :

Paul, en effet, au livre unique de son ouvrage : *De variis lectionibus*, nous dit que l'exception est une condition qui tantôt absout le défendeur, tantôt diminue la condamnation. *Exceptio est conditio quæ modo eximit reum damnatione, modo minuit damnationem* (1).

1. Paul. Loi 22 Dig. *De exceptionibus præscriptionibus et præjudiciis*, XLIV, I.

Certains auteurs, pour diminuer l'importance de ce texte, soutiennent, il est vrai, que Paul vise exclusivement l'exception tirée du bénéfice de compétence qui limite la condamnation au *quod facere potest*. Mais nous verrons plus loin que Paul formule ici un principe général dont nous trouverons de multiples applications.

2° Un fragment d'Africain, au livre quatrième de ses questions (1).

Mulier et Titius, cum in rem communem mutuarentur, ejusdem pecuniæ rei facti sunt : non omnimodo mulierem pro parte socii videri intercessisse dicebat. nam si ob eam causam mutuati fuerint, ex qua, si creditor pecuniam non dedisset, majus damnum mulier passura fuerat, veluti quod communis insula fulta non esset vel quod fundus communis in publicum committeretur, potius esse, ut senatus consulto locus non sit. At si in aliquam emptionem mutua pecunia sit accepta, tunc pro parte intercessionem factam videri et ideo creditorem partem duntaxat pecuniæ a muliere petere : quod si totum petierit, exceptione pro parte summovetur. Une femme et Titius ont emprunté pour une affaire commune. L'obligation de la femme sera-t-elle frappée par le sénatus consulte velléien comme constituant une *intercessio*? Africain répond à la question

1. Loi 17 § 2. Dig. *Ad senatus consultum Velleianum*, XVI, 1.

par une distinction : si les deux parties ont emprunté afin d'éviter à la femme un plus grand dommage, le sénatus-consulte ne s'applique pas. Mais si l'emprunt a été contracté pour faire un achat, la femme sera considérée comme ayant fait pour partie une intercession et par suite le créancier ne pourra réclamer de la femme qu'une partie de la somme : s'il intente son action pour le tout, il sera repoussé pour partie par l'exception de dol.

Dernburg voit dans ce texte une exception opposée pour partie et ne produisant qu'une libération partielle.

Mais on reproche à ce texte de graves interpolations : *pro parte submovetur*, dit-on, ne répond pas à l'hypothèse posée par les mots : *Si totum petierit* ; le texte n'est pas d'un style bien correct. Africain devait probablement dire : *quod si totum petierit exceptione submoveri*. Les compilateurs du Digeste ont ajouté *pro parte* pour rendre la décision d'Africain conforme au droit nouveau ; la *plus petitio* ne produisant plus d'effet extinctif, ils suppriment *causa cadere* toutes les fois qu'ils rencontrent cette expression. Enfin Eisele a constaté qu'aucun texte ne contient *submovere pro parte*, et même que *submovere* désigne toujours une absolution totale. Scheurl accuse aussi ce texte d'interpolation.

D'après Stampe, les compilateurs de Justinien

n'auraient pas eu besoin d'interpoler la loi 17 § 2, *ad senatus-consultum vellicanum*, ils n'auraient pas eu besoin d'interpoler *pro parte*, car pour eux déjà le simple mot : *summovere* signifiait renvoi partiel. Ceci doit résulter, dit Stampe, de la loi 14 § 2. *De condictione furtiva* ; de la loi 28, pr. *De pignoratitia actione*, de la loi 8, *De tritico vino vel oleo legato* et de la loi 4, *De exceptionibus* (1).

Julien en effet, dans la loi 14 § 2, *De condictione furtiva*, nous montre une application certaine du principe que l'exception de dol permet à celui qui l'oppose de ne payer que pour partie le montant de la demande. *Bovē subrepto et occiso conditio et bovis corii et carnis domino competis scilicet et corium et et caro contrectata fuerunt; cornua quoque condicentur. Sed si dominus condictione bovis pretium consecutus fuerit et postea aliquid eorum, de quibus supra dictum est, condicet, omnimodo exceptione summovetur. Contra si corium condixerit et pretium ejus consecutus bovem condicet, offerente fure pretium bovis detracto pretio corii doli mali exceptione summovebitur* (2).

Le même Julien nous montre encore l'exception obligeant un débiteur, qui avait donné un objet en gage et qui veut le réclamer à un tiers possesseur, à tenir compte de ce que ce possesseur a payé. Si

1. Stampe, p. 79-88.

2. Julien, Loi 14 § 2. Dig. *De condictione furtiva*, XIII, 1

creditor qui rem pignori acceperat, amissa ejus possessione, Serviana actione petient et litis æstimationem consecutus sit: postea debitor eundem rem petens exceptione summovetur: nisi offerat ei debitor quod pro eo solutum est (1).

Pomponius nous montre un légataire qui est en demeure de recevoir du vin qui leur a été légué; quand il intentera l'action en délivrance de son legs, il sera repoussé par une exception de dol, s'il ne tient pas compte du dommage qu'il a causé par son retard. *Si heres damnatus sit dare vinum quod in doliis esset, et per legatarium stetit quominus accipiat: periculose heredem facturum, si id vinum effundat: sed legatarium petentem vinum ab herede, doli mali exceptione placuit summoverti, si non præstet id quod propter moram ejus damnum passus sit heres (2).*

Enfin Paul nous dit qu'un pupille, à qui une somme a été payée sans l'*auctoritas tutoris* et qui réclame de nouveau cette somme, sera repoussé par l'exception de dol s'il a encore, au moment où il fait sa réclamation, la somme en question ou une partie de cette somme. *In pupillo cui soluta est debita pecunia sine tutoris auctoritate, si queratur, an doli*

1. Julien. Loi 28. Dig. *De pignoratitia actione vel contra*, XIII, 7.

2. Pomponius. Loi 8. Dig. *De tritico vino vel oleo legato*, XXXIII, 6.

exceptione summoverti debeat, illud tempus inspicitur, an pecuniam vel ex ea aliquid habeat, quo petit (1).

3° Un fragment d'Ulpien, au livre V de ses controverses (*Disputationes*) :

Si debitor rogatus sit a creditore ancillam suam pignoratam manumittere, dicendum est fideicommissariam libertatem utiliter relictam a debitore, quid enim interest, certa quantitas ab eo relinquatur an fideicommissaria libertas? et sive plus sit in pretio sive minus, cogitur libertatem præstare, si modo semel adgnovit voluntatem creditoris adgnovisse autem sic accipimus, si forte, cum conveniretur ab herede, usus est exceptione vel alias voluntatem suam ostendit : nam si conveniatur debitor ab herede creditoris, doli exceptione uti potest in id, quod intererit debitoris ancillam suam habere (2). Si un débiteur est prié par son créancier d'affranchir une *ancilla* qu'il lui a donnée en gage, on doit soutenir que ce créancier a laissé utilement la liberté fideicommissaire. Qu'importe, en effet, qu'une quantité déterminée soit laissée par lui ou que ce soit la liberté fideicommissaire ? Que cette somme égale ou non le prix de l'esclave, le débiteur sera forcé de donner la liberté à l'esclave dès qu'il aura reconnu la volonté du créancier. Et il est censé avoir

1. Paul. Loi 4. Dig. *De exceptionibus præscriptionibus et præjudiciis*, XLIV, 4.

2. Loi 45 pr. *De fideicommissariis libertatibus*, XL, 5.

reconnu cette disposition si, par exemple, quand il est actionné par l'héritier, il lui a opposé une exception (tirée du testament) ou s'il a manifesté autrement sa volonté. Car si le débiteur est actionné par l'héritier du créancier, il peut lui opposer l'exception de dol dans la mesure de l'intérêt qu'il a à conserver son *ancilla* (1).

On a voulu soutenir, il est vrai, que ce texte ne disait pas clairement si l'exception opposée pour partie avait pour conséquence l'absolution du défendeur ou sa condamnation pour partie seulement. Mais il est évident, par la formule dont se sert Ulpien, que le débiteur n'obtenait certainement absolution que pour la part qu'il frappait d'opposition.

Nous pouvons d'ailleurs citer trois textes, l'un de Scævola, l'autre de Paul et le troisième d'Africain, qui nous paraissent démontrer d'une façon péremptoire que l'exception de dol, dans les actions *ex testamento*, avait pour but essentiel de tempérer la rigueur du droit et par conséquent de faire triompher l'équité en aboutissant à une diminution dans la condamnation.

a. — Scævola, au livre III de ses Questions, nous

1. Ulpien, Loi 45, Dig., *De fideicommissariis libertatibus*, XL, 5.

dit en effet : *Si ex pluribus rebus legatus heres quasdam solverit, ex reliquis Falcidiam plenum per doli exceptionem retinere potest etiam pro his, quæ jam data sunt.* Si un héritier a déjà payé quelques objets sur plusieurs qui avaient été légués, il peut retenir sur les objets restant entre ses mains la Falcidie entière, même pour ceux qu'il a déjà délivrés, et il arrive à ce résultat au moyen de l'exception de dol (1).

b. — Paul, au livre onzième *ad Plautium*, nous montre aussi l'exception de dol permettant de repousser l'action pour partie : *Duobus conjunctim fundus erat legatus : alter ex his partis æstimationem per actionem personalem abstulit. Alter si fundum totum vindicare velit, exceptione doli pro parte dimidia repellitur, quia defunctus semel ad eos legatum pervenire voluit.* Un fonds avait été légué conjointement à deux légataires ; l'un d'eux a retiré l'estimation de sa part au moyen de l'action personnelle ; l'autre, s'il veut revendiquer le fonds tout entier sera repoussé par l'exception de dol pour la moitié, parce que l'intention du défunt a été que l'objet légué ne parvienne qu'une fois aux légataires (2).

c. — Mais le texte le plus probant nous paraît être encore celui d'Africain au livre V de ses ques-

1. Scævola, Loi 16, Dig. *Ad Leg. Falc.*, XXXV. 2.

2. Paul, Loi 85, Dig. *De legatio et fideicommissis*, 1^o XXX.

tions : *Quid ergo dicemus, si ducenta legavit et tibi similiter sub eadem condicione ducenta legata esse proponantur ? nam aut exstittisse aut defecisse legati tui conditionem, ut aut totum aut nihil tibi debeatur, et iniquum et contra voluntatem testatoris existimabitur : rursus partem deberi rationi non congruit, quando necesse est totius legati conditionem vel exstittisse vel defecisse ergo per exceptionem doli mali tota ea res temperanda erit.* Que dirons-nous si le testateur a légué deux cents et qu'il vous ait fait un même legs de deux cents, sous la même condition (c'est-à-dire si la Falcidie n'avait pas lieu dans le testament), que faudra-t-il décider par rapport à votre legs ? Car dire que la condition est censée en être arrivée ou avoir manqué, en sorte que votre legs vous soit dû tout entier ou que rien ne vous soit dû, c'est inique et il faut considérer cette décision comme contraire à la volonté du testateur. D'autre part, il ne paraît pas conforme à la raison qu'une partie vous soit due quand il est nécessaire que la condition de l'existence du legs tout entier ait existé ou ait défailli. Donc toute cette affaire sera *tempérée par l'exception de dol* (1).

4^o Dernburg invoque encore la loi 38, *De reivindicacione* (VI. I), dont nous avons donné plus haut la traduction (2). Il s'agit d'un propriétaire qui reven-

1. Africain, Loi 88 § 1, Dig. *Ad Legem Falcidiam*, XXXV, 2.

2. Page 52.

dique un immeuble et qui ne veut pas tenir compte des impenses faites par un possesseur de bonne foi ; Celsus nous dit que celui-ci pourra opposer l'exception de dol.

Une constitution des empereurs Dioclétien et Maximilien, rendue en 293, et que cite aussi Dernburg, contient le même principe :

Si in area communidomum aliquis extruxit, hanc vobis communem juris fecit ratio. Cujus portionem ab eo, qui bona fide possidem ædificavit, si velis vindicare, sumptus offerre debes; ne doli mali possis exceptione submoveri. Si quelqu'un a élevé une maison sur un terrain dont vous êtes co-propriétaire, la raison juridique fait de cette maison un bien commun à vous et au constructeur. Si vous voulez en revendiquer une part contre celui qui, possédant de bonne foi, a fait la construction, vous devez lui offrir le montant de ses dépenses si vous voulez que le défendeur ne puisse pas vous repousser par l'exception de dol (1).

On objecte cependant que ces deux textes ne sont pas concluants ; ils disent bien que le possesseur de bonne foi, qui a fait des impenses dont on lui doit remboursement, peut opposer l'exception de dol à ce sujet, mais ils n'expliquent pas quel est l'effet de l'exception de dol dans ce cas ; ils ne disent pas si

1. Loi 16, Code *De rei vindicatione*, III, 32.

l'introduction de l'exception de dol entraînera pour le juge obligation d'absoudre le défendeur ou lui donnera pouvoir de compenser.

Il en est de même du fragment d'Ulpien, au livre 76 *ad Edictum* : *Si minor mihi infantem donaverit, deinde eum vindicet, exceptione doli mali repellendus est, nisi alimenta reddat, et si quis alius sumptus probabilis in eum factus sit*. Un mineur m'a donné un esclave enfant, puis il le revendique. Il sera repoussé par l'exception de dol s'il ne rend pas les aliments et les autres dépenses qui ont pu être faites pour lui (1).

Mais ces objections ne sont pas suffisantes ; sans doute, ces différents textes ne nous disent pas formellement que l'exception de dol entraînera diminution de la condamnation, mais ils n'ont pas ce but, ils n'ont pour but que d'indiquer le droit qui appartient aux possesseurs de bonne foi d'opposer l'exception de dol. Ceci n'est pas discuté. Le possesseur de bonne foi qui a des impenses à récupérer pourra opposer l'exception de dol et ces divers textes ont pour but de nous signaler ce principe.

Quant aux conséquences de l'insertion, de l'exception *doli mali* dans la formule, c'est Paul, au livre 21, *ad edictum*, qui nous les indique :

In rem petitam si possessor ante litem contestatam

1. Ulpien, Loi 4 § 9, Dig. *De exc. doli mali*, XLIV, 4.

sumptus fecit, per doli mali exceptionem ratio eorum daberī debet, si perseveret actor petere rem suam non redditīs sumptibus (1).

Paul nous dit dans ce fragment que si un possesseur de bonne foi a fait des impenses avant la *litis contestatio*, et que le demandeur s'obstine à réclamer sa chose sans restituer les impenses, le compte de ces impenses (*ratio eorum*) devra être fait au moyen de l'exception de dol.

Que signifient ces mots : *per doli mali exceptionem ratio eorum haberi debet* ?

Ils signifient que si le demandeur persiste à réclamer sa chose, sans payer le montant des impenses, le magistrat insérera l'exception de dol dans la formule et le juge devra alors faire le compte des impenses (*ratio eorum*) et le déduire du montant de la condamnation. L'insertion de l'exception de dol aura donc certainement pour effet d'entraîner une diminution dans la condamnation et non pas simplement l'absolution du défendeur.

3° Dernburg signale encore un fragment de Paul, au livre 6 de son commentaire *ad edictum*, qui consacre le même principe.

Et si quid in eam dotem impensum est nec a muliere redditur, per doli mali exceptionem servabitur. Si quel-

1. Paul, loi 27. § 5, *de rei vindicatione*, VI, I.

que impense a été faite à l'occasion de la dot et que la femme ne l'ait pas remboursée, l'exception de dol permettra de la conserver (1).

Il est certain qu'il s'agit ici d'une exception qui permettra au défendeur de n'être exposé qu'à une condamnation partielle (2).

6° D'après Dernburg enfin, Ulpien, au livre 26 *ad edictum*, nous montre que le fils de famille sera déchu de l'exception du sénatus-consulte macédonien jusqu'à concurrence de la valeur du pécule *castrense*, car à cet égard les fils sont considérés comme *patres familias* :

In filio familias nihil dignitas facit, quominus senatus consultum macedonianum locum habeat : nam etiamsi consul sit vel cujusvis dignitatis, senatus-consulto locus est : nisi forte castrense peculium habeat : tunc enim senatus-consultum cenabit (3).

Et Ulpien ajoute au livre soixante-quatrième :

Usque ad quantitatem castrensem peculii, cum filii

1. Paul, loi 23, Dig., *soluta matrimonio dos quemadmodum petatur*, XXIV, 3,

2. Paul, au livre VII, *ad Sabinum*, nous signale aussi que l'exception de dol pourra être opposée à l'*actio judicati* et il est évident que, dans ce cas, elle aboutira nécessairement à une diminution de la condamnation. *Si in iudicio dotis iudex ignorantia juris lapsus condemnaverit maritum in solidum, Neratius Sabinus doli exceptione eum uti oportere aiunt eaque tutum fore*. Loi 17, § 2, *Sol. matr.*, XXIV, 3.

3. Loi 1, § 3, Dig. *De senatus-consulto macedoniana*, XIV, 6.

familias in castrensi peculio vice patrum familiarum fungantur (1).

De même l'exception sera refusée au fils de famille jusqu'à concurrence du gage qu'il avait donné.

C'est Ulpien, au livre vingt-neuvième, qui nous indique cette règle : *Sed in pater familias factus rem pignori dederit, dicendum erit senatus-consulti exceptionem ei denegandam usque ad pignoris quantitatem* (2),

Nous n'avons pas là une application directe de l'exception de dol ; mais ce texte nous montre qu'il y a bien des exceptions qui diminuent la condamnation, même parmi les exceptions basées sur l'ordre public comme celle qui résulte du sénatus-consulte macédonien. *A fortiori* doit-il en être ainsi pour l'exception de dol.

Remarquons en outre que le livre soixante-quatrième du Commentaire d'Ulpien, s'occupe du *bonorum emptor* et nous pouvons voir dans la loi 2 ci-dessus, une application de l'action *cum deductione* du *bonorum emptor*.

Nous pouvons ajouter deux textes qui nous montrent l'application de notre principe dans les actions *ex stipulatu*.

7° Hermogenien, au livre sixième *Juris epitomæ*

1. Loi 2. Même titre.

2. Loi 9. Même titre.

marum, permet à un débiteur délégué d'opposer pour partie l'exception de dol.

Si debitor a furioso delegatus creditori ejus solvat quem compotem mentis esse existimabat, et ita cum eo agatur : exceptione doli in id, quod in rem furiosi processit defenditur. Si un débiteur délégué par un *furiosus*, qu'il croit sain d'esprit, paie au créancier de ce fou, et qu'on agisse contre lui en paiement de la même somme, il peut opposer l'exception de dol dans la mesure du profit du *furiosus*.

8° Paul, au livre dix-septième de son commentaire *ad Plautium*, signale encore un cas où l'exception de dol entraîne simplement une diminution dans la condamnation.

Si quis indebitam pecuniam per errorem jussu mulieris sponso ejus promississet et nuptiae secutae fuissent, exceptione doli mali uti non potest : maritus enim suum negotium gerit et nihil dolo facit nec decipiendus est : quod fit, si cogatur indotatam uxorem habere, itaque adversus mulierem condictio ei competit, ut aut repetat ab ea quod marito dedit aut ut liberatur, si nondum solverit. sed si soluto matrimonio maritus peteret, in eo dumtaxat exceptionem obstare debere, quod mulier receptura esset. Si quelqu'un a promis par erreur, sur l'ordre d'une femme, de payer au mari de cette femme une somme qu'il ne devait pas, et que le mariage ait suivi, il

1. Hermogénien, Loi 16, Dig. *De doli mali et metus exceptione*, XLIV, 4.

ne peut pas se servir de l'exception de dol ; car le mari gère sa propre affaire ; il ne commet pas de dol et il ne doit pas être trompé ; ce qui arriverait s'il était forcé d'avoir une femme sans dot. C'est pourquoi le promettant a la *condictio* contre la femme pour répéter d'elle ce qu'il a donné au mari, ou pour obtenir sa libération s'il n'a pas encore payé. Mais si le mari, après la dissolution du mariage, intentait l'action, l'exception ne pourrait lui être opposée que dans la limite de ce que la femme aurait reçu (1).

Ainsi nous pouvons constater que :

1° dans les actions en revendication (textes cités plus haut 4°) ;

2° dans les actions en testaments (textes cités 3°) ;

3° dans l'action *judicati* (texte cité 5°),

4° dans l'action en réclamation de la dot (textes 3°) ;

5° dans les actions de droit strict (textes 2°, 6°, 7°, 8°),

L'exception de dol a certainement pour effet d'entraîner, non pas l'absolution complète du défendeur qui oppose cette exception, mais au contraire une simple réduction de la condamnation, réduction basée sur l'équité et qui ne saurait par suite être

1. Paul, Loi 9, § 1. Dig. *De condictione causa data causa non secuta*, XII, 4.

autre chose qu'une diminution dans le chiffre de la condamnation puisque, par le fait même qu'il oppose une exception pour partie, le défendeur se reconnaît débiteur du surplus. *Confessus in jure pro judicato habetur.*

Cette opinion, qui nous paraît la seule logique et la seule admissible, n'est cependant pas admise par tous les auteurs.

Ortolan, Eisele, Scheurl, Bethmann Hollweg admettent au contraire que l'exception de dol ne peut avoir d'autre effet que d'entraîner l'absolution complète de celui qui l'oppose.

En dehors des arguments que l'on invoque contre chacun des textes que nous venons d'examiner, cette opinion s'appuie notamment sur la formule même de l'exception de dol, formule absolument générale et qui soumet purement et simplement, dit-on, la condamnation à une condition.

Gaius, au § 119 de son commentaire IV, semble dire que l'exception de dol a pour but essentiel de rendre la condamnation conditionnelle : *Omnes autem exceptiones in contrarium concipiuntur, quam adfirmat is cum quo agitur. Nam si verbi gratia reus dolo malo aliquid actorem facere dicat, qui forte pecuniam petit quam non numeravit, sic exceptio concipitur : SI IN EA RE NIHIL DOLO MALO A. AGERII FACTUM SIT NEQUE FIAT ; item si dicat contra pactionem pecuniam*

peti, ita concipitur exceptio : si inter A. AGERIUM ET N. NEGIDIUM NON CONVENIT NE EA PECUNIA PETERETUR ; et denique in ceteris causis similiter concipi solet ; ideo scilicet quia omnis exceptio objicitur quidem a reo, sed ita formulæ inseritur, ut condicionalem faciat condemnationem, id est ne aliter iudex eum cum quo agitur condemnet, quam si nihil in ea re qua de agitur dolo actoris factum sit ; item ne aliter iudex eum condemnet, quam si nullum pactum conventum de non petenda pecunia factum fuerit.

Gaius, dit-on encore, nous montre bien que l'exception a toujours pour effet de faire tomber l'action même quand l'exception est simplement dilatoire. *Observandum est autem ei cui dilatoria objicitur exceptio, ut differat actionem ; alioquin si objecta exceptione egerit, rem perdit ; non enim post illud tempus quo integra re eam evitare poterat, adhuc ei potestas agendi superest re in iudicium deducta et per exceptionem perempta (1).*

Ulpien, dans son commentaire de l'édit, nous donne une définition analogue de l'exception : *Exceptio dicta est quasi quædam exclusio, quæ opponi actioni cujusque rei solet ad excludendum id, quod in intentionem condemnationemve deductum est (2).*

1. Gaius. *Institutes*, IV, 123.

2. Ulpien. Loi 2, pr. Dig. *De exceptionibus præscriptionibus et præjudiciis*, XLIV, 1.

Il fait bien observer que l'exception a pour effet de faire rejeter la prétention du demandeur. *Illud tenendum est omnem exceptionem vel replicationem exclusoriam esse: exceptio actorem excludit, replicatio reum* (1).

Enfin Paul lui-même, indiquant les règles de la compensation, nous apprend que, si la compensation n'est pas faite dans l'action, il en résulte une plus petition et par suite déchéance de l'action.

Compensatio debiti ex pari specie et causa dispari admittitur; velut si pecuniam tibi debeam, et tu mihi pecuniam debeas aut frumentum aut cetera hujusmodi, licet ex diverso contractu, compensare vel deducere debes. Si totum petas, plus petendo causa cadis (2).

L'interprétation d'Alaric ajoute : *Si quis debeat alicui solidos decem, et illi, qui debet, de quacumque ratione debeantur a creditore suo solidi quinque, et veniat creditor, et totos decem solidos a debitore petat; si probaverit ille debitor, sibi ab eo quinque solidos deberi, quare illum in solidum pro totis decem solidis convenit, causam perdit, qui noluit debitum compensare. Similis ratio est de frumento et de aliis speciebus.*

L'épître d'Ægidii s'exprime ainsi : *Si creditor debitori, cui præstitit solidos decem, in quolibet specie debuerit solidos quinque et eos sibi imputare noluerit et*

1. Ulpien. Loi 2 § 2. Dig. XLIV, 1.

2. Sentences de Paul, Livre II, titre V, *De pignoribus*, 3.

totos decem solidos a debitore petierit, perdat debitum, quia pro integritate commoverit debitorem. Similis ratio est et de frumento et de aliis speciebus (1).

Eisele croit que l'exception opposée *in jure* permettail au juge de tenir compte de la créance reconventionnelle ; le demandeur devait agir *cum compensatione* ou *cum deductione*, dit Paul ; s'il ne le faisait pas, c'est l'*actio pura* qu'il était censé intenter, et, d'après le rescrit, le juge statuait comme si le demandeur, agissant *cum compensatione*, formulait une demande trop élevée en réclamant le tout. C'est le cas où l'*actio pura* est intentée que Paul vise en disant : *si totum petas*. Le rescrit permet au juge de considérer comme entachée de *plus petitio* l'action dans laquelle le demandeur refuse de tenir compte de la créance de son adversaire. Eisele voit là une fiction d'après laquelle le demandeur était censé avoir agi *cum compensatione* et réclame (*amplius*) le tout. Eisele croit enfin que le rescrit ne s'appliquait qu'au cas d'*actio certa* du demandeur.

D'après Stampe, les mots : *si totum petas, plus pendendo causa cadis* sont interpolés (2). Stampe en donne comme raisons : 1° que le texte est en contradiction avec tout ce qui nous a été transmis de croyable sur le procédé de compensation au temps de Paul. Il en est de même du fragment de Paul inséré

1. *Lex Romana Wisigothorum*. (Edition Hænel), p. 358.

2. Stampe, p. 72.

au Digeste et dans lequel Paul nous dit : *cum totum peto a reo, male peto*. 2^o que l'institution de l'*exceptio* n'est pas admise dans le Bréviaire d'Alaric ; si les sentences de Paul contenaient : *si totum petas, doli exceptio nocet*, les *breviatores* devaient rayer ces dernières paroles et les remplacer par *causa cadis* (1).

On peut objecter à Stampe que les *breviatores* auraient introduit par leur *causâ cadis* un nouveau droit de compensation et ceci est bien difficile à admettre. Assurément ce texte est interpellé, mais nous croyons que la partie du texte relative à l'action *cum compensatione* s'applique à l'*argentarius* qui, ainsi que Gaius le dit aussi, doit intenter son action après compensation et perd son procès s'il demande un cas de plus : *si facta compensatione plus nummo uno intendat argentarius, causa cadat et obidrem perdat*. Paul et Gaius s'expriment en termes presque identiques. Où l'interpolation apparaît nettement, c'est quand Paul nous dit que le créancier doit agir *cum deductione*, sous peine de perdre sa cause par suite de *plus petitio* s'il demande le tout. Paul n'a certainement pas pu énoncer une règle aussi contraire aux principes exposés par Gaius et cette partie du texte *vel deducere* n'est pas à considérer (2). Ce texte ne con-

1. Stampe, p. 93.

2. Ce qui nous paraît le prouver d'une manière évidente c'est que l'*interpretatio* et l'*epitome Algidii* ne parlent que de *compensare* et qu'ils visent en premier lieu l'hypothèse de prêts d'argent.

tredit donc en rien notre opinion puisque, dans la partie non interpolée, il se réfère à l'action *cum compensatione* de l'*argentarius*.

Quand aux autres textes de Gaius ou d'Ulpien, ils ne prouvent rien, car le premier texte de Gaius que nous citons et celui d'Ulpien ont pour but de faire un exposé général des exceptions et de leur effet ordinaire, ils ne visent pas notre cas spécial. Le second texte de Gaius ne saurait davantage nous arrêter, car il nous montre une exception de dol fondée sur ce qu'une somme d'argent promise n'a pas été comptée. A une pareille question ainsi posée, il était difficile de répondre autrement que par une réponse absolue, mais, si le demandeur avait compté une partie de la somme et qu'il opposât l'exception de dol pour partie, il est fort probable que Gaius indiquerait la solution que nous proposons.

La controverse que nous venons d'étudier se réfère d'ailleurs à une controverse plus générale relative à la question de savoir si l'exception de dol a pour effet d'emporter tantôt absolution du défendeur, tantôt diminution de la condamnation.

Cela n'est contesté par personne quand il s'agit d'une action *bonae fidei*. *Unde queritur*, dit Ulpien, *si pars sit pretii soluta et res tradita postea evicta sit, utrum ejus rei consequetur pretium integrum ex empto agens an*

vero quod numeravit ? Et puto magis id quod numeravit propter doli exceptionem (1).

La difficulté a été soulevée pour les action de droit strict et s'est nécessairement répercutée dans l'étude de la compensation puisque « l'exception de compensation n'est qu'une variété de l'exception de dol » (2).

Sous Justinien, la question n'est pas douteuse, car les Institutes ne font aucune distinction quand ils nous disent que « les compensations opposées par le défendeur font très souvent que le demandeur obtient moins qu'il ne lui était dû. Car le juge tient compte, d'après l'équité, de ce que le défendeur de son côté doit en vertu de la même cause, et ne condamne le défendeur qu'au reliquat, ainsi que nous l'avons déjà dit » (3).

Mais, à l'époque classique et pour les actions de droit strict, l'exception de dol insérée dans la formule avait-elle pour effet de permettre au juge de réduire la condamnation ? La question a été très controversée ; mais, nous l'avons déjà résolue. Tous nos développements relatifs à la compensation s'ap-

1. Ulpien. Loi 13. Dig. *De actionibus empti venditi*, XIX, 1.

2. Gide. *Etudes sur la nocation et le transport des créances en droits romain*, p. 307.

3. Institutes de Justinien, IV, VI, 39. Il est à remarquer que Justinien introduit ici les mots : *ex eadem causa*, qui avaient été supprimés dans le §.30 des Institutes.

pliquent évidemment à l'exception de dol et, en admettant même qu'à l'origine l'exception de dol pouvait produire un effet absolu, il nous paraît impossible que la jurisprudence romaine ait pu consacrer un effet aussi contraire à l'équité, à l'époque de Paul ou d'Ulpien.

« Si l'exception de dol, dit M. Accarias, pouvait entraîner l'échec total d'une demande qui n'est pas tout entière dolosive, elle aboutirait à enrichir le défendeur aux dépens du demandeur, elle ne ferait en réalité que déplacer le préjudice, singulier résultat pour une exception qui tend à assurer le triomphe de l'équité ! Et pourquoi donc l'exception de dol n'aurait-elle pas dans toutes les actions la même portée que dans les actions de bonne foi ? Ce qui lui est particulier dans ces dernières, c'est qu'elle n'a pas besoin d'y être inscrite, mais dans toutes elle doit donner pleine satisfaction à l'équité, et pour cela il faut que son effet puisse au besoin se réduire à diminuer la condamnation. L'opinion contraire est d'ailleurs inconciliable avec ce principe, que l'action où est insérée l'exception de dol devient de bonne foi (1).

Ortolan lui-même, en nous montrant l'influence de l'exception de dol dans les actions de droit strict,

1. Accarais, II, n° 907, p. 1088.

nous indique cet effet. « Si le défendeur fait insérer dans la formule (d'une action de droit strict), dit-il, l'exception tirée du pacte *de non petendo*, il faudra que le défendeur y fasse insérer à son tour, la réplique tirée du pacte contraire qui a suivi... mais... supposez que le défendeur, au lieu de l'exception *in factum* tirée du fait même du pacte *de non petendo*, fit insérer dans la formule l'exception générale *de dolo malo*, le demandeur n'aurait plus besoin d'y faire insérer la réplique, le juge recevant le pouvoir, par l'exception de dol, de connaître et de tenir compte des divers pactes qui se sont succédé » (1).

1. Ortolan, n° 1707, III, p. 389 et 390. Plus loin parlant d'une constitution d'Antonin, la constitution 3, au Code, *De except.* VIII, 36. Ortolan s'exprime ainsi : « L'empereur n'y veut pas dire autre chose, si ce n'est que la réplique de dol produit ce résultat, que le juge devra, de même que dans les actions de bonne foi, tenir compte, en l'appréciation qu'il doit faire, de ce que réclame l'équité et n'y rien épargner de l'esprit de fraude ; la manière dont se termine la phrase l'exprime très clairement : « *nam replicatio doli mali opposita bonæ fidei iudicium facit, et commentum fraudis repellit* ». Ce qui existe dans les actions de bonne foi, à savoir que les exceptions de dol y sont tous entendues (*iudicium fidei bonæ continet in se doli mali exceptionem*, dit Julien ; *officio iudicis (exceptio doli mali continetur*, dit Paul), l'insertion de ces exceptions ou de ces répliques dans une action de droit strict le produit. L'empereur ne veut pas dire autre chose, et s'il le dit de la réplique, c'est que dans l'affaire dont il s'occupe, cette réplique est la première partie de la formule où il soit question de dol. En outre, par l'effet des exceptions ou ré-

Nous concluons donc en affirmant que le rescrit de Marc-Aurèle a eu pour effet, en introduisant l'exception de dol dans les actions de droit strict à raison d'une compensation, de permettre au juge de réduire le montant de la condamnation à l'excédent de la créance la plus forte au lieu d'entraîner l'absolution complète du défendeur.

III. Le débiteur peut opposer au cessionnaire la compensation du chef du cédant.

Nous avons essayé de montrer, dans les développements précédents, que l'exception de compensation n'était qu'une variété de l'exception de dol et que l'histoire de la compensation était liée à l'histoire de l'exception de dol.

Une application de cette observation se constate en matière de cession de créances (1).

pliques de dol, l'appréciation du juge ayant à se porter sur la bonne foi tant du demandeur que du défendeur, il se produit encore en cela quelque chose de semblable à l'examen bilatéral (*ultro citroque*) qui est de droit dans les actions *bonæ fidei* ; Julien, Loi 84, § 5, Dig. *De legatis*, l^o, XXX. *Fragmenta vaticana*, § 94 ; Ortolan, n^o 2260, III, p. 730.

4. Nous avons dit, dans notre introduction, que nous ne voulions pas faire une théorie complète de la compensation ; nous voulons seulement étudier les quelques questions qui

Nous formulerons ainsi la question spéciale que nous voulons étudier : Le débiteur peut opposer au cessionnaire de la créance agissant au moyen d'une *procuratio in rem suam* la compensation qu'il pourrait opposer au cédant de la créance.

Cette opinion a été contestée par M. Gide, qui enseignant que la cession de créance a toujours été possible à Rome, appuie son système entre autres arguments, sur ce qu'on ne peut opposer au cessionnaire les exceptions personnelles au cédant (compensation, dol). M. Gide base son opinion sur un texte d'Ulpien qui nous dit que l'exception de dol ne peut être opposée à l'acheteur parce qu'elle a, comme l'action de dol, un caractère pénal.

De auctoris dolo exceptio emptori non obijcitur (1). Et plus loin Ulpien nous donne l'application de ce principe en cas de vente d'hérédité. *Si cum legitima hereditas Gaii Seii as to perveniret, et ego essem heres institutus, persuaseris mihi per dolum malum ne adeam hereditatem tu eam sempronio cesseris pretio accepto : isque a me petat hereditatem, exceptionem doli mali ejus qui cessit non potest pati* (2).

nous ont paru les moins connues. La question que nous allons étudier a été comprise par M. Gide autrement que par nous : c'est ce qui nous engage à la traiter.

1. Ulpien, Loi 4, § 27, Dig. *De doli mali except.* XLIV, 4.

2. Ulpien, Loi 4 § 28, Dig. *De doli mali except.* XLIV, 4.

Ulpien, dit M. Gide, décide donc que l'exception de dol ne peut être opposée à l'acheteur parce qu'elle a comme l'action de dol, un caractère pénal, et il serait injuste que l'acheteur fût puni pour le délit du vendeur. A l'acheteur, Ulpien assimile tous les ayants-cause à titre onéreux et il n'y a pas de bonne raison, ajoute M. Gide, pour ne pas comprendre l'acheteur de créance. « Une fois dépossédé, le propriétaire est dans la même situation que le créancier. Il ne peut réaliser son droit que par une action en justice, et, s'il a commis un dol à l'encontre du possesseur, son action vient échouer devant l'exception de dol. Or cette hypothèse est tout juste celle que prévoit Ulpien dans le texte que je commente. Le jurisconsulte suppose constamment, dans la série d'exemples qu'il parcourt, un acquéreur qui *revendique*, et qui, par conséquent, est devenu propriétaire (par une mancipation ou une *in jure cessio*) sans devenir possesseur. Réduit à la nécessité d'agir en justice et repoussé par l'exception de dol, cet acquéreur n'a qu'un droit inutile, et cependant ce droit, inutile entre ses mains, va devenir efficace entre les mains d'un sousacquéreur. Pourquoi ? Ulpien nous l'a dit : c'est que l'exception de dol est une exception pénale « *Ex delicto persone oritur* », et que l'acheteur de bonne foi ne doit pas être puni pour le délit du vendeur. Or ce

principe n'est-il pas vrai pour l'acheteur d'une créance aussi bien que pour l'acheteur d'un objet corporel ou d'une hérédité(1) ?

Cette argumentation est plus brillante que solide, et M. Gide a bien tort de tirer argument pour son système de textes qu'il n'a observés que par fragments isolés.

De ce que l'acheteur d'une chose corporelle ou d'une hérédité ne peut se voir opposer l'exception de dol (ou la compensation) du chef du vendeur, il n'est pas permis d'en tirer cette conclusion que le *procurator in rem suam* ne peut de même se voir opposer l'exception de dol (ou compensation) du chef du cédant de la créance.

Si M. Gide avait rapproché le fragment d'Ulpien (loi 4, § 27-28) des autres fragments d'Ulpien extraits du même livre 76 des commentaires de ce jurisconsulte *ad edictum*, il aurait vu qu'en dehors du motif tout à fait secondaire aux yeux d'Ulpien et dont M. Gide fait son principal argument, Ulpien nous a indiqué exactement dans quel cas l'exception de dol peut être opposée: « *Plune ex persona ejus qui exceptionem objicit, in rem opponitur exceptio : neque enim queritur adversus quem commissus sit dolus sed an in ea re dolo malo factum sit a parte actoris.* »

1. Gide, *Etudes sur la novation et le transport des créances en droit romain*, p. 340 et 341.

Etant donnée cette règle, il est évident que l'acheteur d'une chose corporelle et celui d'une hérédité ne peuvent se voir opposer l'exception de dol (ou compensation) du chef du vendeur parce qu'ils agissent en leur nom et que par suite ils ne peuvent être repoussés par une exception qui oblige le juge à rechercher : *an in ea re dolo malo factum sit a parte actoris*. Ils ne pourraient se voir opposer l'exception que s'ils étaient de mauvaise foi et c'est ce dernier cas que vise Ulpien dans la dernière phrase du § 27 en disant que les exceptions, qui se basent sur le délit d'une personne, ne peuvent nuire à d'autres.

La situation est toute différente pour le *procurator in rem suam*. Celui-ci intente une action au nom de son mandant et la formule qu'il est obligé d'employer est une formule Rutilienne dont l'*intentio* est au nom du mandant et la *condemnatio* au nom du *procurator in rem suam*, qui, par l'achat de la créance, s'est rendu acquéreur de toute l'utilité économique que pouvait produire cette créance. Par suite il est

1. Ce qu'il n'aurait pas fait s'il avait tenu compte du fragment d'Ulpien tout entier. Car la lecture du fragment tout entier lui donne une toute autre portée. *De auctoris dolo exceptio emptori non obicitur. Si autem accessione auctoris utitur, æquissimum visum est ei, qui ex persona auctoris utitur accessione, pati dolum auctoris : et peræque traditur rei quidem coherentem exceptionem etiam emptori nocere, eam autem quæ ex delicto personæ oriatur, nocere non oportere.*

évident que, s'il y eu dol de la part du cédant, le *procurator in rem suam* se verra repoussé par l'exception de dol, car le juge, pour résoudre la difficulté, devra se demander : *an in ea re dolo malo factum sit a parte actoris*, et, comme l'auteur du dol est seul demandeur au procès, le cessionnaire se verra nécessairement opposer valablement l'exception de dol (compensation) du chef du cédant.

Nous n'avons pas du tout à nous demander si l'exception est basée ou non sur un délit, si elle a ou non un caractère pénal, il faut se demander simplement : *An in ea re dolo malo factum sit a parte actoris*. Et la réponse dans l'espèce n'est pas douteuse.

Nous trouvons encore ici l'application de l'idée qui a fait la base de notre étude, c'est que l'exception de compensation n'est qu'une variété de l'exception de dol et par suite que l'histoire de la compensation n'est, en somme, que l'histoire de l'exception de dol.

Dans cette matière, plus que dans toute autre, s'applique l'observation de Ihéring :

« Le fond du droit vient témoigner de la prépondérance de la procédure, en donnant une tournure propre à toutes ses dispositions qui touchent à la procédure. Nulle aujourd'hui, cette influence était alors très puissante ; les rayons qui illuminaient

d'abord la procédure, reflétaient leur lumière sur les dispositions du fond du droit qui la concernaient, laissant les autres institutions dans l'ombre » (1).

1. Ihéring, *Esprit du droit romain* (trad. Meulenaere), IV, p. 16 et 17.

CHAPITRE III

DE LA COMPENSATION SOUS JUSTINIEN

Après avoir indiqué que la compensation s'appliquait dès longtemps dans les actions de bonne foi et avoir mentionné que c'est à Marc-Aurèle qu'on doit l'admission de la compensation dans les actions de droit strict, Justinien ajoute aux *Institutes* : « Mais notre constitution, donnant une plus grande extension aux compensations qui se fondent sur un droit évident, veut qu'elles diminuent de plein droit les actions, soit réelles, soit personnelles, soit toutes autres, sauf la seule action de dépôt, dans laquelle nous croirions par trop odieux d'opposer la compensation pour quoi que ce soit, et, sous ce prétexte, de frauder le déposant de la restitution des choses par lui confiées » (1).

Nous ne connaissons pas la date exacte de la Constitution de Justinien, mais elle a dû, puisqu'elle

1. *Institutes*, IV, titre VI, § 30.

est antérieure aux *Institutes*, être rendue vers 528 ou 530; nous en possédons le texte au *Code, Constitution 14, de compensationibus*, IV, 32.

« L'empereur Justinien à Jean, préfet du prétoire.

« Nous ordonnons que la compensation ait lieu *ipso jure*, dans toutes actions, sans distinguer entre les actions réelles ou les actions personnelles.

« § 1. Nous permettons d'opposer la compensation, lorsque la créance offerte en paiement est liquide, non environnée de beaucoup de difficultés, et susceptible d'être jugée facilement; car il est assez injuste que lorsque l'affaire a été prouvée après beaucoup de discussions diverses, l'autre partie, qui est presque convaincue, puisse opposer la compensation à une dette certaine et indubitable, et exclure l'espérance d'une condamnation par des difficultés moratoires. C'est pourquoi nous recommandons aux juges de n'être pas trop faciles à admettre les compensations, et de ne pas les admettre avec indifférence, mais d'agir avec rigueur, s'ils s'aperçoivent que les compensations proposées exigent de grandes et longues recherches; nous ordonnons qu'on réserve la décision d'une telle affaire à un autre jugement, et que l'ancienne affaire, presque entièrement instruite, soit terminée par une sentence définitive. Nous exceptons des actions qui sont susceptibles de

compensation, l'action du dépôt, à laquelle, d'après ce que nous avons déjà disposé, on ne peut opposer la compensation.

« § 2. Ceux qui ont usurpé une propriété appartenant à d'autres, ne peuvent pas non plus opposer la compensation. »

De nombreux auteurs, surtout parmi les interprètes français, ont vu dans cette constitution une réforme complète : d'après eux, Justinien avait décidé que désormais la compensation opérerait *de plein droit* son effet. D'autres sont allés plus loin et ont soutenu qu'à toute époque la compensation à Rome opérait son effet *ipso jure*.

Paul semble en effet affirmer formellement ce principe dans un fragment tiré du livre 1 de ses *quæstiones* :

Puisqu'il est décidé généralement que ce qui est dû de part et d'autre se compense *ipso jure*, si le procureur d'un absent est actionné et qu'il demande la compensation, il ne doit pas donner caution *de rato*, que le maître ratifiera ce qu'il a fait, parce qu'il ne compense rien, mais dès le début c'est une diminution de la demande qui se produit. *Posteaquam placuit inter omnes, id quod invicem debetur, ipso jure compensari, si procurator absentis conveniatur, non debebit de rato cavere : quia nihil compensat, sed ab initio minus ab eo petitur* (1).

1. Paul. Loi 21. Dig. *De Comp.* XVI, 2.

Au livre 3 *ad Sabinum*, Paul semble encore confirmer ce principe : *Verum est, quod et Neratio placebat et Pomponius ait, ipso jure eo minus fidejussorem ex omni contractu debere, quod ex compensatione reus retinere potest: sicut enim, cum totum peto a reo male, peto, ita et fidejussor non tenetur ipso jure in majorem quantitatem quam reus condemnari potest.* Il est vrai, et ceci était l'opinion de Neratius et de Pomponius, que le fidéjusseur est libéré *ipso jure* dans tout contrat de tout ce que le débiteur peut retenir : car si je demande tout du défendeur, je demande mal, de même le fidéjusseur *ipso jure* n'est plus tenu pour une quantité plus grande que celle à laquelle le défendeur peut être condamné (1).

Ulpien, au livre 63 *ad Edictum*, nous montre une application de la même règle : *Si ambo socii parem negligentiam societati adhibuimus, dicendum est desinere nos invicem esse obligatos ipso jure compensatione negligentiae facta. Simili modo probatur, is alter ex re communi aliquid percepit, alter tantam negligentiam exhibuerit, quae eadem quantitate aestimatur, compensationem factam videri et ipso jure invicem liberationem.* Si deux associés ont commis une négligence égale dans la société, il faut qu'ils cessent d'être obligés l'un envers l'autre *ipso jure* par suite de la compen-

1. Paul, Loi 4. Dig. *De comp.*, XVI, 2.

sation de leur négligence. Il est prouvé de même, si l'un d'eux a perçu quelque chose à l'occasion d'une chose commune, et que l'autre ait commis une négligence estimée à une somme équivalente, la compensation est censée faite et la libération a lieu *ipso jure* de part et d'autre (1).

L'Empereur Alexandre, en 229, formulant le même principe dans deux constitutions, en tire comme conséquence que les intérêts cessent d'être dûs *ipso jure* dans la limite où opère la compensation.

1° L'empereur Alexandre à Lucien : *Si constat pecuniam invicem deberi, ipso jure pro soluto compensationem haberi oportet ex eo tempore, ex quo ab utraque parte debetur, utique quoad concurrent quantitates, ejusque solius, quod amplius apud alterum est, usurae debentur, si modo petitio earum subsistit.* S'il est prouvé que deux personnes se doivent mutuellement la même somme, la compensation doit avoir lieu *ipso jure*, et tenir lieu de paiement à compter du temps où les deux parties se doivent l'une à l'autre dans la proportion où les deux quantités concourent, et, s'il y a demande des intérêts, ils ne seront que pour l'excédent de la dette la plus forte sur la plus faible (2).

1. Ulpien, Loi 10 pr. Dig. *De compens.*, XVI, 2.

2. Const. 4, Code. *De compensationibus*, IV, 31.

2° L'empereur Alexandre à Honorata : *Etiam si fideicommissum tibi ex ejus bonis deberi constat, cui debuisse te minorem quantitatem dicis : æquitas compensationis usurarum excludit computationem ; petitio autem ejus quod amplius tibi deberi probareris, sola relinquitur.* S'il vous est dû un fidéicommiss à prendre sur les biens de celui à qui vous dites devoir une moindre somme, l'équité de la compensation exclut la demande des intérêts, si ce n'est pour la portion que vous prouverez vous être due en plus que ce que vous devez (1).

Ulpien avait déjà admis cette conséquence avec non moins de fermeté : « Lorsqu'une personne doit à une autre une somme sans intérêts, et que celle-ci doit à la première une somme avec intérêts ; suivant une constitution du divin Sévère, les intérêts ne sont pas dus pour les sommes que ces deux personnes se doivent respectivement. *Cum alter alteri pecuniam sine usuris, alter usurariam debet, constitutum est a divo Severo, concurrentis apud utrumque quantitatis usuras non esse præstandas* (2). Ulpien ajoute que cette règle est générale et qu'elle s'applique aussi bien pour les dettes fiscales que pour les dettes privées ; la compensation a lieu dans ce cas, alors même que les intérêts seraient à des taux différents. *Idem juris est*

1. Const. 5, Code. *De compensationibus*, IV, 31.

2. Ulpien. Loi 11. Dig. *De compensationibus*, XVI, 2.

non solum in privatis, verum etiam in causâ fixi constitutum. Sed et si invicem sit usuraria pecunia, diversæ tamen usuræ, compensatio nihilominus locum habet ejus, quod invicem debetur (1). »

Ulpien, au livre 63, *ad Edictum*, tire enfin de ce principe une autre conséquence importante ; il assimile au paiement de l'indû le paiement d'une somme pour laquelle on pouvait opposer la compensation. *Si quis igitur compensare potens solverit, condicere poterit quasi indebito soluto*. Si quelqu'un pouvant se prévaloir de la compensation a payé, il pourra intenter la *condictio indebiti* à ce sujet (2).

Ailleurs, Ulpien avait déjà signalé cette conséquence : « Il y a paiement de l'indû, disait-il, non seulement quand la chose n'est pas due absolument, mais encore lorsqu'elle ne pourrait être réclamée à cause d'une exception perpétuelle. C'est pourquoi elle pourra aussi être redemandée dans ce cas, à moins que celui qui l'a payée n'ait eu connaissance de l'exception qu'il pouvait opposer. » *Indebitum autem solutum accipimus, non solum si omnino non debeatur, sed et si per aliquam exceptionem poti non poterat. Quare hoc quoque repeti poterit, nisi sciens se tutum exceptione solvit (3)*.

1. Ulpien. Loi 12. Dig. *De comp.* XVI, 2.

2. Loi 10, § 1. Dig. *De comp.*, XVI, 2.

3. Ulpien, Loi 26 § 3, Dig. *De condictiōe indebiti*, VII, 6.

Plus loin Ulpien ajoute : *Adeo autem perpetua exceptio parit condictionem, ut Julianus libro decimo scripsit, si emptor fundi damnaverit heredem suum, ut venditorem ne rem venditi liberaret, mox venditor ignorans rem tradiderit, posse eum fundum condicere. Idemque, et si debitorem suum damnaverit liberare, et ille ignorans solverit.* Il est si vrai que le paiement fait malgré une exception perpétuelle engendre la *condictio* que Julien écrit, au livre X, que si un homme, après avoir acheté un fonds, vient à mourir, en chargeant son héritier de libérer le vendeur de l'obligation où il était de lui livrer le fonds, et que le vendeur, ignorant cette disposition, ait livré le fonds, il a le droit de le redemander. Il en serait de même si un défunt avait chargé son héritier de libérer son débiteur et que le débiteur eût payé sans connaître cette disposition (1).

D'après ce texte, il semble qu'aux yeux d'Ulpien et de Paul, la compensation se faisait *ipso jure*, et que si on paye dans un cas où on pouvait compenser, on peut se faire rendre ce qu'on a donné comme payé indûment ; on ne doit pas non plus les intérêts de la partie de dette compensée. La compensation équivaldrait à un paiement et éteindrait l'action *ipso jure*.

1. Ulpien, Loi 26, § 7, Dig. XII, 6.

Pomponius, au livre XXXV, *ad Sabinum*, formule expressément cette opinion. *Si debitor antequam a priore creditore pignus liberaret, idem illud ob pecuniam creditam alii pignori dedisset, et antequam utrique creditori solveret debitum, rem aliam priori creditori vendiderat, creditumque pensaverit cum pretio rei venditæ : dicendum est perinde haberi debere, ac si priori creditori pecunia soluta esset : nec enim interesse, solverit, an pensaverit. Et ideo posterioris creditoris causa est potior.* Si un débiteur, avant de se libérer de l'hypothèque du premier créancier, constitue une hypothèque sur le même bien au profit d'un autre en garantissant d'une somme d'argent prêtée, et qu'avant de payer aucun des deux créanciers, il vende au premier une autre chose, il compensera sa dette avec le prix de la chose vendue : il faut dire que les choses se sont passées comme si la somme avait été payée au premier créancier : car il importe peu qu'il ait payé ou qu'il ait compensé. Et c'est pour cela que le second créancier aura le droit de préférence sur les autres (1).

Ce système paraît assez logique. Fondée sur l'équité, la compensation a pour but d'éviter les procès qu'une partie serait obligée d'intenter pour se

1. Pomponius, Loi 4, Dig. *Qui potiores in pignore vel hypotheca habeantur, et de is qui in priorum creditorum locum succedunt*, XX, 4.

faire rendre ou recevoir d'une main ce qu'elle aurait payé de l'autre. Pour atteindre ce but, la compensation doit avoir lieu de plein droit sans le concours des débiteurs, à leur insu et même malgré eux (1).

C'est pour cela que la compensation est nécessaire, dit encore Pomponius, car on a plus d'intérêt à ne payer qu'à répéter ce qui est payé. *Ideo compensatio necessaria est, quia interest nostra potius non solvere quam solutum repetere* (2).

Ainsi donc, même à l'époque classique, la compensation aurait opéré, à Rome, *ipso jure*.

« Dès que les deux créances ont coexisté, dit M. Lair, que les parties ont été un seul instant réciproquement obligées, *simul ac aliquid contra debetur*, comme le dit Théophile, il y a droit acquis pour elles à ce que les deux créances s'imputent l'une sur l'autre. C'est là désormais un principe constant. un droit absolu qui ne dépend ni des circonstances,

1. Dalloz, *Répertoire alphabétique*, v^o *Obligations*, n^{os} 1289, 1290.

2. Pomponius, Loi 3, Dig. *De compens.* XVI, 2. Godefroy, dans son commentaire du fragment de Pomponius (Loi 3, Dig. XVI, 2), explique les mots : *Compensatio necessaria est quia interest nostra potius non solvere quam solutum repetere*, de la manière suivante : *interest cum lis possit uno judicio definiri scilicet per actionem et exceptionem ; non debet admitti pluralitas judiciorum quæ incommoda et sumptus affert : quin etiam æquitas froscere videtur compensationem. Nam dolo facit quæ petit quod restitutus est* (Loi 8, de *exc. doli mali*).

ni de la nature du contrat, ni de l'appréciation du juge. La compensation ne rentre plus seulement dans l'office du juge, en ce sens qu'il peut dans tous les cas en tenir compte ; il est tenu d'y avoir égard lorsque d'ailleurs les parties y ont évidemment droit, *jure aperto nituntur*. (1) »

Entre les commentateurs, Bartole nous signale une controverse : *Quæ ut glossa utrum hoc sit verum quod compensatio fiat ipso jure, absque aliquo facto hominis ; Martinus dicit quod sic, Joanes dicit quod non, nisi opponatur. Istam opinionem Joannis tenet dignus, et est ipsa veritas* (1).

Mais Cujas, Godefroy, Doneau, Jean Voët, Dumoulin admettaient que la compensation opérait *ipso jure* extinction des deux dettes jusqu'à concurrence de la plus faible.

Ipsa jure non obligari in majorem quantitatem id est non teneri in majorem quantitatem, non modo si in judicio verferis, sed si extra judicium ; quamvis extra judicium facta denunciatione compensationem posse objici : ut ea extra judicium etiam facta, obligationem tolli ipso jure videatur (3).

Compensationis ea vis est, ut solutionis similitudinem

1. Lair, *De la compensation*, p. 87.

2. Bartole, *ad Legem* 4. *Code de Compens.* IV, 31.

3. Godefroy, *Commentaire sur la loi* 4. Dig. XVI, 2 (Edition de 1590), colonne 464.

habeat : id est, ut qui compensare possit, solvisse videatur. Proinde qui integri debiti compensationem habet, integrum debitum : qui partis, eam partem solvisse et ejusdem partis usuras legitime debitas sustulisse intelligitur (1).

La compensation a lieu dès que les deux dettes sont nées, disait Doneau. *Compensare namque dicitur debitor, qui cum ei vicissim aliquid debetur a creditore eodemque actore, cum quod sibi debetur ab eo retineri ne amplius debeat, et simul i l sibi pro depenso, seu pensato apud eum esse, ut tanquam eo soluto desinat vicissim et ipse debere (2).*

La compensation équivaut à un paiement. *Solvit autem debitor qui creditori suo pecuniam numerat liberandi sui causa. Nihil autem interest, utrum numerem creditori meo pecuniam, an vero meam quæ apud eum est, aut quam possum ab eo exigere, potior apud eum esse tanquam numeratam liberandi mei gratia (3).*

Par suite, les deux dettes sont éteintes de plein droit jusqu'à concurrence de la plus faible, et l'extinction de la dette se produit *ipso jure* et non *exceptionis ope*. *At compensatio est ipso jure, ac non tantum per exceptionem ; quia et ipso numerationem quamdam brevi manu continet (4).*

1. Godefroy, *Commentaire sur la loi 5. Code, IV, 44.*

2. Doneau. *De jure civili*, XVI, 15, § 1.

3. Doneau. *De jure civili*, XVI, 15, § 37.

4. Doneau. *De jure civili*, XVI, 15, § 38.

Jean Voët adopte sans restrictions la théorie de Cujas : *Compensatis est debiti et crediti inter se contributio, vel, ut Cujacius, per æris sui computationem ab ære aliens liberatis; et computatis vice mutua debitæ quantitatis. Ita appellata ab antiquo æris appendendi more, nummo necdum adjuvento, vel invento quidem, sed adhuc appendi magis quam adnumerari solito; quo eveniebat, ut æqualis utrimque debita æris quantitas, simul pensata, desineret utrimque debita esse, et id solum ex uno latere remaneret in credito, quod prægravans non simul pensabatur. Et il ajoute : Compensationis effectus est, quod solutionis vicem obtineat, adeoque jus ratâ debitum utrimque ipso jure minuatur (1).*

Dumoulin, dans son *Tractatus Contractuum et usurarum*, se pose la question suivante : *An fiat compensatis ipso jure ad impediendum cursum horum reddituum? Prima facie videtur quod sic, juxta l. si constat, l. etiam Cod. de compensato l. ejus Cod. de solution, l. cum alter, cum l. sequent. de compensat. ubi indistincte compensatio fit ipso jure ad inhibendum cursum usurarum, sive jure actionis, sive officio judicis etiam privilegio minoris ætatis debitarum, sive utrumque debitum sit usurarium, sive usuræ sint æquales hinc inde, sive inæquales, sive non sit debitum usurarium nisi ab altera parte (2).*

1. Jean Voët. *Ad Pandectas*, I, p. 582.

2. Molinæ. *Opera*, tome II, p. 130, question XLIII.

C'est cette doctrine qui, développée par Domat, est passée de Pothier dans notre Code civil : « La compensation étant naturelle, elle a d'elle-même son effet et de plein droit, quoique ceux qui peuvent compenser ne s'en avisent pas, et quand même l'un et l'autre ignoreraient les dettes qu'ils ont à compenser. Car l'équité et la vérité font que chacun d'eux étant en même temps et créancier et débiteur de l'autre, ces qualités se confondent et s'anéantissent » (1).

En Allemagne, cette doctrine a été suivie par quelques auteurs, mais en rapportant cependant à la constitution de Justinien l'effet extinctif *ipso jure* de la compensation.

Demburg croit que, contrairement à l'usage du droit classique, la compensation ne dépendait plus de l'appréciation du juge, mais était soumise à des conditions légales qui s'imposaient au juge et que celui-ci n'était pas libre de rejeter.

Brinz considère la compensation comme une garantie de paiement aux mains d'un créancier qui se trouve à la fois débiteur de son propre débiteur. S'il y a garantie de paiement, il n'y a pas encore paiement réalisé, les deux dettes continuent donc à coexister l'une en face de l'autre, mais par cela seul qu'elles coexistent, elles se tiennent réciproquement

1. Domat, *Les lois civiles dans leur ordre naturel*, Livre III, titre II, sections I-IV, p. 240.

en échec, l'une doit servir à couvrir l'autre (1). « Qu'on ne dise plus que chacune des deux créances est paralysée par une exception, cette formule convenait à l'époque classique du droit romain, alors que la compensation n'était qu'une mesure d'équité destinée à repousser une poursuite malhonnête, intentée par qui ne payait pas sa propre dette ; on avait alors la ressource de l'*exceptio doli*, et la demande entière était rejetée, comme entachée de mauvaise foi. Mais, à la dernière époque du droit romain, et dès avant Justinien, les conceptions avaient changé ; l'équité voulait non seulement qu'un créancier non payé pût repousser une poursuite non accompagnée de paiement, mais que tout créancier qui fût débiteur de son propre débiteur, pût se payer lui-même et se considérer comme couvert pour ce qui lui est dû, de telle sorte que s'il se paie par voie de saisie sur lui-même, il y ait libération réciproque, ou diminution de plein droit de la condamnation en cas de poursuite (2) ; on reconnaît là les idées de Doneau » (3).

Dans le droit allemand, on avait adopté cet adage : Compensation est bon payement (4).

1. Brinz, *Pandectes*, § 287, note 10.

2. Brinz, *Pandectes*, § 287, note 12 et suiv.

3. Isabelle, *Essai d'une théorie générale de l'obligation d'après le projet de Code civil allemand*, p. 46.

4. Chaisemartin, *Proverbes et maximes du droit germanique*, p. 260, VIII.

Mais est-ce bien là la théorie romaine ? Nous ne le croyons pas.

« Justinien a fait de la réplique de compensation une thèse de défense agissant dans le cours du procès *ipso jure*. Selon le droit de Justinien la réplique de compensation peut être produite en tout temps dans le procès sans que le juge eût besoin d'une autorisation spéciale quelconque pour la prendre en considération. L'unique présupposition est la liquidité de la contre-réclamation : ceci veut dire que sa preuve ne doit pas causer un retard au procès. Dans ce sens la réplique de compensation, et *ex dispari causâ* aussi bien qu'*ex eâdem causa*, est admise par Justinien vis-à-vis de chaque réclamation (prétention) même vis-à-vis de celle qui s'est fait valoir par une plainte judiciaire, par exemple l'*actio depositi directa*). Mais, même dans le droit de Justinien, la contre-réclamation n'effectue pas en droit privé une compensation (annulation) *ipso jure* de l'autre réclamation ; elle constitue seulement une cause d'entrave qui se change seulement par convention ou jugement en cause de compensation (1). »

Il s'agit purement et simplement, pour résoudre la difficulté, de rechercher le sens des mots *ipso jure* à l'époque classique et sous Justinien. Or le sens est

1. Sohm. *Institutionem des römischen Rechts*, p. 342.

le même, c'est-à-dire qu'ils signifient que le juge a le pouvoir, sans aucune formalité spéciale, de tenir compte des contre-réclamations faites par le défendeur et d'opérer la compensation. Mais ils ont nécessairement une portée différente parce que les pouvoirs du juge ne sont plus les mêmes à l'époque classique, sous le système formulaire, et à l'époque de Justinien, sous le système *dit* extraordinaire.

A l'époque classique, les exceptions basées sur l'équité sont sous-entendues dans les actions *bonæ fidei* ; elles sont naturellement contenues dans les mots : *ex bonâ fide*. Dans ce cas, les jurisconsultes romains disent que le défendeur n'a pas besoin d'une exception, qu'il est protégé *ipso jure*. « Ce langage « est inexact, dit M. Accarias, mais il s'explique « par l'habitude qu'ont les jurisconsultes de n'envi- « sager les exceptions que dans leur forme. »

Les textes de l'époque classique qui nous montrent l'effet extinctif *ipso jure* de la compensation se réfèrent, soit à des actions de bonne foi, soit à des actions de l'*argentarius* et signifient que le juge avait le droit, par suite de la nature même de l'action et sans insertion de l'exception *doli mali*, de tenir compte de la coexistence de créances et dettes réciproques et d'en faire la compensation.

C'est dans le même sens qu'Ulpien, dans la loi 7, pr. *De dolo malo*, IV, 3, paraît admettre que la vente

est nulle *ipso jure*, lorsque le dol émane de l'une des parties et a déterminé chez l'autre, non pas seulement l'acceptation de telle ou telle clause, mais bien la volonté même de contracter (1).

Quant à l'exercice de la *condictio indebiti*, il est justifié par le caractère, perpétuel et péremptoire de l'exception fondée sur la compensation (2), donc il ne prouve pas que les deux dettes fussent éteintes de plein droit.

Enfin le cours des intérêts, d'après quelques textes de droit classique, est arrêté dès qu'il y a deux dettes compensables.

Cet effet peut s'expliquer par des considérations d'équité (3).

Mais il est plus probable qu'il s'agit ici purement et simplement d'un effet rétroactif qui est attribué,

1. Il en est de même pour la société dont la formation a été déterminée par le dol de l'une des parties. Loi 3, § 3, *Pro socio*. Voyez Accarias, II, p. 338, note 3.

2. L'exception péremptoire ne s'use pas. Selon l'énergique expression d'une scolie des *Basiliques* (XXII, 1, 53), elle ferme absolument la bouche au demandeur ; les exceptions péremptoires sont la ruine à peu près absolue du droit. (Voyez Accarias, II, 1079, n° 898 *in fine*).

Dans les exceptions péremptoires, le droit du demandeur est frappé de paralysie perpétuelle ; le demandeur n'est pas véritablement un créancier, et son action est comme si elles n'existaient pas. (Loi 55. *De verb. signif.* L. 16. — Loi 112, *De reg. juris.* L. 17).

3, Accarias page IIII, note 1,

en vertu de l'équité, à la contre-réclamation du défendeur, et c'est cet effet rétroactif que les jurisconsultes romains expriment par les mots : *ipso jure compensari*.

« Ainsi la contre-réclamation signifie toujours seulement un principe de compensation agissant *ipso jure* qui paralyse immédiatement la force du droit de réclamation de l'adversaire en faveur du débiteur, — un effet qui peut être rétrogradé de nouveau par d'autres procédés, mais la contre-réclamation ne signifie jamais une raison d'annulation (compensation) agissant *ipso jure*. L'annulation (compensation) à la suite de la contre-réclamation ne se fait pas *ipso jure*, mais toujours seulement par la convention ou par le verdict du juge, et ce verdict du juge a dans le *stricti juris judicium*, après comme avant le rescrit de Marc-Aurèle, comme présupposition l'*exceptio doli* accordée par le préteur. L'effet compensant (annulant) de la contre-réclamation intervient donc dans le procès en vertu du droit du préteur (*ope exceptionis*), et non pas en vertu du droit civil (*ipso jure*), malgré le *ipso jure compensari* ».

Sous le système de la procédure extraordinaire, la compétence du juge devient générale, elle cesse d'être enfermée dans une cause spécialement déterminée,

(1) Lohm, *Institutionen des römischen Rechts*,

il n'y a plus de formule, par conséquent l'exception de dol et les autres adjonctions ou modifications n'ont plus besoin d'être demandées *in jure*, mais sont invoquées directement devant le juge et font partie de son *officium* (1).

« Malgré les expressions *ipso jure*, la compensation ne devient pas une cause d'extinction réciproque des dettes. Ce que nous appelons aujourd'hui la compensation *légale* reste inconnu à la législation romaine. Cet *ipso jure* signifie seulement qu'en toutes les actions, soit réelles, soit de bonne foi, soit de droit strict, ou autres, la compensation, à cette époque, rentre toujours, de droit, dans l'office du juge (2) ».

Quand Justinien déclare que désormais la compensation aura lieu, *ipso jure*, dans toutes les actions, il ne fait certainement allusion qu'à la manière dont les juges pourront envisager la compensation. Sa constitution est adressée au préfet du prétoire et elle a la valeur d'une circulaire adressée à des magistrats. Justinien d'ailleurs a bien soin de recommander aux juges de ne pas admettre la compensation sans réserves, c'est aux juges que reviennent le droit et le devoir d'examiner si la compensation doit être admise ; il n'y a pas là les moindres traces

1. Voyez Ortolan, n° 2198, III, p. 676 et 677.

2. Ortolan, n° 2199, III, p. 677.

d'une compensation agissant de plein droit, à l'insu des parties et malgré elles.

« Justinien a simplement voulu dire qu'une exception n'est plus nécessaire pour opposer la compensation. Telle est bien l'idée que suggère la première lecture des Institutes ; mais elle a besoin d'être exactement comprise. Je ne prétends pas que la compensation figure désormais parmi les défenses tirées du fond. C'est à la forme seulement que Justinien se réfère ; il emploie un langage qui était familier aux anciens jurisconsultes eux-mêmes lorsqu'ils parlaient d'exceptions sous-entendues dans les *bonæ fidei actiones* ; réduite à ces termes, sa décision n'est plus, si l'on veut, qu'une naïveté ; elle exprime un état de choses qui était la conséquence forcée de la disparition des formules. Aussi je ne suis pas éloigné de croire que Justinien n'a pas attaché grande importance à ces mots *ipso jure* qui ont tant tourmenté les interprètes. La pensée principale de la phrase qui les contient est que désormais on ne fera plus de distinction entre les actions réelles et les actions personnelles (1) ».

1. Accarias, II, p. 1111 et 1112.

CONCLUSION

Nous avons essayé de montrer, dans notre étude, le lien intime qui existait à Rome entre la compensation et la procédure.

Nous avons vu que, même dans le cas où la compensation est le résultat d'une convention (entre les banquiers et leurs clients), elle découle cependant de l'application pure et simple d'une règle de procédure, du principe de l'unité d'action.

Dans les autres cas où la compensation est admise successivement en droit romain, elle est introduite sous l'empire de l'équité et c'est par l'application extensive d'un moyen de procédure qu'elle prend place progressivement dans les différentes matières du droit romain.

« Le temps, avec lequel de nouveaux besoins sociaux qu'il fallait réglementer naissaient ; les discussions des jurisconsultes, qui indiquaient les difficultés qu'il fallait trancher (1) ; ont aidé au développement de cette institution.

1. E. Chénou, *Etude sur les controverses entre les Proculéiens et les Sabinien*s, p. 102.

Mais, ainsi que le fait remarquer M. Chénon :

« L'attrait des principes n'était pas assez puissant sur l'esprit pratique, si l'on veut, mais aussi routinier et nullement généralisateur des Romains, pour leur faire modifier du jour au lendemain des points importants de leur législation. Le préteur n'avait été écouté et soutenu par l'opinion publique, qu'à la condition de procéder lentement et de réaliser toujours des améliorations sensibles sur le droit antérieur » (1).

Il a fallu plusieurs siècles pour faire admettre la compensation en toutes matières, et elle est toujours restée un simple moyen de procédure. C'est par des améliorations dans la procédure que l'application en a été étendue successivement.

Sous-entendue dans les actions de bonne foi, l'exception de dol permettait au juge de tenir compte de la compensation dans ces actions ; l'équité l'a fait successivement admettre dans l'action du *bonorum emptor*, dans les *mutuæ petitiones*, dans les *cognitiones extraordinariæ*. Il a fallu l'intervention de Marc-Aurèle pour l'introduire dans les actions de droit strict.

1. Emile Chénon, *Etude sur les controverses entre les Proculéiens et les Sabiniens sous les premiers empereurs de Rome*, p. 401.

Mais toujours la compensation est restée un moyen de procédure.

La prétendue réforme de Justinien, d'après laquelle la compensation aurait opéré de plein droit, n'est elle-même que la conséquence de la procédure appliquée à son époque.

Il ne faut voir dans l'interprétation des commentateurs qui y voient l'origine d'une compensation légale, qu'une erreur dans l'interprétation des mots *ipso jure* dont le sens est le même suivant les époques, mais dont les conséquences varient suivant les systèmes de procédure.

DROIT FRANÇAIS

LA PETITE PROPRIÉTÉ RURALE
|
EN FRANCE

BIBLIOGRAPHIE ⁽¹⁾

- Boutmy.** — Développement de la constitution et de la société politique en Angleterre.
- Brodrick** — *English land and english landlords.*
- Bloch.** — Europe politique, économique et sociale.
- Bulletin officiel de la ligue nationale bimétallique.**
- Bureau.** — Le homestead.
- Codet (Jean).** — Articles sur le Crédit agricole publiés dans le Petit Centre en mai 1892.
- Corniquet.** — L'insaisissabilité du foyer de famille aux Etats-Unis.
- Cucheval Clarigny.** — Syndicats industriels et agricoles (Revue des Deux Mondes. — 15 septembre 1894).
- Dumas (Jacques).** — Le problème foncier en Angleterre, mis en regard du problème foncier au IV^e siècle de Rome.
- Fougeirol.** — Conférences faites au groupe agricole en février 1895, sur la question monétaire.
- De Foville.** — Le morcellement.
- P. Leroy-Beaulieu.** — Revue des Deux Mondes, 15 février 1886.
- P. Leroy-Beaulieu.** — Journal des Débats, 23 novembre 1884.
- P. Leroy-Beaulieu.** — Essai sur la répartition des riches-

1. Nous ne nous sommes pas proposé de faire ici une bibliographie complète, mais seulement d'indiquer les ouvrages dont nous sommes le plus souvent servi dans cette étude. A côté de ces sources écrites nous mentionnerons les enquêtes monographiques que nous avons faites principalement en Limousin : nous ne croyons pas qu'on puisse y relever d'erreurs sérieuses ; mais on trouvera peut-être que dans certains cas nous avons trop hâtivement généralisé des observations particulières : dans ces cas, nous n'avons pas trouvé de méthode plus sûre.

ses et la tendance à une moindre inégalité des conditions.

Levasseur. — La population française.

Lecouteux. — Cours d'économie rurale.

— Journal d'agriculture pratique 28 novembre 1883.

Michel (Georges). — La dépopulation des campagnes (Économiste français, 9 septembre 1893).

Michel (Georges). — Le socialisme agraire, ses causes et son développement (Économiste français, 18 et 25 novembre 1893).

Michelet. — Le peuple.

Passy (Hippolyte). — Des systèmes de culture en France et de leur influence sur l'économie sociale.

Réforme sociale, *passim*.

Rocquigny (Comte de). — Les syndicats agricoles et le socialisme agraire.

Schulze Delitzsch. — Manuel pratique pour l'organisation et le fonctionnement des sociétés coopératives de production.

Sizeranne (Robert de la). — Le bien de famille insaisissable.

Statistique agricole de la France, publiée par le ministère de l'Agriculture. Résultats généraux de l'enquête décennale de 1882.

Nouvelle évaluation du revenu foncier des propriétés non bâties, faite par l'Administration des contributions directes, 1883.

Société d'économie sociale. — La liberté de tester.

— Enquête sur l'état des familles et l'application des lois de la succession.

Stubbs. — *The land and the labourers.*

Thierry de la Loge. — Aperçu sommaire sur le crédit agricole.

Weber (Adrien). — Le socialisme agraire (Revue socialiste, novembre 1894).

Young (Arthur). — Voyages en France.

Zolla (Daniel). — Les questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui.

Le socialisme collectiviste, cette négation allemande de l'esprit d'égalité libérale qui a inspiré la Révolution française, est aujourd'hui à la mode.

Quand on a parlé des lois ouvrières, on croit avoir parlé des lois démocratiques, et on oublie que la majorité de la nation est, chez nous, paysanne.

C'est de cette majorité paysanne, c'est des paysans (1), que nous avons eu l'intention de nous occuper en étudiant ici, sous quelques-uns de ses aspects, le problème de la petite propriété rurale.

1. Nous emploierons souvent dans la suite de cette étude le mot de *paysan*.

Le mot de *cultivateur* est un mot vague et inerte ; le mot de *paysan*, au contraire, est un mot vivant et qui évoque une idée bien nette : les *paysans*, ce sont les *gens du pays* ; nous chercherons en effet à montrer qu'ils forment en France le fonds même de la nation et constituent nos réserves les plus vivaces.

Cette idée domine toute notre étude. Nous croyons donc inutile de dire que nous ne donnons pas au mot de *paysan* un sens désobligeant ; ceux qui, à la suite de Balzac, se sont efforcés de le faire, ont échoué. Les grands amis des paysans, Michelet, dans *le Peuple*, George Sand, dans ses romans champêtres, les ont franchement appelés par leur vrai et beau nom. Nous ne craignons pas d'imiter leur exemple.

PREMIÈRE PARTIE

DÉFINITION ET CLASSIFICATION

Il n'y a pas dans notre législation de dispositions spécialement relatives à la petite propriété. Aussi, n'est-ce pas au point de vue juridique nous avons l'intention de nous placer dans cette étude : nous aurons sans doute à examiner l'effet produit par notre législation générale sur le développement de la petite propriété, mais notre travail sera avant tout économique.

Nous nous proposons de dire quel est le rôle social que la petite propriété rurale peut et doit jouer dans une démocratie, et qu'elle joue notamment en France. Nous nous efforcerons en même temps d'établir, en nous appuyant sur les faits, que cette sorte de propriété, loin d'être sur le point de disparaître, peut vivre et se développer encore dans le milieu économique actuel ; afin de démontrer plus sûrement cette affirmation, nous étudierons de près la

crise que traverse actuellement la petite propriété, nous rechercherons les causes de cette crise et nous essaierons de prouver qu'elle touche à sa fin. En terminant, nous passerons en revue les moyens proposés pour hâter le morcellement et améliorer la situation des petits propriétaires.

Mais avant d'aborder cette étude du rôle social, de la valeur économique et de l'avenir probable de la petite propriété, nous voulons rechercher quelle est aujourd'hui son importance en France (nombre des petits propriétaires et superficie occupée) et avant tout la définir nettement.

Les problèmes connexes

Commençons par séparer le problème qui nous occupe d'une série de problèmes connexes avec lesquels on le confond trop souvent.

Et d'abord, la notion de petite exploitation présente, avec la notion de petite propriété, de nombreuses analogies.

On entend par exploitation l'ensemble des terres travaillées par un même groupe d'ouvriers agricoles, groupe qui reçoit d'un ou de plusieurs chefs une impulsion vers un but unique ; généralement

chaque catégorie d'animaux n'y forme qu'un seul troupeau, et les bâtiments qui en dépendent sont réunis. Ici, on ne se préoccupe pas, comme nous aurons à le faire, ou du moins on ne se préoccupe pas d'une façon essentielle, de la plus ou moins grande importance des propriétés, l'important c'est l'ensemble agricole, le tout économique, et, comme le mot le dit mieux que toute périphrase, l'exploitation. Toutefois, quelques distincts que semblent être les deux problèmes de la petite exploitation et de la petite propriété, il existe entre eux de nombreux points de contact. En effet, tandis que la grande propriété se divise souvent en petites exploitations, cas où les deux problèmes sont séparés et comme opposés, la petite propriété, au contraire, sauf des exceptions si rares qu'elles sont vraiment négligeables, entraîne forcément la petite exploitation. Or, de cette coexistence constante, de ce parallélisme de fait, il résulte qu'on ne peut guère étudier la petite propriété sans parler de la petite exploitation, et qu'on doit aisément être amené à les confondre. Il faut donc ne pas oublier que la petite exploitation, qui va souvent avec la grande propriété et qui accompagne toujours la petite, est plus répandue que cette dernière ; d'où une première différence. Mais il faut surtout se souvenir de la distinction théorique entre la propriété, unité délimitée exclusivement par des fron-

tières juridiques, et l'exploitation, organisme dont l'étendue et la forme sont déterminées, non seulement par le réseau des limites de propriété, qui ne sont pour lui qu'une entrave, mais encore et surtout par des causes économiques.

Autre problème : les terres d'un même propriétaire peuvent, au lieu de former un seul tout, être séparées les unes des autres par les champs des voisins, qui enclavent ces terres, sont enclavés par elles, ou les divisent d'une façon quelconque. Si les différentes terres sont assez peu éloignées pour pouvoir former une exploitation unique, qu'elles la forment ou non en fait, on dit qu'il n'y a qu'une propriété, mais que cette propriété est dispersée. Or la petite propriété est souvent une propriété dispersée. Dès lors, du moment où il y a en fait coexistence fréquente, il y a, comme dans le cas précédent, points de contact et danger d'erreur. D'ailleurs, un mot, et rien n'est plus dangereux qu'un mot, facilite la confusion : le mot de *morcellement* sert à désigner aussi bien la division de la propriété que sa *dispersion*.

Ce mot a d'ailleurs un troisième sens et s'applique aussi au fractionnement parcellaire, avec lequel nous abordons des notions qui ne présentent plus que de vagues ressemblances et des relations éloi-

gnées de voisinage avec la notion de petite propriété.

On entend par *fractionnement parcellaire* le morcellement du sol en parcelles par le cadastre ; quant à la parcelle, le *Recueil méthodique des lois, décrets, règlements, instructions et décisions sur le cadastre de France* (n° 130) nous apprend qu'elle est « une portion de terrain plus ou moins grande, située dans un même canton, triage ou lieu dit, présentant une même nature de culture, et appartenant à un même propriétaire ». Ainsi, et pour parler d'une façon concrète, toute carte du morcellement parcellaire donne bien le réseau de frontières juridiques qui nous occupe dans cette étude ; mais elle l'enchevêtre avec une série d'autres réseaux, dont la plupart sont mentionnés dans la définition officielle : réseau administratif ; réseau des cours d'eau, chemins, haies et tous obstacles naturels ; îlots de la propriété bâtie ; enfin et surtout réseau des cultures : toutes ces lignes se croisent et se coupent, hachent le sol en une multitude de fragments, si bien que, d'après notre vieux cadastre, la France actuelle serait divisée en plus de 224 millions de parcelles. C'est assez dire que nous sommes loin de la division en propriétés !

Reste enfin la notion de *cote foncière*. On entend par cote, la quote-part afférent pour une personne à

une seule contribution sur le rôle nominatif qui, dans chaque commune, sert de base au recouvrement des contributions directes. La cote foncière d'un propriétaire dans une commune est donc la somme qu'il a à payer au percepteur dont cette commune dépend pour la ou les propriétés immobilières qu'il a dans la commune. Entre la cote foncière et la propriété, la confusion n'a pu venir que du fréquent emploi qu'on fait, comme nous le verrons, des statistiques de cotes foncières pour calculer le nombre des propriétaires et la superficie occupée par les propriétés des différentes catégories : les cotes foncières sont alors comme le signe de ce qu'on cherche, et on sait combien il est aisé de prendre le signe d'une chose pour cette chose elle-même.

Idée qui doit servir à définir la petite propriété

Après avoir jeté ce rapide coup d'œil sur les régions voisines, peut-être pourrons-nous plus aisément délimiter et décrire celle qui nous occupe.

Qu'est-ce donc que la petite propriété ?

C'est, d'après M. Gimel et M. de Foville, la propriété de 5 hectares et au-dessous, et l'administration des contributions directes semble partager

cette manière de voir. Il n'en est pas de même du ministère de l'agriculture qui, dans sa statistique décennale remonte la limite maximum jusqu'à 10 hectares.

Pour fixer plus ou moins haut la limite en hectares et trancher ainsi la controverse qu'on vient d'esquisser, il faut nécessairement trouver l'idée qui a permis de déterminer cette limite.

D'ailleurs, de quelque simplicité élégante que puisse être une définition mathématique, l'esprit auquel elle ne parle pas assez, est forcément poussé à chercher au-delà l'idée vivante et concrète sur laquelle repose en fin de compte le nombre qui ne peut en être que le signe.

Enfin, notre définition ne présente pas le plus grand avantage des définitions mathématiques : la précision, car elle ne peut pas s'appliquer exactement à la réalité des faits, aux exemples particuliers. En effet, une terre vaut par sa qualité et par sa situation autant et plus que par son étendue, et pour les propriétés de banlieue avec leurs jardins maraîchers, comme pour les propriétés où dominent les vignes, les bonnes prairies et les bonnes terres, il nous faudra abaisser la limite, tandis que nous devons l'élever pour les propriétés éloignées de tout centre de population et de tout moyen de communication, comme pour celles qui se composent surtout

de terres maigres, de châtaigneraies et de landes, Ainsi notre prétendue définition nous donne seulement des moyennes d'une vérité approximative. Nous aurons à recourir plus loin à des moyennes et nous serons alors forcés de nous en contenter ; mais auparavant nous voudrions leur donner un sens bien défini en disant d'après quelle idée on peut les établir, c'est-à-dire en précisant la notion de petite propriété.

Sans nous arrêter à une définition possible par le revenu foncier, établi à l'aide des cotes, qui serait peut-être théoriquement assez précise ; mais qui, elle non plus, ne parlerait guère à l'esprit, cherchons à définir la petite propriété par une idée concrète.

Peut-être pourrions-nous arriver à une classification presque satisfaisante par cette idée d'exploitation, dont nous avons reconnu l'étroite parenté avec l'idée de propriété : nous appellerions alors petite propriété toute propriété qui ne comprendrait qu'une seule exploitation, à la condition que l'exploitation soit suffisamment simple et rudimentaire, et toute la difficulté consisterait à déterminer le degré de simplicité à exiger.

Mais il nous semble bien préférable de tenir surtout compte dans notre définition de la famille de cultivateurs que chaque petite propriété fait vivre

et qu'elle maintient réunie. Ce sera mettre en lumière dès le début le lien qui unit intimement la terre à l'homme, et mener de front l'étude des petits propriétaires et celle de la petite propriété.

Différentes catégories de petites propriétés

Définir la petite propriété par les petits propriétaires qu'elle nourrit, telle est donc notre méthode. Nous distinguerons plusieurs catégories de petits propriétaires et de petites propriétés, suivant que le domaine fournit à la famille qui en est maîtresse des ressources suffisantes, surabondantes ou partielles.

Catégorie type : petite propriété dont le revenu suffit pour nourrir une famille de petits propriétaires. — La petite propriété type est celle qui, soit directement par ses produits, soit indirectement par le prix de leur vente, permet à la famille qui la cultive de vivre sans travailler au dehors et sans se faire aider par des étrangers. Cette famille ne dépend de personne et son chef peut prendre fièrement pour devise le vieux dicton anglo-saxon : « Je suis roidans ma maison et ma femme y est reine » ; un tel domaine est

isolé des autres et se dresse parmi eux « comme un empire dans un empire. »

Chacune des familles qui nous occupent ne comprend d'ailleurs qu'un petit nombre de membres, car l'exiguité des ressources et la hâte apportée à acquérir la terre, ont, en se combinant, poussé les familles nombreuses à se séparer, ou, comme on le dit à la campagne, à « essaimer. » En Limousin, notamment, les familles de propriétaires, composées seulement du père, de la mère, des enfants, parfois des vieux parents, contrastent étrangement avec les familles de métayer qui, lorsqu'elles ont pu résister victorieusement aux causes de dispersion, comprennent une douzaine de personnes.

Pour rendre possible les calculs qu'il nous faudra faire dans la suite, nous devons estimer en chiffres l'étendue moyenne des propriétés qui appartiennent à la catégorie que nous venons de définir, et nous croyons pouvoir la fixer entre 6 et 10 hectares : pour établir ce minimum et ce maximum nous nous sommes servis d'observations faites dans l'arrondissement de Limoges, qui tient le milieu entre les pays où la terre produit beaucoup sur un très petit espace, tel que les pays de vignes, et ceux où elle ne donne que de maigres revenus, comme les régions

•

de montagnes. Notre moyenne nous paraît donc très suffisamment juste et générale. Peut-être la trouvera-t-on logiquement un peu faible ; mais nous avons constaté que les familles de propriétaires sont en général peu nombreuses, et ce fait nous explique l'exiguïté des propriétés qui les font vivre.

Catégorie supérieure. — Au-dessus de 10 hectares, nous ne croyons pas qu'on puisse donner aux propriétés encore bien petites, le nom de propriétés moyennes, et nous serions assez disposés à reconnaître jusqu'à 15 et même parfois jusqu'à 20 hectares l'existence d'une autre catégorie de petites propriétés. Nous avouons que nous avons dû être amené à créer cette catégorie parce que nous avons principalement étudié un pays de métayage, où le contrat de partage entre propriétaire et colon ne se passe guère que pour des propriétés d'au moins 20 hectares. Au-dessous on ne trouve guère, sauf quelques cas de fermage, que des propriétaires à l'aise, cultivant avec leur famille et un ou deux domestiques, un bien qui leur appartient. Mais nous ne voyons pas, du moment où nous nous attachons à l'idée de famille, de quel droit nous établirions une différence essentielle entre cette catégorie et la précédente, alors qu'il n'existe guère entre elles que des différences de plus ou de moins.

En effet, les domestiques dont nous venons de constater l'apparition, vivent sous le même toit que leurs maîtres et à la même table, « à pot et à feu » comme disent les vieux coutumiers, et il n'y a pas de démarcation nette entre eux et les membres de la famille : ces derniers existent déjà dans la catégorie précédente et touchent parfois un salaire qui les rapproche encore des domestiques.

D'autre part, l'exploitation, bien que plus importante, est encore assez rudimentaire pour que le propriétaire ait le temps de toucher à la terre et de rester ainsi par certains côtés l'égal de ceux dont il est le chef : ses occupations de directeur, ses voyages à la ville et aux foires, ne l'absorbent pas assez pour le distinguer nettement de ceux qui travaillent avec lui.

En somme, nous ne voyons donc pas ce qui pourrait nous déterminer à ne pas ranger parmi les petites propriétés celles qui, tout en présentant tous les caractères de notre catégorie type, sont les mieux constituées et les plus florissantes. Elles formeront au-dessus de la petite propriété le pendant des très petites propriétés qui n'atteignent pas la limite minimum de 5 hectares.

Catégorie inférieure : les très petites propriétés. — Les très petites propriétés, auxquelles Léon Faucher a

donné avec dédain le nom souvent répété depuis de « poussière de propriété », sont celles qui ne peuvent pas suffire à tous les besoins d'une famille moyenne de propriétaires. Dans ces familles à demi indépendantes, les forts, mieux armés pour la concurrence qu'on subit dès qu'on s'aventure hors des limites pour s'adresser à d'autres, s'occupent au dehors ; tandis que les faibles, les femmes, les vieillards et les jeunes gens qui échappent ainsi souvent à la mise au service des autres, au loyer, font valoir le coin de terre, aidés par les hommes à temps perdu et pour les gros travaux.

En Limousin, les très petits propriétaires sont le plus souvent journaliers agricoles et se louent à la journée irrégulièrement, presque toujours disposés à accepter chaque fois qu'on les demande, sauf parfois au temps de la fauche et des moissons.

Dans l'Hérault, le plus souvent les cultivateurs propriétaires sont également journaliers ; mais, plus longtemps et plus régulièrement occupés par leurs vignes aux époques où les grands propriétaires ont besoin d'eux pour les leur, ils se louent au mois ou à l'année pour des jours fixés de chaque semaine.

Les commerçants des bourgs et des villages sont le plus souvent propriétaires, et dans ce cas ce sont ordinairement les faibles qui tiennent le com-

merce, laissant aux autres le travail plus rude des champs.

Les ouvriers sont aussi très nombreux dans cette catégorie : les maçons, par exemple, qui quittent le pays pour des mois et partent pour Paris, Lyon ou Bordeaux, laissant les femmes et les vieux cultiver la terre, abondent dans la Creuse et dans la partie de la Haute-Vienne qui la touche.

Dans certains pays, le cultivateur peut, quand il est inoccupé et tout en restant essentiellement un paysan, trouver un emploi temporaire dans l'industrie voisine : nous n'avons vu nulle part un exemple aussi heureux et aussi enviable de ce phénomène que dans la banlieue de la petite ville auvergnate de Thiers : à 15 ou 16 kilomètres à la ronde, excepté du côté des montagnes auxquelles la ville est adossée, la campagne est criblée de maisonnettes blanches, et au premier abord, malgré la richesse de la Limagne, on ne s'explique pas comment tant de familles peuvent vivre dans un si petit espace. Or chaque maison a sa forge où, sans parler des travaux faits à la veillée, le paysan est sûr de gagner, tous les jours où son champ le laissera libre, un salaire de 2 francs en fabriquant des ciseaux : les usines de Thiers, où il va chaque semaine s'approvisionner de fer et rapporter l'ouvrage fait, ne lui refusent presque jamais d'ouvrage.

Définition.

Après avoir décrit les trois catégories de petites propriétés et avoir indiqué les moyens qu'emploient les petits propriétaires pour augmenter leurs ressources, il s'agit maintenant de donner de la petite propriété une définition générale.

On entend par petite propriété une propriété dont le revenu peut nourrir en tout, en partie, ou avec un léger excédent, une famille de cultivateurs composée de quatre ou cinq personnes. Pour compléter cette définition, on peut ajouter accessoirement que l'exploitation est simple et rudimentaire.

Autres classifications.

Mais cette définition, qui repose sur notre classification en trois catégories, une fois donnée, il faut lui superposer deux autres classifications et distinguer, d'une part, les propriétés affermées de celles que cultivent leurs propriétaires et, d'autre part, les propriétés hypothéquées de celles qui sont franches de toute dette.

Nous parlerons longuement, à la fin de la troisième partie, des propriétés hypothéquées, et nous nous contenterons de dire ici quelques mots des propriétés affermées, avec lesquelles elle présentent à notre point de vue une analogie frappante : ces propriétés affermées n'ont qu'une partie des caractères des petites propriétés ; elles en sont des types atténués et diminués : en effet, les propriétaires sont moins attachés à une terre avec laquelle ils n'ont aucun rapport, et les fermiers, ayant à payer le prix de ferme, vivent difficilement sur de si petits espaces et sont le plus souvent réduits, même avec des terres d'une dizaine d'hectares, à la condition des très petits propriétaires.

DEUXIÈME PARTIE

ROLE SOCIAL ET VALEUR ÉCONOMIQUE DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

CHAPITRE I

RÔLE SOCIAL DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

Tout système, philosophique ou autre, repose en dernière analyse sur un postulat ; on a beau masquer ce postulat par des raisonnements logiques, il n'en existe pas moins, et la croyance est au fond du système, si bien que la raison est incapable de l'imposer à ceux dont la nature intime n'est pas faite pour l'accepter et pour se l'assimiler.

Notre thèse n'échappe point à la règle générale et le moment est venu d'exposer notre postulat sans chercher à le dissimuler et à lui donner des apparences logiques.

Eloge des paysans.

Nous ne nous adressons pas à ceux qui n'aiment pas les paysans et qui ne sont pas heureux de serrer les mains calleuses qui sortent des blouses bleues quand elles se tendent vers eux. Nous pensons que les paysans jouent aujourd'hui dans la vie nationale une fonction plus essentielle que celle de la bourgeoisie, malgré les services inestimables qu'elle rend au pays dans les fonctions publiques et libérales, dans le commerce et dans l'industrie, comme en agriculture. Nous estimons que la patience infatigable, la lenteur raisonnée et la volonté opiniâtre de la classe rurale sont en général préférables aux enthousiasmes superbes, mais souvent irréfléchis, de la classe ouvrière. Quelle que soit la partie de l'organisme français que nous étudions, nous lui découvrons toujours un fond paysan. Nous croyons que l'âme de la France moderne est avant tout paysanne, et que cela est bon.

Hygiène et population. — Au point de vue de la santé publique, le travailleur agricole est placé dans un milieu bien plus favorable que le travailleur de l'usine, quel que soit l'aménagement hygiénique de

l'atelier : il vit tout le jour à l'air vif et pur et son travail varié lui impose un exercice de tout le corps, au lieu du mouvement uniforme et toujours répété de celui qui dirige une machine. Si les débits de boissons se sont multipliés depuis quelques années, et si les habitudes rapportées du régiment ont gagné de proche en proche, la vie de la campagne n'en est pas moins plus saine et plus morale que celle de la ville. Enfin, si la population des villes n'était pas sans cesse renouvelée et accrue par l'immigration des campagnes, on s'apercevrait bien vite que ce danger de la dépopulation dont on commence à s'inquiéter sérieusement et un mal plus urbain que rural : « Si de 1872 à 1891, dit M. le Trésor de la Rocque dans une circulaire aux syndicats de France, la moyenne des décès ne dépasse pas 19 par 1.000 habitants vivants sur la population rurale, cette moyenne s'élève à 27 décès sur 1.000 habitants dans la population urbaine et à 28 décès par 1.000 habitants dans la population de la Seine. »

Fortune publique et finances de l'Etat. — Si nous avons pu traverser sans sombrer les crises les plus terribles et nous relever en quelques années du paiement de cinq milliards fait à l'Allemagne, si nous pouvons payer chaque année plus de trois milliards d'impôts et si, malgré cette charge écrasante,

notre rente, augmentant sans cesse de valeur, tend à s'unifier et à prendre la forme unique du 3 0/0, il faut bien reconnaître, tout en rendant justice à chacun et en tenant compte de la force que les industriels puisent dans leur goût artistique, que ceux qui font avant tout notre puissance financière sont les paysans, toujours prêts à payer l'impôt et souvent à acheter de la rente, toujours désireux d'épargner et de créer ainsi une valeur dont sans doute et heureusement ils seront les premiers à profiter, mais qui sera aussi, en même temps qu'une propriété privée une valeur sociale et le plus souvent une matière imposable.

Armée. — Comme soldats, les paysans sont plus disciplinés et plus résistants que les ouvriers. En cas de guerre, les régiments mobilisés en hâte entreraient en campagne sans entraînement préalable et les paysans, accoutumés à la vie active et aux travaux corporels, supporteraient mieux que tous les autres ces premières fatigues. Habités aux privations, ce sont eux qui souffriraient le moins des erreurs et des retards qui se produiraient forcément dans l'approvisionnement de la foule mobile des régiments.

Rapports avec les capitalistes. — En ville, le contrat de salaire existe presque seul ; les ouvriers consi-

dèrent toujours plus ou moins le patron comme l'ennemi qui cherche à les tromper et contre lequel il faut lutter sans relâche : les grèves sont de plus en plus fréquentes. A la campagne, à côté des journaliers salariés, les métayers et les fermiers, sans parler des petits propriétaires, ont dans l'entreprise agricole une grande part de responsabilité et de liberté ; les valets de ferme ne sont pas des salariés ordinaires : loués pour un temps assez long, ils sont les égaux de celui qui les emploie, habitent sous son toit et vivent de sa vie de famille. D'autre part, si l'idée de grève n'est jamais entré dans l'esprit des journaliers agricoles eux-mêmes, il ne faut pas en donner pour explication unique les difficultés qu'ils auraient à se réunir pour s'entendre, et oublier leur esprit conciliant et l'existence de rapports plus personnels entre employeurs et employés ; bien plus, les distances ne doivent guère effrayer les paysans quand leurs intérêts sont en jeu, alors qu'ils savent si bien les supprimer quand il s'agit de leurs plaisirs ; nous n'en voulons pour preuve que l'existence des fêtes de clochers : *frairies, ballades, vogues, assemblées ou pardons*.

Sagesse politique. — Les paysans ont mieux rempli que les ouvriers leur rôle de citoyen ; ce ne sont pas eux qui ont été dans ce siècle les auteurs de

tous les bouleversements politiques qui ont entravé notre expansion dans le monde et qui nous ont chargés d'une grosse partie de notre dette actuelle. On a accusé les classes rurales de manquer d'initiative et de courage, mais il semble plutôt qu'elles ont compris la supériorité de l'évolution sur les révolutions, et qu'elles ont su se corriger mieux que les classes urbaines de ce goût de la nouveauté et du changement que César reprochait déjà aux Gaulois. Ce sont elles qui nous ont sauvés dans les crises récentes et qui, sans doute, vont encore nous sauver du formidable danger dont nous menacé aujourd'hui le socialisme.

Qualités des paysans propriétaires. — Rôle de la petite propriété dans l'évolution des classes rurales.

Toutes les qualités du paysan que nous nous sommes efforcé d'esquisser rapidement n'arrivent, à leur complet développement et à leur plein épanouissement que lorsque le paysan acquiert la propriété : au point de vue économique sa force de production est doublée et il travaille sans compter. Au point de vue politique, il a un foyer et il paie l'impôt : en conséquence les affaires publiques le

préoccupent davantage parce qu'elles l'intéressent personnellement.

D'ailleurs la petite propriété n'est pas seulement une source de prospérité pour ceux qui l'ont acquise ; elle est aussi, pour la plupart des paysans qui ne l'ont pas encore conquisé, un rêve, un but de leur vie, c'est le grand moteur de l'évolution rurale ; c'est l'idée et, pour employer l'expression moderne, l'idée-force, qui fait espérer et agir les moins favorisés.

Pour ces deux raisons : valeur sociale donnée aux paysans qui l'ont acquise et courage prêté à ceux qui la désirent, nous considérons que la petite propriété est bonne et nous voudrions voir le morcellement des grands domaines s'accélérer de plus en plus.

Toutefois, nous nous empressons d'apporter à notre vœu une restriction et de dire que les grandes propriétés ont un rôle important et bienfaisant et que longtemps encore elles seront nécessaires et même indispensables.

En effet, ce sont elles qui, en général, sont à la tête du progrès agricole : les capitaux y abondent, et les expériences coûteuses y sont possibles.

De plus, elles conservent et protègent contre le défrichement la plus grande partie des bois et des

forêts et l'on sait combien le rôle des bois est important pour le climat et pour le régime des eaux.

Certains peuvent souhaiter que l'Etat remplisse un jour cette double fonction de la grande propriété en agrandissant son domaine forestier et en multipliant ses champs d'expériences ; mais, peu confiant dans la gestion et surtout dans l'initiative de l'Etat, nous ne sommes guère disposé à partager leur avis.

Nous ferons d'ailleurs remarquer qu'étant donnée la situation actuelle de la France certaines régions ne sont pas encore mûres pour le morcellement (1), car il est des terres qui exigent et exigeront pendant longtemps le régime de la grande culture et l'emploi de capitaux considérables ; or cela ne va guère avec la petite propriété.

Nous ne nous placerons pas au point de vue esthétique, car la beauté interne et toute morale de la petite propriété vaut bien la beauté imposante, mais un peu trop matérielle, des contrées où la grande propriété domine, et nous concluons, en souhaitant l'accélération du morcellement dans des limites raisonnables, et la création de la petite propriété partout où elle peut actuellement exister.

1. Lecouteux, *Journal d'Agriculture pratique*, 28 novembre 1883 ; voir aussi *Cours d'Economie rurale*, *passim*.

Nous croyons, en effet, que le meilleur moyen de transformer notre pays, encore trop monarchique et trop centralisé, en une véritable démocratie est de fortifier la démocratie rurale en augmentant le nombre des petits propriétaires.

CHAPITRE II

VALEUR ÉCONOMIQUE DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

On objecte à notre théorie qu'au point de vue économique, la petite propriété donne des revenus bien inférieurs à ceux de la grande, et on soutient que c'est une forme et une institution du passé, aujourd'hui condamnée sans retour. Elle n'est plus viable, parce que la petite exploitation qu'elle entraîne fatalement doit faire place à peu près partout à la grande culture qui entraîne avec elle la grande propriété. C'est là le raisonnement spécieux à l'aide duquel les lords anglais ont, au XVIII^e siècle exproprié les *yeomen* et créé leurs vastes *latifundia* (1) qui perdraient l'Angleterre, comme elles ont per-

1. « L'Angleterre a été, avant tous les autres pays, un pays de propriété libre de moyenne et de petite tenure. Le régime actuel de *latifundia* et de majorats n'a commencé à fleurir qu'après la Restauration ; il est fondé non sur la loi, mais sur les mœurs et procède d'une politique délibérée des classes supérieures ». M. Boulmy, *Développement de la Constitution et de la Société politique en Angleterre*.

du l'Italie, si l'Angleterre n'était pas avant tout un pays industriel et commerçant ; car, ainsi que le dit notre ami Jacques Dumas, « identique au problème foncier de Rome par ses causes, le problème foncier de l'Angleterre s'en rapproche par ses effets. Ici, comme là, on assiste à la dépopulation des campagnes, au développement de la misère, à l'affaiblissement de la race » (1).

Serrons donc ce raisonnement de près, cherchons quelle valeur il peut avoir au point de vue logique, et demandons-nous s'il est confirmé ou infirmé par les faits.

Critiques logiques adressées à la petite propriété (2).

Nous en sommes arrivé à l'étude d'une des questions qui se posent également dans les deux problèmes connexes de la petite exploitation et de la petite propriété ; mais, si beaucoup de critiques peuvent être adressées à l'une comme à l'autre, celles qu'on fait de la petite propriété sont plus vives et plus

1. *Le problème foncier en Angleterre mis en regard du problème foncier à Rome au IV^e siècle.*

2. Les Anglais tiennent essentiellement à expliquer la disparition de la petite propriété chez eux par des causes exclusivement économiques : cette théorie nous a été très nettement exposée à Cambridge par M. Sedley Tailor.

nombreuses : nous ne nous occuperons que de cette dernière.

L'usine agricole. — Dans la petite propriété, dit-on, on dépense proportionnellement presque autant que dans la grande pour l'organisation matérielle, par exemple pour les constructions et pour les machines ou instruments et pourtant cette organisation est bien plus incomplète et bien plus rudimentaire : la plupart du temps elle est même absolument insuffisante.

Voici des exemples :

Dix petites étables sans air et sans lumière coûtent aussi cher qu'un seul bâtiment bien aménagé et d'une contenance égale à leur contenance totale.

L'individualisme exagéré des petits propriétaires les éloignant de toute association et de toute copropriété, chacun est obligé d'avoir ses outils et sa charrue ; de là, si on ne considère que l'ensemble, un excédent d'instruments à bon marché, auquel l'on peut opposer l'absence à peu près absolue des grandes machines coûteuses. Il est vrai que des contrats ingénieux permettent le plus souvent aux petits propriétaires de se procurer les plus usuelles d'entre elles, les machines à battre par exemple ; mais les petits propriétaires refusent fréquemment d'user de cette faculté dans les pays où ils l'ont, et on a tort de le leur reprocher sans remarquer que s'ils

manquent de travail, ils trouvent ainsi un moyen d'occuper leur temps et de réaliser un gain, minime il est vrai, en économisant le prix de louage de la machine.

Nous pourrions multiplier ainsi les exemples à l'infini : dans les petites propriétés on brûle plus de bois, on entretient plus difficilement le bétail que dans les grandes ; mais tout peut se résumer par notre idée générale du début : on y dépense presque autant pour l'organisation et pour l'outillage et on y est infiniment moins bien organisé et outillé.

Assolement et dispersion parcellaire. — On prétend aussi que, lorsque les propriétés sont petites, l'assolement est entravé et le morcellement parcellaire est aggravé. Ce sont là deux reproches qui ne sont point également fondés et qui, en tous cas, nous chercherons du moins à le démontrer, sont contradictoires ; ce sont là deux termes qui varient en raison inverse l'un de l'autre : quand l'un tend à augmenter, l'autre tend à disparaître.

Il est vrai que logiquement l'assolement semble difficile à établir sur une propriété de petite étendue, et pourtant il faut bien reconnaître qu'il existe en fait, quoique moins perfectionné, que dans la grande propriété : jamais les petits propriétaires

ne font de céréales deux fois de suite sur le même terrain.

Il est vrai que les différentes espèces et qualités de terres et de prairies nécessaires pour établir un assolement à peu près suffisant ne se trouvent que rarement réunies dans un petit espace ; mais les petits propriétaires ont su tourner la difficulté en dispersant leurs cultures.

Ils y arrivent parfois en faisant certaines d'entre elles sur une grande propriété : ils s'engagent à donner quelques journées de leur travail pour prix de la location du sol occupé, mais le procédé qu'ils emploient le plus souvent est celui de la dispersion ou morcellement parcellaire.

Ce morcellement parcellaire n'a souvent pour cause qu'un partage successoral mal fait ou le haut prix des terres situées à la porte des villages ; on comprend que dans ces cas on regrette la dispersion des parcelles et qu'on en souhaite la disparition. Mais, plus souvent encore, le morcellement parcellaire se justifie par les nécessités de l'assolement, et ce sont précisément ces cas, dans lesquels le morcellement à une sérieuse raison d'être, qui nous préoccupent seuls : les autres ne sont qu'accidentels ; le morcellement n'y est pas de la nature et de l'essence de la petite propriété et des combinaisons plus habiles auraient presque toujours pu l'empêcher de

naître. C'est donc bien dans les cas que nous voulons seuls considérer qu'il faut juger le morcellement parcellaire ; alors seulement il pourrait être l'objet d'une critique sérieuse et constituer pour la petite propriété un vice grave et pour ainsi dire rédhibitoire.

Or, on fait remarquer que les voyages fréquents et lents dans les chemins ruraux défoncés sont une perte de temps pour les gens et une fatigue pour les bêtes ; les charettes s'usent vite dans de pareils va-et-vient. Hippolyte Passy (1) a fait à ces objections une jolie réponse, où il parle du droit qu'ont les paysans à se promener et de l'utilité des moments où la passion *papillonne*.

On ajoute que, dans les parcelles exiguës où est enfermée la culture, le travail est sans cesse gêné par l'existence d'une frontière de tous côtés trop rapprochée ; les sillons sont courts et on perd du temps à retourner la charrue. La haie mitoyenne couvre trop souvent de sa masse et surtout de son ombre un champ dont les différentes parties n'auraient jamais dû être séparées. Un petit propriétaire, au champ duquel n'aboutit aucun chemin, veut faire ses semailles, et peut en être empêché parce que le propriétaire de la terre qu'il lui faut traverser n'a

1. *Des systèmes de culture en France et de leur influence sur l'économie sociale.*

pas encore récolté ses betteraves ou ses topinambours. Les améliorations sont entravées par la difficulté qu'éprouvent les différents intéressés à s'accorder sur leurs nécessités ou sur la façon de les exécuter : par exemple, une terre est-elle trop humide tandis que le pré inférieur n'est pas assez arrosé. il serait avantageux de drainer la terre et de conduire l'eau dans le pré : si les deux champs appartiennent à la même personne, le travail aura bien des chances pour être exécuté, tandis qu'il est très probable qu'il ne se fera pas si l'entente préalable de deux propriétaires est nécessaire pour cela.

Il est vrai que les restrictions légales apportées dans un but utilitaire au caractère absolu du droit de propriété, restrictions auxquelles notre Code donne le nom de *servitudes légales*, atténuent quelques-uns de ces inconvénients, par exemple ceux qui se produisent dans le cas où un passage serait nécessaire et dans celui où un drainage serait utile. Mais, si les inconvénients matériels et physiques de ce développement exagéré des frontières disparaissent ainsi en partie, les inconvénients juridiques sont alors mis en relief ; aux procès en bornages, viennent s'ajouter les procès si fréquents et si délicats qui naissent au sujet des servitudes ; la guerre de voisin à voisin, si coûteuse et si féconde en haines toujours avivées, n'en est que plus fréquente.

Certes, tout cela mérite d'être pris en considération et nous ne prétendons pas que les critiques adressées au morcellement parcellaire soient sans fondement ; mais toute la question pour nous est de savoir si, à côté des inconvénients qu'on signale, ce système ne présente pas des avantages plus importants encore ; or, nous l'avons dit, la dispersion est la condition indispensable de l'assolement pour la plupart des petites propriétés. Grâce à elle une petite propriété peut former un tout pondéré, harmonieux et vivant. D'ailleurs, les critiques que nous avons exposées en dernier lieu reposent plus ou moins, en dernière analyse sur cette idée qu'une propriété, pour être dans de bonnes conditions économiques, doit former un tout compact, une sorte d'unité géographique ; or, l'unité que doit avoir une propriété est loin d'être aussi simple et aussi grossière ; c'est une unité économique qui est faite de l'équilibre établi entre les terres de différentes espèces, et, loin d'être un obstacle à cette sorte d'unité, le morcellement parcellaire est, quand il s'agit de petites propriétés, sa condition même d'existence ; aussi croyons-nous que, dans le cas où elle n'est pas un produit du hasard, loin d'être nuisible, la dispersion est nécessaire et indispensable.

Manque de capital. — La production agricole demande de plus en plus l'emploi de capitaux abon-

dants ; elle tend à se rapprocher à ce point de vue de la production industrielle. Or, les cultivateurs-propriétaires sont endettés et n'ont pas de crédit sérieux en dehors du crédit hypothécaire qui est ruineux. Manquant d'argent, ils ne peuvent, ni acheter d'engrais chimiques, ni compléter, ni transformer leur matériel ; comment feront-ils pour lutter ?

Pretendu esprit routinier des paysans. — Manque d'une direction d'ensemble. — On ajoute qu'il importe d'ailleurs peu que les paysans propriétaires manquent de capitaux, parce que, dit-on plus ou moins franchement, ils n'ont aucune des notions scientifiques qui leur seraient nécessaires, manquent d'initiative, et ont une répulsion insurmontable pour tout ce qui est changement et progrès. De plus, on fait remarquer que tous ces efforts isolés, au lieu de recevoir l'implusion d'une volonté unique et de converger ainsi vers un même but, se dispersent au gré de chacun, et ne peuvent produire que des résultats déplorables.

Ceux qui critiquent ainsi sans réserve les petits propriétaires feraient peut-être bien de se demander au préalable si les grands propriétaires qu'ils leur préfèrent sont toujours des savants expérimentés et prêts à adopter dès le début toutes les décou-

vertes, toutes les inventions, et de reconnaître que les petits propriétaires ont sur les autres la supériorité d'habiter presque toujours et d'exploiter alors par eux-mêmes ce qui supprime la dualité d'intérêts et les conflits de direction souvent si fâcheux.

Et puis, le reproche de routine est-il bien mérité et, si les paysans, propriétaires, fermiers ou métayers, sont parfois timides et craintifs quand il s'agit d'adopter une amélioration, n'est-ce pas le plus souvent parce que leur situation est précaire : ils craignent d'échouer dans leurs innovations et de subir dans ce cas une perte qu'ils supporteraient difficilement ? Il n'y a là qu'une question de temps, et quand la grande propriété s'est chargée de faire les expériences et de leur mettre sous les yeux les résultats obtenus, convertis par cette leçon de choses qui les touche plus que de beaux raisonnements, ils croient au progrès et l'acceptent. En somme, on a tort de leur reprocher, en admettant que le fait soit exact, d'être toujours les derniers à céder : c'est une loi sociale générale que les changements s'élaborent dans les classes les plus haut placées et se répandent de proche en proche par imitation (1).

C'est ainsi qu'en Limousin la charrue de fer, au

1. Tarde : *Lois de l'imitation*.

labour profond, a remplacé l'ancienne *araire* de bois qu'on ne rencontre plus que dans des coins perdus ; le système des assolements a remplacé celui des jachères, et actuellement les prairies temporaires se multiplient dans les petites propriétés.

Enfin, le manque d'une direction unique ne nous paraît pas être un gros inconvénient : il suffit que chacun voit nettement son intérêt, et alors, si les intérêts de tous les propriétaires d'une région sont les mêmes, leurs efforts convergeront naturellement. On a souvent fait remarquer qu'une ville comme Paris est toujours approvisionnée régulièrement et suivant ses besoins sans que personne soit chargé de donner à son approvisionnement une direction d'ensemble.

Idéal de spécialisation. — Il n'y aurait, d'après les ennemis de la petite propriété, qu'un moyen de triompher dans la lutte agricole, qui devient de plus en plus acharnée : il serait nécessaire de diviser dans de grandes exploitations le travail entre chacun, afin qu'il se fasse plus vite et mieux, et de produire presque exclusivement les marchandises qu'on peut donner à meilleur compte ; il faudrait en un mot qu'on spécialisât à la fois les travailleurs et la terre qu'ils cultivent.

Si c'était bien là un idéal, nous serions en effet,

en présence d'un défaut en grande partie incorrigible de la petite propriété : la spécialisation des terres, déjà entravée dans les grandes propriétés de la plupart des régions par la nécessité de maintenir un équilibre dans l'exploitation, devient plus difficile encore dans les petites propriétés où chacun veut récolter les divers produits qui sont nécessaires à sa consommation. D'ailleurs il ne faut pas oublier que la petite propriété est spécialisée, bien que dans une plus faible proportion que la grande, et on remarque même une tendance chez un certain nombre de petits propriétaires à acheter, au lieu de les produire, certaines marchandises dépréciées, afin de pouvoir produire et vendre une plus grande quantité des récoltes dont ils peuvent tirer un bon prix.

Mais il y a plus : l'idéal de spécialisation à outrance, dont on reproche à la petite propriété de ne pas pouvoir se rapprocher assez, repose sur une idée que nous voudrions combattre de toute notre force : il s'agit d'organiser la production de façon à diminuer du tiers et même de la moitié le nombre des travailleurs (1). Or, ce peut être là un but très avantageux à atteindre pour un spéculateur qui ne cherche qu'à réaliser un gain ; mais nous ne com-

1. C'est toujours le système anglais qu'on vante : la population rurale anglaise formait au XVII^e siècle les 4/5 de la population du pays ; aujourd'hui elle n'en forme plus que les 2/5.

prenons pas que des économistes et des publicistes, qui devraient se placer au point de vue des intérêts généraux du pays, puissent faire de pareils vœux : ceux qui les forment sont les mêmes qui s'effraient du danger de la dépopulation ; leur désir n'est par conséquent pas de voir diminuer la population française ; par quoi sera donc compensée, d'après eux, la diminution des classes rurales et que deviendront les travailleurs agricoles congédiés ? Pensent-ils sérieusement que l'industrie et le commerce peuvent leur offrir des débouchés suffisants, et peuvent-ils se figurer, en admettant que ce ne soit pas là un grand malheur pour nous, qu'il nous est possible de devenir une nation principalement industrielle comme l'Angleterre, sans ses voies d'eau et sans ses mines de houille ?

**Les faits prouvent que la petite propriété produit autant
que la grande**

Les faits se chargent de répondre mieux que tout raisonnement logique aux critiques qu'on a dressé à la petite propriété.

Si on ne refuse pas de parti pris de voir la quantité de bétail qui vit sur les petites propriétés, non seu-

lement on ne dira pas avec Balzac (1) que la France, si elle continue à se morceler, « n'aura bientôt plus de bétail » ; mais encore on sera obligé de convenir, la richesse en bétail étant un signe certain de la richesse agricole générale, que les pays de petites propriétés sont florissants et prospères. Or, sans rappeler le tableau riant qu'Hippolyte Passy nous a fait de la commune de Vensat, nous pourrions trouver autour de nous de bien nombreux exemples pour prouver que la petite propriété est capable d'entretenir, sans parler des moutons et des chèvres, une quantité de bétail proportionnellement égale et peut-être supérieure à celui que nourrit la grande.

Dans le village de Pouleyna (2), un propriétaire de quelques hectares a pu, à force d'industrie et en sachant tirer partie de ses droits aux communaux, conserver deux vaches et deux génisses dans cette année de sécheresse (1893) où tant de grands propriétaires effrayés et à bout de ressources dégarnissaient leurs étables.

Quinze ans après son morcellement, une grande propriété du canton de Nieul (3) nourrissait 72 vaches au lieu de 30.

Dans la commune de Journiac (3), les petites

1. *Les paysans.*

2. Commune d'Eyjeaux, Haute-Vienne.

3. Haute-Vienne.

propriétés ont été tellement améliorées qu'on trouve aujourd'hui trois bêtes de trait dans les anciens biens de deux vaches.

C'est un fait bien connu qu'un hectare de petite propriété, toutes choses égales d'ailleurs, se vend en général plus cher qu'un hectare de grande. Ce fait ne s'explique pas suffisamment par le grand nombre de ceux qui sont disposés à acheter de petits lots et par l'abondance des demandes ; on est forcé de convenir, pour trouver une explication satisfaisante, que les petites propriétés sont en général les plus soignées et sont en meilleur état que les grandes.

D'une façon générale, dans une propriété de 10 hectares, d'une qualité moyenne, un paysan arrive à payer son prix d'achat et parfois à s'agrandir, tout en élevant sa famille et en établissant ses enfants avec dots et frais de noces. Comment cela serait-il possible, si cette propriété ne rapportait, comme on cherche à le faire croire, que peu de revenus ?

Nous voudrions, tant la question à laquelle nous cherchons à répondre nous paraît importante, serrer de plus près encore la réalité et citer des faits plus probants que ceux que nous avons signalés jusqu'ici.

Nous allons employer la méthode monographique et étudier, en les opposant l'un à l'autre, deux groupes de cultures d'environ 150 hectares chacun, dont

le premier sera occupé par une grande propriété et le second par une série de petites. Nous choisissons comme sujet d'étude la propriété de Bondy et le village des Charriers (1). Nous contrôlerons les résultats obtenus sur la propriété de M. Leblanc et les villages de Peyruche et de Lagautaud (2). Chaque groupe est placé dans des conditions aussi égales que possible à celles dans lesquelles se trouve le groupe que nous lui opposons. Les deux grandes propriétés sont divisées en plusieurs exploitations dans chacune desquelles est établie une famille de métayers : il y a là une sorte d'atténuation et d'effacement des prétendus avantages de la grande propriété ; mais, d'autre part, les deux groupes de petites propriétés sont situés à trois lieues de Limoges et on ne peut guère y penser à l'industrie maraîchère ; de là, une cause d'infériorité, dans nos exemples, pour la petite propriété comme pour la grande : il y a à peu près compensation.

Nous avons relevé pour chacun des groupes étudiés la contenance en hectares, la population, et la quantité et la valeur des produits exportés hors du domaine pour la vente (3).

1. Commune de St-Gence, canton de Nieul.

2. Commune de Veyrac, canton de Nieul.

3. Tous les renseignements qu'on va trouver dans les pages suivantes ont été notés sur place, avec une scrupuleuse exac-

Voici les renseignements relatifs à la propriété de Bondy :

Sa contenance est de 120 ha. 85. 48.

Sa population de 35 personnes.

Elle produit, pour les livrer au commerce, sans tenir compte de ceux qui sont consommés dans la propriété, 290 hectolitres de froment, de seigle ou de sarrazin et 280 hectolitres de pommes de terre.

Elle nourrit toute l'année 33 bêtes à corne, les jeunes bêtes non comprises, et livre au commerce 8 porcs par an.

Son revenu brut total s'élève à 13.000 fr. et se décompose de la façon suivante :

Grains	2.768 fr.
Pommes de terre	840
Bêtes à cornes	6.300
Porcs	800
Moutons	800
Taillis	1.500
	13.000 fr.

Opposons à ces résultats ceux obtenus par les petits propriétaires du village des Charriers :

titude, par M. Marcelin Foussat, aidé par notre camarade Henri Buraud : nous les remercions bien affectueusement de nous avoir ainsi fourni la base même sur laquelle nous avons pu édifier, solidement croyons-nous, notre théorie de la valeur économique de la petite propriété.

NOMS des propriétaires	Contenance	Nombre de personnes vivant sur la propriété	Nombre d'hectolitres de grain livrés au commerce	Nombre d'hectolitres de pommes de terre livrés au commerce	Nombre de vaches nourries toute l'année (jeunes bêtes non comprises)	Nombre de porcs livrés au commerce
	h. a. c.					
Roumilhac (1).....	24.62.89	15	40	30	7	3
Aymard.....	17.86.69	7	22	20	6	2
Barrière Pierre.....	14.90.69	4	20	20	6	2
Barrière Jacques.....	12.34.77	3	10	15	2	1
Rivière.....	10.94.74	5	5	»	2	2
Brun.....	8.08.56	7	»	10	2	2
Laudaud.....	7.90.47	3	»	»	2	1
Berthout, forgeron.....	7.63.15	5	8	10	3	2
Chapoulaud.....	7.58.04	4	15	10	2	2
Coudert.....	5.89.99	5	»	»	2	1
Couvidou Félix.....	5.72.27	5	5	»	3	2
Bontemps.....	5.62.70	4	»	»	2	1
Couvidou Jean.....	5.16.73	6	8	»	4	2
Berthout aîné.....	4.67.62	5	»	»	2	1
Aymard Pierre.....	4.56.54	3	5	5	2	1
Boulique.....	4.22.88	3	»	»	1	1
Blanchon.....	3.08.69	3	5	»	1	1
Barrière Gabriel.....	2.50.45	4	»	»	1	1
Denis Joseph.....	2.41.49	4	5	5	2	1
Denis Pierre.....	1.70.42	7	»	»	»	1
Aliphat.....	1.26.29	4	»	»	»	1
Penaud Denis.....	1.14.29	3	»	»	»	1
Berthout Pierre.....	1.27.09	5	»	»	2	1
Roudi Félix.....	0.33.27	3	»	»	»	1
Totaux.....	161.50.70	121	151	125	54	34

(1) Cette propriété nourrit deux familles : celle de son fermier et celle de son propriétaire.

Voici maintenant l'évaluation approximative des produits livrés au commerce par le groupe des Charriers ; il reste toujours bien entendu que nous ne tenons aucun compte des produits consommés dans la propriété :

Grains	1.510 frs
Pommes de terre	375
Bêtes à cornes	7.300
Porcs	3.400
Moutons	300
Châtaignes	300
Total	<u>13.185</u>

Si l'on voulait connaître les moyens de subsistance des petits propriétaires des Charriers, les produits consommés en nature mis à part, il faudrait ajouter à ces 13.185 fr. de revenus 2.500 fr. de salaires pour travaux faits en dehors de la propriété ce qui donnerait un total de 15.685 fr.

Supprimons par de très simples opérations arithmétiques la difficulté qu'on éprouve à comparer deux groupes d'exploitation d'inégales superficie.

Nous trouvons que dans notre espèce la grande propriété fait vivre un habitant par 3 ha. 43, tandis que la petite propriété en fait vivre un par 1 ha. 33.

D'autre part, nous constatons qu'on exporte :

	Dans la grande propriété par :	Dans la petite propriété par :
1 hl. de grain	0 ha. 43	1 ha. 06
1 hl. de pommes de terre	0 ha. 42	1 ha. 29
Une bête à cornes	3 ha. 63	2 ha. 98
Un porc	15 ha.	1 ha. 79

En somme, au point de vue des exportations, la petite propriété est supérieure à la grande en ce qui concerne le bétail, mais lui est inférieure en ce qui concerne les grains et les pommes de terre. Tous comptes faits, la petite propriété exporte pour 80 fr. de produits par hectare, tandis que la grande en exporte pour 108 fr., soit pour la petite propriété un déficit de 28 fr. pour un hectare et de 1.288 fr. pour notre groupe de 161 hectares.

Ce déficit ne prouve en rien l'infériorité économique de la petite propriété : n'oublions pas en effet que nous n'avons tenu compte dans tous nos calculs que des seuls produits non consommés par les cultivateurs, et que la petite propriété nourrit par rapport à la grande un excédent de population. Cet excédent, facile à calculer, est pour les Charriers de 74 habitants. Or, nous le demandons, la valeur des produits consommés par ces 74 habitants n'est-elle pas supérieure aux 1.288 fr., montant du déficit ? Dès lors, dans le cas particulier qui nous occupe, s'il est démontré que la petite propriété lance dans la circulation moins de produits que la grande, il est en même temps acquis que la petite propriété nourrit un excédent de la population, et que, tous comptes faits, nous y trouvons un total de produits consommés et vendus, supérieur à celui que nous rencontrons dans la grande propriété. Notre exposé

monographique tend donc à démontrer la supériorité économique de la petite propriété : que nous importe, en effet, qu'une vente précède ou non la consommation des produits une fois récoltés ?

L'étude du groupe de Peyruche et de Lagautaud opposé à la propriété de M. Leblanc va nous conduire à des conclusions encore plus favorables à la petite propriété.

La propriété de M. Leblanc à 142 ha. 34,72.

Sa population est de 25 personnes.

Elle produit, pour les livrer au commerce, sans tenir compte de ceux qui sont consommés dans la propriété :

235 hl. de grains.

200 hl. de pommes de terre.

Elle nourrit toute l'année, les jeunes bêtes non comprises, 37 bêtes à cornes et elle vend 9 porcs.

Son revenu brut total s'élève à 12.330 et se décompose de la façon suivante :

Grain	2.420 frs
Pommes de terre	600
Vaches	6.630
Porcs	900
Moutons	1.400
Taillis	680
Total	12.330

Voici maintenant les renseignements relatifs à Peyruche et à Lagautaud :

NOMS des propriétaires	Contenance	Nombre de personnes vivant sur la propriété	Nombre d'hectolitres de grain livrés au commerce	Nombre d'hectolitres de pommes de terre livrés au commerce	Nombre de bêtes à cornes (jeunes bêtes non comprises)	Nombre de porcs livrés au commerce
	h. a. c.					
Boutaud.....	24.29.78	6	30		10	
Hyvernaud.....	15.71.22	10	10		6	
Boutaud Martial.....	10.67.98	6	20		6	
Virondeau.....	9.88.93	5	5		3	
Beaubreuil.....	9.44.72	4	5		3	
Brissaud Léon.....	9.00.53	3	6		3	
Brissaud, neveu.....	8.90.04	5	10		3	
Gautheyroux.....	7.28.58	5	12		4	
Redon.....	7.27.28	5	10		3	
Barrière.....	5.87.05	6	12		3	
Foussat (1).....	4.83.74	»(2)	»		»	
Deglâne.....	4.43.05	7	7		»	
Totaux.....	117.59.87	62	120	150	47	12

1. La propriété Foussat, composée presque exclusivement de bâtiments, ne rapporte que du foin.

2. Noter les oublis signalés ici, et qui rappellent ceux que nous avons notés dans la statistique agricole de 1882 : leur effet est de réduire légèrement la valeur économique réelle de la petite propriété.

H.

4.

Les revenus bruts des propriétaires de Peyruche et de Lagautaud, estimés toujours d'après les seules ventes, c'est-à-dire d'une façon incomplète, s'élèvent à 11.130 fr., et, si l'on tient compte des travaux faits en dehors des propriétés, à 11.730 fr. Ces revenus se décomposent de la façon suivante :

Grains	1.200 frs
Pommes de terre	450
Bêtes à cornes	7.380
Porcs	1.200
Moutons	400
Châtaignes	200
Taillis	100
Foin	200
Total	<u>11.130</u>

Comparons ces différents résultats, en éliminant, comme nous l'avons déjà fait pour Bondy et les Charriers, les dissemblances qui proviennent des inégalités de superficie.

Les ventes donnent, dans la propriété de M. Leblanc, un revenu brut de 85 fr. 40 et dans le groupe de Peyruche et de Lagautaud ce revenu s'élève à 95 fr. 55; soit un excédent de revenu brut de 10 fr. 15 par hectares, ce qui donne pour notre groupe de petites propriétés qui a une superficie de 117 ha. un excédent de revenu de 1.187 fr. 55, et cela avec un excédent de 0,36 habitants à l'hectare, soit de 42 habitants pour notre groupe de 117 ha.

Ces deux monographies, dont nous avons, autant qu'il nous a été possible, choisi les objets de façon à obtenir des résultats que nous puissions généraliser sans inexactitude, nous semblent concluantes, et nous croyons pouvoir affirmer que la petite propriété a une valeur économique égale et peut-être supérieure à celle de la grande.

**Explication de l'antinomie qui semble exister entre
les raisonnements logiques et les faits.**

Les faits confirment donc la règle posée par M. de Foville : « plus la terre se divise, plus sa fécondité augmente » ; et pourtant nous avons bien été obligés de convenir que la plupart des critiques logiques adressées à la petite propriété étaient en grande partie fondées : Comment concilier ces deux vérités en apparence contradictoires et comment résoudre cette antinomie ?

Il ne suffit pas pour cela de parler de la supériorité des petits propriétaires dans les cultures fruitières et maraîchères ; ni de dire qu'ils sont vigilants et ne laissent rien perdre ; que le fumier, soigneusement ramassé, arrive à remplacer les engrais chimiques ; ou plutôt il faudrait expliquer cette supériorité et cette vigilance.

Tout le secret de la petite propriété, c'est que le paysan travaille sans compter, parce qu'il sait qu'il travaille pour lui et rien que pour lui, et parce qu'il peine sur une terre qui est sienne et qu'il aime.

Nous connaissons un journalier, devenu depuis métayer, qui avait neuf enfants à élever sur son salaire : chargé de faire des fagots à la tâche, il partait à trois heures du matin et ne quittait son ouvrage qu'à la nuit noire ; il arrivait ainsi, avec de mauvais outils, à se faire, à force d'efforts, un salaire double du salaire normal, parce qu'il sentait que tout son travail lui profitait ; pourtant il travaillait dans le bois d'autrui. L'énergie des petits propriétaires, qui travaillent chez eux, est encore plus stimulée : comme M. de Foville, nous les avons vus maintes fois travailler au clair de lune.

C'est l'amour de la terre qui féconde la terre : ils l'aiment tant, les paysans, qu'ils la possèdent ou non, leur terre, leur vieille glèbe. Rien ne peut les en détacher. Voici ce que dit un des paysans de George Sand : « Connaissez-vous ça, la glèbe ? Il a été un temps où l'on en parlait grandement dans nos paroisses. On disait que les anciens seigneurs nous avaient attachés à cela pour nous faire périr à force de suer, mais que la Révolution avait coupé le câble et que nous ne tirions plus comme des bœufs à la charrue du maître ; la vérité est que nous nous

sommes liés nous-mêmes à notre propre areau, et que nous n'y suons pas moins, et que nous y périssions tout de même (1). » Ils y périssent parfois, sans doute ; mais ils en vivent aussi, et le lien qui les y attache a perdu tout caractère de contrainte : c'est un lien d'amour librement accepté.

En d'autres termes, la grande propriété est un mécanisme, qui peut devenir parfait, mais dont bien des rouages se meuvent le plus souvent lentement et mollement. La petite propriété, au contraire, est un organisme, le plus souvent mal conformé, mais qui, au lieu de recevoir le mouvement du dehors, est animé d'une vie interne et puissante ; à elle, aussi bien qu'à l'univers des panthéistes, on peut appliquer le mot de Virgile : *spiritus intus alit*, une force intelligente et interne la fait vivre.

Il nous est impossible de mieux faire comprendre notre pensée qu'en citant la page admirable que Michelet a écrite au début de son livre du *Peuple* :

« Si nous voulons connaître la pensée intime, la passion du paysan de France, cela est fort aisé. Promenons-nous le dimanche dans la campagne, suivons-le. Le voilà qui s'en va là-bas devant nous. Il est deux heures ; sa femme est à vêpres ; il est endimanché ; je réponds qu'il va voir sa maîtresse.

« Quelle maîtresse ? sa terre.

1. *François le Champi*, p. 183.

« Je ne dis pas qu'il y aille tout droit. Non, il est libre ce jour-là, il est maître d'y aller ou de n'y pas aller. N'y va-t-il pas assez tous les jours de la semaine?... Aussi, il se détourne, il va ailleurs, il a affaire ailleurs... Et pourtant, il y va.

« Il est vrai qu'il passait bien près ; c'était une occasion. Il la regarde, mais auparavant il n'y entrera pas ; qu'y ferait-il ?... Et pourtant il y entre.

« Du moins, il est probable qu'il n'y travaillera pas ; il est endimanché ; il a blouse et chemise blanches. — Rien n'empêche cependant d'ôter quelque mauvaise herbe, de rejeter cette pierre. Il y a bien encore cette souche qui gêne, mais il n'a pas sa pioche, ce sera pour demain.

« Alors, il croise ses bras et s'arrête, regarde sérieux, soucieux. Il regarde longtemps, très longtemps et semble s'oublier. A la fin, s'il se croit observé, s'il aperçoit un passant, il s'éloigne à pas lents. A trente pas encore, il s'arrête, se retourne, et jette sur sa terre un dernier regard, regard profond et sombre ; mais pour qui sait bien voir, il est tout passionné, ce regard, tout de cœur, plein de dévotion.

« Si ce n'est là l'amour, à quel signe donc le reconnaîtrez-vous en ce monde ! C'est lui, n'en riez point... La terre le veut ainsi, pour produire ; autrement, elle ne donnerait rien, cette pauvre terre de France, sans bestiaux presque et sans engrais. Elle rapporte parce qu'elle est aimée ».

TROISIÈME PARTIE

ÉTAT ACTUEL DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

Nous allons, dans toute cette troisième partie, compulser des statistiques pour résoudre un problème qui passionne et va passionner de plus en plus l'opinion publique et qui prendra une place de jour en jour plus grande dans les discussions politiques et sociales.

C'est au lendemain des élections de 1893 que les deux questions auxquelles nous allons nous efforcer de répondre — quel est le nombre des petits propriétaires et quelle est la superficie occupée par la petite propriété — ont été posées à la Chambre.

Les socialistes, par l'organe éloquent de M. Jaurès, venaient d'exposer pour la première fois à la tribune leur système et leurs revendications, et M. Barthou s'était, avec M. Deschanel, chargé de leur répondre au nom des libéraux :

« M. Jaurès disait que le mouvement socialiste

allait se produire parmi les paysans eux-mêmes et il constatait que, parmi les 7 millions de travailleurs ruraux disséminés sur notre sol 1 million 500 mille à peine travaillent une terre à eux appartenant et lorsque M. Jaurès portait cette affirmation à la tribune cette interruption partait d'un des bancs de cette chambre. Dans quel pays vivez-vous ? Oui, tous ceux qui vivent dans les campagnes savent qu'elle est la répartition de la propriété et ils peuvent à leur tour demander à M. Jaurès : Dans quel pays vivez-vous ? » (1). Puis quand M. Barthou eut affirmé que plus de la moitié des cultivateurs étaient propriétaires son discours fut violemment interrompu par des exclamations parties de l'extrême gauche :

« Propriétaires de quoi ? D'un mouchoir ?

— Oui, mais qu'elle est la superficie du sol qu'ils travaillent ?

— Vous ne parlez pas de la superficie du sol cultivé par les cultivateurs propriétaires !

— Mais toute la question est là ! »

C'est bien notre problème qui, nettement et passionnément posé ce jour là, a divisé sans entente possible les libéraux et les socialistes : les libéraux, en effet, comprennent que les petits propriétaires ru-

1. *Discours* de M. Barthou, *J. off.*, 23 nov. 1893.

raux sont, et seront surtout le jour où ils verront le danger qui les menace, les soutiens les plus surs, les réserves les plus fidèles et les plus inébranlables de la liberté et de l'individualisme. Les socialistes au contraire, sentant que le cultivateur propriétaire ne se laisse pas gagner par les avances et les sophismes, et que la petite propriété rurale est pour eux un obstacle probablement insurmontable, cherchent à en réduire l'importance et presque à en nier l'existence : la tactique est sans doute adroite, car, lorsqu'on a à faire à des ennemis nombreux, il est souvent habile de dire qu'ils ne sont qu'une poignée pour ne pas effrayer les siens ; mais encore faut-il que la chose soit croyable, et nous voudrions démontrer que les statistiques sur lesquelles chacun des deux partis cherche à édifier son système ne laissent au problème qu'une solution possible qui n'est pas celle des socialistes (1).

1. Le socialistes eux-mêmes commencent d'ailleurs à abandonner leur tactique du début : dans la *Revue socialiste* de novembre 1894 (p. 536), Adrien Weber, en s'appuyant sur une statistique M. Grandeau dans le *Siècle*, fixe le nombre des propriétaires de moins de 10 ha. à 3.845.000, et reconnaît qu'ils possèdent 34 0/0 du sol français : ce sont là, à peu de choses près, les chiffres que nous adopterons.

CHAPITRE I

LES SOURCES : STATISTIQUE AGRICOLE ET STATISTIQUES DES COTES FONCIÈRES.

Nous allons consulter des statistiques générales publiées par l'administration : l'objet de notre étude est en effet trop vaste pour que les statistiques particulières puissent l'embrasser tout entier, et des renseignements partiels ne nous seraient que d'une utilité bien secondaire. A plus forte raison, la méthode monographique ne peut être employée ici que très accessoirement.

Parmi les statistiques générales publiées par les différents ministères et leurs divers services, nous en choisirons deux dans lesquelles nous puiserons presque exclusivement les renseignements qui nous occupent : ce sont la *Statistique agricole de la France*, publiée en 1882 par le ministère de l'agriculture, et les *statistiques des cotes foncières*, publiées par le ministère des finances. Nous ne nous servirons guère des autres statistiques ; soit parce qu'elles ne nous

intéressent que par un petit nombre des renseignements qu'elles nous donnent, et parce que ces renseignements eux-mêmes ne sont pour nous que de peu d'importance, soit parce que les résultats qu'elle nous offrent nous paraissent par trop incertains. Dans la première catégorie, nous pouvons citer les statistiques du ministère du commerce, et dans la seconde les parties du recensement qui se rapportent à notre problème.

Avant de nous servir des deux statistiques que nous avons prises pour base de nos recherches, nous voudrions les étudier rapidement et dire comment elles ont été faites, quels renseignements elles contiennent et quelle confiance on peut avoir en elles.

Statistique agricole de 1882.

Les statistiques agricoles donnent les résultats d'enquêtes faites en 1840, 1852, 1862, 1882 et 1892. Les deux dernières enquêtes ont été faites depuis la création du ministère de l'agriculture et par ses soins. Le résultat de l'enquête de 1892 n'est malheureusement pas encore connu, et il faut nous contenter des renseignements donnés par la statistique^e de 1882, vieille de treize ans.

Cette statistique de 1882 a été faite par les sous-commissions communales de statistique ; leurs travaux ont été réunis dans chaque canton par les commissions cantonales, qui se sont contentées de centraliser les résultats et d'additionner les nombres fournis par les sous-commissions. Dans le département, le préfet a joué le rôle d'un simple agent de transmission, et aucun travail ne s'est fait dans les bureaux de la préfecture. A la différence de ce qui s'est passé en 1892, le professeur d'agriculture et les services compétents ont à peine été consultés. Au ministère des finances, le service statistique n'a guère joué qu'un rôle de centralisation et de généralisation, fort long il est vrai tant les documents étaient nombreux, rôle très analogue à celui de la commission cantonale.

En résumé, tout le travail repose sur les documents fournis par les sous-commissions communales. Ces monceaux de documents ont été fondus et condensés par les autres commissions de façon à tenir dans un seul volume ; mais ils n'ont pas été transformés, et la statistique agricole, telle qu'elle a été publiée, n'est que le résumé exact des tableaux imprimés où les sous-commissions communales ont répondu au questionnaire qu'on leur adressait ; il a été impossible de relever et d'éliminer les erreurs que devaient contenir ces tableaux.

Or c'est précisément ce rapport du faux au vrai qu'il nous faudrait connaître avant de nous servir de la statistique : enferme-t-elle simplement les inexactitudes inséparables de toute statistique, ou bien correspond-elle assez peu à la réalité pour que nous puissions parfois corriger ses résultats et lui préférer d'autres sources ?

A priori et d'une façon générale, on peut présumer que la sous-commission, composée dans chaque commune de particuliers domiciliés nommés par le préfet, n'a pas dû toujours donner de la réalité une image rigoureusement exacte. En effet, le travail demandé était écrasant : il se divisait en trois parties, (culture, animaux et économie rurale), qui se subdivisaient en tableaux, enfermant chacun tout une série de questions. Ces questions, nombreuses et méticuleuses, étaient parfois d'une précision décourageante, et pour y répondre il fallait tout à la fois avoir une connaissance profonde du pays et être suffisamment familier avec les termes et les problèmes de l'agriculture et de l'économie rurale. Enfin, pour aboutir à un résultat satisfaisant, il était indispensable de passer du temps et de prendre de la peine ; or il est certain qu'une partie des membres des sous-commissions ont travaillé conscienceusement, non seulement par amour propre, mais aussi par sentiment du devoir qu'il y a à collaborer à une œuvre

scientifique qui ne peut être menée à bien que par le concours désintéressé de bonnes volontés anonymes ; mais les autres ? tous les autres ? par quoi étaient-ils poussés et stimulés ? aucune de ces habitudes professionnelles, souvent si fortes qu'elles sont le moteur presque unique de tant de travailleurs, ne les tenaient, et la promesse de médailles d'or, d'argent et de bronze que devait distribuer le ministère sur la proposition de la préfecture suffisait-elle ? on les a vues dans si peu de départements.

Voilà, nous semble-t-il, de graves probabilités d'inexactitude et d'erreur, mais nous tenons à dire comment les présomptions logiques qui précèdent se sont transformées pour nous en certitude presque absolue : nous expliquerons ainsi pourquoi nous avons cru pouvoir nous écarter parfois de la statistique agricole, et la sacrifier aux statistiques du ministère des finances avec lesquelles elle se trouve en contradiction sur certains points : il s'agit de l'examen détaillé de la statistique dressée par la commission d'un des cantons de l'arrondissement de Limoges, le canton de Nieul. Elle est loin de concorder de tous points avec la réalité et de grosses erreurs se sont glissées dans les réponses des sous-commissions. Malheureusement il serait difficile, en dehors de l'examen des faits sur le terrain même, de prouver ce que nous avançons, et nous nous conten-

terons de relever quelques-unes des nombreuses contradictions qui existent entre les réponses des communes du même canton ; aucune différence économique entre ces communes ne permet d'ailleurs de donner à ces contradictions une autre explication que l'inexactitude de l'une au moins des réponses, inexactitude qu'ont en partie signalée les membres de la commission cantonale quand ils ont écrit dans la colonne « observations », en face d'un grand nombre de réponses, les mots : « renseignements incomplets ».

Nous citons :

Salaire d'un homme non nourri (l'été) : dans une des communes, 2 fr. 50 ; dans l'autre, 1 fr. 50.

Salaire d'une femme non nourrie (l'été) : dans une des communes, 1 fr. 50 ; dans l'autre, 0 fr. 50.

Salaire d'un laboureur ou charretier (par an) : dans une des communes, 600 fr. ; dans l'autre, 250 fr.

Salaire d'un domestique mâle de moins de 16 ans (par an) : dans une des communes, 120 fr. ; dans l'autre, 60 fr.

Ajoutons que presque partout la propriété et l'exploitation ont été confondues.

C'est ainsi que dans une commune nous voyons qu'il y a 360 propriétés et 346 exploitations, sans que la réunion de différentes propriétés en une seule exploitation puisse dans cette commune expliquer que le nombre des exploitations soit plus petit que celui des propriétés. Puis, quand il s'agit de classer

les exploitations, dans la même commune, leur nombre se relève brusquement à 396.

Dans une autre commune on dit qu'il y a 150 propriétés et 150 exploitations et, quand il s'agit de classer ces dernières, leur nombre tombe brusquement à 58 : la sous-commission a trouvé trop long et presque impossible de calculer le nombre des petits propriétaires, et dans la colonne qui les concerne elle a consciencieusement mis deux guillemets. La disparition des cent propriétés ou exploitations s'explique donc logiquement ; la sous-commission, sur ce point, n'a pas commis d'erreur ; mais dans l'addition du nombre des petits propriétaires du canton les guillemets ont été interprétés comme équivalant à un zéro, et une centaine des petits propriétaires ont été ainsi oubliés et éliminés.

C'est précisément de ces oublis que résultent les plus grosses erreurs finales. Pour les autres erreurs, on peut dire que les nombres trop forts perdent dans l'addition leur exagération au contact des nombres qui sont restés au-dessous de la vérité. Sans doute on ne s'est pas toujours trompé de la même quantité en plus ou en moins ; mais il est vrai qu'on n'a eu aucune raison de se tromper plus souvent en plus qu'en moins, et inversement ; ce qui fait que la théorie, à l'aide de laquelle on défend la plupart des statistiques renferme tout au moins une

vérité partielle, une « âme de vérité ». Au contraire, rien ne vient compenser l'oubli qu'on commet forcément quand on procède par recherches particulières et par additions successives. Cette dernière méthode, plus loyale, si nous osons ainsi dire, et souvent la seule possible, a été souvent employée par les sous-commissions. De là, de nombreux oublis et des résultats généralement inférieurs à la réalité.

**Statistiques des cotes foncières publiés par l'administration
des contributions directes.**

Parmi les documents statistiques réunis par la direction générale des contributions directes sur les cotes foncières, il faut distinguer les relevés simples et les relevés par catégories.

Les premiers font seulement connaître la nature des cotes par département : les plus anciens concernent les années 1815, 1826 et 1835 ; à partir de 1837 nous possédons pour chaque année des relevés qui résultent des dépouillements annuels que l'administration fait opérer au moment de la confection des rôles généraux.

Ces relevés ont l'inconvénient de ne pas avoir égard à l'importance des cotes, dont on ne peut se

rendre compte qu'en consultant les relevés par catégories ; malheureusement ces relevés ont été faits beaucoup moins fréquemment, et les bases adoptées pour le classement ne sont pas les mêmes dans tous : les relevés de 1815, 1826, 1835, 1842 et 1858 ont été basés sur le montant des cotes. Au contraire, en raison du défaut de fixité du terme choisi pour le classement, on a adopté comme base de la division la contenance des immeubles faisant l'objet de chaque cote ; d'où la difficulté et même l'impossibilité de comparer ces relevés entre eux.

Ces statistiques, à la différence de celles du ministère de l'agriculture, doivent forcément se rapprocher de la réalité et la serrer de très près : en effet, si les nombres de la statistique sont exagérés, les contribuables ont en général intérêt à les faire abaisser, et, si au contraire la statistique est viciée par des oublis, c'est l'État, créancier de l'impôt, qui a intérêt à constater l'erreur et à opérer la correction. De là une mise au courant continuelle des sources où puisent les rédacteurs de la statistique et une exactitude très suffisante de cette statistique.

A cette règle, nous ne voyons guère qu'une exception : les percepteurs touchent un droit de 0 fr. 20 par cote ; d'où une tendance très humaine à multiplier le nombre des cotes, ce qu'on arrive aisément à faire en négligeant d'opérer les unifications qui

résultent des ventes et des successions. Le contribuable n'a d'ailleurs ici aucun intérêt à réclamer contre ces omissions volontaires. Toutefois cette cause d'erreur est fort accessoire et nous n'en maintenons pas moins en règle l'exactitude de nos statistiques de cotes foncières et leur supériorité sur la statistique agricole.

Mais, à un autre point de vue, la statistique agricole présente l'immense avantage de soulever les problèmes que nous cherchons à résoudre et de leur donner directement des solutions : les questions qui nous occupent ont été posées telles quelles aux sous-commissions communales, et c'est pour leur trouver une réponse qu'elles ont étudié les faits sur place. Il n'en est pas de même de nos relevés : ils ne nous parlent que de cotes foncières, et nous avons vu qu'entre la cote foncière et la propriété il fallait se garder d'établir une confusion. Donc nos relevés nous donnent des renseignements exacts, mais ces renseignements nous sont en eux-mêmes indifférents ; ils ne peuvent nous servir qu'à en trouver d'autres : ils ne sont que des moyens. Il faudra chercher à dégager parmi les cotes foncières celles qui concernent la propriété non bâtie, qui nous intéresse seule, de celles qui concerne la propriété bâtie ; puis, le nombre des cotes foncières rurales une fois obtenu, il restera à établir le rapport qui peut

exister entre le nombre de ces cotes et celui des propriétés rurales. Or, dans ces calculs forcément approximatifs, dans ces raisonnements trop logiques, dont on ne pourra pas toujours faire la preuve par l'observation, une porte va de nouveau être entr'ouverte à l'erreur : dans la statistique agricole elle se glissait à la base ; ici c'est par le sommet qu'elle pénétrera ; mais dans les deux cas il y aura possibilité d'erreur.

Conclusion.

Telles sont donc les deux sources que nous allons exclusivement consulter dans notre recherche ; le plus souvent nous trouverons dans les deux cas des réponses ou des ébauches de réponses à nos questions ; nous les comparerons, et c'est quand elles seront contradictoires et quand nous devons choisir entre elles que nous servira l'étude que nous venons de faire de nos statistiques considérées en elles-mêmes, dans leur mécanisme et dans leur valeur.

CHAPITRE II

NOMBRE DES PETITS PROPRIÉTAIRES RURAUX.

Nous voudrions savoir quel est en France le nombre des petits propriétaires ruraux, c'est-à-dire, suivant la définition pratique et d'une vérité approximative que nous avons adoptée, des propriétaires qui ne possèdent pas plus de dix hectares (1).

Accessoirement, nous nous proposons de rapprocher le nombre de ces petits propriétaires du nombre total des propriétaires ruraux et des différentes catégories qui composent la population rurale. Enfin, il sera intéressant de rechercher quelle part de la population française forment les petits propriétaires et leur famille.

Tel est le problème complexe que nous nous pro-

1. Nous négligeons donc ici dans nos calculs les petites propriétés de catégorie supérieure, dont l'étendue est ordinairement, avons-nous dit, de plus de 10 ha. : nous avons pensé qu'il serait trop difficile de les distinguer des propriétés moyennes dans des statistiques dont la base unique est la superficie. Qu'on nous tienne au moins compte de notre sacrifice et qu'on admette que les chiffres que nous allons proposer, loin d'être exagérés, sont plutôt inférieurs à la réalité.

posons de résoudre ; voyons quels éléments de solution nous fournissent les sources.

Statistiques des cotes foncières.

Les statistiques financières nous apprennent que le nombre des cotes foncières s'élève à plus de 14 millions, et nous permettent de trouver le nombre total des propriétaires, sans qu'il soit possible de distinguer, grâce à elles, les propriétaires ruraux des propriétaires urbains.

Le nombre des cotes ne doit pas être confondu avec celui des propriétaires ; en effet, une même propriété est souvent située dans deux ou plusieurs communes, ou bien une même personne possède des propriétés distinctes dans des communes différentes : or, dans ces deux cas, un même propriétaire a plusieurs cotes foncières. A l'inverse, une seule cote n'est que bien rarement attribuée à plusieurs propriétaires.

L'administration des contributions directes a cru pouvoir dégager le nombre des propriétaires de celui des cotes foncières et établir le rapport qui existe entre ces deux nombres : dans un premier travail, en 1863, le rapport était de $\frac{51}{100}$. Dans le travail plus récent, de 1879, il s'est élevé à $\frac{59,4}{100}$.

Voici le résumé du travail de 1879 :

Nombre des habitants de la France.	36.067.578
Nombre de feux ou ménages.	9.959.749
Nombre de cotes foncières.	14.234.237

Côtes à déduire

1 ^o Afférentes à des propriétés indivises autres que celles des établissements publics.	652.717	} 6.747.758
2 ^o Multiples, c'est-à-dire, concernant les mêmes propriétaires, moins une par propriétaire.	512.288	
3 ^o Afférentes à des propriétaires forains, ou à des établissements publics situés hors de la commune des biens	5.582.753	

Reste, exprimant le nombre de propriétaires nominativement imposés dans la commune où ils résident.	7.486.479
---	-----------

Nombre des habitants à ajouter à ceux qui sont nominativement assujettis à la contribution foncière

1 ^o Co-propriétaires dans les immeubles objets des cotes indivises non imposés primitivement à la cote foncière	671.463	} 967.739
2 ^o Habitants ne possédant pas de propriété foncière dans la commune où ils résident, mais notoirement connus pour être propriétaires ailleurs.	296.276	

Nombre total des propriétaires :

$$7.486.479 + 967.739 = 8.454.218$$

Nombre des propriétaires.	{ Par 1.000 habitants. . .	234
	{ — — . . .	849
	{ — — . . .	594

Ainsi, il y aurait aujourd'hui, en France, environ 8 millions $1/2$ de propriétaires fonciers.

On a soutenu que les nombres de propriétaires assignés à trente départements, par notre statistique, étaient supérieurs au nombre des ménages dans ces départements. Il est évident que prouver cette assertion, serait prouver que la statistique est exagérée ; mais la démonstration reste à faire : est-il exact, par exemple, d'appliquer à chaque département la moyenne de quatre personnes par ménage, adoptée par l'administration pour toute la France, et peut-on, sur une base aussi fragile, faire reposer la critique d'une statistique si consciencieusement dressée sur des bases dont nous avons reconnu la solidité et la valeur ?

Quoi qu'il en soit, ceux qui refusent d'admettre le nombre de 8 millions $1/2$ adoptent tous un nombre inférieur ; mais ils ont à faire un travail trop sérieux pour pouvoir n'en pas tenir compte, et nous sommes loin du temps où M. Léonce de Lavergne, à la suite de M. Rubichon, affirmait, au début de son *Economie rurale* qu'il n'y avait en France que 3,805.000 propriétaires. Le nombre le plus bas, proposé par M. Leroy-Beaulieu (1), est de 7 millions $1/2$, soit moins d'un million de différence avec le nombre

1. P. Leroy-Beaulieu, *Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1886.

officiel. M. Levasseur (1) admet l'existence d'au moins 8 millions de propriétaires. M. de Foville et M. Yves Guyot se servent de la statistique sans la critiquer.

Les statistiques financières nous ont donc appris qu'il y a en France 8 millions à 8 millions 1/2 de propriétaires fonciers ; mais la propriété non bâtie, qui nous intéresse seule, et la propriété bâtie sont intimement mêlées, et il est impossible d'opérer un triage entre ce qui concerne les unes et ce qui se rapporte aux autres. Il est vrai que depuis 1883, l'administration additionne séparément les cotes de la propriété non bâtie et celles de la propriété bâtie ; mais, depuis cette réforme, le sol des maisons continue à figurer parmi les cotes des propriétés non bâties dont le nombre n'est pas modifié ; or, pour dégager ce total de la sorte de gangue de propriétés bâties qui l'embarrasse et lui fait perdre pour nous sa valeur, il faudrait connaître le nombre des maisons qui n'ont pas de dépendances agricoles et les statistiques ne nous fournissent de renseignements que sur la propriété bâtie en général.

Il nous faut donc renoncer à pousser plus loin notre recherche à l'aide des seules statistiques finan-

1. Levasseur, *La Population française*, tome I, p. 373.

2. De Foville, *Le Morcellement*.

3. *Conférence au Cobden Club*.

cières; elles nous ont seulement appris que le nombre des propriétaires fonciers est de 8 millions 1/2. La statistique agricole va nous permettre de serrer de plus près la réalité.

Statistique agricole.

La statistique agricole de 1882 nous fournit directement le renseignement que nous cherchons :

« Les 12 millions des cotes agraires et les 125 millions de parcelles relevées dans cette enquête, y lisons-nous, représentent les biens-fonds de 4.835.246 propriétaires ruraux, dont 1.309.904 environ, n'exploitaient pas eux-mêmes et résidaient généralement à la ville et 3.525.342 se livraient à l'exploitation du sol » (1).

Un peu plus loin, ces résultats sont comparés à ceux obtenus par les statistiques financières :

« Rapproché du total donné par le Ministère des finances pour l'ensemble des propriétaires du sol — 8.454.218 — le nombre total des propriétaires ruraux en diffère de : 3.618.972, chiffre qui représenterait dès lors le nombre des propriétaires qui ne possèdent que des immeubles n'ayant aucune

1. *Statistique agricole*, p. 316.

dépendance agricole appréciable, qu'ils demeurent à la ville ou même à la campagne. C'est une proportion de 13,37 propriétaires ruraux contre 10 de l'autre catégorie » (1).

Tous les résultats ci-dessus reposent sur la fixation du nombre des propriétaires qui n'exploitent pas eux-mêmes à 1.309.904 et du nombre des propriétaires qui exploitent eux-mêmes à 3.525.342 ; nous avons posé en principe qu'il ne fallait accepter les résultats de la statistique agricole que sous bénéfice d'inventaire ; demandons-nous donc si nous pouvons accepter ces nombres sans modifications.

Et d'abord, comment ont-ils été obtenus ? C'est encore la statistique agricole qui se charge de nous répondre. Les propriétaires ruraux qui n'exploitaient pas eux-mêmes « ont été relevés en détail dans les tableaux de la population agricole. Quant aux propriétaires ruraux n'exploitant pas eux-mêmes, ils n'ont pu être évalués qu'à l'aide du nombre total des représentants de la culture indirecte (ensemble des fermiers et des métayers) ».

Ainsi, le nombre des propriétaires qui n'exploitaient pas eux-mêmes, n'a pas été obtenu à l'aide de questions directement posées aux commissions cantonales ; on ne s'en est pas préoccupé dans

1. *Statistique agricole*, p. 317.

l'enquête, et ce n'est qu'au Ministère des finances qu'on a cherché à évaluer ce nombre à l'aide de celui des fermiers et des métayers.

Or, d'après la même statistique agricole (1), il y aurait en France 968.328 fermiers et 344.576 métayers, soit en tout 1.309.904 fermiers ou métayers. C'est ce nombre qu'on nous propose d'adopter, quand il s'agit de compter les propriétaires n'exploitant pas eux-mêmes, c'est-à-dire, ceux précisément qui exploitent par fermiers ou métayers ; mais un grand nombre de ces propriétaires afferment à deux ou à plusieurs métayers ou fermiers ! Voilà un fait capital dont on a le grand tort de ne tenir aucun compte et nous nous croyons en droit de considérer comme très exagéré le nombre de 1.308.904 qu'on nous propose.

Au contraire, le nombre des propriétaires qui exploitent eux-mêmes a été obtenu par l'addition des nombres indiqués pour chaque commune par les sous-commissions. Il semble donc que nous serions en droit d'espérer un résultat un peu plus exact ; il n'en est malheureusement rien ; au lieu d'un nombre trop fort, nous trouvons un nombre trop faible, et, si nous sommes déçus pour une cause différente, nous n'en sommes pas moins

1. *Statistique agricole*, p. 343.

décus. L'oubli — et nous avons dit quel rôle considérable il joue dans toute notre statistique — a dû ici, plus encore qu'ailleurs abaisser bien au-dessous de la réalité le total cherché. En effet, tant qu'il s'agit, par exemple, de compter dans une commune une cinquantaine de fermiers ou de métayers dont les exploitations sont relativement considérables, il n'est guère possible aux membres des sous-commissions de commettre de nombreux oublis, s'ils sont consciencieux. Au contraire, dans le relevé du nombre des petits propriétaires, qui sont beaucoup plus nombreux et dont les exploitations sont si petites qu'elles peuvent ne pas attirer l'attention, les oublis sont à peu près forcés et peuvent être considérables. L'observation locale et partielle est d'ailleurs conforme au raisonnement logique que nous venons de faire et prouve dans une certaine mesure son exactitude. Elle nous révèle en même temps une nouvelle cause d'erreur. La statistique du canton de Nieul n'y signale que 654 propriétaires cultivant eux-mêmes, nombre de beaucoup inférieur à la réalité. Si on examine comment se décompose ce nombre on s'aperçoit que dans ce canton, qui est composé de six communes, quatre sous-commissions seulement ont indiqué le nombre des petits propriétaires ; chacun de ces quatre nombres pris isolément nous ont paru trop faibles, mais ce qu'il

faut surtout remarquer c'est que le nombre de 634 donné comme nombre des petits propriétaires dans tous le canton, n'est que le total du nombre des petits propriétaires dans quatre communes sur six. La commission cantonale, réduite à son rôle à peu près nul d'appareil enregistreur, a dû additionner les seuls nombres qu'on lui fournissait et transcrire le résultat incomplet ainsi obtenu dans la colonne consacrée aux totaux relatifs au canton entier. Mais elle a vu l'erreur et l'a signalée, comme nous l'avons déjà dit, en écrivant dans la colonne « observations » : « renseignements incomplets ». Malheureusement, dans l'addition par département des résultats cantonaux et dans l'addition générale des résultats départementaux, cette mention qui sans doute devait ou aurait dû se trouver en face de presque tous les résultats cantonaux, a disparu ; mais nous croyons en avoir assez dit pour pouvoir la faire reparaître et déclarer que le nombre de 3.525.342 propriétaires se livrant à l'exploitation du sol donné par la statistique est bien inférieur à la réalité. Nous pensons qu'il nous est permis de l'élever, sans commettre aucune exagération, au moins à 4 millions.

Nous pouvons d'ailleurs invoquer à l'appui de notre opinion une statistique du ministre du com-

merce (1), qui évalue le nombre des cultivateurs exploitant leur terre » à 4.046.164 ; ajoutons que ce nombre est adopté par M. Bloch (2) et par M. Cucheval Clarigny (3).

Combinaison des deux statistiques

Rapprochons les renseignements fournis par la statistique agricole transformée et corrigée des renseignements déjà fourni par les statistiques financières.

Ces dernières nous ont appris qu'il y avait en France environ 8 millions $1/2$ de propriétaires urbains et ruraux, et nous venons d'affirmer que le nombre des propriétaires qui exploitent eux-mêmes est supérieur à 4 millions. Restent donc environ 4 millions $1/2$ de propriétaires urbains et de propriétaires ruraux n'exploitant pas eux-mêmes. Si nous avons adopté pour les premiers le nombre de 1.309.904, proposé par la statistique agricole, il ne resterait qu'un peu plus de 3 millions de proprié-

1. Document officiel publié par le ministère du commerce et de l'industrie pour 1886.

2. Bloch, *Europe politique, économique et social*.

3. Cucheval Clarigny, *Syndicats industriels et agricoles ; Revue des deux mondes*, 15 septembre 1894.

taires urbains en présence de plus de 5 millions de propriétaires ruraux, proportion certainement inadmissible. Mais nous avons cherché à montrer que le nombre des propriétaires ruraux exploitant eux-mêmes était fort exagéré par la statistique agricole, et nous croyons pouvoir conclure avec M. Levasseur que : « lorsqu'on hasarde l'hypothèse d'environ 4 millions de propriétaires possédant seulement des maisons et de 4.800.000 propriétaires possédant des terres et des maisons ou seulement des terres, on n'est vraisemblablement pas éloigné de la réalité » : sur les 4.800.000 propriétaires de la deuxième catégorie 4 millions exploiteraient par eux-mêmes et environ 800.000 n'exploiteraient pas par eux-mêmes.

Nombre des petits propriétaires.

Il reste à dire comment les classifications que nous venons d'établir nous permettent d'apprécier approximativement le nombre des propriétaires ruraux de 10 hectares et moins.

Examinons donc ce que peut comprendre chacune des deux catégories dans lesquelles nous avons rangé les propriétaires ruraux.

C'est dans la catégorie des propriétaires exploitant eux-mêmes que nous trouvons la grosse masse des petits propriétaires ; ils la composeraient exclusivement si nous pouvions en déduire le nombre des grands et surtout des moyens propriétaires exploitant en réserve ; mais nous croyons, sans qu'il nous soit malheureusement possible de préciser davantage, que le nombre de 4 millions applicable à notre catégorie pourrait également s'appliquer à celle des petits propriétaires : en effet, si d'une part il faut opérer sur ce nombre la soustraction que nous venons d'indiquer, il faut aussi y ajouter, d'autre part, les petits propriétaires qui n'exploitent pas par eux-mêmes et sont par conséquent compris dans l'autre catégorie ; or, les résultats de ces deux opérations, soustraction et addition, doivent, autant qu'il est possible d'en juger, se compenser ou à peu près. S'il n'en était pas tout à fait ainsi on pourrait ajouter que, parmi les 4 millions de propriétaires dits urbains, sont compris un grand nombre de paysans, journaliers pour la plupart, et que ce sont là de petits propriétaires réduits pour ainsi dire à leur plus simple expression, des propriétaires embryonnaires, dont un bon nombre acquerront sous peu quelques terres et créeront ainsi une petite exploitation ; or, si on hésite à les ranger parmi les petits propriétaires ruraux, bien que leur

maison soit souvent l'amorce d'une exploitation future, il serait encore plus faux de les ranger parmi les propriétaires urbains ; il y a là un élément, mixte il est vrai, mais à tout prendre plutôt rural, qu'il est impossible de ne pas faire entrer en ligne quand il s'agit de passer en revue les petits propriétaires ruraux.

Nous fixerons donc le nombre des petits propriétaires ruraux à environ 4 millions.

Par conséquent si nous adoptons, avec la statistique des contributions directes, le nombre de 4 comme nombre moyen des personnes qui composent une famille nous dirons que la petite propriété fait vivre en tout ou en partie 16 millions de personnes.

**Les petits propriétaires rapprochés du reste de la
population rurale.**

Nous n'avons pas l'intention de dresser une statistique de la population rurale et des différentes catégories de cultivateurs dont elle se compose, pour rapprocher les nombres ainsi obtenus du nombre des petits propriétaires. En effet, alors que nous avons modifié la statistique agricole en ce qui concerne les petits propriétaires nous ne pouvons guère comparer le nombre que nous avons adopté

avec les nombres des fermiers ou des journaliers, par exemple, tels que les donne la statistique (1).

Nous voulons seulement faire une remarque au sujet de cette comparaison : la statistique agricole fixe à 3.388.162 le nombre des cultivateurs non propriétaires. Si, nous proposant d'appliquer à ce cas nouveau la méthode que nous avons déjà adoptée, nous multiplions ce nombre par quatre, pour obtenir le nombre total des familles, nous trouvons que ces familles rurales de non-propriétaires comprennent environ 13 millions de personnes. Or ce nombre additionné à celui de 16 millions adopté pour les familles de cultivateurs propriétaires porteraient à 29 millions le total de la population rurale, les grands propriétaires non compris. Notre statistique deviendrait vraiment inacceptable.

Pour résoudre cette difficulté il faut remarquer deux choses :

1° Le nombre des 853.313 journaliers et des

1 Il y a un obstacle plus sérieux à ce classement comparatif de la population rurale en catégories nettement distinctes : il arrive souvent qu'un individu, comme nous le verrons, appartient au même moment à plusieurs classes rurales ; il peut être, en même temps que propriétaire, journalier, valet de ferme ou fermier : comment, dès lors, étant donné l'existence de ces sortes de « maîtres Jacques », établir des divisions tranchées et simples ?

1.954.251 domestiques de ferme ne doivent point être multipliés par quatre dans le but d'obtenir le nombre des ménages : en effet, tandis que la statistique agricole ne compte pour une famille de petits propriétaires que celui sur la seule tête duquel repose le droit de propriété, elle compte, au contraire, parmi les 2 millions $1/2$ de journaliers et de domestiques de ferme tous ceux, chefs de famille ou non, qui sont liés par un contrat de louage d'ouvrage.

2° Beaucoup de ces journaliers ou domestiques de ferme sont des fils ou des filles de petits propriétaires qui ont quitté leur famille, soit pour gagner une dot, soit parce qu'ils ne s'entendaient pas avec leurs parents, soit le plus souvent parce que la terre, trop petite ou trop pauvre, ne suffisait pas pour les nourrir : or ceux-là ont déjà été comptés parmi les 16 millions de petits propriétaires. Il en est de même pour une partie des fermiers et des métayers qui sont en même temps propriétaires. En un mot, pour avoir le total de la population rurale, il ne faut pas additionner les deux nombres des cultivateurs propriétaires et des cultivateurs non propriétaires tels que nous les donne les statistiques, car ces statistiques s'enchevêtrent et se confondent en

bien des points et un grand nombre de personnes figurent dans les deux (1).

Si nous calculions la population rurale totale en tenant compte des remarques précédentes nous serions amené à en fixer le nombre à 20 ou 22 millions d'individus : c'est bien là le résultat qu'on obtient, par des méthodes différentes et une enquête directe, notamment par le recensement.

1. Daniel Zolla. *Les questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*, ch. XX.

CHAPITRE III

SUPERFICIE OCCUPÉE PAR LA PETITE PROPRIÉTÉ

Le problème

Après avoir évalué à environ 4 millions le nombre des petits propriétaires, il s'agit maintenant de savoir sur quelles terres ils dépensent tout ou partie de leur travail et de leur temps.

Comme nous le savons, tandis que les uns travaillent exclusivement leur propriété et ne vivent que par elles, les autres, au contraire, ne trouvent chez eux qu'un moyen insuffisant et parfois accessoire de s'occuper et de vivre. Or il serait important d'établir le rapport qui existe entre ces deux catégories, car, suivant que l'une ou l'autre est la plus nombreuse, la classe des petits propriétaires est plus ou moins forte, plus ou moins constituée, et plus ou moins elle-même.

Nous ne voulons point attaquer de front le problème ainsi posé car pour le résoudre, la statisti-

que agricole nous fournirait seule des renseignements qui, nous l'avons vu, sont d'une exactitude douteuse. Mais nous aurons répondu indirectement à la question que nous venons de soulever si nous arrivons à déterminer la superficie des propriétés : c'est seulement celle des cotes que nous donnent les statistiques de l'administration des contributions directes. Dès lors, il va falloir interpréter ces renseignements statistiques, et, s'il est probable que la superficie des cotes de 10 hectares et moins se rapproche de la superficie des petites propriétés de même étendue, encore faut-il savoir pourquoi et se demander jusqu'à quel point elle peut en différer.

Nous ferons à ce propos les remarques suivantes :

1° Les cotes qui se rapportent à la propriété foncière non bâtie encombrement nos statistiques et les faussent à notre point de vue. Dans la statistique agricole on a dû en relever encore un certain nombre, malgré le nom de cotes agraires qu'on y donne aux cotes foncières, et malgré les observations de la page 278 par lesquelles on cherche à prouver le contraire à l'aide de calculs très compliqués, malheureusement basés sur cette statistique des petites propriétés que nous avons critiquée comme donnant des nombres très inférieurs à la réalité. De plus,

quand on envisage comme nous le faisons nos statistiques au point de vue de la seule propriété rurale, ces cotes relatives à la propriété exclusivement bâtie y apportent une perturbation d'autant plus fâcheuse que toutes sont forcément des cotes de peu d'étendue et sont par conséquent concentrées dans les mêmes catégories ; mais, d'autre part, précisément parce que ces cotes n'ont qu'une faible étendue, elles ne pourront pas fausser complètement nos statistiques basées sur la seule superficie et, dès que nous nous élèverons aux cotes d'un hectare et plus, nous serons en présence de cotes, qui mériteront presque toutes le nom de cotes agraires.

2° Le nombre et la superficie de beaucoup de cotes, et surtout de celles qui correspondent aux grandes propriétés, sont diminués et proportionnellement trop faibles : en effet, dans les deux sortes de statistiques, les relevés sont faits par commune ; par conséquent toute propriété qui se trouve située dans deux ou plusieurs communes différentes sera représentée dans nos statistiques par deux ou plusieurs cotes foncières dont la superficie totale sera égale à sa superficie. De là, une augmentation factice et artificielle des petites cotes aux dépens des grandes et dans toute la statistique une sorte d'affaissement général dont il nous faudra tenir grand compte.

3° Les deux faits que nous venons de signaler

exercent leur influence dans le même sens et permettraient, si on n'en tenait pas compte, d'exalter la petite propriété aux dépens de la grande. Mais on peut d'abord signaler en sens inverse l'existence de propriétés distinctes, possédées dans la même commune par un même propriétaire, et auxquelles correspond une cote unique ; il est vrai toutefois que ce fait se produit plus rarement que les précédents ; d'ailleurs la réunion de deux propriétés appartenant à une même personne est, nous semble-t-il, moins contraire à la réalité que la scission d'une propriété qui forme un tout.

4^e Mais le fait capital, et dont les efforts viennent presque complètement détruire ceux des deux faits signalés plus haut, est le suivant : les personnes morales sont des propriétaires si différents des autres qu'il serait plus exact de ne pas faire figurer leurs biens dans notre comparaison. Or ces biens, d'une étendue en général considérable, sont relevés dans nos statistiques et grossissent la part de la moyenne et de la grande propriété. De là, une cause importante d'erreur dont la statistique suivante, qui ne comprend que les biens des établissements publics, peut donner une idée :

Propriétés de l'Etat	1.011.155 hectares
— des départements	6.513
— des communes	4.621.450
— des autres établis. publics	381,598
Total	6.020.716 hectares.

En résumé, nous croyons pouvoir dire que la statistique des cotes foncières relevées par catégories de superficie correspond à peu près, au point de vue des rapports à établir entre les différentes catégories, à ce que serait une statistique des propriétés classées d'après les mêmes principes : tout au plus pouvons-nous supposer que l'importance des catégories inférieures est légèrement exagérée.

Superficie occupée par la petite propriété calculée d'après la superficie occupée par les différentes catégories des cotes foncières.

Ces observations préliminaires une fois faites, nous pouvons maintenant interpréter les statistiques.

Voici d'abord le résumé du *tableau général des cotes comprises dans les rôles de l'année 1884, divisées par catégories et d'après leur contenance* :

Désignation des catégories	Nombre de cotes	Contenance imposable	Proportion exprimant la part de chaque catégorie.	
			Nombre des cotes	Conte- nance
Jusqu'à 2 ha. . . .	10.426.367	5.211.456	74.09	10.53
De 2 à 10 ha. . . .	2.787.016	12.264.989		
		17.476.445	93.82	35.36
De 10 à 40 ha. . . .	698.326	12.700.087	49.83	24.83
Au dessus de 40 h.	163.092	19.211.772	11.95	28.73
			1.13	38.91
Totaux.	14.074.801	49.388.304	100	100

On trouve dans la statistique agricole un tableau analogue :

Catégories	Nombre	Etendue	Répartition proportionnelle	
			du nombre des cotes	de leur étendue
cotes { au dessus de 10h	11.255.374	17.573.550	92,40	35,5
agraires { de 10 à 40 ha..	696.579	12.758.161	6,60	25,8
{ de plus de 40h.	163.324	19.230.150	1,30	38,7
Totaux.....	12.115.277	49.561.861	100	100

Ces deux tableaux coïncident presque de tous points.

L'élimination d'environ 2 millions de cotes exclusivement urbaines dans le deuxième explique la différence la plus notable qui existe entre eux et, comme nous l'avions prévu, cette élimination passe presque inaperçue quand on traduit en hectares le nombre des cotes : en effet, on assigne aux cotes de 10 hectares et moins une superficie plus (1)

1. Il y a là une anomalie faite pour surprendre : la statistique agricole, qui néglige en général les terrains bâtis, attribue aux cotes de moins de 10 hectares une superficie plus grande que celle qui lui est assignée par les statistiques financières ; nous croyons inutile de considérer les deux statistiques comme contradictoires : l'enquête agricole a porté sur un territoire plus vaste que celui dont s'est occupé l'administration des contributions directes.

grande dans la seconde statistique que dans la première.

Ce qui nous intéresse surtout, c'est que cette superficie des cotés qui correspondent à peu près aux petites propriétés est évaluée dans nos deux statistiques à environ 17 millions $1/2$ d'hectares, c'est-à-dire, à plus de 35 0/0 de la superficie du territoire cultivable français, soit plus du tiers de ce territoire.

Si des cotes nous passons aux propriétés nous croyons ne tomber dans aucune exagération en affirmant que les petites propriétés occupent environ 16 millions d'hectares, c'est-à-dire, un tiers du territoire français, déduction faite des terres incultes et des propriétés qui appartiennent à des personnes morales.

Puisque 16 millions d'hectares, environ, sont répartis entre les 4 millions de petits propriétaires, chacun d'eux a donc en moyenne une propriété de 4 hectares : ce n'est sans doute pas l'abondance et la richesse, mais c'est autre chose que la « propriété d'un mouchoir. »

Répartition géographique.

Il resterait encore, pour compléter ce tableau de

la petite propriété considérée dans son état actuel, à indiquer dans quelles régions on la trouve concentrée et dominante et dans lesquelles elle est, au contraire, enserrée dans les moyennes et les grandes propriétés et comme étouffée par elles.

Une carte teintée de la France qui reproduirait exactement et en détail cette répartition géographique de la petite propriété, foncée là où elle domine, claire là où elle est plus rare, et blanche là où on ne la trouve pas, serait singulièrement bariolée et tachetée. En effet, le morcellement, étroitement dépendant des milieux économiques et sociaux qui diffèrent tant de région à région et de commune à commune, varie avec eux : par exemple, dans le Puy-de-Dôme et dans l'Allier, la plaine de la Limagne, foncée partout, deviendrait noire d'encre ou rouge sang, selon la couleur adoptée, sur certains points comme les environs de Thiers, tandis que la région montagnieuse environnante occupée par la grande propriété serait presque uniformément couverte de teintes tirant sur le blanc. La même opposition se retrouverait dans les Basses-Pyrénées entre la plaine de Pau et d'Orthez et le plateau du Pont-Long. Aux environs des villes, qu'on supprimerait afin de n'avoir que des cotes agraires, la carte se foncerait pour indiquer les cultures maraichères. Dans la Haute-Vienne, le canton de Nieul, que nous

avons souvent cité, serait lui-même tout marqueté, pour des causes plus historiques et contingentes qu'économiques.

Mais une telle carte n'est qu'un idéal dont cherchent à se rapprocher le plus possible, sans jamais l'atteindre, les cartes dressées aux ministères des finances et de l'agriculture à l'aide des statistiques dont nous avons parlé : chaque département ou chaque arrondissement y est couvert d'une teinte uniforme, qui représente tant bien que mal la moyenne du morcellement dans chacune de ces circonscriptions ; mais, du moment où on ne nous donne què des moyennes, on ne nous met pas en présence de la réalité dans sa variété vivante ; on ne nous donne que des statistiques rendues plus saisissantes et sautant aux yeux.

Ces cartes, comme les statistiques, sont entachées d'erreurs provenant du mélange des cotes exclusivement urbaines avec les cotes rurales : certains statisticiens recommandent comme plus exactes des cartes qu'on a dressées d'après la plus ou moins grande importance des cotes de 40 hectares et au-dessus dans chaque circonscription et sans tenir aucun compte des cotes inférieures qui correspondent à la petite et à la moyenne propriété : ces statisticiens s'appuient sur la règle, ainsi formulée par M. de Foville : « les maximums de la grande propriété cor-

respondent presque toujours aux minimums du morcellement et en s'adressant aux grosses cotes qui sont toutes essentiellement rurales on évite la confusion que la propriété bâtie rend presque inévitable quand on opère sur les petites cotes. On pourrait presque toujours poser en principe que, dans les statistiques officielles, c'est la grande propriété qu'il faut regarder quand on veut savoir où est la petite (1). » Il suffit de renverser, pour ainsi dire, les teintes : plus elles seront claires, plus la place occupée par la petite propriété sera importante.

Nous n'avons pas l'intention d'étudier en détail la répartition géographique de la petite propriété et nous nous contenterons de renvoyer après ces quelques remarques au *Bulletin de statistique et de législation comparée* (2) et au livre de M. de Foville (3).

1. De Foville, *le Morcellement*, p. 123.

2. *Bulletin de Statistique et de Législation comparée*, décembre 1883, p. 644 ; octobre 1884, p. 388. — Texte et carte.

3. De Foville, *le Morcellement*, p. 80 et p. 124.

CHAPITRE IV

LA DETTE HYPOTHÉCAIRE

Nous avons dit que la petite propriété occupe en France 16 millions d'hectares qui, répartis entre 4 millions de propriétaires font vivre, en tout ou en partie, environ 16 millions de personnes. Nous avons ajouté que ces 16 millions d'hectares représentent le tiers du sol cultivé de la France et que chaque famille a à sa disposition une moyenne de 4 hectares.

Or, pour être absolument exact, nous devons faire remarquer que les revenus de ces terres n'appartiennent pas exclusivement aux petits propriétaires : en effet, une partie des petites propriétés n'est pas encore payée; elle est due, et une fraction des revenus est employée à payer les intérêts de la dette hypothécaire qui grève le fond.

L'importance de la petite propriété est donc diminuée de ce chef, et, pour pouvoir fixer d'une façon

moins approximative sa valeur et la place qu'elle occupe dans l'organisation sociale et économique du pays, il serait nécessaire de rapprocher de sa valeur estimée en argent le montant de la dette hypothécaire qui la grève. Il serait également utile et intéressant, afin d'établir plus exactement le rapport qui existe entre elles, de faire le même travail pour la moyenne et la grande propriété.

Malheureusement les statistiques ne nous donnent que des renseignements incomplets.

Les deux enquêtes officielles sont trop anciennes pour que nous puissions les consulter utilement. Elles nous apprennent que la dette hypothécaire était en France pour toutes les propriétés immobilières de 8 milliards en 1820, et de 12 en 1840 (1).

D'après les calculs de M. Boutin, notre dette hypothécaire s'élevait en 1877 à 19.279 millions, soit 13.500 millions nets, plus 800 millions dus au crédit foncier. Aujourd'hui, elle dépasse 20 milliards.

Les statistiques ne nous disent pas quelle part de cette dette grève la propriété non-bâtie.

D'après M. Boutin, qui se contente de répartir proportionnellement la dette entre la propriété bâtie et la propriété non bâtie, les charges de cette dernière s'élèvent à 9.427 millions. La valeur de la

1. *Bulletin de l'institut international de statistique*, t. VII, 2^e livraison, 1894.

propriété non bâtie s'élevant à environ 89.246 millions, le rapport de la dette à sa valeur est d'environ $1/10$.

Mais il faut tenir compte de ce fait que la propriété non-bâtie est moins grevée que la propriété bâtie. C'est ainsi que M. Reitzenstein peut affirmer que la propriété non-bâtie n'est grevée que d'une dette de 4 milliards $1/2$. Il estime cette propriété 91 milliards $1/2$; le rapport ne serait donc plus que de $1/20$ environ.

Ajoutons toutefois que cette dette est alourdie par le fait que les intérêts se paient à 5, alors que la propriété rapporte moins.

De plus, la petite propriété rurale, qui nous occupe seule, est proportionnellement plus grevée que la grande.

En effet, le paysan dont l'épargne amassée sou à sou est enfin devenue suffisante pour lui permettre d'acheter de la terre, objet de ses souhaits depuis tant d'années, ne sait plus, au moment où il va le satisfaire, modérer son désir si longtemps comprimé. Il achète toujours pour plus qu'il n'a, souvent pour le double, il paie tout ce qu'il peut comptant et pour le reste, confiant en lui-même, en son travail et en sa sobriété, il se fait faire crédit.

Plus tard, lorsqu'il est arrivé à se libérer il est repris par le même désir qui l'a rendu hardi une

première fois : c'était d'abord le besoin d'acquérir qui le poussait, c'est ensuite le besoin de s'arrondir. Il est semblable à ces princes conquérants qui, au lendemain d'une victoire, rêvent des conquêtes nouvelles, et dont les États s'agrandissent sans arrêt, comme une tache d'huile. Il a comme eux un gros appétit souvent en éveil : dès qu'il a digéré sa nouvelle acquisition, c'est-à-dire dès qu'il l'a payée, il a encore faim. Pour satisfaire sa passion, il ne recule pas devant les calculs les plus périlleux et il n'hésite guère à escompter les événements les plus incertains : a-t-il un enfant en âge de se marier ? la dot qu'il ira chercher dans une ferme voisine qu'il connaît bien lui permettra de payer ces quelques hectares qui vont si bien à son domaine : il achète à crédit sans plus de retard, et il atteint peut-être ainsi ce qu'il considérait comme ses frontières naturelles. Est-il l'héritier de quelque vieux parent ? il escompte sa succession et s'endette, convaincu qu'un jour viendra où il sera riche et pourra aisément se libérer. Tout cela est hasardeux et dangereux : si l'enfant se permet d'aimer ailleurs, et autre chose qu'une dot ; si le parent vit encore à l'échéance ou déshérite son héritier trop confiant, la petite propriété traverse une crise où son titulaire succombe souvent et, vaincu, passe la main à d'autres. Mais, s'il y en a qui succombent parce que les événements tournent contre eux et déjouent leurs combinaisons, les autres

triomphent. Ce n'est pas sans peine : ils ont auparavant lutté non seulement avec leurs bras, mais surtout avec tout ce qu'ils ont d'intelligence déliée et de volonté opiniâtre ; ils ont donné pour but unique à leur vie cette conquête de la propriété, et se sont imposé pour tâche de créer pièce par pièce dans la réalité le domaine qui vivait déjà dans leur rêve ; ils se sont faits, vrais chefs de gouvernement, une raison d'État et l'ont imposée à tous ceux qui les entouraient.

Certes nous convenons que l'hypothèque a causé bien des ruines ; mais ceux qui en ont tant médité (et médire de l'hypothèque est aujourd'hui très à la mode) ont oublié que c'est elle qui est l'instrument de tous ces créateurs de petites propriétés, le levier sur lequel s'appuient tous leurs efforts, et la condition indispensable et fondamentale de toutes leurs combinaisons (1).

1. Nous ne pouvons résister au plaisir de citer une page où George Sand nous décrit la situation des paysans propriétaires vaincus dans le rude combat qu'ils ont engagé. Il n'y a là qu'un côté du tableau, le côté des ombres, mais il est peint et mis en relief avec un pittoresque saisissant. Le chanteur raconte à la veillée l'histoire de François le Champi à d'autres paysans assis en cercle autour de l'âtre : il se laisse aller à une digression à propos des affaires que Madeleine Blanchet a avec la Severe, et son esprit morose s'empporte contre le sort qui est fait au paysan malgré la vaillance qu'il montre dans la lutte :

« Nous savons bien tous la chose, bonnes gens ! et plus

Les soultes successorales sont une seconde cause de la dette hypothécaire : quand, ce qui arrive fréquemment, tout l'actif d'une succession se compose d'un petite propriété il se peut que les héritiers ne puissent ou ne veuillent pas s'en partager en nature et que l'un d'eux, plutôt que de la laisser liciter et passer en des mains étrangères, préfère la garder toute entière : il doit alors dédommager ces cohéritiers en leur payant la valeur de leurs parts ; s'il n'a pas une fortune personnelle et de l'argent disponible il contracte alors une dette qui est garantie

d'une fois il nous arrive de nous enrichir à rebours en achetant du beau bien à bas prix. Si bas qu'il soit, c'est trop pour nous. Nous avons les yeux de la convoitise plus grands que notre bourse n'a le ventre gros, et nous nous donnons bien du mal pour cultiver un champ dont le revenu ne couvre pas la moitié de l'intérêt que réclame le vendeur ; et quand nous y avons pioché et sué pendant la moitié de notre pauvre vie, nous sommes ruinés, et il n'y a que la terre qui se soit enrichie de nos peines et labeurs. Elle vaut le double et c'est le moment pour nous de la vendre. Si nous la vendons bien, nous serions sauvés ; mais il n'en est point ainsi. Les intérêts nous ont mis si bien à secs qu'il faut se presser, vendre à tous prix. Si nous regimbons, les tribunaux nous y forcent, et le premier vendeur, s'il est encore en vie, ou ses ayants-cause et héritiers reprennent leur bien comme il le trouvent ; c'est-à-dire que pendant de longues années ils ont placé leur terre en nos mains à 8 et 10 du 100, et qu'ils en font la reconquête lorsqu'elle vaut le double par l'effet de nos soins, d'une bonne culture qui ne leur a coûté ni peine ni dépense, et aussi par l'effet du temps qui va toujours donnant de la valeur à la propriété. Ainsi nous allons toujours

de plein droit par un privilège sur le bien héréditaire.

Dans ce deuxième cas encore nous trouvons que le rôle joué par l'hypothèque est à tout prendre utile et favorable à la prospérité générale du pays ; car elle permet, dans le cas où les intéressés, qui sont les meilleurs juges dans la matière, considérant le morcellement comme mauvais, de l'éviter sans bouleverser pour cela nos lois successorales et, comme dit M. de Foville, « sacrifier les droits de l'homme au prétendu droit de la terre ». Nous disons donc que de l'hypothèque résultent beaucoup plus de biens que de maux (1) ; mais nous ne voulons pas nier les maux très réels qu'elle cause en alourdissant la propriété et en diminuant la valeur qu'elle a entre les mains de son détenteur.

Au point de vue spécial d'où nous étudions le problème, il est certain qu'une propriété hypothéquée remplit moins complètement sa fonction sociale qu'une propriété libre : les droits sur la terre sont en quelque sorte divisés entre deux personnes, et, s'il est vrai qu'elle les intéresse toutes les deux à la

à être mangés, pauvres ablettes, par les gros poissons qui nous font la chasse, toujours punis de nos convoitises et simples comme devant ».

1. « L'hypothèque est plutôt un signe de prospérité, que le signe d'un état mauvais des choses », M. Flach à son *cours de l'École des Sciences politiques* 1894-95.

conservation et à l'ordre social, néanmoins le prêteur hypothécaire y est, pour sa part, moins intéressé qu'un propriétaire : ce dernier est grandi et comme assagi, non seulement parce qu'il est titulaire d'un droit, mais surtout parce qu'il a un foyer, tandis que le prêteur n'est que le titulaire d'un droit incorporel, ce qui est beaucoup moins effectif.

En somme, et tout mis en balance, le crédit, dont l'hypothèque est la base, est bon et même excellent tant qu'on en n'abuse pas ; mais il est une limite, variable avec la valeur de la propriété et l'initiative, le travail et les besoins de ses habitants, qu'il ne faut pas dépasser sous peine de produire des malaises et des crises qui ne finissent que lorsque leur cause cesse, c'est-à-dire lorsqu'on est revenu en deçà de la limite qu'on a eu l'imprudence de franchir.

L'état actuel de certains pays d'Europe prouve surabondamment ce que nous venons d'avancer. C'est ainsi qu'en Autriche, où le produit net du sol rural est évalué à 180 millions de florins (le florin vaut 2 fr. 50), la propriété doit payer en plus de 74 millions de florins d'impôt foncier et communal, 108 millions de florins d'intérêts hypothécaires (calculés à 5 0/0) et 60 millions de florins dus comme intérêts (calculés à 6 0/0 de la dette mobilière). Nous constatons donc un déficit de 60 millions de florins qui augmente d'année en année.

En Allemagne (1), la situation bien que meilleure est mauvaise, et la limite est de beaucoup dépassée. Les agrariens soutiennent que le cultivateur propriétaire ne gagne plus que son salaire et que la rente entière du sol passe entre les mains de son prêteur, le capitaliste mobilier.

Dans la féodalité des siècles derniers, le cultivateur titulaire du domaine utile, était arrivé à toucher la presque totalité de la rente de la terre, tandis que le titulaire du domaine direct n'avait droit qu'à des profits souvent illusoires. Aujourd'hui, au contraire, dans les Etats de l'Europe centrale où la dette hypothécaire a pris une importance exagérée, c'est le prêteur, titulaire d'une sorte de domaine direct, qui touche la presque totalité de la rente, tandis que le cultivateur, détenteur et juridiquement propriétaire du sol, voit ses profits devenir illusoires et sa situation empirer de jour, jusqu'à devenir celle d'un simple journalier qui travaille pour le compte

1. En Allemagne, les grands hobereaux ont, dans la période de prospérité, emprunté hypothécairement pour s'agrandir. Quand la crise agricole a commencé ils se sont donc trouvés dans une situation analogue à celle de nos petits propriétaires français. Mais ils n'ont pas su se priver à temps : De là, leur situation si grave et leurs plaintes. — Comparer aussi à la *liquidation hypothécaire* de la petite propriété française, la crise qu'ont traversé en France un très grand nombre de grandes propriétés plantées de vignes au moment du phylloxéra.

d'autrui. Dans ces pays nous assistons, comme le dit M. Flach, à la naissance d'une « féodalité au rebours ».

La situation de la France, heureusement, ne présente guère que des différences avec celle de l'Europe centrale. L'observation journalière, autant que les statistiques incomplètes, nous permettent d'affirmer que, sauf une crise récente et passagère sur laquelle nous aurons à insister dans la suite, la limite au delà de laquelle l'hypothèque devient nuisible est loin d'être atteinte chez nous (1) : peut-être pour-

1. Si ce qui se passe dans l'Europe centrale montre qu'il est bon de ne pas dépasser une certaine limite au delà de laquelle l'hypothèque devient dangereuse, la situation malheureuse que la loi de 1865 a faite aux paysans Roumains prouve qu'il est aussi mauvais de tomber dans l'excès contraire et de mettre la petite propriété en dehors du gage que le paysan peut offrir à ses créanciers : cette loi a donné en pleine propriété aux paysans des terres du domaine public et les terres qu'ils détenaient jusque là comme tenanciers ; mais elle leur a interdit d'hypothéquer ou d'aliéner pendant trente ans. De là, autour des villages, une hausse démesurée des quelques terres libres que tous se disputent, et plus loin de vastes solitudes. Parfois des émeutes ont éclaté, notamment en 1888. — De même, en Angleterre, la loi du 27 juin 1892 sur la création de *small holdings* semble ne pas devoir produire tous les effets qu'on en attendait, et déjà on peut constater que les paysans qui veulent devenir propriétaires aiment mieux traiter de gré à gré avec un *landlord* que de s'adresser aux Conseils de Comté, comme la nouvelle loi leur permet de le faire : cette loi les soumet pendant vingt ans, quand ils

rons-nous tirer de cette constatation un argument contre l'adoption des projets de loi sur l'insaisissabilité du foyer de famille et contre la prétendue introduction en France de l'institution américaine de « homestead ».

ont eu recours à elle, à un régime spécial, et ils veulent avoir leur liberté.

QUATRIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

Après avoir dressé un tableau de la petite propriété dans son état actuel, nous nous proposons maintenant de dire comment elle a pu naître et se développer dans le passé et quel rôle elle semble vraisemblablement appelée à jouer dans l'avenir. En effet, s'il est permis, pour la commodité de la recherche et de l'exposition, de considérer une institution à un moment donné de son existence et de l'étudier, si nous osons ainsi parler, comme si elle était entrée dans la phase photographique du « ne bougez plus », il est ensuite indispensable de tout remettre au point, d'ajouter que cette institution se transforme, et de dire, dans la mesure où on le peut, d'où elle vient et où elle va : Nous nous proposons donc d'esquisser, pour employer le mot à la mode, l'évolution de la petite propriété rurale, c'est-à-dire, son histoire continuée un peu au delà du présent dans le domaine des hypothèses.

CHAPITRE I

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

Phase féodale.

Vers le XII^e siècle, époque où la féodalité, déjà entièrement constituée et encore bien vivante, continue à reposer sur l'obligation au service militaire qui lui a donné naissance, la France est divisée en fiefs, dont les titulaires ont à la fois des droits de souveraineté et des droits de propriété.

Mais ces fiefs, propriétés étranges, qu'on pourrait aussi bien appeler des Etats, sont ce qu'on appelle hiérarchisés : jamais, ou tout au moins bien rarement, le droit de propriété sur telle ou telle terre, confondu et intimement lié au droit de souveraineté, ne repose sur une seule tête ; la terre qui appartient à un maître unique porte le nom d'alleu, et la féodalité a détruit, du moins au Nord, en les englobant dans sa hiérarchie, à peu près tous les alleux.

Recherchons dans quelle situation se trouve un

seigneur titulaire de fief situé à un degré intermédiaire de cette hiérarchie féodale.

Au-dessus de lui sont d'autres seigneurs ; il rend hommage à l'un d'eux : il dépend de lui comme sa terre dépend de la sienne et son donjon du sien. Ce seigneur suzerain rend lui-même hommage à un autre, et ainsi de suite jusqu'au roi, auquel tous les plus hauts placés, « tous les seigneurs souverains », comme dit Beaumanoir, rendent hommages ; tous relèvent donc de lui directement ou indirectement, et son droit lentement et péniblement imposé s'étend et triomphe peu à peu : il tend à absorber tous les autres, jusqu'au moment où Louis XIV finit par se déclarer propriétaire de toutes les terres de France, qu'il ne laisse à ses sujets que par un effet de son bon vouloir.

Si maintenant nous regardons au-dessous du seigneur dont nous étudions la situation, nous voyons qu'il exerce directement son droit sur certaines terres, tandis que sur d'autres, entre la terre et lui, est interposée une personne ou une série de personnes : ce sont des titulaires de fiefs placés plus bas dans la hiérarchie et situés plus près de la terre ; ceux qui sont au dernier degré peuvent être de simples titulaires de censives qui n'ont plus aucun droit de souveraineté ou de simples paysans

auxquels on a consenti un droit de bail, droit alors plus réel que personnel.

On peut donc dire, si on consent à jouer quelque peu sur un mot et à lui donner un sens tout différent de celui qu'il a aujourd'hui, que la propriété est très divisée à l'époque féodale ; mais ce qui était alors divisé, c'était le droit de propriété, et non la terre objet de ce droit : l'objet de ce droit, ou plutôt de cette série de droits qui s'élèvent en s'englobant et s'enchevêtrant les uns les autres, varie d'importance suivant le degré de l'échelle féodale auquel on se place pour le déterminer, et son étendue moyenne augmente à mesure qu'on se rapproche du sommet. Toutefois, il est permis de dire, si on ne craint pas d'employer un terme moderne qui ne s'applique qu'imparfaitement à un état économique pour lequel il n'a pas été fait, que la France d'alors était divisée en très grandes propriétés : en effet, le droit le plus plein, le plus avantageux et le moins limité, celui qui correspond le mieux à notre droit absolu de propriété, tel que l'ont fait la Révolution et le Code civil, est alors le droit d'un seigneur titulaire de fief qui concède les censives et autres droits de bail, comme le fait le seigneur intermédiaire dont nous avons examiné la situation ; or, son droit porte généralement sur un très vaste territoire. Ceux qui sont placés au-dessous de lui rappellent plutôt, malgré

leur droit réel, les fermiers et les métayers que les petits propriétaires d'aujourd'hui.

Mais ces humbles, placés tout en bas, ont un droit réel, et un droit réel qui porte directement sur la terre ; au contraire, ceux qui sont placés au-dessus d'eux et recueillent un bénéfice plus grand que le leur, ont un droit qui ne porte sur la terre que par contre-coup et par intermédiaire et, de plus, se partagent ce droit et le fractionnent tout le long de l'échelle féodale : ce sont là, pour ces derniers, deux causes de faiblesse qui devinrent deux causes de ruine le jour où le roi, après avoir créé une armée permanente et salariée, enleva aux seigneurs le droit de guerre privée et fit ainsi perdre sa raison d'être au régime féodal, fondé sur l'obligation au service militaire dû au seigneur.

La féodalité, devenue pour ainsi dire illogique, fut ébranlée, et le roi en profita pour lui enlever tous ceux de ses droits qui limitaient les siens, c'est-à-dire ses droits de souveraineté. Il le fit, grâce à l'alliance des paroisses et des communes, c'est-à-dire des paysans et des villes naissantes ; mais, quand il fut vainqueur, il ne s'inquiéta plus de ses anciens alliés et des revendications qu'ils faisaient valoir à côté des siennes : après avoir enlevé à la féodalité ses droits de souveraineté, il lui laissa ses droits de propriété et, à l'ancienne féodalité mili-

taire, succéda la féodalité civile des xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles.

Mais le mouvement était donné et l'évolution devait s'accomplir : bien longtemps avant la Révolution, le droit de ceux qui sont les plus hauts placés dans la hiérarchie va s'affaiblissant progressivement et, par la force des choses, la terre, avec les bénéfices qu'elle donne, tend à aller de plus en plus pleinement à ceux qui sont le plus près d'elle et qui s'occupent d'elle. C'est l'époque où les légistes, pour expliquer l'état de choses existant, inventent de toutes pièces, croyant la trouver dans les textes du Digeste, la théorie du domaine direct et du domaine utile, et le domaine utile, c'est-à-dire le droit de celui qui est placé le plus bas et le plus près de la terre, ira se fortifiant de jour en jour : considéré d'abord comme une simple servitude, il devient peu à peu le droit principal, tandis que le domaine direct, au point de vue juridique, devient à son tour une servitude et, au point de vue économique, se vide de plus en plus jusqu'à devenir parfois illusoire et purement honorifique.

C'est ainsi que dans l'ancienne France, les paysans acquièrent d'une façon détournée des droits sur la terre, par la transformation et, pour ainsi dire, par l'affaïssement de l'échelle féodale, mais, comme aujourd'hui, le morcellement s'y produisait aussi directement par les ventes et les successions,

Souvent, en effet, les seigneurs avaient besoin d'argent : les lointaines expéditions coûtaient cher, et, plus tard, on dépensait beaucoup à la cour ; le revenu des terres était souvent insuffisant et le crédit réel était presque nul ; or, Jacques Bonhomme était toujours prêt, dans les moments de gêne, à échanger ses épargnes faites de privations contre un morceau de cette terre déjà si convoitée. Et c'est dans ce sens qu'on peut interpréter et justifier le passage si souvent critiqué de Michelet (1) : « Aux temps les plus mauvais, aux temps de pauvreté universelle, où le riche même est pauvre et vend par force, alors le pauvre se trouve en état d'acheter ; nul acquéreur ne se présentant, le paysan en guenilles arrive avec sa pièce d'or et acquiert un bout de terre. » Cela ne veut pas dire que le paysan achète aux moments de disette et de crise agricole, ce qui, avec ce sens spécial, est faux, surtout si on songe aux crises actuelles ; le sens du passage est plus général : en l'écrivant, Michelet a fait œuvre d'historien et a pensé à des périodes anciennes : avec son épargne depuis longtemps accumulée, a-t-il voulu dire, le paysan achète la terre quand ceux qui la détiennent ont besoin d'argent, et c'est ainsi qu'il cite à l'appui de sa thèse ce qui se passa au moment des guerres d'Italie et des guerres de reli-

1. *Le Peuple*, chap. I, p. 5.
H.

gion : la noblesse dut battre monnaie avec ses domaines, et ces deux époques de ruine furent suivies de ces deux « moments » de bonheur et de prospérité que le peuple nomma « le bon Louis XII » et « le bon Henri IV » ; un peu de terre vient alors de passer aux mains de ceux qui savent l'aimer, et la terre « refleurit tout à coup ».

D'autre part, le régime successoral de l'ancien droit, bien que moins égalitaire que celui du Code civil, était loin de ressembler à ce régime aristocratique qu'on nous dépeint trop souvent, où les aînés et les mâles seraient les seuls appelés. Déjà le morcellement se faisait, et se faisait même activement, par voie de succession.

Dans les successions nobles, le droit d'aînesse ne portait que sur les immeubles, et même, dans la plupart des coutumes, sur les seuls immeubles nobles ; ordinairement même tous ces immeubles n'appartenaient point à l'aîné, et, d'après le système qui l'emporta le plus souvent, les puînés prenaient une part en nature comme leur aîné qui avait seulement l'avantage de prendre une part plus forte. C'est ainsi que le pays ne tarda pas à se couvrir des gentilhommières des puînés et de leurs descendants, qui correspondent à peu près à nos propriétés moyennes.

Quant aux successions des roturiers, les règles relatives à la dévolution légale et à la protection du titre d'héritier et de l'émolument héréditaire différaient sans doute de nos règles actuelles, et l'idée aristocratique de la conservation des biens dans les familles, encore si vivace dans notre législation actuelle, pénétrait tout le système ; mais le droit d'aînesse n'existait que dans certaines coutumes et pour les seuls biens nobles ; le partage entre les appelés se faisait par parts égales, et, sans avoir le morcellement pour but, toute une série de règles et d'institutions le produisait indirectement : telles la légitime et la réserve, la théorie sévèrement construite du rapport, et l'incompatibilité des qualités d'héritier et de légataire.

Ajoutons d'ailleurs, pour ne rien exagérer, que ceux, nobles ou roturiers, qui voulaient sauvegarder et maintenir la grandeur de leur famille et la splendeur de leur nom, avaient bien des moyens à leur disposition : les renonciations à succession future, les institutions contractuelles et les substitutions étaient permises, et, à partir de la renaissance aristocratique du XVI^e siècle, on eut fréquemment recours à elles : elles empêchèrent le système légal de produire tous ses effets, et retardèrent le morcellement par voie de succession.

Où en était le morcellement en 1789

Quand la révolution éclata, le morcellement était donc commencé depuis longtemps et sur bien des points les anciens grands fiefs féodaux s'étaient divisés, ou tendaient à se diviser en petites propriétés : les auteurs du XVIII^e siècle nous fournissent sur ce point des renseignements, assez vagues il est vrai, mais tous concordants : Boisguillebert (1), l'abbé de St-Pierre, Turgot, Necker sont tous d'accord pour nous parler de l'« immensité de la petite propriété ». Ceux qui insistent le plus sur le fait que nous constatons et y reviennent sans cesse sont les écrivains anglais qui voyagent en France : lady Montagu, Horace Walpole, Arthur Young (2), le docteur Rigby. Ils sont frappés du contraste qui existe entre la France d'alors et leur pays où la propriété vient d'atteindre son maximum de concentration.

Young surtout est obsédé par le problème de la petite propriété : poussé par l'orgueil patriotique, il médite sans cesse de ces petites exploitations que les paysans propriétaires ont en main. Elles existaient en Angleterre un siècle auparavant, et c'est

1. *Détail de la France, 1707.*

2. *Voyages en France.*

d'elles que sont sortis les soldats de Cromwell ; mais l'Angleterre y a renoncé pour des raisons économiques, et l'Angleterre n'a pu que marcher dans la voie du progrès. Young nous prédit que la France qui s'obstine à persister dans de vieux errements et à conserver un système condamné « se prépare la plus horrible détresse que l'on puisse imaginer ». Mais sans cesse, l'observateur l'emportant en lui sur l'anglais, il se contredit et parle avec enthousiasme de nos petites propriétés : « La propriété seule, sur un espace si étroit, pouvait donner de tels résultats... Le magique pouvoir de la propriété y change le sable en or... Donnez à un homme la sûre possession d'un ariderocher : il le transformera en jardin. »

Young estime que les petites propriétés forment le tiers du royaume. Les statisticiens (1) font remarquer que la superficie occupée par la petite propriété ne pouvait pas être égale à celle qu'elle occupe aujourd'hui et qui est précisément du tiers ; faisant alors la part de l'exagération que contient d'après eux l'estimation de Young, ils évaluent à 4 millions le nombre des propriétaires grands et petits, urbains et ruraux, en 1789 : nous avons vu que ce nombre est aujourd'hui de 8 millions, et il est certain que la propriété urbaine a beaucoup plus augmenté que la terre ne s'est morcelée ; nous pourrions donc

1. M. de Foville ; *Le morcellement*,

conclure que, depuis un siècle, le nombre des propriétaires ruraux s'est considérablement accru, mais n'a pas doublé.

Toutefois, il semble que Young ne s'est pas prononcé à la légère et les témoignages des contemporains confirment le sien ; aussi il serait peut-être plus exact, au lieu de regarder ses affirmations comme fausses et de les corriger sans point d'appui solide, de les interpréter et de leur chercher un sens plus vraisemblable et plus admissible. Or, il nous semble que, lorsque Young a dit que le tiers du sol appartenait aux petits propriétaires, il n'a pas dû et n'a même pas pu entendre par propriétaires ceux-là seulement qui avaient un droit absolu opposable à tous et limité par les seuls droits de souveraineté de l'État ; en effet, Young observait un milieu essentiellement différent du nôtre ; à la différence de l'Angleterre, la France d'alors n'avait pas encore libéré la propriété : la féodalité civile subsistait encore, et le droit de propriété continuait à être divisé et partagé entre toute une série de personnes échelonnées tout le long de la hiérarchie féodale ; souvent, nous l'avons dit, le plus bas placé de ces *propriétaires* était le paysan même qui avait sur la terre un droit réel restreint ; donc, tenant compte de l'état du droit au moment où Young voyageait en France, nous interpréterons sa phrase de la façon suivante : à la veille de la révolution, les paysans

avaient des droits réels sur le tiers du sol français ; mais leur propriété, si on peut donner avec Young le nom de propriété à ces droits réels des paysans, était limitée, amoindrie et comprimée par les droits féodaux, honorifiques et utiles, qui pesaient sur elle (1).

**Création de la petite propriété au sens moderne du mot.
Œuvre de la révolution.**

La révolution ruine brusquement et brutalement la féodalité depuis longtemps chancelante, et en quelques années les droits réels, jusque-là touffus et compliqués, se transforment en droits de propriétés relativement simples et peu démembrés. C'est grâce à ce bouleversement qu'un grand nombre des

1. Toute la difficulté se réduit en somme à ceci : qu'entend-on par propriété ? Si nous avons aujourd'hui de la propriété une idée juridique bien nette, il n'en était pas de même au temps de Young. Il semble que, habitué qu'il était à voir les grosses fermes constituées en Angleterre par l'application de l'*inclose field system*, en France il a dû être surtout étonné de constater l'existence de petites exploitations nombreuses. Il a donc été amené à considérer les paysans qui avaient un droit réel sur une petite exploitation comme des propriétaires. Si l'on veut aller au fond des choses, cette classification est très acceptable : le propriétaire foncier est en somme celui qui touche la rente de la terre ; or le paysan que Young appelle propriétaire en touchait la plus grande partie : les droits féodaux étaient souvent peu élevés et équivalaient alors à peu près aux impôts et à la dette hypothécaire d'aujourd'hui.

paysans, qui jusqu'alors n'avaient eu que des droits réels limités, deviennent de vrais propriétaires, et c'est en ce sens qu'on peut dire avec M. de Tocqueville : « La révolution n'a pas créé la petite propriété : elle l'a libérée ».

Peut-être pouvons-nous justifier, en nous inspirant de cette idée, les calculs des statisticiens qui évaluent à 4 millions le nombre des propriétaires au moment de la Révolution, et les concilier avec les appréciations de Young telles que nous les avons comprises : 4 millions de ceux qui, avant la révolution, étaient titulaires de droits réels quelconques et qui occupaient le tiers du sol français auraient été à ce moment rendus propriétaires, et pour la plupart propriétaires ruraux.

Mais cette libération de la propriété n'intéressait que deux ou trois millions de paysans, et eux-mêmes n'étaient pas complètement satisfaits : il leur fallait plus de terres, et il en fallait aussi à ceux qui n'étaient pas de ces privilégiés, à ceux surtout qui avaient eu des droits réels et s'en étaient vu priver dans le bouleversement foncier.

Pour détacher complètement les paysans du clergé et des nobles, il fallait leur donner de la terre, et l'amour de la terre satisfait et menacé pouvait seul les soulever contre l'invasion étrangère et les jeter à la frontière « déguenillés et pieds nus », mais enthousiastes et héroïques,

Le morcellement des grands domaines et leur distribution aux paysans étaient pour la Révolution française une nécessité plus impérieuse encore que ne fut la sécularisation pour la réforme allemande. La réforme, en effet, était une révolution religieuse, et la sécularisation, si important que soit le rôle qu'elle a joué, ne fut pour elle qu'un moyen, un moteur accessoire et étranger au but poursuivi. Pour la Révolution française, au contraire, le morcellement fut un but : elle est avant tout une révolution sociale, qui a dévié le jour où elle a cherché à devenir religieuse, et le principal bouleversement social qu'elle devait opérer, le plus demandé, le plus vital, était le bouleversement foncier. La révolution française devait être, et elle fut par essence, une translation de propriété : M. Taine l'a démontré et Michelet (1) l'avait dit avant lui : « La petite propriété n'est pas nouvelle en France. On se figure à tort qu'elle a été constituée dernièrement, dans une même crise, qu'elle est un accident de la révolution. Erreur. La révolution trouva ce mouvement très avancé et elle-même en sortait. »

Elle alla droit au but, et pour l'atteindre elle n'hésita pas à employer tous les moyens nécessaires, même quand ils étaient injustes : elle ne se contenta donc pas de libérer le sol national, mais elle confis-

1. *Le Peuple*, ch. I, p. 4.

qua les terres privilégiées et les distribua à vil prix ; puis, par le régime successoral qu'elle établit, elle tenta d'augmenter encore indirectement le morcellement et de faire définitivement entrer la France dans ce que nous pouvons appeler la « phase démocratique » de la propriété.

Libération du sol

La libération du sol et la suppression des droits seigneuriaux et autres qui avaient perdu leur raison d'exister et gênaient, en les enfermant dans une sphère trop étroite où ils étouffaient, ceux qu'on avait fini par considérer comme les vrais propriétaires, sont très nettement demandés et ardemment souhaités dans les cahiers de 1789 ; cette préoccupation domine sourdement toutes les premières luttes entre privilégiés et représentants du tiers et elle finit par éclater dans la nuit du 4 août : on discutait la déclaration des droits quand arrive la nouvelle de troubles dans les campagnes : les paysans voulaient ne pas être oubliés et on sembla le comprendre ; aussitôt on parla ouvertement de rendre les droits féodaux rachetables ; un décret des 4-11 août 1789, sanctionné le 3 novembre, marque le commencement de l'abolition du régime féodal et pose des principes qu'on va appliquer, développer et modifier dans la suite. On nomme un comité féodal

composé de jurisconsultes, et la loi du 18 mars 1790 est votée à la suite du rapport de Merlin sur la distinction des droits abolis sans indemnité et des droits simplement rachetables ; elle est bientôt complétée par la loi du 3 mai 1791, votée sur le rapport de Tronchet et relative au mode et au taux du rachat.

La Constituante, après avoir cherché à déterminer les principes qui devaient la guider, s'efforça donc de les appliquer et s'engagea résolument dans l'examen des problèmes pratiques. On chercha d'abord à déterminer limitativement les droits abolis ; mais peu à peu les esprits s'accoutumèrent aux innovations et tendirent à faire une réforme de plus en plus radicale. On détermina, non plus les droits abolis, mais les droits rachetables : tous les autres étaient abolis ; ce changement était gros de conséquence. On fonda la théorie des droits abolis sur des erreurs historiques, et on oublia que ces droits, depuis longtemps lancés dans la circulation, avaient pour la plupart été acquis à prix d'argent par leurs titulaires actuels qui, n'étant pas les usurpateurs, avaient autant de droits à une indemnité d'expropriation que les titulaires des droits déclarés rachetables.

D'autre part, le rachat ne se faisait pas : la plupart des tenanciers manquaient de capitaux, et beau-

coup comptaient sur de nouvelles réformes qui les libéreraient sans bourse délier.

C'est alors que succéda à la Constituante la Législative, assemblée composée d'hommes nouveaux, dont aucun par conséquent n'avait à défendre son œuvre dans l'œuvre de la Constituante ; un petit nombre seulement étaient des privilégiés, et tous étaient sans cesse stimulés et poussés en avant par les clubs et l'influence parisienne. La lutte allait d'ailleurs s'engager avec les émigrés, et il allait falloir leur couper les vivres à tout prix.

Le problème que la Constitution avait cru résoudre se posait donc à nouveau. Les novateurs de plus en plus nombreux et décidés à étendre sans cesse le principe de l'abolition jusqu'à ce qu'il arrive à éliminer le principe du rachat, disent ouvertement (1) qu'il faut s'attacher coûte que coûte les masses rurales sans l'adhésion desquelles aucune réforme n'est durable ; à ceux qui font remarquer que les titres usurpés ont circulé, on répond que la fausse monnaie n'acquiert jamais de valeur, même quand elle circule.

Trois lois sont successivement votées : les 18 juin, 28 juin et 20 août 1792. Elles exigent presque en tous cas que le seigneur fasse la preuve de ses droits en exhibant un titre, alors qu'en maints en-

1. Discours de Couthon,

droits les titres ont été brûlés dans les soulèvements. Le rachat est facilité.

En somme, on peut dire qu'en matière foncière la Législative, sous son apparence de modération, a fait le gros de la besogne (1).

Son œuvre fut consacrée, complétée et étalée au grand jour par la Convention dans la loi du 17 juillet 1793 : les Girondins étaient expulsés depuis six semaines, et la Montagne s'efforçait de se rendre la province et les campagnes favorables ; elle sentait bien que le vote d'une constitution était pour cela plus qu'insuffisant et que le seul moyen était de distribuer des terres : elle vota donc la loi sur le partage des biens communaux et notre loi du 17 juillet par laquelle le régime féodal était radicalement supprimé ; les titres devaient être présentés aux municipalités sous peine de 5 ans de fer et brûlés.

La transformation de la propriété foncière était achevée : préparée par une longue évolution, elle a fini par une révolution violente qui n'a pas reculé devant les mesures injustes ; mais l'œuvre de cette révolution, qui travailla dans le sens de la « force des choses, » était durable et c'est celle que le Code civil consacre dans son article 543 qui contient une énumération limitative (2) des droits réels : « On

1. M. Lefebvre, à son cours.

2. Sauf des controverses de détail, que nous n'avons pas à trancher ici, relatives à l'emphytéose et au droit de bail. L'hypothèque, droit accessoire, n'est pas mentionnée.

peut avoir sur les biens ou un droit de propriété ou un simple droit de jouissance ou seulement des services fonciers à prétendre. »

C'est bien là le système simple et conforme aux exigences du droit moderne que la révolution a fait triompher par l'expropriation sans indemnité de droits acquis, mais vieillis.

Confiscations en masse

Les biens du clergé furent les premiers confisqués, s'il est permis de parler de confiscation alors que les propriétaires ou les gardiens des biens ont consenti à peu près librement à les abandonner à l'Etat. Necker (1) et M. Léouzon-Le Duc (2) estiment les revenus de ces biens à 110 ou 120 millions de livres, et M. de Foville fixe leur valeur à 3 milliards dont un tiers, c'est-à-dire 1 milliard, en terres cultivées.

Lorsqu'à ces biens du clergé vinrent se joindre les biens des émigrés, la masse mise en circulation fut telle que, malgré son avidité à acquérir la terre et malgré la baisse incessante des prix, le paysan

1. *De l'administration des finances en France*, tome II, chap. XX.

2. *Journal des Economistes*, août 1881.

vit son bas de laine se vider ou peut-être le ferma à demi épuisé seulement, effrayé qu'il était par la crise financière et la difficulté des temps. Toujours est-il qu'une partie seulement des biens fut vendue, et que, lorsque les Bourbons revinrent, ils purent rendre aux anciens émigrés une partie de leur terre (loi du 5 décembre 1814). M. de Martignac (1) évalue ceux des biens d'émigrés qui ont été vendus à 1.300 millions et déduction faite des charges qui les grevaient à un milliard : ce fut le milliard des émigrés que la France dut payer après coup pour réparer sur ce point les injustices commises pendant sa grande crise.

Les biens des privilégiés vendus après avoir été confisqués formaient donc une énorme masse d'une valeur de 2 milliards. On a cherché à démontrer (2), que ces ventes de biens nationaux n'avaient pas sensiblement augmenté le morcellement : on aurait vendu par lots considérables et les biens n'auraient fait que changer de propriétaires sans changer le plus souvent d'importance et de limites. Or, quand bien même les confiscations n'auraient eu pour résultat que de lancer dans la circulation les anciens biens de mainmorte et de les rendre aliénables et divisibles, elles auraient déjà beaucoup fait pour le

1. Discours du 3 janvier 1824.

2. MM. Léonce de Lavergne et de Molinari.

morcellement. Mais elles ont fait bien plus : si au début les biens du clergé furent vendus par parts correspondant aux diverses donations reçues, parts inégales dont les unes étaient aussi petites que les autres étaient grandes, on ne tarda pas à prescrire la division des lots, et la Convention fit de cette division la règle absolue de toutes les ventes. De plus, les biens nationaux étaient le plus souvent achetés par des spéculateurs : il y avait des bourses spéciales où on spéculait sur eux, et le morcellement, commencé lors de la première vente faite par l'Etat, se continuait ensuite, jusqu'à ce que les terres soient enfin arrivées entre les mains de leurs propriétaires définitifs, jusqu'à ce qu'elles soient « classées, » comme on dit aujourd'hui des valeurs de bourse. Rappelons enfin que le prix des terres avait considérablement baissé par l'augmentation de l'offre et qu'avec une même épargne un paysan pouvait en acquérir une quantité bien plus grande.

Enfin, il est une troisième catégorie de biens qui, sans aucun doute, ont tous, ou presque tous, été morcelés après leur confiscation : ce sont les biens communaux. Ils appartenaient à la commune, personne morale qui doit veiller aux intérêts de la série des générations successives considérées comme solidaires ; or pour les besoins de la cause, parce qu'il fallait encore et sans cesse distribuer des terres,

on considéra ces biens communaux comme des biens indivis entre les habitants actuels de la commune et on les traita comme tels : une majorité du tiers put décider leur partage ; les femmes avaient le droit de vote. La licitation en bloc, suivie du partage en nature, fut la règle presque universelle. Ce fut plus qu'un morcellement, un émiettement ; mais peu à peu, par les conventions privées, une réaction se produisit sous l'influence des nécessités économiques, et la dispersion extrême fit place à une concentration très modérée : c'est ainsi que ce morcellement fut moins diminué que consolidé.

Régime successoral.

La Constituante entendit de longues discussions théoriques sur le régime successoral : Cazalès voulait qu'on accordât au testateur une liberté complète, tandis que Robespierre demandait qu'on réduisit la quotité disponible à une portion intime, et Mirabeau cherchait à faire adopter un système mixte qui devait réunir les avantages des deux autres sans leurs inconvénients ; mais, quand il fallut passer des paroles aux actes, la Constituante n'eut plus le temps de voter que des lois de détails pour suppri-

H. 9.

mer les règles spéciales des successions aux biens nobles et le retrait lignager qui faisait obstacle au classement des biens nationaux (lois des 15 mars et 19 juillet 1790, — décret du 8 avril 1791).

La Législative ne fit rien, et c'est la Convention qui créa de toutes pièces, après avoir aboli les substitutions dès le 14 novembre 1792, ce qu'on a pu appeler une « machine à broyer le sol », par la loi du 17 nivôse an II, détachée du premier projet du Code civil de Cambacérès.

Cette loi devait hâter et précipiter le morcellement aussi bien par les règles qu'elle établissait pour la dévolution des successions *ab intestat* que par les restrictions qu'elle apportait à la liberté du testateur.

La succession *ab intestat*, considérée comme un patrimoine unique dont on ne recherche plus les différentes origines, est partagée entre les deux lignes paternelles et maternelles. Dans chaque ligne, s'il y a à la fois des collatéraux et des descendants, ce sont les collatéraux qui sont appelés suivant le degré de l'ascendant auquel ils se rattachent, et cette règle étrange n'est pas seulement établie, comme le prétendent ses auteurs, pour favoriser les jeunes, partisans des idées nouvelles ; sa véritable raison d'être est de hâter le morcellement : en effet, le plus souvent les collatéraux sont, en même temps

que les plus jeunes, les plus nombreux et une fortune ou une terre partagée entre eux a plus de chance d'être divisée que si elle revenait aux ascendants. De plus, la représentation est admise à l'infini même en ligne collatérale, et on comprend aisément qu'une telle mesure augmente considérablement le nombre des héritiers, c'est-à-dire, des copartageants.

Si maintenant nous examinons les restrictions apportées à la liberté du testateur, nous voyons que la quotité disponible est réduite au dixième de sa succession, s'il a des héritiers dans la ligne directe, et, au cas contraire, au sixième; on ne peut d'ailleurs en aucun cas, donner cette quotité si réduite à l'un ou à plusieurs de ses héritiers. Les neuf dixièmes ou les cinq sixièmes de la fortune de chaque testateur seront donc divisés entre autant de personnes que ce testateur laissera d'héritiers; c'est là une mesure d'ordre public que la loi lui impose, et il n'a, en dehors de la liberté testamentaire restreinte qu'on lui laisse, aucun moyen à sa disposition pour concentrer sa fortune sur la tête de l'un des siens: les institutions contractuelles sont supprimées comme les institutions testamentaires.

Cette loi de l'an II devait s'appliquer à toutes les successions ouvertes depuis le 14 juillet 1789. La

Convention, en lui donnant cet effet rétroactif, montrait combien elle était désireuse et impatiente de hâter par la division des fortunes et le morcellement du sol l'avènement pour la terre française et pour les paysans de cette « phase démocratique » qui était son idéal social et dont la réalisation de plus en plus complète était pour elle une condition de succès et d'existence. Peut-être aussi se hâtait-elle de faire produire à son œuvre un maximum d'effets, parce qu'elle sentait qu'elle ne pourrait pas conserver longtemps toute la force exagérée qu'elle lui avait donnée.

En effet, dès le début du Consulat, une loi du 4 germinal an VIII diminue les restrictions apportées à la liberté du testateur ; elle élève la quotité disponible ; toujours déterminée par un système général de réserve familiale, au quart s'il y a des enfants, sans pouvoir d'ailleurs dépasser une part d'enfant, à la moitié s'il y a des frères ou sœurs, et aux trois quarts dans les autres cas.

Le Code civil abrogea le système de l'an II dans son ensemble, le remplaça par un système plus modéré et débarrassa notre législation de la plupart des règles anormales et de circonstance que la Convention avait forgées de toutes pièces. Mais, malgré les profondes différences qui les séparent, les deux systèmes de l'an II et de 1803, loin d'être contra-

dictoires, tendent à réaliser par des méthodes différentes, un même idéal démocratique : tous deux sont construits de façon à diviser les fortunes et à morceler le sol.

Dans le partage des successions *ab intestat*, les collatéraux ordinaires ne sont plus appelés avant les ascendants et la représentation n'a plus lieu que dans la ligne descendante et en faveur des enfants et descendants des frères ou sœurs du défunt. Mais en revanche le législateur de 1804, craignant sans doute que le morcellement ne soit trop ralenti par les règles nouvelles, reconnaît à chaque héritier la faculté de demander sa part en nature des immeubles de la succession, c'est-à-dire le droit de s'opposer, si les immeubles sont commodément partageables, à la licitation suivie du partage du prix, et de demander dans les successions qui comprennent des meubles et des immeubles une part des immeubles proportionnelle à sa part de succession. Or la première partie de cette règle pourrait à la rigueur s'expliquer par la simple analyse du droit de l'héritier : en effet, son droit a pour objet une part en nature des biens qui composent la succession autant et plus qu'une part de leur valeur ; mais la deuxième partie, la distinction des meubles et des immeubles considérés comme formant des lots distincts, ne devient intelligible que lorsqu'on fait

entrer en ligne de compte l'intérêt social qu'il y a à morceler le sol. Nous croyons pouvoir dire que notre règle contient moins la reconnaissance et la consécration légale d'un droit naturel qu'une invitation faite à chaque citoyen, appelé à recueillir avec d'autres une succession immobilière, de hâter le morcellement en donnant satisfaction à son amour de la terre et de travailler au bien général en ne songeant qu'à un intérêt individuel et égoïste.

Il est juste d'ajouter que le Code (art. 826, 827 et 832) pose notre règle avec modération et y apporte une restriction : on ne doit l'appliquer que lorsque les immeubles sont « commodément partageables » et « on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations ». Mais l'application de cette restriction est, dans la pratique, affaire de tact et d'appréciation d'un fait, et la jurisprudence des cours d'appel a une tendance marquée à ne lui donner qu'une importance accessoire. De plus, au point de vue juridique, la jurisprudence de la Cour de cassation a donné à notre règle la plus grande extension qu'elle puisse comporter et elle l'a étendue aux partages d'ascendants auxquels la législation semble ne pas avoir pensé en l'édicant.

En ce qui concerne la liberté testamentaire le Code apporte à la législation de l'an II des modifica-

tions bien plus importantes et bien plus libérales que celles de l'an VIII.

D'abord, la quotité disponible peut être donnée à un réservataire : d'où une possibilité d'enrayer en partie le morcellement.

Bien plus, les descendants et les ascendants ont seuls droit à une réserve (art. 913 et 915), et le fondement du droit à la réserve semble se déplacer une fois de plus en même temps que varie son étendue. Dans l'ancien droit, l'idée de réserve reposait sur l'idée de conservation des biens dans les familles ; puis, dans la législation révolutionnaire de l'an II, elle n'a de raison d'être que le désir du législateur de diviser les fortunes et de morceler les terres ; mais, quand le Code civil l'a réduite à certaines catégories d'héritiers, on ne peut plus lui appliquer qu'imparfaitement ces explications anciennes, et ce n'est plus que dans la qualité des héritiers seuls réservataires qu'on peut lui trouver une explication : le Code civil ne fait que reconnaître et sanctionner un droit naturel du réservataire ; il n'organise plus un système principalement fondé sur une idée sociale que doivent, sans le chercher et presque sans le savoir, servir les intérêts individuels ; l'institution n'est plus construite comme une institution de morcellement. Elle peut hâter le morcellement, mais ce n'est qu'accessoirement et comme par accident.

La réserve des descendants est celle à laquelle cette théorie s'applique le plus facilement : les parents ont vis à vis de leurs enfants une série de devoirs d'éducation et d'instruction ; nous les considérons en France comme tenus de leur faciliter un établissement et même de leur procurer une situation sociale analogue à la leur. Du vivant des parents, la loi ne sanctionne qu'une partie de leurs devoirs, et, dans cette sphère de devoirs juridiques qu'elle détermine, elle laisse les juges apprécier d'après les circonstances dans quelle mesure les parents sont tenus : en un mot les enfants peuvent seulement demander une pension alimentaire. Mais à la mort des parents tous les devoirs moraux prennent une existence juridique et grèvent la succession ; et alors, la loi fixe à l'avance et d'une façon générale et mécanique le montant total de ces devoirs proportionnellement à la valeur de la succession ; la réserve n'est autre chose que l'obligation d'éducation et d'établissement fixée législativement à la mort des parents par une cote mal taillée. On peut d'ailleurs ajouter que la quotité disponible est presque toujours laissée à l'un des enfants et que le sentiment de l'égalité, si vivace et parfois si tyrannique en France, serait froissé par une inégalité trop grande établie par le testateur entre ses enfants.

Quant à la réserve des ascendants, qui par l'effet des lois naturelles présente moins d'intérêt pratique, non seulement elle peut s'expliquer très suffisamment par l'idée de réciprocité, mais on peut dire aussi qu'une grande partie des biens laissés à leur décès par les enfants leur viennent ordinairement de leurs parents et qu'il est naturel et conforme à l'intention des parties que ces biens donnés reviennent au donateur quand le donateur meurt sans laisser de descendants. Il eût été plus simple et surtout plus exact de diviser les biens de la succession en deux classes, ceux qui viennent des ascendants et les autres : les ascendants auraient eu un droit sur toute cette première classe et rien que sur elle ; mais le législateur du code civil n'aime pas à rechercher l'origine des biens successoraux ; de là, la sorte de présomption, la nouvelle cote mal taillée souvent inexacte en présence de laquelle nous nous trouvons.

Les entraves à la circulation.

Le législateur de la révolution et celui du code civil, qui ont voulu activer le morcellement et le prolonger au-delà de la période des mesures vio-

lentes et des expropriations pour cause de salut public, ont vu dans les lois successorales le seul moyen d'arriver à leurs fins. Ils n'ont pas compris qu'en dehors des ventes extraordinaires de grandes masses brusquement divisés les petites ventes journalières divisaient et dépeçaient le sollement, il est vrai, mais sûrement et d'une façon durable ; le paysan qui achète choisit soigneusement la terre qui lui convient, et une fois qu'il l'a acquise il est bien rare qu'il lâche prise.

Or, si le Code civil, consacrant l'œuvre de la Révolution, a assuré la liberté de la propriété, il a oublié d'en faciliter la circulation par la publicité et d'activer, en créant une sorte d'état civil de la propriété, ce grand courant naturel qui par le moyen des ventes fait passer les terres des mains des grands propriétaires dans celles des petits. La loi du 23 mars 1855 n'a qu'imparfaitement comblé cette lacune.

En sens inverses, nos lois fiscales semblent tendre à neutraliser et à détruire les mesures prises par le Code civil : en effet, tandis que le Code cherche à activer le morcellement par ses lois successorales, les lois fiscales l'entravent et l'enrayent par l'impôt sur les ventes. Deux causes tendent à produire un résultat identique ; on veut que ce résultat ait le plus d'importance possible, et notre

législation, se contredisant elle-même, cherche tout à la fois à développer une des causes, la plus aveugle, et à empêcher autant qu'elle le peut l'autre de produire ses effets.

L'évolution dans le siècle.

Nous avons vu que le nombre des cotes foncières à différentes époques est à peu près proportionnel au nombre des propriétés. Nous pouvons donc mesurer la variation du nombre des propriétés par la variation du nombre des cotes foncières, seul document sérieux, que nous ayons sur cette variation dans le siècle. Quand nous constaterons que le nombre des cotes et, par conséquent, celui des propriétés, a augmenté, non seulement nous pourrons logiquement en conclure que le sol s'est morcelé, ce qui est d'une vérité évidente, mais nous pourrons aussi présumer que l'augmentation s'est surtout produite dans la catégorie des petites propriétés : les relevés de cotes foncières par catégories, trop peu nombreux, et faits sur des bases trop différentes pour qu'on puisse les utiliser avec fruit, confirment cette présomption.

Vers 1840, les économistes ont cru que la pro-

priété tendait depuis la promulgation du Code civil, à se concentrer : Hippolyte Passy, Rossi, Léonce de Lavergne, se le sont figuré, trompés par un recensement de 1816 dont l'inexactitude a été démontrée depuis.

Aujourd'hui le relevé des cotes foncières, que l'administration des contributions directes a fait annuellement depuis 1837, prouve d'une façon à peu près irréfutable que jusqu'en 1883 le morcellement a augmenté d'année en année sans interruption.

Résumé des relevés simples de cotes depuis 1815

Années	Nombre des cotes foncières	Taux d'ac- croissement annuel	Années	Nombre des cotes foncières	Taux d'ac- croissement annuel
1815..	10.083.751	»	1866.....	14.125.653	+2.70
1820..	10.296.693	»	1867.....	14.212.448	+2.61
1835..	10.893.528	»	1868.....	14.311.423	+2.70
1837..	11.127.369	»	1869.....	14.400.896	+2.63
1838..	11.210.763	+0.75	1870.....	14.483.773	+2.59
1839..	11.285.217	+0.66	1871 (2).....	13.819.355	-1.60
1840..	11.359.516	+0.66	1872.....	13.857.727	+0.28
1841..	11.428.463	+0.61	1873.....	13.933.518	+0.55
1842..	11.511.841	+0.73	1874.....	14.012.036	+0.56
1843..	11.619.375	+0.93	1875.....	14.071.294	+0.42
1844..	11.701.137	+0.70	1876.....	14.117.675	+0.33
1845..	11.810.318	+0.93	1877.....	14.166.174	+0.34
1846..	11.890.970	+0.68	1878.....	14.203.746	+0.27
1847..	11.972.015	+0.68	1879.....	14.237.636	+0.24
1848..	12.071.535	+0.83	1880.....	14.264.388	+0.19
1849..	12.189.747	+0.98	1881.....	14.296.689	+0.23
1850..	12.326.151	+1.12	1882.....	14.433.709	+0.26
1851..	12.445.644	+1.97	1883 { propriété non bâtie. 14.233.127	»	
1852..	12.551.938	+1.85	1883 { (3) — bâtie.... 6.558.867	»	
1853..	12.651.359	+1.79	1884 { — non bâtie. 14.220.972	-0.09	
1854..	12.750.997	+1.79	1884 { — bâtie.... 6.570.061	+0.18	
1855..	12.838.015	+1.68	1885 { — non bâtie. 14.271.167	+0.35	
1856..	12.947.549	+1.85	1885 { — bâtie.... 6.579.799	+0.15	
1857..	13.036.939	+1.69	1886 { — non bâtie. 14.259.431	-0.08	
1858..	13.118.723	+1.63	1886 { — bâtie.... 6.580.868	+0.02	
1859..	13.207.919	+1.68	1887 { — non bâtie. 14.242.085	-0.12	
1860..	13.296.820	+1.67	1887 { — bâtie.... 6.588.790	+0.12	
1861 (1)	13.660.312	+2.73	1888 { — non bâtie. 14.238.102	-0.03	
1862..	13.755.478	+2.70	1888 { — bâtie.... 6.589.075	+0.01	
1863..	13.848.409	+2.68	1889 { — non bâtie. 14.211.607	-0.19	
1864..	13.933.403	+2.61	1889 { — bâtie.... 6.595.175	+0.09	
1865..	14.027.200	+2.67			

1. Annexion de Nice et de la Savoie.

2. Perte de l'Alsace-Lorraine.

3. « Les diminutions constatées pour les dernières années proviennent des réunions de cotes multiples effectuées par l'administration. »

A côté de ces résultats généraux qui n'ont pu malheureusement être obtenus qu'indirectement, nous avons voulu placer les résultats plus sûrs d'une enquête monographique, si peu concluants qu'ils soient quand on veut les généraliser, et en tirer des conclusions applicables à la France entière. Nous avons donc pris pour sujet d'étude le canton de Nieul dans la période qui va de 1871 à 1883 ; nous avons recherché les grandes propriétés morcelées et les petites propriétés aux dépens desquelles de plus grandes s'étaient arrondies ; nous avons mesuré en hectares les gains et les pertes ainsi faits par la petite propriété, et par une simple soustraction nous avons constaté que dans cette période de 12 ans qui fut une période de grande prospérité rurale, la petite propriété avait augmenté de 500 hectares aux dépens de la grande dans un canton de 16.000 hectares. Nous croyons ces chiffres exacts et nous donnons cet exemple autant pour rendre les statistiques officielles plus saisissantes et plus concrètes que pour les contrôler très partiellement (1).

1. Nous avons pu arriver à connaître exactement ces faits, ainsi que de la plupart de ceux relatifs au canton de Nieul, grâce à la complaisance de M. Brissaud, président du conseil général de la Haute-Vienne et notaire à Nieul, qui nous a mis entre les mains des documents sûrs.

CHAPITRE II

LA CRISE ACTUELLE DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

Les signes de la crise.

A partir de 1883, date jusqu'à laquelle nous avons constaté la progression constante du morcellement, le nombre des cotes foncières, au lieu d'augmenter comme il l'avait fait jusque-là, diminue, et de 14.233.127 en 1883 il tombe, comme le montre le tableau précédent, à 14.211.607. Toutefois il est juste d'ajouter que M. Boutin, par les soins de qui ce tableau a été rédigé, nous avertit que « les diminutions constatées pour ces dernières années proviennent des réunions de cotes multiples effectuées par l'administration » : la diminution du nombre des cotes foncières pourrait donc bien n'être le signe que d'un arrêt et non d'une diminution dans le morcellement.

D'autre part, dans le canton de Nieul, le morcellement, jusque-là si actif, se ralentit et cesse presque

complètement : on ne vend plus guère au détail que le restant des grandes propriétés dont la division a été commencée antérieurement, et les terres non encore classées continuent seules à circuler.

Ce phénomène n'est d'ailleurs pas spécial à une région, et les statistiques constatent la diminution générale des ventes de gré à gré à laquelle correspond l'augmentation des ventes sur saisie. Or, tandis que la diminution des premières indique que l'agent le plus puissant des morcellements nouveaux devient moins actif, l'augmentation des secondes est un signe à peu près certain que les terres déjà morcelées commencent à se concentrer sur certains points : en effet, les ventes sur saisie portent pour la plupart sur de petites propriétés que de grands propriétaires achètent fréquemment à défaut de petits acheteurs. La progression des ventes sur saisie est d'ailleurs effrayante, leur nombre a été porté :

de	6.370	en	1878
à	9.014	—	1884
—	9.575	—	1885
—	11.498	—	1886
—	13.320	—	1887

Soit en dix ans une augmentation 110 0/0.

Le nombre des ventes sur conversion de saisie, dont la moyenne était de 775 de 1876 à 1880, s'est élevée en 1889 à 2778.

Enfin, signe grave entre tous, un grand nombre de ceux qui spéculaient sur le morcellement et servaient d'intermédiaires entre les grands propriétaires qui voulaient se débarrasser de leurs terres et la masse des paysans qui voulaient en acquérir une parcelle, renoncent à leur profession jusque-là si avantageuse : les marchands de biens, continuateurs des anciennes « bandes noires », se font de plus en plus rares.

Toutefois il ne faudrait pas être trop pessimiste : les faits que nous venons d'énumérer sont, croyons-nous, les seuls qu'on puisse actuellement relever comme signe d'un malaise et d'une crise de la petite propriété, et ils ne nous paraissent pas suffisants pour permettre d'affirmer que la petite propriété est condamnée sans retour et que nous assistons au commencement d'une décadence qui ira s'accroissant de jour en jour jusqu'à la disparition complète d'un mode de production économique et de distribution sociale des biens dès aujourd'hui condamné par les lois naturelles. Les socialistes sont peut-être un peu trop pressés de voir se réaliser leurs souhaits, quand ils s'en vont prêchant que la grande propriété se reconstitue actuellement aux dépens de la petite qu'elle absorbe, et que nous assistons déjà à la naissance d'une nouvelle féodalité terrienne aussi oppressive et aussi écrasante que l'ancienne.

Comme nous le disions à propos de la statistique des cotes foncières, les signes actuels de la crise permettent seulement de conclure à un arrêt du morcellement et non à un recul. Si nous pouvions avoir pleine confiance dans les résultats de la statistique agricole de 1882 et du dénombrement officiel de 1891 nous verrions que, d'après ces sources, le nombre des petits propriétaires a plutôt augmenté dans ces dernières années ; admettons, pour ne rien exagérer, qu'il est simplement resté stationnaire et ces statistiques, ainsi atténuées dans un sens favorable à nos adversaires, prouveront, jusqu'à un certain point, la vérité de la thèse que nous cherchons à démontrer.

Depuis quelques années on parle beaucoup en France de dépopulation, alors que la population française cesse d'augmenter plutôt qu'elle ne diminue ; il en est de même dans le cas qui nous occupe : il n'y a pas recul de la division du sol, mais seulement arrêt ; la petite propriété garde à tout prendre ses positions acquises, mais elle n'en conquiert pas de nouvelles ; le courant du morcellement est entré dans une phase de stagnation. Mais la stagnation et l'arrêt sont dangereux ; la défensive passive précède et prépare souvent la déroute, et c'est une loi sociale autant que physiologique que tout ce qui cesse de progresser commence à mourir

Allons-nous donc voir bientôt se défaire et se fondre morceau par morceau l'œuvre plusieurs fois séculaire du paysan français, et la terre qu'il a conquise au prix d'un si rude labeur et où il s'est si fortement établi va-t-elle lui échapper ? ou bien prend-il seulement haleine à un moment où les temps sont plus rudes encore que de coutume et où la fatigue l'accable, et va-t-il bientôt poursuivre encore sa marche en avant de son allure lente, mais continue et irrésistible ?

Pour répondre à cette question il nous faut, après avoir décrit la crise et noté les signes par lesquels elle se manifeste, étudier les causes qui la produisent. Suivant qu'elles seront permanentes ou passagères la crise sera décisive ou accidentelle et la petite propriété sera ou non arrivée à un chemin tournant de son histoire.

Les causes de la crise

Les lois successorales. — D'après les économistes de l'école de Le Play, nos lois successorales seraient la cause principale et presque unique de la crise actuelle.

Nous verrons que l'idéal de ces économistes est toujours plus ou moins une propriété immuable qui formerait un tout harmonieux et indivisible et res-

terait toujours de génération en génération aux mains de la même famille.

Or, cet idéal est bien loin d'être réalisé dans notre législation : tout au contraire le Code civil a consacré la règle du partage égal, et il a donné à chaque héritier le droit de demander sa part en nature des immeubles de la succession. Dès lors, ou le bien familial passe par licitation en des mains étrangères, ou bien il est divisé et le tout harmonieux qu'il formait est brisé. Chaque parcelle de terre perd alors toute la puissance et toute la valeur que lui donnait son union avec les autres parcelles, union intime et essentielle, qui aurait dû être indissoluble ; souvent même la propriété est si gravement atteinte par ce sectionnement artificiel et barbare qu'elle ne peut plus se relever, qu'elle est tuée, si nous osons ainsi parler, pour rendre cette idée d'organisme vivant susceptible de mort qu'entraîne toujours pour ces économistes l'idée de propriété. C'est surtout quand les parts formées sont trop petites pour pouvoir devenir à leur tour, avec du temps et de la peine, un tout, un organisme nouveau capable, lui aussi, de nourrir une famille, que le mal est irréparable et mortel : le tout primitif est divisé en parts stériles et on peut dire sans craindre d'exagérer qu'on massacre alors la terre. Si on veut résumer dans ce qu'elle a de plus essentiel la cause que l'école de Le Play donne à la crise actuelle de la pe-

tite propriété, il suffit de se souvenir du cri d'alarme poussé depuis longtemps par Léon Faucher : « la propriété tombe en poussière ! »

Nous ne nous proposons pas de critiquer ici dans son ensemble la séduisante théorie de l'école de Le Play, à laquelle nous appliquerions volontiers cette épithète d'harmonieuse que nous donnions il y a un instant à la propriété idéale. Nous voudrions seulement rechercher si les faits que l'on met en avant, en supposant leur existence démontrée, ont pu produire la crise actuelle et par conséquent suffisent à l'expliquer.

Dans la théorie de Le Play, on comprend pourquoi la crise n'a éclaté que vers 1883, bien que les lois successorales, qui en sont, dit-on, la cause, soient entrées en vigueur quatre-vingts ans auparavant ; car, tant que le morcellement n'en n'était pas au degré qu'il a atteint aujourd'hui, les propriétés pouvaient à la rigueur et tant bien que mal être divisées sans trop en souffrir : les morceaux étaient suffisamment grands pour être viables. Mais aujourd'hui, peut-on dire dans la théorie proposée, le morcellement a atteint une limite qu'il ne peut plus dépasser sous peine de donner naissance à une « poussière de propriété », inerte et stérile, et nos lois successorales qui tendent à dépasser cette limite et à augmenter le morcellement contrairement à toutes les lois naturelles sont devenues et deviendront de plus

en plus un danger national ; elles portent dans l'économie rurale de la France une perturbation qui se traduit par les signes que nous avons décrits.

Mais pour que cette théorie coïncidât parfaitement avec la réalité des faits, il faudrait que la crise sévît surtout sur la très petite propriété, sur cette terre tombée en poussière et qu'on considère comme morte. Or, il n'en n'est pas ainsi et l'observation monographique des faits, comme l'étude des statistiques générales des cotes foncières et des ventes, prouve au contraire que les propriétés bien constituées de dix et de douze hectares sont aussi atteintes que les très petites propriétés de un à quatre hectares.

Nous sommes donc en présence d'un système qui sans doute enferme une part de vérité, mais qui, lorsqu'on veut lui faire expliquer la crise actuelle, ne cadre plus avec les faits observés et ne peut pas les expliquer d'une façon satisfaisante : c'est ailleurs qu'il faut chercher la cause ou les causes principales de la crise.

Les entraves à la circulation. — D'autres économistes, animés d'un esprit tout opposé à celui de l'école de Le Play et persuadés que pour être utile la propriété doit circuler comme toute autre richesse, ont cherché les causes de la crise dans ces entraves

à la circulation, impôt sur les ventes et défaut de publicité, que nous avons déjà signalées.

Il est hors de doute que ces entraves rendent moins actives les ventes qui sont une des causes les plus puissantes du morcellement et que, bien qu'elles soient proportionnellement plus lourdes à mesure que le prix diminue, elles gênent les ventes des petites propriétés de toutes catégories.

Mais dans la crise actuelle ce n'est pas seulement la circulation qui se ralentit et devient languissante ; la petite propriété déjà formée est elle-même malade comme le prouve, par exemple, la statistique des ventes sur saisie et par conséquent ces entraves à la circulation ne pourraient être qu'une cause partielle de la crise.

Bien plus, si l'on veut être exact, on ne peut même pas dire qu'elles en sont une cause véritable et déterminante : en effet, ces entraves existent depuis longtemps, comme les lois successorales, et, tandis que pour ces dernières il est aisé de dire, comme nous l'avons fait, pourquoi elles ne produisent qu'un effet à longue échéance, nous ne saurions au contraire expliquer comment les entraves à la circulation, après avoir si longtemps laissé se développer et se morceler une petite propriété florissante, finissent par déterminer brusquement la crise actuelle.

La vérité est, croyons-nous, que les entraves à la

circulation sont étrangères à la naissance de la crise : elles ne sont aujourd'hui, ni plus, ni moins gênantes qu'il y a quinze ans, époque où la petite propriété était plus florissante que jamais ; or, quand un fait varie, tandis qu'un autre reste constant, il ne nous semble pas permis de dire que le premier est l'effet du second. Nous pouvons seulement faire remarquer qu'une cause de gêne, légèrement et facilement supportée par une institution ou un organisme bien portant, devient, sans changer, lourde et accablante pour ce même organisme, quand il est malade. Nous pensons donc que les entraves à la circulation ont une influence importante sur l'état actuel de la petite propriété, et nous nous en souviendrons quand nous passerons rapidement en revue les remèdes et les réformes législatives désirables ; mais cette influence est bien antérieure à la crise, et nous n'avons pas encore trouvé la cause contemporaine de cette crise, la véritable cause.

Causes permanentes. — Ceux qui refusent d'admettre que les lois successorales et les entraves apportées à la circulation des biens immobiliers aient pu produire la crise actuelle de la petite propriété, ou tout au moins trouvent qu'elles ne peuvent pas l'expliquer suffisamment à elles seules, lui assignent généralement deux causes : la crise agricole et le

dégoût naissant pour la campagne et pour la terre.

Ces deux causes, sauf des variations de détails, semblent devoir produire pendant longtemps leurs effets, et, si la crise que nous étudions en résulte exclusivement, loin de toucher à sa fin, elle va sans doute aller empirant de jour en jour. C'est bien dans cette hypothèse la décadence de la petite propriété qui commence.

Avant de rechercher si, parallèlement à ces causes permanentes, dont l'influence nous paraît incontestable, n'agit pas quelque cause passagère assez puissante pour qu'à sa disparition le mal diminue au point de ne plus être inquiétant, nous voulons examiner de près ces causes permanentes et nous demander si elles suffisent, à elles seules, pour expliquer logiquement la série de phénomènes que nous observons aujourd'hui : en cas d'insuffisance, la recherche d'une cause passagère s'imposera.

Crise agricole. — La construction des réseaux de chemin de fer et l'application de la vapeur à la marine marchande ont permis de transporter à bon marché à des distances quelconques toutes les marchandises, même les plus grossières et les plus lourdes ; alors, les pays neufs ont envahi le vieux monde de leurs produits, surtout de leurs produits agricoles, les plus nombreux dans les régions à or-

ganisation économique rudimentaire. Or, dans ces pays, qui n'ont pour ainsi dire pas de dettes et d'arriéré historique, le sol n'est point grevé d'impôts écrasants et on se procure la main-d'œuvre à vil prix ; la terre qui n'est pas encore épuisée n'a besoin ni d'engrais chimiques, ni de fumure, tant et si bien que les produits étrangers, une fois débarqués dans nos ports, bien que le coût du transport s'ajoute pour eux aux frais de production proprement dits, peuvent être cédés à des prix infiniment inférieurs à ceux de nos produits nationaux. L'importateur étranger, pour s'ouvrir notre marché et attirer l'acheteur, profite de la large marge qui existe entre nos prix et le coût de son produit, et, tout en se réservant de beaux bénéfices, offre sa marchandise à des prix jusque-là inconnus ; un niveau commun tend à s'établir entre tous les prix au grand détriment du producteur national.

On a cherché à lutter contre cette invasion économique en frappant à leur entrée les produits étrangers d'un droit de douane compensateur, qu'on espérait avoir calculé de façon à grever le produit étranger d'une surcharge égale aux taxes payées par le produit français et à rendre à nouveau possible une lutte devenue trop inégale. Mais, si le régime protectionniste a atténué le mal, il ne l'a pas fait disparaître : peut-être est-ce en partie parce qu'on n'a pas pu aller

assez loin dans son application ; mais la vraie raison de ce demi insuccès est surtout l'existence, à côté de la production à bas prix, qu'on avait d'abord regardée comme la cause unique de la crise agricole, d'autres causes, moins générales peut-être, mais aussi puissantes ; notamment le mauvais état du change dans certains pays et la démonétisation de l'argent favorable aux pays à étalon d'argent. On commence à découvrir combien les causes du mal sont profondes et complexes, et en France le parti protectionniste complète son programme jusque-là si simple, et se fait bi-métalliste.

En résumé, la crise agricole, dont nous venons d'analyser rapidement les causes pour montrer qu'elle va vraisemblablement durer longtemps encore (1), se manifeste par un phénomène unique et

1. Nous ne saurions mieux indiquer le caractère de ce « déplacement des forces économiques » auquel on a donné le nom de « crise agricole » que ne l'a fait M. Bureau dans son livre sur le *homestead* : « C'est par un abus de langage, ainsi qu'on l'a remarqué, qu'on appelle crise agricole ce déplacement de l'équilibre des forces économiques, auquel notre époque assiste, et qui a modifié si profondément la situation des agriculteurs de l'Occident de l'Europe. Elle n'a rien des accès périodiques et passagers d'une crise, cette dépression agricole qui se développe, au contraire, dans sa majestueuse toute puissance ; on pourrait plutôt la comparer à un grand fleuve aux eaux paisibles qui, par la seule poussée de la masse de ses eaux, écarterait sans fracas les obstacles s'opposant à l'immersion lente et sûre des terres qui s'étendent le long de

se résume toute entière dans une baisse générale des prix. Quelle peut être l'influence exercée par cette baisse sur l'état de la petite propriété ? Après un examen superficiel on serait tenté de répondre que la petite propriété supporte plus difficilement la crise que la grande : en effet, les paysans n'ont pas comme la plupart des grands propriétaires, des capitaux qui leur permettent, non seulement d'attendre des temps meilleurs, mais encore d'atténuer le mal présent par le renouvellement de leur outillage et par l'achat d'engrais chimiques, et la petite propriété ne connaît guère la spécialisation, ce grand moyen de production à bon marché. Mais, si nous y regardons de près, et si nous tenons compte de ce fait capital que la crise agricole consiste exclusivement dans un abaissement de prix, nous serons amenés à des conclusions radicalement contraires.

En effet, si le grand propriétaire produit presque exclusivement pour vendre, le petit propriétaire, au contraire, consomme une grande partie de ce qu'il fait venir ; donc, tandis que la baisse des prix atteint toujours le grand propriétaire dans toute sa

ses rives. » (Bureau, *le homestead*, p. 333). Il y a donc une différence profonde entre cette prétendue *crise agricole* et ce que nous avons appelé la *crise actuelle de la petite propriété* : cette dernière, nous allons chercher à le montrer, est bien une véritable crise, violente et passagère.

récolte, elle ne frappe le petit que dans la portion qu'il veut lancer dans la circulation, et cette portion, bien rarement la plus importante, est fréquemment infime ou nulle. La petite propriété est toujours plus ou moins, au point de vue de la circulation, comme « un empire dans un empire », indifférente à l'état des marchés ; elle se suffit presque à elle-même. Il arrive même souvent que le paysan propriétaire achète du blé et vend du bétail, et comme le blé est déprécié tandis que le bétail n'est pas encore atteint, la crise lui profite plutôt qu'elle ne lui nuit, si nous le considérons seulement comme propriétaire.

Mais il ne faut pas oublier que la plupart de ces petits propriétaires qui consomment plutôt qu'ils ne vendent sont en même temps journaliers et vont, comme tels, travailler dans les grandes propriétés. Or, à côté du dommage direct que nous venons d'étudier, il ne faut pas oublier de placer le dommage indirect bien plus considérable qui leur est causé par la crise agricole : les grands propriétaires, à mesure qu'ils voient diminuer leurs profits, s'efforcent de diminuer en même temps leurs frais de production et leurs dépenses personnelles ; les dépenses somptuaires sont abandonnées, un grand nombre de dépenses utiles sont reculées et négligées ; les journaliers, bien qu'on répète si souvent que l'agriculture manque de bras, cherchent presque partout

du travail sans en trouver, et les très petits propriétaires ne savent plus où se procurer le supplément de ressources qui leur est indispensable (1).

En résumé, la crise agricole nuit directement aux petits propriétaires de la catégorie supérieure, qui produisent en partie pour la vente, et leur nuit proportionnellement à cette production. Quant aux autres, et surtout aux très petits propriétaires de la troisième catégorie, elle leur est indifférente et se passe au-dessus d'eux, si on les considère seulement comme propriétaires ; mais elle cause au plus grand nombre d'entre eux, qui sont en même temps journaliers, un dommage indirect considérable, en diminuant le nombre de leurs journées et en les privant ainsi de ressources complémentaires importantes.

Il arrive alors que certains petits propriétaires ne peuvent pas, comme ils disent, joindre les deux bouts, et se décident à vendre, ou y sont contraints. En même temps, et d'une façon plus générale, toute

1. Nous donnons plus loin une monographie du village des Charriers : on y voit que, les travaux faits en dehors, c'est-à-dire sur les grandes propriétés, rapportent encore aux propriétaires de ce village 2.500 fr. sur un revenu brut total de 15.685 fr. ; autrefois, le revenu des journées s'élevait à près de 5.000 fr. : on voit quelle perturbation a dû apporter dans tous ces petits budgets cette suppression de 3.000 fr. environ, soit $\frac{1}{5}$ du revenu brut total.

la classe rurale souffre, et moins de gens sont disposés à acheter parce que les bas de laine se remplissent moins vite qu'autrefois et parce que le bénéfice que procure la terre a diminué.

Dégoût de la campagne et de la terre (1). — C'est un aspect particulier d'une tendance de plus en plus répandue et irrésistible qui pousse chaque individu dans notre société contemporaine à ne plus se contenter de jouer le rôle spécial et limité qui était jusque-là attribué à chacun et à se procurer la plus grande somme qu'il pourra de vie égoïste et de jouissances individuelles ; chacun a commencé à « réfléchir ses habitudes », ce qui l'a forcément amené à en abandonner un grand nombre et à transformer sa vie. Ceux qui sont entrés dans cette voie ne peuvent plus s'arrêter. On n'entend plus que par intervalle la « vieille chanson qui berçait » la vie et les douleurs humaines, et dans les moments de silence grandissent, plus ou moins conscients, souvent indécis et flottants, mais toujours impérieux, des besoins jusque-là inconnus qui exigent à tout prix une satisfaction immédiate. La campagne avec son calme et son isolement ne doit guère contenter ceux que tourmentent de pareils besoins ; de là l'émigration

1. Voir Georges Michel, *Economiste français*, n° du 9 septembre 1893 : *dépolulation des campagnes*, n° des 15 et 18 novembre 1893 : *le socialisme agraire ; ses causes et son développement*.

vers le paradis de la ville des classes les plus différentes de la population rurale.

Les grands propriétaires ont presque tous quitté les champs et n'y reviennent qu'aux mois d'été ou d'automne : les uns sont partis parce que leur travail et la position qu'ils ont choisie les appellent au loin ; ils courent la province comme fonctionnaires, ou ils vivent dans un centre intellectuel ; Paris, la clef de voûte de notre centralisation, prend le plus grand nombre de ceux-là. Les autres, les plus nombreux, s'en vont pour leur plaisir : les plus modestes à la ville voisine, où ils sont encore en contact avec les paysans ; d'autres à Paris ; d'autres, ou les mêmes, dans les innombrables Cosmopolis de la France méridionale et de l'Italie.

Certes, cette aristocratie rurale des grands propriétaires ne se dévouait point le plus souvent aux intérêts généraux des campagnes et ne se consacrait point au soulagement des humbles : ce n'est guère que dans les rêves de certains philosophes et dans les utopies des socialistes qu'on trouve ainsi des classes entières d'individus s'oubliant eux-mêmes pour se dévouer au bien commun. Mais ces grands propriétaires remplissaient néanmoins une fonction sociale : non seulement au point de vue pécuniaire, quand ils résidaient et quand, dépensant moins pour eux-mêmes, ils avaient plus d'argent disponible, ils

étaient plus disposés à faire sur leurs domaines des dépenses d'amélioration qui profitaient toujours en partie aux journaliers propriétaires ; mais encore ils jouaient un rôle moral : ils étaient le plus souvent secourables et ne dédaignaient point de joindre des conseils aux exemples qu'ils donnaient aux petits propriétaires leurs voisins. Ils acceptaient de remplir les fonctions locales et s'en acquittaient avec une indépendance éclairée. L'absentéisme des grands propriétaires laisse donc dans les campagnes un vide, auquel correspond celui que fait l'émigration des paysans qui partent poussés par des besoins très analogues de bien-être et de plaisir.

Il y a encore quelque cinquante ans, le paysan, en général, était un être spécialisé qui ne pouvait et ne voulait vivre que là où il était né : il ne concevait guère qu'il lui fût possible de gagner son pain et de s'enrichir autrement qu'en cultivant la terre, et l'idéal des plus hardis ou des mieux partagés était toujours d'acquérir un peu de cette terre, considérée comme une source unique de bien-être et d'indépendance.

Il n'en n'est plus ainsi aujourd'hui : l'ancienne spécialisation à outrance s'est atténuée ; les paysans ont acquis des idées un peu sur tout et sont devenus, autant qu'on peut l'être, aptes à tout.

A l'école rurale, on s'efforce de donner à l'enfant,

une fois qu'il sait « lire, écrire et compter » des notions résumés de toutes choses. On oublie un peu trop qu'on pourrait en faire un cultivateur éclairé, ami du progrès et bien armé pour la lutte agricole qui se se fait de plus en plus scientifique et de plus en plus âpre; on tâche, par tous moyens, de détruire en lui ce que nous appellerions volontiers le spécialiste, pour le rapprocher autant que possible d'un idéal, séduisant sans doute, mais un peu vague, trop général parfois, et sur certains points inaccessible, en un mot pour en faire un homme et un citoyen.

Quelques années après sa sortie de l'école, le jeune cultivateur est appelé au régiment, et, le recrutement régional ayant été repoussé jusqu'ici sous prétexte d'unité nationale, on l'emmène loin de chez lui, ou le dépayse. S'il ne souffre pas trop du mal du pays, il apprend alors à vivre loin de son clocher, et les habitudes qui le liaient si puissamment à l'horizon borné de son village se relâchent peu à peu. D'autre part les nouvelles méthodes militaires, comptant moins sur la routine, s'adressent de plus en plus à l'intelligence de l'homme et la développent; ce n'est point là un mal, mais bien au contraire un progrès dont nous nous réjouissons; mais toute médaille a un revers et il est bien probable que celui qui a appris le maniement du fusil ou du canon saura très vite se servir d'une ma-

chine, et les portes de l'usine s'ouvriront facilement devant le paysan qui, après avoir goûté de la ville pendant ses soirées de service, n'aura plus le courage de retourner à la charrue.

Plus tard, ceux des paysans qui, leur temps terminé, reviennent à la ferme, — et ils sont, Dieu merci, l'immense majorité, la presque totalité, — sont soumis, bien que moins activement, à des influences variées qui maintiennent en eux, et y produisent encore, ce que nous avons appelé la « despécialisation » : les moyens de communication deviennent de plus en plus aisés et rapides, les travaux publics attirent un grand nombre de travailleurs agricoles et les transportent d'un bout à l'autre de la France; les journaux sont de plus en plus répandus, et au temps des périodes électorales une sorte de courant politique circule dans tout le pays.

En résumé les populations rurales, après être restées si longtemps stationnaires, tendent à sortir de leur immobilité, et, d'immuables qu'elles étaient, à devenir changeantes, disent les uns, progressives, ajoutent les autres. Il y a là une tendance bien marquée qui, nous le répétons, est à notre avis heureuse et bonne; mais au point de vue particulier qui nous occupe, il ne faut pas nous dissimuler qu'elle produit certaines conséquences fâcheuses : jamais un progrès ne s'est fait sans produire quelque

recul ou quelque danger. Nous voulons donc rechercher le mal qui résulte, à notre point de vue spécial, de cette tendance nouvelle des populations agricoles à transformer leur genre de vie et à chercher le mieux, tendance qui est à tout prendre un grand bien.

Dans certaines régions, heureusement peu nombreuses et peu étendues, où la tendance semble avoir dépassé le but, les paysans acceptent les doctrines du socialisme ouvrier : tels sont les bûcherons du Morvan, presque tous salariés comme les ouvriers des villes ; les cultivateurs d'une partie du Cher et de l'Allier, intimement mêlés à la population minière ; les vignerons de Brioude, journaliers qui, depuis près de cinquante ans déjà, s'associent contre les propriétaires pour les forcer à vendre la terre, en faisant hausser le prix de la main-d'œuvre, et pour l'acheter à bas prix en supprimant toute concurrence d'acheteurs.

Mais aucun fait ne permet de dire que ces taches phylloxériques vont s'étendre, gagner de proche en proche et couvrir tout le pays. Jusqu'à présent l'évolution rurale ne se manifeste d'une façon générale et vraiment sérieuse que par deux phénomènes : l'émigration à la ville et les placements mobiliers.

Nous avons dit que l'école et la caserne tendent à rendre le séjour à la ville de plus en plus possible

et même facile aux jeunes paysans. Les anciens, quand ils n'ont pas été soldats, la connaissent pour l'avoir vue les jours de foire, en fête et toute bruyante. Presque tous se préoccupent d'établir un parallèle entre la vie qu'ils mènent aux champs et celle qu'ils pourraient se faire à la ville et le plus souvent la ville leur apparaît en beau, idéalisée, comme apparaissent toujours les milieux qu'on a traversés en s'y laissant vivre sans avoir à y lutter et à les utiliser (1).

Si on allait s'installer à la ville, on y trouverait tant d'avantages ! Les enfants iraient à l'école sans peine et apprendraient un métier : ils feraient plus tard partie d'un corps d'état. La femme, aux jours de repos, aurait des toilettes voyantes, et, si les affaires allaient bien, porterait chapeau. L'homme, en même temps qu'un salaire plus élevé, rêve au théâtre, et trop souvent au cabaret tout proche : la suppression des distances est si enviable pour les campagnards isolés les uns des autres !

1. Les lignes qu'écrivait Michelet sur cette fascination du paysan par la ville sont presque aussi vraies aujourd'hui qu'en 1840 : « L'ouvrier, pour peu qu'il gagne bien sa vie, est l'objet de l'envie du paysan. Lui, qui appelle bourgeois le fabricant, il est un bourgeois pour l'homme de la campagne. Celui-ci le voit le dimanche se promener vêtu comme un monsieur. Attaché à la terre, il croit qu'un homme qui porte avec lui son métier, qui travaille sans s'inquiéter des saisons, de la gelée ni de la grêle est libre comme l'oiseau. »

En même temps, et sans qu'ils s'en aperçoivent nettement, ceux des paysans qui pensent ainsi à émigrer sont poussés par des causes plus profondes : depuis l'introduction des nouvelles méthodes de culture, les travaux de la campagne demandent de moins en moins de bras, tandis que le nombre des industries urbaines a jusqu'à présent été en augmentant. De là, un courant qui devait fatalement s'établir entre ces deux milieux, comme entre deux vases communicants où les niveaux ne seraient pas conformes aux lois naturelles.

Les statistiques traduisent ce mouvement en chiffres. C'est ainsi que le rapport de la population rurale au reste de la population française tend à diminuer d'une façon continue :

En 1876, il était de	53 0/0
— 1881, il est tombé à	50 —
— 1886, —	47,8 —
— 1891, —	47,3 —

M. le Trésor de la Rocque, dans une circulaire aux syndicats de France, mesure ce mouvement, non plus d'une façon relative mais en lui-même : « de 1872 à 1897 l'émigration de la population rurale a été de 931,889 habitants entrés dans le département de la Seine, de 2,334,126 habitants entrés dans les autres villes que Paris, de 190,000 habitants partis pour l'étranger ou les colonies. C'est

un total de 3,456,013 habitants qui, pendant cette période de vingt ans est sorti de nos campagnes (1). »

Il est vrai que ce mouvement d'émigration tend à diminuer si on en juge par des signes plus récents et encore incertains : beaucoup de ceux qui ont quitté la terre voudraient revenir à elle et cherchent une place qui leur permette d'abandonner la ville où ils n'ont eu que des déboires(2); mais il y a là une tendance dont les causes sont trop profondes, pour cesser déjà de produire leur effet.

Il en est de même des placements mobiliers, dont nous avons déjà signalé les conséquences : sans

1. D'après le recensement de 1886, il y avait 13.766.508 habitants des villes et 24.452.395 ruraux. D'après le recensement de 1891, le nombre de la population urbaine s'était élevé à 14.391.292, et celui de la population rurale était descendu à 24.031.900, soit en 5 ans, malgré un accroissement total de 125.000 habitants, une perte de 420.495 individus pour les campagnes.

2. Ce mouvement de retour vers les champs tend à se produire, même en Angleterre. En ce sens, un passage de M. Jacques Dumas : « Les foules, revenues du premier éblouissement des grandes cités, prennent peu à peu en haine ces organisations qui les avaient d'abord séduites, ces ateliers dont la porte leur reste close, ces plaisirs auxquels on ne participe qu'à condition d'être riche, cette opulence qui fait ressortir le contraste de leur misère. La nostalgie des champs les saisit. C'est la terre qu'il leur faut. » *Le problème foncier en Angleterre mis en regard du problème foncier au IV^e siècle de Rome*. En ce sens aussi, toutes les lois votées depuis une dizaine d'années en Angleterre dans le but de repeupler les campagnes.

doute nous n'en sommes plus au temps où les paysans, sur la foi d'affiches multicolores, achetaient les valeurs les plus incertaines, autant parce qu'elles devaient leur procurer des revenus sans rien faire, que parce qu'ils pensaient avoir trouvé un moyen inespéré d'acquérir, en réalisant des produits fantastiques, le morceau de terre depuis longtemps rêvé. Après la série de désastres financiers où ils ont perdu une partie de leurs réserves, ils sont devenus prudents : le plus souvent ils portent leurs écus aux caisses d'épargne ou achètent des rentes sur l'État. De plus et surtout, ils ont une tendance bien marquée à ne faire que des placements mobiliers temporaires dont la durée est égale aux années qu'il leur faut pour que leur épargne grossissante suffise enfin pour payer la terre qu'ils convoitent : ce moment arrivé, ils savent vendre. Or, ce qui serait intéressant et capital, ce serait précisément de savoir dans quelle proportion les placements mobiliers sont définitifs et tendent à remplacer les achats de terre, et dans quelle proportion ils ne sont au contraire que des placements d'attente, des bas de laine perfectionnés et productifs. Sur ce point il est difficile de donner une solution exacte ; toutefois, nous croyons pouvoir dire qu'après avoir fait des placements mobiliers qu'ils croyaient définitifs un grand nombre de paysans achètent de la terre dès

qu'ils le peuvent ; le vent est aux placements temporaires : dans la Haute-Vienne notamment, les placements définitifs ne se rencontrent guère que dans certaines régions, où l'épargne, formée en partie par l'argent que rapportent à chaque fin de campagne les maçons qui reviennent de Lyon, de Paris et de Bordeaux est trop considérable pour la quantité de terres à vendre : la demande dépasse l'offre ; il y a pléthore d'écus, et tous ceux qu'on ne peut pas transformer en terres sont employés à des placements mobiliers définitifs ; mais ce n'est là qu'une exception.

En résumé, le milieu rural empire au moment même où les ruraux s'en détachent de plus en plus. La conséquence est que le nombre de ceux qui luttent pour acquérir la terre va diminuant de jour en jour, et que le zèle de ceux qui restent se ralentit, leur activité se laissant détourner vers d'autres fins.

Cause passagère : liquidation hypothécaire. — Reste une troisième cause de la crise actuelle : nous avons déjà dit que tout paysan en voie de devenir propriétaire est incapable de modérer son désir de la terre et acquiert toujours, en utilisant son crédit, un domaine d'une valeur bien supérieure à celle de son épargne, nous avons ajouté que souvent, après avoir escompté des événements incertains ou avoir trop compté sur ses propres forces, il succombait

dans la lutte témérairement engagée : le drame finit alors par une vente de gré à gré ou sur saisie.

Or, pendant les dix ans de prospérité agricole qui suivirent la guerre, cette tendance du paysan s'exagéra : les revenus rémunérateurs de la terre acquise payaient facilement les intérêts des emprunts, et la belle confiance des emprunteurs rendait les prêteurs eux-mêmes hardis.

Mais, après les vaches grasses sont venues les vaches maigres, et les revenus agricoles ont considérablement diminué. Les paysans ont alors montré une fois de plus combien il y a de vérité dans le joli paradoxe de l'abbé Roux « le paysan se prive moins de jouir, qu'il ne jouit de se priver », et, avec leur philosophie qui ne connaît pas de découragement, ils ont restreint leurs dépenses ; beaucoup ont trouvé là un moyen de salut suffisant ; mais, pour un bon nombre, la charge hypothécaire était trop lourde : il fallait payer les intérêts à 5 0/0, sans compter les frais, alors que la terre ne rapportait que 3 ou 4, et, si la dette était trop forte par rapport à la valeur de la terre, il fallait succomber après une lutte longue et héroïque. Ce fut l'élimination de ceux qui n'eurent pas le courage de se priver et de travailler sans relâche et de ceux qui, ayant été les plus hardis, se trouvaient les plus compromis ; elle se traduisit par des ventes sur saisie qui ont contribué, pour

une bonne part à charger les statistiques dans lesquelles nous avons vu un signe de la crise actuelle de la petite propriété. En même temps, ceux qui résistaient victorieusement ne purent que subsister sans s'agrandir, et c'est encore là une des principales causes du mouvement de décroissance que nous avons également signalé dans la statistique des ventes de gré à gré (1).

Or cette liquidation hypothécaire si laborieuse, qui a été jusqu'ici, nous en sommes convaincus, une des causes les plus actives de la crise de la petite propriété, est aujourd'hui à peu près terminée. Il y a plus : le paysan, qui a compris d'où était venu le plus grand danger, devient plus prudent et n'ose plus abuser comme auparavant de son crédit ; en même temps, la baisse du taux de l'intérêt lui permet d'emprunter hypothécairement à 4 au lieu de 5 et de convertir ainsi ses anciennes dettes en charges moins lourdes. Tant et si bien qu'à ce point de vue la situation des petits propriétaires tend, non-seulement à ne pas empirer, mais encore à s'améliorer.

1. L'importance de cette liquidation hypothécaire qui nous paraît être la cause principale de la crise de la petite propriété rurale, nous a été signalée et démontrée par plusieurs personnes qui connaissent bien le problème pour avoir eu à l'étudier et à le résoudre dans la réalité, notamment par M. Mapataud, que nous ne saurions trop remercier,

Conclusion. — En résumé, la crise actuelle de la petite propriété est due à trois causes : la crise agricole, le dégoût de la campagne et de la terre, la liquidation hypothécaire. Deux d'entre elles, les deux premières, nous ont paru durables et presque permanentes, tandis qu'il nous a semblé que la troisième, toute passagère, avait déjà cessé d'exister. Dès lors, pour savoir ce que va devenir la petite propriété, il nous faudrait connaître dans qu'elle mesure chacune de ces trois causes considérée isolément a produit la crise actuelle. Or, s'il nous est impossible d'établir entre elles un rapport exact, nous pouvons tout au moins affirmer qu'au moment où la troisième cause cesse d'agir une reprise du morcellement semble se préparer et se dessiner très nettement : sur bien des points, les anciens marchands de biens se préparent à nouveau à acheter en bloc pour revendre au détail.

La petite propriété rurale est donc bien loin d'être chez nous dans un état désespéré, et nous ne serions point étonné si elle entraînait bientôt dans une période de prospérité comme celle qu'elle a connue il y a quinze et vingt ans.

CINQUIÈME PARTIE

COUP D'ŒIL SUR LES RÉFORMES PROPOSÉES EN VUE D'AMÉLIORER L'ÉTAT DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

Le médecin qui veut guérir un malade a à sa disposition deux méthodes qu'il emploie parfois concurremment : il peut s'efforcer de faire disparaître les causes mêmes de la maladie ; mais le plus souvent il doit se contenter de placer son malade dans les conditions les plus favorables à la lutte : il surveille l'atmosphère et la température, et, si la crise doit être longue, il fortifie l'organisme souffrant ; il supprime tout ce qui pourrait être favorable au développement du mal et cherche à détruire ses alliés, mais contre le mal sur lui-même, il est impuissant.

Convaincu qu'aucune différence essentielle ne distingue les organes et les organismes sociaux des organes et des organismes physiologiques, nous emploierons cette double méthode en examinant les

remèdes législatifs et autres qu'on peut employer dans la crise actuelle de la petite propriété rurale.

Notre examen sera bref parce qu'en recherchant déjà en détail les causes de la crise nous avons simplifié l'étude des remèdes ; mais surtout parce que nous sommes un peu comme ces médecins qui n'ont guère confiance dans leur art : nous n'avons pas la prétention orgueilleuse de rendre, par des moyens artificiels, l'avenir autre qu'il ne doit être. Si la petite propriété doit, comme nous le pensons, sortir victorieuse de la lutte qu'elle soutient, c'est en elle qu'elle trouvera la force de subsister et de vaincre ; ce sont les paysans, qui l'ont créée et qui la défendent, qui sauront la sauver.

On peut toutefois les aider quelque peu dans la lutte, et surtout ne pas les entraver : nous voudrions dire comment.

CHAPITRE PREMIER

RÉFORMES FISCALES

L'inégalité devant l'impôt.

D'après les économistes classiques, l'Etat ne doit établir l'impôt que dans un but fiscal, et il ne doit, sous aucun prétexte, violer la règle absolue de la proportionnalité.

Ces économistes, nous semble-t-il, n'exposent cette théorie en ces termes et ne la défendent avec passion que pour l'opposer aux idées protectionnistes et aux idées socialistes qu'ils s'efforcent de confondre, c'est une théorie à laquelle on a donné l'apparence et le rôle d'une machine de guerre.

Nous lui rendrons, sans avoir à justifier davantage, ici cette transformation, une forme et une allure pacifiques, et nous demanderons simplement si l'Etat remplirait sa fonction d'Etat, c'est-à-dire, de protecteur des intérêts généraux et de défenseur des droits sociaux, en réalisant les réformes

fiscales proposées en faveur de la petite propriété.

Nous en avons assez dit pour ne plus avoir à expliquer pourquoi, lorsque ces réformes seront nécessaires au développement de la petite propriété, nous les considérerons comme justes, même quand il s'agira d'établir des inégalités entre les contribuables : en effet, à notre avis, ces inégalités seront conformes à l'intérêt général.

D'ailleurs, dans le cas particulier des industries nécessaires en temps de guerre, la plupart des économistes classiques reconnaissent que l'Etat a le droit de les protéger par son tarif douanier contre la concurrence étrangère, parce que, disent-ils, l'intérêt et le salut du pays sont alors en jeu. Notre principe tout entier est engagé dans cette application particulière, et il suffit de la généraliser pour en faire sortir toute notre théorie, telle que nous l'avons formulée.

L'équilibre du budget.

Cette objection de principe une fois écartée, nous devons insister sur une nécessité pratique d'importance capitale.

Les intérêts de notre dette sont lourds à payer et

l'Etat, contraint par la poussée démocratique à augmenter sans cesse ses attributions, dépense de plus en plus, si bien que toutes nos recettes deviennent insuffisantes pour équilibrer le budget. D'autre part, il est bien difficile d'établir de nouveaux impôts, et, le pourrait-on, il ne faudrait pas oublier que plus l'impôt est neuf plus il est lourd. Dès lors, toute suppression de recette est une menace de déficit, et, autant nous verrons d'un œil favorable les réformes fiscales productives, autant nous n'approuverons les demandes de dégrèvement que si elles sont absolument indispensables.

Inégalités productives.

Elles sont établies, à la frontière, par les tarifs douaniers, et dans les villes par les tarifs d'octroi.

Tarifs douaniers. — C'est des tarifs protectionnistes, et non des tarifs fiscaux, que nous voulons parler ici.

Nous avons déjà vu qu'ils ont pour but de hausser les prix et de les rendre rémunérateurs pour les producteurs ; ce sont des sortes de primes déguisées, qui ont l'avantage de se distribuer d'elles-

mêmes et d'augmenter les recettes au lieu de grever le budget.

Nous ne voulons soulever ici, à propos de ces tarifs, qu'un seul problème : sont-ils conformes ou non aux intérêts du pays ? Sont-ils favorables ou nuisibles à la majorité de la population française, et notamment aux paysans et aux petits propriétaires ?

En 1884, époque où l'agriculture, oubliée par le tarif tout industriel de 1881, commençait à souffrir vivement de la crise agricole et demandait avec fermeté l'« égalité dans la protection », M. P. Leroy-Beaulieu écrivit dans le *Journal des débats* (1) un article resté célèbre contre le droit de 3 fr. dont M. Develle proposait de frapper les blés étrangers (2).

M. Leroy-Beaulieu s'efforçait d'établir que ce droit néfaste était nuisible à la presque totalité de la nation. « Il nous est difficile de comprendre l'aberration qui conduit le gouvernement à demander le rehaussement des droits sur le blé et sur le bétail... C'est une injustice que le gouvernement propose : c'est l'aggravation du sort de 35 millions de Français pour complaire à 2 millions ; c'est la paix so-

1. *Journal des débats*, 23 novembre 1884. Voir notamment, dans le même sens une note communiquée à la Société nationale d'agriculture, par M. Raoul-Duval, et résumée dans le livre de M. de Foville, sur *le Morcellement, pièces justificatives*, XIII.

2. Déjà frappés d'un droit de 0,60.

ciale qu'il risque de troubler... La population des campagnes est composée pour les neuf dixièmes de gens qui ont intérêt à ce que le prix du blé soit bas. »

Cela dit, M. Leroy-Beaulieu cherche à démontrer son affirmation. Il divise les propriétaires en trois catégories : ceux qui disposent de moins de 5 hectares achètent du blé et ont, nous dit-il, intérêt à être libre-échangistes. Ceux qui ont plus de 5 et moins de 10 hectares, n'ont qu'un intérêt de 20 à 25 fr. en moyenne, à voir élever le droit de 0 fr. 60 à 3 fr., et M. Leroy-Beaulieu, nous ne savons pourquoi, range cette catégorie de petits propriétaires parmi ceux auxquels le droit nouveau doit nuire, ou pour lesquels il est du moins tout à fait négligeable. La dernière catégorie, enfin, comprend les 7 ou 800.000 propriétaires qui possèdent plus de 10 hectares ; M. Leroy-Beaulieu ne consent pas même à ranger dans la même catégorie qu'eux les fermiers et un grand nombre de métayers ; avec leurs familles, ces propriétaires constituent cette classe de 3 millions de privilégiés, seuls intéressés, nous dit-on, à l'établissement d'un droit sur les blés et même, nous laisse-t-on entendre, à l'existence du régime protectionniste.

A cette théorie que nous avons déjà, en l'exposant, refusé d'admettre sur certains points de détail, nous faisons deux grosses objections générales :

Et d'abord, si M. Leroy-Beaulieu au lieu de prendre le blé comme exemple, avait cherché à appliquer son système à un autre produit, notamment au bétail, qu'on taxait en même temps que le blé, il ne l'aurait pas pu. En effet, c'est le plus souvent avec le prix de vente d'un veau ou d'une génisse, prix qui vient s'ajouter à celui de quelques porcs, que les très petits propriétaires peuvent acheter du blé : or, les tarifs protectionnistes forment un tout, une sorte de bloc, un traité d'alliance entre les divers intérêts agricoles qui souffrent différemment d'un même mal : ceux qui, ne s'inquiétant que de leur intérêt égoïste mal entendu, dénonceraient, ne serait-ce que dans un cas, le cartel protectionniste, en seraient bien vite punis. C'est ce que savent les petits propriétaires : ils comprennent qu'ils ont intérêt au vote du droit sur les blés, leur fût-il nuisible, afin d'obtenir en échange le vote des droits sur le bétail, que la récente importation de bœufs et de moutons américains vivants sur le marché de la Villette a rendu plus indispensables que jamais : le temps n'est pas encore venu où l'*anticornlaw system* a des chances de triompher en France, parce que ses partisans n'ont pas avec eux la majorité de la nation : en effet, et nous ne saurions trop le répéter, tandis que l'Angleterre de Cobden était déjà industrielle et urbaine,

la France des tarifs de 92 est avant tout agricole et rurale.

D'ailleurs, et c'est là notre seconde objection, nous croyons avoir démontré qu'il est en général inexact de considérer la petite propriété isolément : seule, avons-nous dit, la petite propriété type, qui n'est qu'une exception, est à peu près indépendante comme « un empire dans un empire » ; les propriétés des deux autres types sont au contraire étroitement solidaires du milieu ambiant et de tout le grand organisme rural : les très petites propriétés notamment souffrent, quand souffre une partie de cet organisme, et surtout quand cette partie est la grande propriété, dont elles dépendent étroitement et qui, lorsqu'elle est prospère, fournit à leurs habitants les ressources complémentaires dont ils ont besoin pour vivre. Les très petits propriétaires ont donc intérêt au maintien du droit sur les blés, même considéré comme indépendant des autres droits, parce qu'ils ne trouveront à louer, comme journaliers, le travail qu'ils ne peuvent pas dépenser chez eux que si la grande propriété est prospère.

Tarifs d'octroi. — Autant les tarifs protectionnistes de douane, dont le maintien a été promis aux élections de 1893 par 317 députés (rapport de M. Barodet), sont aujourd'hui populaires, autant, au con-

traire, la suppression des tarifs d'octroi est à l'ordre du jour : après la grande enquête du Sénat, pendant laquelle bien des maires de grandes villes ont cependant constaté leur nécessité, malgré les difficultés déjà rencontrées dans l'expérience de Lyon, les octrois sont peut-être à la veille de disparaître.

Nous osons dire que nous le regrettons : on aurait sans doute pu les rendre plus démocratiques, et il est vrai qu'ils sont gênants ; mais quel est l'impôt qui n'est pas mauvais et désagréable pour le contribuable ?

Si nous envisageons la question à notre point de vue de la petite propriété, nous voyons que les petits propriétaires de la banlieue des villes sont impatients de ne plus payer chaque matin les droits qu'ils sont actuellement obligés d'acquitter. D'autre part, les propriétaires, en général, et surtout les viticulteurs, qui cherchent partout des remèdes à la mévente de leurs vins, espèrent que le marché urbain leur sera plus largement ouvert, quand leurs produits ne seront plus arrêtés à l'entrée des villes par une barrière fiscale.

Ceux qui se bercent de ces espoirs oublient un peu trop le principe de l'incidence de l'impôt : s'il est vrai que le petit propriétaire par exemple paie l'impôt d'octroi, il devrait s'apercevoir qu'il vend ceux de ses produits qui sont frappés, plus cher qu'il

ne les vendra après la réforme demandée. Toutefois, il faut bien reconnaître que le principe de l'incidence de l'impôt est une loi économique d'application lente et incomplète, et nous accordons aux ruraux qui sont partisans de la réforme qu'elle leur profitera quelque peu.

Mais, si au lieu d'envisager la question sous cet aspect particulier et égoïste, nous nous plaçons au point de vue général des intérêts ruraux et du développement de la petite propriété, nous découvrons le gros inconvénient de la suppression des octrois et le grave danger qu'elle va faire courir au pays.

On répète trop souvent que les octrois, à la différence des douanes, ne répondent qu'à des besoins fiscaux et sont étrangers à toute idée d'inégalité et de protection. Il est sans doute vrai que des taxes perçues à l'intérieur des villes frappent les produits indigènes et établissent l'égalité entre eux et les produits qui viennent du dehors. Mais, d'autre part, il n'en est pas moins certain que le prix de tous les produits énumérés au tarif, qu'ils viennent ou non du dehors, est augmenté dans les villes à octroi, et que la vie est ainsi rendue plus coûteuse à la ville qu'à la campagne. Nous avons déjà comparé le milieu rural et le milieu urbain à deux vases communicants, dans chacun desquels, la nature et la densité du liquide changeant sans cesse, de continuelles va-

riations de niveau se produiraient. Actuellement l'existence de l'octroi rend le milieu urbain moins favorable ; dans le vase communicant auquel nous le comparons, le liquide est rendu plus lourd et, en conséquence, dans l'autre vase qui représente le milieu rural, le niveau s'élève ; le jour où l'octroi sera supprimé, le milieu urbain sera amélioré au détriment du milieu rural, et l'émigration de la campagne vers la ville, qui est une des causes de la crise actuelle de la petite propriété, sera activée.

On a donc tort de dire que l'octroi est une institution exclusivement fiscale : il est en même temps une barrière qui retient aux champs quelques-uns des paysans qui ont des tendances à émigrer ; il est une des rares institutions qui protègent la campagne en danger contre la ville grandissante, et c'est cette institution de protection que nous regretterons si jamais on supprime les octrois.

Les dégrèvements

Nous abordons l'examen des demandes de dégrèvement, qui menacent de détruire l'équilibre du budget ; c'est assez dire que nous n'approuverons ces demandes qu'en cas d'absolue nécessité.

L'impôt foncier. — Nous n'étudierons pas ici les demandes de dégrèvement général et proportionnel de l'impôt foncier auquel on a, à plusieurs reprises, donné satisfaction. Elles reposent sur une prétendue inégalité entre les impôts qui frappent les valeurs mobilières et ceux qui atteignent les biens immobiliers ; on prétend arriver à l'égalité par un dégrèvement, alors que dans ces derniers temps elle a toujours été obtenue par l'établissement d'impôts nouveaux ou l'augmentation des anciens, en un mot par des surcharges : citons comme exemple, les impôts sur les valeurs mobilières, qui ont, en partie tout au moins, fait disparaître l'inégalité dont on se plaint, et l'augmentation de l'impôt de la propriété bâtie, porté par M. Burdeau, dans son projet de budget pour 1895, de 3,20 à 4 0/0, taux de l'impôt sur la propriété non bâtie (1).

Nous préférons ne considérer que les demandes de dégrèvement faites en faveur de la seule petite propriété.

Bien que moins onéreuses que les précédentes elles auraient encore une influence fâcheuse sur le budget, et de plus elles sont inspirées par une tendance dangereuse qui a entraîné à leur perte bien des républiques grecques (2) : on s'efforce de

1. Cette augmentation était d'ailleurs intimement liée à un projet de suppression de l'impôt des portes et fenêtres.

2. Discours de M. Jules Roche, sur l'impôt progressif.

faire peser toutes les charges publiques sur une classe riche et peu nombreuse qu'on désire opprimer sans mesure parce qu'elle n'est qu'une minorité qu'on croit incapable de se défendre.

Enfin, dernière objection, les petits propriétaires ne trouveraient plus dans l'impôt la sanction de leurs actes politiques, et la petite propriété perdrait une partie de sa valeur sociale.

Malgré tous ces inconvénients nous n'hésiterions pas à recommander cette mesure si nous la considérons comme indispensable, mais alors seulement. Nous la repoussons donc momentanément, parce que nous croyons, jusqu'à preuve du contraire, que la crise de la petite propriété, loin de s'aggraver, est sur le point de finir.

Si toutefois il devenait nécessaire de réduire l'impôt qui frappe les petites propriétés, ou même de les en décharger complètement, nous voudrions, le principe une fois posé, qu'on trouvât un moyen plus pratique de l'appliquer que ceux qui ont été jusqu'ici proposé dans les projets de loi.

D'après quelques-uns, le signe qui permet de distinguer le plus nettement les différentes catégories de propriétés est le montant de l'impôt en principal. Ce système a le tort de s'appuyer sur le cadastre, qui correspond trop imparfaitement à la réalité actuelle pour qu'il soit possible de fonder sur lui un

dégrèvement aussi important que celui qu'on propose.

D'autres projets, au contraire, prennent la superficie pour base : le plus important est celui M. G. Cavaignac (1). Ce projet, laissant subsister les centimes additionnels pour toutes les catégories de propriétés, supprime le principal de l'impôt foncier pour toutes les propriétés de moins de deux hectares. En compensation, et pour ne pas diminuer les recettes, il augmente le principal des grandes propriétés de la façon suivante :

de 75 à 100 hectares	augmentation de	20 0/0
de 100 à 200	—	30 »
au-dessus de 200	--	50 »

Nous avons été curieux de savoir quels seraient les modifications et les bouleversements qu'apporteraient l'adoption de ce système dans le régime fiscal d'une commune.

Voici quel est l'état actuel de la commune d'Isles, située dans la banlieue de Limoges et habitée par un bon nombre de petits propriétaires auxquels la culture maraîchère donne une certaine aisance :

1. *J. off.* ; 8 mai 1894, *annexe* 499, p. 406.

I. Cotes d'une contenance inférieure à 2 hectares

Désignation des catégories	Nombre des cotes		Contenance		Contribution en principal	
	par caté- gories	Total	par ca- tégories	Total	par caté- gories	Total
			h. a. c.		f.	f.
cotes concernant { des dépendances de propriétés bâties... des propriétés rurales proprement dites... des propriétés mix- tes	49 (1)		7.02.62		16.81	
	41 (2)	212	22.60.59	120.67.36	51.16	303.54
	122 (3)		91.04.15		235.57	
cotes concernant les propriétaires { peu aisés..... { revenus fonciers... { revenus mixtes... { loyers ou revenus { mobiliers { revenus fonciers... { revenus mixtes... { loyers ou revenus riches { mobiliers	97 (4)	97	47.06.42	47.06.42	111.61	111.61
	39		27.83.42		62.02	
	39	101	22.60.08	62.08.54	56.33	153.53
	23		11.65.04		33.18	
	3		2.05.20		3.46	
	6	14	2.35.72	11.52.40	12.91	38.40
	5		7.11.48		22.03	

1. Ces dépendances font corps avec la maison et, rationnellement, ne doivent pas être dégrevées, si elle ne l'est pas ; leur contribution est d'ailleurs insignifiante.

2. Principalement fractions de propriétés situées dans les communes voisines.

3. Ce sont généralement des terres d'une valeur relativement considérable : des enclos, des jardins maraîchers, des petits prés où vit un âne qui transporte des légumes à Limoges.

4. Ces 97 propriétaires classés comme peu aisés, élèvent leur famille en faisant face à leurs engagements ; jamais le percepteur, qui est à Isles depuis quatorze ans, n'a présenté de cotes irrécouvrables.

II. Cotes d'une contenance de 2 hectares et au-dessus

Désignation des catégories			Nombre des cotes	Contenance		Contri- bution en principal	Observations
				h. a. c.	f.		
Cotes d'une contenance de :	2 à 10 ha.	49	224.01.14	599.43	Les 49 cotes de 2 à 10 ha se décomposent ainsi : Propriétaires peu aisés 4 — aisés 41 — riches 7 Total 49		
	10 à 25 —	19	316.11.02	879.22			
	25 à 50 —	3	108.34.82	222.95			
	50 à 75 —	3	162.98.21	382.56			
	75 à 100 —	4	323.63.74	637.11			
	100 à 200 —	4	461.12.98	943.45			
200 et au-dessus.		1	233.61.27	399.72			

Au point de vue budgétaire, dans la commune d'Isles, l'application du projet de M. Cavaignac produirait une majoration de recettes :

Les propriétés de 48 à 100 ha. qui paient 637 fr., majorées de 20 0/0, paieraient en plus. . . .	127.42
Les propriétés de 101 à 200 ha. qui paient 637 fr., majorées de 30 0/0, paieraient en plus. . . .	283.03
Les propriétés de 201 ha. et au-dessus, qui paient 637 fr., majorées de 50 0/0, paieraient en plus. .	199.86
Total.	610.39

De ces 610 fr. 31, il faudrait déduire les 303 fr. 54 actuellement perçus sur les propriétés ou fractions de propriétés de moins de 2 ha. Resterait donc en excédent 306 fr. 47 ; mais, si le projet de M. Cavaignac est financièrement bien équilibré (1), il présente

1. Au fond, le résultat le plus clair de l'adoption du projet de M. Cavaignac serait une augmentation de l'impôt foncier : est-ce là une réforme dans l'air ?

d'autres défauts qui le rendent pour nous inacceptable.

Nous venons de constater que de nombreuses parcelles de moins de deux hectares ne sont que des fractions de propriétés plus considérables, situées dans des communes voisines : en dégrevant ces fractions de grandes et de moyennes propriétés, le projet de M. Cavaignac produit des résultats bien inattendus ; or le seul moyen de les éviter serait de transformer notre système de perception de l'impôt foncier par cotes communales isolées : il faudrait donc résoudre plus ou moins complètement la question dite des rattachements, faire disparaître l'émiettement actuel de la perception et des cotes, et réunir les domaines aujourd'hui divisés, non seulement de ceux dont la propriété est coupée par une limite de commune, mais aussi de ceux dont les propriétés sont absolument séparées.

Une fois entré dans cette voie, il n'est guère possible de s'arrêter en route, et, pour mieux dégrever les petits propriétaires intéressants, c'est-à-dire dans la gêne, et ceux-là seulement, il serait indispensable de distinguer des autres ceux qui ont une fortune mobilière sérieuse. Nous avons cherché à montrer dans notre tableau qu'ils étaient nombreux à Isles et que cette mesure y était par conséquent importante ; mais alors nous voyons surgir devant

nous toutes les difficultés relatives à l'établissement de l'impôt sur le revenu : cette idée n'est sans doute pas faite pour effrayer M. Cavaignac ; mais son projet aurait alors perdu toute sa belle et séduisante simplicité du début.

D'autre part, nous avons noté que beaucoup de parcelles maraîchères ont une grosse valeur, malgré leur petite étendue. Nous saisissons encore là sur le vif un des défauts du projet : certains prés valent à Isles 10.000 fr. l'hectare, alors que dans la Haute-Vienne la valeur moyenne de l'hectare est de 1075 fr. (1) ; sur certains points même l'hectare n'y coûte que 100 fr. Dans le projet de M. Cavaignac, des propriétés de 20.000 fr. seraient donc dégrevées, parce qu'elles n'ont que deux hectares, tandis que des propriétés qui ne valent que 10.000 fr., c'est-à-dire la moitié, non seulement ne seraient pas dégrevées, mais encore seraient surtaxées de 20 0/0. De pareilles injustice, même si elles ne se produisent qu'exceptionnellement, nous paraissent suffisantes pour faire condamner une loi.

Signalons enfin le caractère de rigidité des mesures qu'on nous propose d'adopter : un paysan déjà propriétaire de près de deux hectares, dès qu'il aura assez travaillé et épargné pour s'agrandir par l'ac-

1. *Nouvelle évaluation des propriétés non bâties, 1879.*

quisition d'un nouveau lopin, sera singulièrement récompensé par l'étrange État Providence qu'on nous propose de créer : il devra payer l'impôt, non seulement pour sa nouvelle acquisition, mais encore pour ce qu'il possédait déjà : dans certains cas il aura moins de revenus après qu'avant !

En résumé, s'il fallait un jour accorder le dégrèvement des petites propriétés, que nous considérons actuellement comme déplorable, nous ne voyons guère comment il serait possible de l'établir sur un signe aussi simple que ceux adoptés par les projets de loi ci-dessus, à moins que la réfection du cadastre et la solution de la question des rattachements ne permettent de prendre pour base de la réforme le revenu légalement imposable. Dans l'état actuel de notre législation, un système quelquefois proposé, mais malheureusement trop vague, aurait seul des chances pour donner des résultats relativement satisfaisant : on dégrèverait les propriétaires qui déclareraient au percepteur et prouveraient qu'ils cultivent eux-mêmes.

Suppression des entraves à la circulation.

Tandis que l'établissement d'égalités productives par les douanes et les octrois tend à atténuer direc-

tement les causes permanentes du mal que nous cherchons à guérir (crise agricole et dégoût de la campagne), la suppression des entraves à la circulation ne peut être, comme le seraient les dégrèvements, qu'un moyen indirect de salut.

Le petit propriétaire est aujourd'hui dans la situation d'un coureur qui, déjà chargé d'un certain poids, est tout à coup accablé par un poids nouveau, qu'on ne pourrait, par hypothèse, enlever qu'incomplètement : sa vitesse est ralentie ; il n'y a qu'un moyen de replacer ce coureur dans sa situation première : enlever les premiers poids. C'est ainsi que le petit propriétaire supportait les entraves anciennes quand elles étaient seules, tandis qu'aujourd'hui où des obstacles nouveaux ont surgi, la gêne devient trop grande ; pour lui rendre sa liberté de mouvement nous devons, puisque nous n'avons que peu de prise sur les obstacles nouveaux, faire disparaître dans la mesure du possible les entraves anciennes.

Impôts sur les ventes. — Nous avons déjà signalé la regrettable antinomie qui existait entre les dispositions du Code civil en matière successorale et notre législation fiscale sur les ventes : tandis que l'une favorise le morcellement à outrance, l'autre, au contraire, semble tout faire pour empêcher les terres

de circuler de patrimoine en patrimoine, alors que la circulation, grâce aux ventes en détail, est un moyen de morcellement aussi fécond et bien plus sûr que le partage successoral.

La principale entrave législative à la circulation est l'impôt sur les ventes, qui frappe lourdement l'acquéreur au moment où il se présente pour acheter un immeuble ; or, cet acquéreur est souvent un paysan qui veut devenir propriétaire en acquérant un des lots entre lesquels on propose de diviser une grande ou une moyenne propriété ; d'autres fois, ce peut être aussi un paysan qui, disputant une petite propriété mise en vente à un grand propriétaire désireux de s'arrondir, abandonne la lutte parce que, hésitant, il a été découragé par l'impôt.

Cet impôt est en effet très élevée : la loi du 28 avril 1816 en fixe le montant à 5,50 plus le quart 0/0, et, avec les frais nécessaires il s'élève le plus souvent à environ 10 0/0 du prix de vente, si bien que M. Fouillée a pu dire, que « la terre qui changerait de mains tous les trois ans et demi rapporterait zéro, et deviendrait pour ses possesseurs l'équivalent d'un jardin fruitier planté d'arbres morts (1). »

Si on compare un tel impôt à celui qui frappe le

1. A. Fouillée, *la Propriété sociale et la Démocratie*.

transfert des valeurs mobilières, l'inégalité devient choquante, et, malgré les nécessités budgétaires, la justice, aussi bien que l'utilité sociale et économique, rend indispensable le dégrèvement général des ventes immobilières.

Il y a plus : il est nécessaire d'établir une plus juste proportionnalité dans la répartition de l'impôt entre les petites et les grandes ventes.

En effet, si l'enregistrement perçoit sur chaque vente, quel qu'en soit le prix, un droit rigoureusement proportionnel de 6,88 0/0, les charges accessoires, qui viennent s'ajouter à ce droit, et en portent le taux moyen à près de 10 0/0, sont pour la plupart des charges fixes, ou des charges dont les variations sont entièrement indépendantes de celles du prix.

C'est ainsi que les droits de 1 fr. par hypothèque signalée, et de 1 fr. par « tête de nègre », sont des charges fixes.

On peut citer les exemples suivants de charges de la deuxième espèce : chaque rôle d'expédition rapporte 2,70 au notaire et tous les deux rôles sont frappés d'un timbre de 1,80 ; la minute est frappée d'un timbre de 1 fr. 20 par feuille.

Voici les conséquences de ce défaut de proportionnalité :

Une vente au comptant de 20.000 fr. est frappée d'un impôt de 8 0/0.

Une vente au comptant de 10.000 fr. est frappée d'un impôt de 8 1/2 0/0.

Une vente au comptant de 2.000 fr. est frappée d'un impôt de 9,61 0/0.

et à mesure que le pris descend au-dessous de 2.000 fr. le taux de l'impôt va toujours en augmentant. Pour fixer ce taux à 9,61 0/0 seulement, c'est-à-dire, à 192 fr. 20 pour une vente de 2.000 fr. nous avons été obligé de faire nos calculs sur une espèce très peu compliquée : le taux est ordinairement supérieur.

Si, de la vente au comptant nous passons à la vente à crédit, nous voyons que, pour une vente de 2.000 fr. aussi peu compliquée que possible, il faut payer environ 206 fr., plus 53 fr. pour la quittance, soit 259 fr. ou 13 0/0.

Nous croyons en avoir assez dit pour démontrer que l'impôt sur les ventes immobilières est non seulement un impôt écrasant et anti-économique, mais encore ce que nous appellerons un impôt « progressif au rebours » : le dégrèvement de ces ventes, et notamment des petites ventes, s'imposait quand M. Burdeau proposa dans son projet de budget pour 1895 de réduire à 3 1/2 0/0 le droit d'enregistrement que la loi de 1816 avait fixé à 5,50, et qui, avec les décimes, s'était élevé à 6,88.

Nous venons d'esquisser ici rapidement le défaut, à notre avis, le plus grave de notre législation en ce qui concerne la petite propriété.

C'est, croyons-nous, par la réforme de l'impôt sur les ventes (1) qu'il faut commencer la suppression, ou plutôt la diminution, des entraves à la circulation. On propose souvent de la pousser beaucoup plus loin, et de bouleverser toute notre législation sur les échanges d'une part, sur les hypothèques et le transfert des droits réels, d'autre part, telle que l'ont faite le Code civil et la loi du 23 mars 1855.

Échanges. — Ce mode de transfert analogue à la vente est un moyen commode pour supprimer la dispersion parcellaire, là où elle n'est pas justifiée par les nécessités de l'assolement ; c'est un moyen de concentrer, dans les limites du possible, chaque propriété et d'en faire un tout homogène. A ce titre, l'échange a été depuis longtemps vu d'un œil favorable, aussi bien par les partisans de ce que nous

1. Cette réforme devrait s'étendre aux lois fiscales applicables à la constitution d'hypothèque et aux frais de justice dans les ventes forcées. En ce sens, loi du 23 octobre 1884 (projet déposé en 1876 par MM. Dufaure et Léon Say) sur le dégrèvement des ventes forcées, et réforme des frais de justice,

appellerons bientôt l'*idéal d'immobilité* que par les partisans de l'*idéal de mouvement*.

C'est ainsi qu'après avoir été constamment frappés depuis 1790 d'un simple droit, les échanges ont été dans le cas le plus fréquent, celui où la parcelle échangée est contiguë à la propriété du coéchangiste qui la reçoit, presque radicalement dégrevés par la loi du 16 juin 1824 : pour tous frais d'enregistrement et de transcription on ne payait plus qu'un droit d'un franc.

La loi de 1824 n'a été abrogée en 1834 que pour avoir ouvert une porte trop large à la fraude.

La loi du 27 juillet 1870, modifiée et améliorée par celle du 3 novembre 1884, a placé à nouveau les échanges, qui depuis 1834 étaient frappés du même impôt écrasant et « progressif au rebours » que les ventes, sous un régime de faveur : dans deux cas nettement déterminés, les échanges ne payent plus qu'un droit de 0,20 0/0.

La réforme que nous demandons pour les ventes est donc accomplie pour les échanges, du moins dans les cas les plus fréquents : le Trésor n'entrave pas la meilleure répartition des champs entre les propriétaires, si les propriétaires arrivent à s'entendre pour l'opérer.

On propose d'aller plus loin et de faire une réforme autrement importante : il s'agit d'introduire

chez nous une institution qui fonctionne, non sans résistances et sans grincements dans plusieurs états allemands et de rendre les échanges obligatoires sous la direction toute puissante de l'Etat. La carte des communes morcelées de la Prusse occidentale a été ainsi remaniée et bouleversée par l'Etat investi de ce pouvoir nouveau au nom des intérêts économiques et agricoles du pays. Il se peut que les régions ainsi transformées soient ensuite mieux organisées pour la production ; mais, dans cette opération, les petits propriétaires se voient enlever, non pas une simple parcelle, mais toute leur propriété pour recevoir en échange une propriété étrangère équivalente, ou une propriété de valeur moindre à laquelle on ajoute une soulte en argent.

Or, nous ne croyons pas qu'une telle institution puisse s'adapter aux mœurs et à l'esprit de la France (1), nous avons un sentiment trop vif du droit (et nous entendons par droit le droit individuel qui est le fondement de tous les autres et comme l'unité

1. « Les guérisons instantanées sont malheureusement très rares en matière d'économie rurale. Dans les *Pilules du Diable*, après l'explosion qui a coupé en quatre maître Séringuinos, ses amis éplorés ramassent l'un le torse, le second les jambes, le troisième les bras, le quatrième la tête ; on remet chaque chose à sa place, et une simple pilule ayant tout ressoudé, l'honnête apothicaire repart du pied gauche, frais et dispos, sans seulement s'être aperçu du petit accident qui lui est arrivé. Si une fée bienfaisante daignait rendre le

dont ils sont composés) pour admettre ces expropriations trop nombreuses et que ne justifient pas assez la nécessité et même l'utilité publique.

Autre objection : s'il était possible de faire perdre aux paysans l'amour de leur propriété et de convertir les petits propriétaires au dogme collectiviste, aucun moyen ne nous semblerait plus sûr pour atteindre ce but que l'adoption du système qu'on nous propose.

Ce n'est certes pas là ce que désirent les économistes classiques et les libéraux qui recommandent l'importation de ce système allemand des échanges forcés : ils y voient sans doute un moyen d'augmenter le nombre des grandes propriétés et des grandes exploitations ; ils se souviennent que c'est par un bouleversement agraire très analogue, la substitution de l'*enclose-field system* à l'*open-field system*, que les lords anglais sont arrivés à se tailler au xviii^e siècle leurs vastes domaines aux dépens des *yeomen*, *free holders* et *cottagers*, qui correspondaient à nos moyens et à nos petits propriétaires. C'est encore là pour nous une troisième raison pour repousser la réforme proposée.

même service à tous les propriétaires qui se trouvent, eux aussi, plus ou moins écartelés, il est certain que la culture n'en marcherait que mieux ; mais ces cures merveilleuses ne sont plus de notre temps. » De Foville, *le Morcellement*, p. 159,

Heureusement, de nombreux exemples prouvent que par des méthodes libérales on peut arriver chez nous à obtenir, moins rapidement sans doute, mais sans violer aucun droit, les résultats que l'Etat prussien obtient par la violence : sans parler des « lettres patentes du 7 mai 1771, concernant une nouvelle distribution des terres à Roville » (1), on pourrait citer les traités librement passés entre les habitants de certaines communes (2), pour la rectification de leurs frontières et même pour une distribution nouvelle de leurs terres.

Réforme générale du régime hypothécaire et du système de transfert des droits réels immobiliers. — Nous n'avons point la prétention d'examiner ici dans son ensemble cette vaste réforme qui est aujourd'hui dans l'air ; nous voulons seulement nous demander quels effets produirait sa réalisation sur l'état de la petite propriété.

Si on admet qu'une fraction de la valeur de chaque immeuble est immobilisée par ce seul fait que tout acheteur est actuellement exposé, quand il traite avec un tiers qui se dit faussement propriétaire, à se voir expulser un jour et à perdre, non-seulement l'immeuble, mais aussi le prix, au cas où son auteur

1. De Foville, *Pièces justificatives*, XII.

2. Omelmont (1865), Azelot (1877), Jevoncourt (1884),

est insolvable, on conviendra que toutes les propriétés, les petites comme les autres, augmenteront de valeur le jour où l'Etat garantira le transfert, ou même en assurera la validité par l'établissement d'un système complet de publicité. A ce titre, nous ne pouvons que souhaiter la suppression des exceptions jusqu'ici admises au principe de la publicité, telles que celles qui sont relatives aux privilèges occultes, aux actes déclaratifs et aux mutations pour cause de mort.

Faisons remarquer que l'importance et la mobilité de la petite propriété en France seraient un obstacle presque insurmontable à l'établissement de livres fonciers où l'inscription serait faite au nom de l'immeuble et non plus au nom de l'acheteur ou du débiteur hypothécaire. Dans ces livres fonciers, une feuille doit être consacrée à chaque immeuble, ce qui, en France, porterait le nombre des feuilles à 8 millions. De plus, il est nécessaire que chaque immeuble ait une certaine fixité de forme, une existence propre, et il n'en est guère ainsi dans un pays où, dans les époques de morcellement, les propriétés se fractionnent pour se concentrer ensuite sur certains points dans les temps de crise. Il a fallu, en Prusse, dans les régions où la petite propriété domine, modifier la loi du 5 mai 1872, qui consacre le principe des registres fonciers.

Enfin, et c'est surtout sur ce point que nous voudrions attirer l'attention, les systèmes les plus radicaux qu'on ait proposés pour la réforme de notre régime foncier tendent à donner aux immeubles, par divers moyens dans l'examen desquels nous ne pouvons pas entrer, une faculté de circulation rapide, aussi grande que celle qui caractérise les meubles : un titre représentant la propriété de l'immeuble et dont la valeur serait contrôlée et garantie par l'Etat pourrait, par exemple, s'endosser comme une lettre de change et circuler comme une monnaie (1). Les petits propriétaires trouveraient dans l'adoption de ce système des avantages indéniables : les formalités longues et coûteuses de l'emprunt hypothécaire, formalités dont la modification est presque aussi urgente que celle de l'impôt sur les ventes, seraient supprimées. Mais il faudrait pourtant réfléchir mûrement avant de nous donner de pareilles institutions : on ouvrirait un nouveau champ à la spéculation ; ceux qui jouent déjà sur les blés joueraient sur les terres ; on verrait des krachs fonciers et de vastes accaparements, d'où sortiraient peut être de puissantes sociétés anonymes, propriétaires de domaines immenses qu'elles cultiveraient à la

1. C'est là le système prussien dont diffère assez sensiblement le système de l'*Act Torrens*.

machine avec un personnel réduit au strict nécessaire !

Nous préférons garder la législation actuelle plutôt que de subir le mal contraire à celui dont nous souffrons : il ne faut pas pousser à l'extrême une réforme, nécessaire par bien des côtés, mais si on va trop loin, grosse de pareils dangers.

CHAPITRE II

L'IDÉAL D'IMMOBILITÉ ET L'IDÉAL DE MOUVEMENT.
LA PETITE PROPRIÉTÉ, INSTITUTION INDIVIDUALISTE, SERA
SAUVÉE PAR L'INDIVIDU.

Après avoir passé en revue, du point de vue de l'impôt, les principales réformes proposées pour améliorer l'état de la petite propriété, nous voudrions dire maintenant, pour montrer l'unité de celles que nous avons adoptées, et rendre sensible le lien qui les unit, dans quel sens elles doivent être orientées et sur quel idéal elles doivent être modelées.

Idéal d'immobilité et idéal de mouvement.

Deux écoles sont en présence.

D'après les uns, qui sont partisans de ce que nous appellerons un *idéal d'immobilité*, tous les efforts du législateur devraient tendre à la constitution d'une petite propriété stable, suffisamment grande, fixée

dans le patrimoine d'une même famille, et à l'abri tout à la fois des créanciers hypothécaires et des partages successoraux.

Au contraire, d'après les autres, partisans d'un *idéal de mouvement*, la terre est une matière vivace qui survit à tous les changements de forme et à tous les morcellements ; pour qu'elle produise le maximum de ce qu'elle peut donner, il est nécessaire qu'elle puisse aisément circuler et passer en tous moments entre les mains de ceux qui, assez puissants pour l'acquérir, seront sans doute les plus capables de la féconder. »

Nous avons déjà repoussé les applications extrêmes de l'*idéal de mouvement* ; mais, d'une façon générale, nous nous sommes montré partisan résolu de cet idéal. Nous avons le regret de nous trouver sur ce point capital, en désaccord avec l'école de Le Play, à laquelle nous avons si souvent emprunté sa méthode monographique et dont l'esprit nous a constamment inspiré dans cette étude. Mais pas plus que M. de Foville nous ne pensons que « l'ancienne architecture sociale », puisse jamais revivre, et nous ne sommes pas séduit par la description enthousiaste que fait Bossuet de l'Égypte, « ce pays à la stabilité marmoréenne » : « La température toujours uniforme du pays y faisait les esprits solides et constants... La loi assignait à chacun son emploi qui se perpétuait de père en fils : on ne pouvait ni

en avoir deux, ni changer de profession... Par ce moyen tous les arts venaient à leur perfection : on faisait mieux ce qu'on avait toujours vu faire et à quoi on s'était uniquement exercé dès son enfance.»

Les sociétés reprennent parfois des formes depuis longtemps disparues et oubliées ; mais c'est la nature et non pas l'homme qui fixe la date de ces évolutions.

« L'équilibre ici-bas peut se faire de deux manières : il peut se faire par l'immobilité absolue, comme pour les montagnes, ou par l'extrême mobilité, comme pour les mers. Or, de ces deux équilibres, il faut bien se persuader que le second est le seul auquel les sociétés humaines puissent désormais aspirer.

« C'était un sage en même temps qu'un poète que celui qui a dit : « Mes frères, ne cherchez point à faire remonter le torrent dont le tumulte vous effraie vers les sommets glacés d'où il est descendu ; aidez-le plutôt à trouver rapidement sa voie vers le libre océan qui l'attend et l'appelle (1) ».

Toutefois il serait maladroit de repousser en bloc les applications de l'*idéal d'immobilité*, car certaines des réformes proposées par ses partisans peuvent sans trop de peine se concilier avec nos principes et

1. De Foville, *le Morcellement*, p. 207.

en modérer avantageusement les effets dans ce qu'ils pourraient avoir de trop absolu. Nous ne parlerons pas une seconde fois des critiques adressées à notre régime successoral, critiques dont nous nous sommes efforcé de réfuter les plus essentielles, et nous rappellerons simplement que nous avons consenti à abandonner, si la crise actuelle se prolongeait et si l'état des très petites propriétés devenait pire que celui des autres, le principe des articles 826 et 832 du Code civil. Nous insisterons seulement sur les propositions faites au parlement par l'abbé Lemire et par M. Lévêillé dans le but de rendre la petite propriété insaisissable.

Insaisissabilité du foyer de famille.

L'institution dont on voudrait enrichir notre législation rappelle à la fois le *homestead* américain et les substitutions, si répandues en France du XVI^e jusqu'à la fin du XVIII^e siècle et qui servent encore de base à la puissance de l'aristocratie anglaise.

Comme les substitutions, l'institution nouvelle aurait pour but de rendre plus stables les familles déjà sorties de l'ordinaire et de conserver dans leur patrimoine les biens ruraux acquis par elles. Mais au lieu d'être faite pour une aristocratie riche, cette institution, adaptée aux besoins d'une société

nouvelle, est construite pour l'usage des petits propriétaires : c'est comme on l'a dit, un *majorat démocratique*.

C'est seulement par son mécanisme et son fonctionnement que l'institution nouvelle rappelle le *homestead* américain (1) : comme lui, et même plus que lui, elle devrait consister essentiellement en une insaisissabilité réelle qui ne rappellerait en rien l'insaisissable fondée sur notre incapacité personnelle, telle que notre insaisissabilité dotale, dernière survivance du sénatus-consulte Velléien. Le but de la loi américaine est radicalement différent du but que voudrait atteindre le projet de loi français : aux Etats-Unis, pays jeune, on a voulu avant tout rassurer les spéculateurs hardis et, en cas de faillite, leur assurer un sort acceptable : la loi de *homestead* est un complément du *bankrupt act* ou loi sur les faillites ; on voudrait chez nous atteindre un résultat tout opposé de stabilité sociale (2) ; au lieu de favoriser le cré-

1. Voir Bureau, *le Homestead* ; Corniquet, *l'Insaisissabilité du foyer de famille*.

2. Les projets de loi français sont basés sur l'amour du paysan français pour sa terre, or « le Yankee n'a pas de racines dans le sol, il est étranger au culte de la terre natale et de la maison paternelle ; il est toujours en humeur d'émigrer... Il vendra la maison de son père comme de vieux habits, de vieux galons. » Chevalier, notes sur l'Amérique du Nord, 1835, cité par M. Levasseur, *Econ. fr.* 23 juin 1894, p. 795.

dit on voudrait le restreindre. On a aussi cherché par l'institution du *homestead* à assurer une reprise à la femme au cas de mort du mari : chez nous, dans les familles aisées, la femme à une dot, et cette préoccupation est étrangère au projet de loi que nous étudions (1).

Nous n'avons donc pas à nous inquiéter du *homestead* américain : on ne greffe pas une institution étrangère sur un organisme social, comme on greffe un bourgeon de rosier sur une tige d'églaquier ; les milieux sociaux sont encore trop différents pour que de pareilles opérations puissent déjà réussir. La question à résoudre se résume donc ainsi : est-il opportun, dans l'état actuel de la France, de rendre possible dans des limites à déterminer, la création d'immeuble insaisissables ?

Il est certain qu'il serait infiniment désirable de pouvoir empêcher qu'une partie des petites propriétés ne périssent dans les moments de crise, et que le terrain lentement gagné ne soit en partie perdu en quelques années. Comme la toile de Pénélope, la

1. Autre différence : les Américains veulent surtout conserver un abri au débiteur malheureux : la maison, le *home*, et non l'atelier ou la maison d'affaire, sont en général rendus insaisissables. C'est un champ, un instrument de travail que les projets français veulent surtout assurer au paysan endetté.

petite propriété se fait et se défait sans cesse ; l'avantage de l'insaisissabilité, s'il était possible aux petits propriétaires d'avoir souvent recours à elle, serait de leur permettre d'acquérir toujours, sans perdre jamais comme on prétend que font les propriétaires de bien de mainmorte.

Mais il est indispensable de tenir compte des nécessités du crédit : nous ne sommes pas de ceux qui considèrent le rôle joué par l'hypothèque comme en général mauvais, nous l'avons même regardé comme l'instrument indispensable aux paysans pour acquérir et agrandir une propriété. Dès lors, les biens ruraux ne pourront que rarement être, sans en souffrir, déclarés insaisissables.

Toutefois, confiant dans la perspicacité des paysans, et certain qu'ils savent quel parti ils peuvent tirer de leur crédit prudemment employé, nous voulons bien qu'on leur donne la possibilité de rendre tout ou partie de leur bien insaisissable ; ils sont les intéressés, et par conséquent les meilleurs juges de la question dans chaque cas particulier. Ainsi entendue, l'insaisissabilité peut parfaitement se combiner avec les nécessités du crédit. Ce que nous voulons c'est une insaisissabilité facultative, analogue à ce point de vue à l'insaisissabilité dotale. A aucun prix nous ne consentirions à admettre que l'insaisissabilité soit imposée à tous les propriétaires d'une certaine

quantité de terre, comme celle imposée à tous les porteurs de rentes sur l'État. Ce serait supprimer le crédit des petits propriétaires, et, nous l'avons dit, le crédit est indispensable à la petite propriété pour naître et pour grandir.

Ainsi entendu, le projet sur l'insaisissabilité du foyer et du champ de famille n'aurait peut-être pas la grande portée qu'on cherche à lui attribuer : il servirait surtout à ceux qui, peu confiants en eux-mêmes, seraient assez riches pour trouver encore du crédit en mettant une partie de leur bien en dehors du gage de leurs créanciers ; dans la plupart des autres cas où, les nécessités du crédit n'étant pas trop pressantes, la déclaration d'insaisissabilité pourrait être faite sans inconvénient, elle est à peu près inutile et notre législation actuelle donne à la femme, armée de son hypothèque légale, un pouvoir suffisant pour immobiliser les biens de son mari et lutter dans la mesure du possible contre un endettement exagéré.

Qu'on expérimente donc, si l'on veut, l'institution en faveur de laquelle on invoque les résultats merveilleux, nous dit-on, du *homestead* américain (1) :

1. On confond trop souvent, quand on dit que le *homestead* a fait la grandeur de l'Amérique, deux institutions très différentes : le *homestead exception*, le seul dont on peut parler ici, et le *homestead law*.

mais que ce ne soit là qu'une expérience facultative, que chaque intéressé ait le droit de la repousser, s'il l'a croit dangereuse pour lui !

Crédit foncier et crédit agricole

Terminons en insistant encore sur certaines applications de l'idéal de mouvement.

En étudiant le crédit foncier et hypothécaire des petits propriétaires, nous avons trouvé qu'il soutenait le paysan autrement que la corde ne soutient le pendu (1), et nous avons souhaité de voir simplifier les formalités et diminuer les frais du prêt hypothécaire de particulier à particulier qui est encore la seule forme de crédit à laquelle puisse recourir le petit propriétaire. En effet, le crédit foncier exige pour tous ses prêts un minimum de pièces qui coûtent assez cher à obtenir ; c'est là pour les petits prêts un droit fixe encore plus écrasant que celui que nous avons signalé à propos des petites ventes : un emprunt de 1.200 fr. entraîne 200 fr. de frais, soit un sixième. Les petits propriétaires ne s'adressent guère au crédit foncier que dans les cas rares où ils veulent obtenir un titre certain de propriété : ils prennent le moyen détourné de l'emprunt et le

1. Expression de Dupin.

crédit foncier se charge des recherches nécessaires : c'est ainsi que nous avons vu un emprunt de 1.000 fr., contracté dans ce seul but, coûter à son propriétaire toute la somme prêtée.

On s'est efforcé de créer à côté du crédit hypothécaire un crédit agricole basé, en apparence sur les objets mobiliers du petit propriétaire considérés comme gage de sa créance, et en réalité sur la valeur personnelle du cultivateur et la confiance qu'il inspire.

Ce crédit, qui fonctionne depuis longtemps pour le commerçant et pour l'industriel n'existe guère pour l'agriculteur, sauf dans des cas exceptionnels où il joue le rôle d'un commerçant.

La difficulté presque insurmontable qu'il s'agit de vaincre est toute entière résumée dans cette phrase de M. Jean Codet : « L'agriculture ne peut obtenir le crédit aux mêmes conditions que l'industriel ou le commerçant à cause du long terme qui lui est nécessaire et qui s'oppose à la reconstitution rapide du capital (1) ».

Cette difficulté empêche d'avoir recours à la Banque de France ; on a espéré la tourner en recourant aux syndicats agricoles créés par la loi du 21 mars 1884, et déjà solidement constitués dans

1. Jean Codet, député de la Haute-Vienne, étude sur le *Crédit agricole*, publiée dans le *Petit Centre*, n° du 19 mai 1892.

toute la France : ils prêtaient déjà indirectement à leurs adhérents en leur vendant à terme les engrais et autres produits dont ils avaient besoin ; on a cherché à régulariser et à généraliser ces prêts par la loi du 6 novembre 1894. Il y a là une loi utile, peut-être très fructueuse, mais dont les effets ne seront complètement obtenus que le jour où aura été votée une loi complémentaire sur les assurances agricoles.

Rôle des individus.

Nous n'insisterons point ici sur les deux effets essentiellement différents que la loi de 1884 a produits à la campagne et à la ville : tandis qu'à la ville les syndicats professionnels ont été un des foyers les actifs de la propagande socialiste, les syndicats agricoles, plus lents à entrer en ligne, tendent à devenir, de plus en plus nettement, les soutiens les plus fermes et les plus décidés du libéralisme ; c'est ce qu'il ne faut point oublier aujourd'hui où les socialistes affirment que « le syndicat et la commune sont les deux éléments alvéolaires de la ruche socialiste en voie de formation » (1). Nous nous con-

1. Adrien Weber, *le Socialisme agraire* : *Revue socialiste*, novembre 1894.

tenterons de renvoyer à l'ouvrage (1) où le comte de Rocquigny a traité et épuisé la question.

Signalons seulement une des causes qui éloignent les petits propriétaires des syndicats : les acheteurs, notamment les acheteurs de paille, leur imposent souvent comme condition de la vente l'acquisition d'une certaine quantité d'engrais dont ils font commerce (2).

Mais, le jour où les paysans auront enfin surmonté l'horreur instinctive qu'ils ont pour le groupement et pour l'association, et poursuivront en commun la réalisation de leurs idées et la défense de leurs intérêts, ces causes secondaires n'auront plus guère d'effet. L'influence des syndicats agricoles, grands corps librement constitués par l'accord des libertés individuelles, sera immense le jour où les petits propriétaires y seront entrés et y joueront un rôle proportionné, non seulement à l'étendue de leurs terres, mais encore à leur nombre et à leur importance.

Alors sera améliorée, bien plus que par des ré-

1. *Les Syndicats agricoles et le Socialisme agraire.*

2. Fait observé dans le canton de St-Junien (Haute-Vienne), où se font des achats de paille importants pour les usines à papier des bords de la Vienne. Ce fait, ainsi que plusieurs autres cités au courant de cette étude, nous a été signalé par M. Reclus, professeur départemental d'agriculture.

formes directes et spéciales, la situation de la petite propriété. L'existence des syndicats sérieusement organisés fera tomber la plupart des critiques logiques qu'on adresse actuellement à la petite propriété et disparaître les causes d'infériorité qu'on signale.

C'est par des mesures tendant au développement plus complet de l'individu et de l'agriculteur que tout paysan porte en lui, notamment par un emploi plus intelligent et plus utile des années passées à l'école; c'est par l'amélioration du milieu rural, notamment par l'assistance médicale (1), par des dispenses militaires accordées aux cultivateurs reconnus les plus capables (2), par la réduction du service militaire à deux ans, si les exigences de la défense nationale permettent de le faire sans aucun danger, qu'on arrivera surtout à remédier à la crise actuelle et à assurer dans l'avenir le développement complet de la petite propriété.

Cela vaudrait mieux que des lois de circonstance, des « lois impressionnistes » pour employer la si pittoresque expression de M. Leroy-Beaulieu; car la réflexion d'Horace sur les vieilles lois caduques est toujours vraie :

1. Rendue obligatoire et partiellement organisée par la loi du 15 juillet 1893.

2. Dispenses accordées aux ouvriers dits *ouvriers d'art* par la loi du 15 juillet 1889, art. 23 § 3.

.....*Quid leges sine moribus*

Vanæ proficiunt ?

« A quoi servent des lois inertes quand elles ne peuvent pas vivre dans le milieu où elles naissent ? »

RÉSUMÉ ET CONCLUSION

Résumons-nous :

Nous croyons qu'en France la petite propriété, qui occupe 16 millions d'hectares, c'est-à-dire le tiers du territoire cultivable, joue un rôle social considérable : d'une part, elle fait vivre en tout ou en partie, attache aux champs et intéresse aux affaires publiques 4 millions de cultivateurs propriétaires ; d'autre part, elle est un objet de désir pour les autres paysans, la raison d'être de leurs efforts et de leurs privations, l'idée force qui fait se mouvoir et vivre le monde rural. Nous ne croyons pas qu'il soit juste de dire avec M. Yves Guyot : « L'attachement du paysan à la terre est la trace d'une vieille survivance féodale... », mais le mouvement général économique de l'humanité est de séparer de plus en plus l'individu de ce qu'il possède... C'est là le progrès (1). » Non, ce n'est pas là le progrès rural ; le progrès rural consiste dans une satisfac-

1. Discours de M. Yves Guyot à la Société des hautes études, du 22 mars 1893.

tion de plus en plus pleine donnée à l'amour du paysan pour la terre.

On a cherché à démontrer rationnellement que la petite propriété n'est plus viable, parce qu'elle n'est plus adaptée aux exigences du milieu économique moderne : « les jours de l'agriculture individuelle sont comptés », a dit M. de Molinari. Nous nous sommes efforcé de prouver, par la méthode monographique, que les faits répondent victorieusement aux critiques logiques, d'ailleurs exagérées, qu'on adresse à la petite propriété, et nous croyons avoir expliqué ces faits : pour cela nous avons fait remarquer que les cultivateurs-propriétaires ont pu se soumettre aux nécessités de l'assolement, grâce à la dispersion parcellaire trop souvent condamnée en bloc ; nous avons surtout insisté sur les soins incessants donnés aux petites propriétés et sur le travail qu'on y dépense sans compter, sûr de le retrouver fructifié : le paysan, avons-nous dit, rend sa terre productive parce qu'il l'aime.

Néanmoins, à l'apparition de signes bien significatifs, nous avons reconnu que la petite propriété, qui, depuis l'époque où la Révolution l'a libérée et agrandie et où le Code civil a hâté le morcellement par ses dispositions sur le partage successoral, a progressé sans arrêt jusque vers 1883, traverse actuellement une crise aiguë. Nous avons cherché à

déterminer les causes de cette crise et nous en avons trouvé trois : deux sont durables, la crise agricole et le dégoût de certains paysans pour la campagne et pour la terre ; l'autre au contraire, la liquidation hypothécaire, est passagère et ne va bientôt plus exister. Or, cette dernière cause, qui nous a paru la plus puissante, étant sur le point de disparaître, nous sommes convaincu que la crise touche à sa fin : nous avons cru discerner déjà quelques signes précurseurs du relèvement.

Nous avons terminé cette étude par une revue rapide des remèdes législatifs qu'on propose d'administrer à la petite propriété convalescente. Peu confiant dans ce moyen de guérison et comptant surtout sur l'énergie des intéressés que l'État ne peut guère à notre avis aider bien efficacement, nous avons surtout recommandé, en même temps que le maintien des droits de douane et, si possible, des droits d'octroi, la suppression des entraves apportées à la libre circulation des droits réels : la réforme de l'impôt sur les ventes nous a paru être la mesure la plus efficace que l'on puisse prendre en faveur de la petite propriété. Nous avons considéré tous les projets relatifs au dégrèvement de l'impôt foncier comme dangereux et inopportuns. Peu partisan d'un idéal d'immobilité, nous n'avons approuvé la prétendue introduction chez nous du *homestead* améri-

cain qu'à titre facultatif et sans fonder sur lui de vastes espoirs. Si des réformes de détails nous ont paru pouvoir être apportées à notre régime successoral, nous nous sommes élevé de toute notre force contre l'idée de le bouleverser de fond en comble au nom d'une nécessité économique et d'un droit de la terre. Nous avons conclu que c'est dans l'association syndicale seule que le petit propriétaire trouvera, le jour où il voudra y recourir, une réserve inépuisable de forces, et que ce sera par une libre association des individus, et non grâce à l'intervention de l'État, que la petite propriété pourra atteindre en France son plein épanouissement.

L'atteindra-t-elle ?

D'après M. Flach (1), la propriété foncière traverse en tous pays trois phases, auxquelles correspondent et dont dépendent étroitement trois phases des institutions politiques : après une phase aristocratique, se dessine une phase monarchique, que suit une phase démocratique. En France, la propriété a traversé la première phase pendant la période féodale, et elle était dans la seconde quand Louis XIV se disait propriétaire de toutes les terres de son royaume ; elle est maintenant entrée résolument dans la phase démocratique. Va-t-elle poursuivre

1. M. Flach, *à son cours*.

jusqu'au bout sa marche dans cette voie, et allons-nous voir s'établir pour longtemps chez nous une propriété démocratique et individualiste, sur laquelle reposera une démocratie libérale ? ou bien la phase démocratique va-t-elle avorter, et la propriété va-t-elle, dans son évolution, s'orienter brusquement vers quelque autre forme, que ce soit une des formes anciennes, la forme aristocratique par exemple sous l'espèce de sociétés anonymes, ou une forme jusque-là inconnue, telle que celle dont les socialistes nous prédisent l'avènement ?

Tout le problème de la petite propriété, ou mieux tout le problème foncier, peut se formuler ainsi, et de sa solution, que le temps seul peut nous faire sûrement connaître, dépend l'avenir de la patrie ; car s'il est vrai que, depuis le développement de la richesse mobilière, l'histoire d'un pays est moins exclusivement dominée par l'histoire de son régime foncier, elle y est encore intimement rattachée, et il est toujours vrai de dire avec M. Claudio Jannet que c'est une nécessité vitale pour une société « d'organiser au mieux de ses conditions historiques et économiques l'union de la famille agricole et du sol », et nous ajouterions volontiers avec lui : de l'organiser « sur la base de la propriété privée héréditaire, la

seule qui réponde aux nécessités de la civilisation (1). »

Parmi de nombreux sophismes, Karl Marx a énoncé un principe qui nous paraît digne d'être rangé parmi les lois économiques démontrées par l'expérience : d'après lui, le mode de distribution des biens tend toujours à se modeler sur leur mode de production ; c'est ainsi que les villes, où les grandes usines ont fait presque partout disparaître les autres modes de production, tendent à se prononcer sur bien des points en faveur du socialisme collectiviste, tandis que les campagnes, hypnotisées par la petite propriété, ce mode de production individualiste par excellence, résistaient à la contagion, sauf sur deux ou trois points que nous avons signalés pour indiquer l'analogie de leur situation économique avec celle des villes.

Pour vaincre cette résistance des campagnes et de la petite propriété dans laquelle ils voient « le bastion le plus solide, le plus imprenable de la conservation sociale » (2), les socialistes cherchent à persuader les petits propriétaires qu'ils respecteront leurs champs ; mais, quand ils sont entre eux, ils se laissent aller à exposer leurs véritables pro-

1. Claudio Jaunet, *le Capital, la Spéculation et la Finance*, p. 119.

2. Robert de la Sizeranne, *Le bien de famille insaisissable*.

jets; qu'il nous suffise de citer le passage suivant de la *Revue socialiste* (1) : « Vollmar ne pouvait pas dire et en fait n'a pas dit autre chose à Francfort que ce qu'avait dit Liebknecht lui-même au congrès de Halle (2) : les paysans tiennent étroitement à leur propriété bien qu'elle ne soit que nominale et imaginaire parce qu'elle est endettée : Un décret d'expropriation les exciterait à la plus violente résistance, peut-être à une rébellion ouverte, il faut donc procéder avec les plus grandes précautions. » Et plus loin : « C'est graduellement qu'il faut façonner les paysans au socialisme intégral... Ainsi que l'a dit Lafargue à Nantes, ce sont les hommes nés dans la République sociale, et élevés dans les idées communistes qui sans blesser les sentiments de personne, feront rentrer dans le domaine de la nation toutes les parcelles de terre. »

Cela est dit à dessein en termes vagues et savants, et pourtant pour ne pas comprendre il faudrait ne pas le vouloir. Les socialistes disent aux petits propriétaires : au début, nous vous ménagerons, parce que si vous étiez contre nous, nous serions sûrement vaincus, mais dès qu'avec votre aide nous aurons remporté une victoire définitive sur vos alliés naturels, nous nous empresserons de vous dépouiller à

1. Adrien Weber, *Revue socialiste*, novembre 1894.

2. C'est au congrès de Halle (octobre 1890) que le pro-

votre tour : car vous serez isolés et nous ne vous craindrons plus.

Heureusement les petits propriétaires, et les paysans en général, ne pèchent pas par excès de confiance ; ils n'aiment pas les beaux parleurs qui leur proposent de tout bouleverser : ces *blocs enfarinés* ne leur disent rien qui vaille. Aussi, malgré la propagande active déjà commencée dans les campagnes, nous avons confiance en leur ferme bon sens et nous sommes fermement convaincu qu'au moment de la bataille décisive ils ne lèveront pas la crosse en l'air. Les vrais vainqueurs dans le combat de demain seront, s'ils le veulent, les très petits propriétaires : « Lorsque les ingénieurs veulent consolider les talus sablonneux d'une voie ferrée, ce n'est point au cèdre du Liban qu'ils ont recours et pour cause : ils mettent dans ce sable trop mobile de simples plans d'accacias : ils en mettent cent, ils en mettent mille et sous les racines entrecroisées de ce taillis épineux rien ne bouge. C'est un rempart du même genre que la petite propriété opposerait chez nous, le cas échéant, aux assauts du nihilisme démagogique » (1).

gramme du socialisme agraire a été formulé pour la première fois *officiellement*. Il a été complété habilement au congrès de Marseille (septembre 1892) dirigé par l'allemand Liebknecht.

1. De Foville, *le morcellement*.

Si jamais, par malheur, le socialisme collectiviste arrivait à triompher, contrairement à notre attente, nous ne saurions admettre qu'une seule explication de ce fait : nos jugements sur la crise de la petite propriété et sur la réalité de demain auraient été démentis par les faits. Et alors, que reprocher aux paysans s'ils étaient vaincus, non pour avoir renoncé volontairement à la lutte, mais parce que, devenus une minorité (1), ils étaient placés dans l'impossibilité de faire reconnaître leurs droits : dans cette hypothèse, c'est en vain que sur tous les champs de bataille où se livrerait le bon combat pour la liberté, l'individualisme, et l'esprit de Révolution française, cette « grande jacquerie qui a réussi », les paysans auraient répondu « présent ! » Ils seraient dès lors impuissants ; leurs petites propriétés seraient fatalement perdues, et probablement la France avec elle.

Les poètes futurs pourraient expliquer cette grande révolution du XX^e siècle comme le trouvère du moyen-âge expliquait la possibilité des invasions

1. Pour croire que ce dépeuplement est possible, on n'a qu'à traverser en chemin de fer les campagnes anglaises ; de vastes espaces sont déserts : ici des troupeaux parqués ; là seulement des champs en friche, des bruyères roses. On a dressé les cartes de certains comtés où la moitié des champs sont en friche ; tels sont les effets de la concentration et du libre échange.

normandes par un grand massacre d'hommes à
Fontenay :

Alor trovèrent paenz terres

Vides de gens, bonnes à conquer.

« En ce temps les barbares trouvèrent les cam-
pagnes dépeuplées, faciles à conquérir ».

TABLE DES MATIERES

PREMIÈRE PARTIE

DÉFINITION ET CLASSIFICATION

But de cette étude sur la propriété rurale.	3
Les problèmes connexes. — Il ne faut pas confondre la notion de petite propriété avec les notions suivantes : petite exploitation, propriété dispersée, parcelle, cote foncière.	3
On entend par petite propriété une propriété dont le revenu peut nourrir en tout, en partie, ou avec un léger excédent, une famille de cultivateurs composée de quatre ou cinq personnes. On peut ajouter accessoirement que l'exploitation y est simple et rudimentaire	8
Supériorité de cette définition sur une définition mathématique.	
Trois catégories de petites propriétés.	
Petites propriétés affermées et petites propriétés hypothéquées	17

DEUXIÈME PARTIE

ROLE SOCIAL ET VALEUR ÉCONOMIQUE DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

Chapitre I. — Rôle social de la petite propriété. . .	19
Eloge des paysans au point de vue financier, militaire, social et politique ; sans l'immigration des pay- sans, la population des villes diminuerait . . .	20
Les qualités du paysan n'arrivent à leur complet déve- loppement que lorsque le paysan devient proprié- taire	24
La petite propriété est le grand moteur de l'évolution rurale : il est désirable que le morcellement con- tinue	25
Rôle de la grande propriété : elle doit être à la tête du progrès agricole. — Dangers du déboisement. — Il est actuellement des régions qui ne peuvent pas être morcelées	25
Chapitre II. — Valeur économique de la petite pro- priété	28
Théorie d'après laquelle la petite propriété doit dispa- raître, parce que dans le milieu économique actuel la petite culture doit faire place à la grande. — Elle rappelle le raisonnement qui a permis aux lords anglais de fonder leurs <i>latifundia</i>	28
Critiques logiques adressées à la petite propriété et ré- ponses partielles à ces critiques.	29
Les faits prouvent que la petite propriété produit au- tant que la grande. — <i>Monographie de la propriété</i> <i>de Bondy et du village des Charriers.</i> — <i>Monographie</i>	

<i>de la propriété de M. Leblanc et des villages de Peyruche et de Lagautaud</i>	40
Explication de l'antinomie qui semble exister entre les raisonnements logiques et les faits : Les paysans propriétaires travaillent sans compter parce que tout leur travail leur profite et parce qu'ils aiment leur terre	51

TROISIÈME PARTIE

ÉTAT ACTUEL DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

Chapitre I. — Les sources : statistique agricole, statistique des cotes foncières	57
La statistique agricole de 1882 donne des indications souvent inexactes	59
Les statistiques des cotes foncières ne nous donnent que des renseignements indirects	65
Chapitre II. — Nombre des petits propriétaires ruraux .	69
Il y a en France, d'après les calculs de l'administration des contributions directes, 8,450,218 propriétaires ruraux et urbains	70
Sur ce nombre, il y a environ 4 millions de propriétaires ruraux. — Critique de la statistique agricole.	74-80
Difficulté qui naît quand on rapproche ce nombre de celui de la population rurale totale.	82
Chapitre III. . Superficie occupée par la petite propriété	86
Méthode employée. — La superficie des cotes foncières de moins de 10 hectares correspond à peu près à la superficie occupée par la petite propriété. . .	86

La superficie occupée par les petites propriétés est d'en- viron 16 millions d'hectares	90
Répartition géographique de la petite propriété	92
Chapitre IV. — La dette hypothécaire	96
Le créancier hypothécaire prend au petit propriétaire une partie des revenus de sa terre	96
L'hypothèque est indispensable au morcellement . . .	98
Situation des paysans roumains	100
Il ne faut pas abuser du crédit hypothécaire : état de la propriété dans l'Europe centrale.	103

QUATRIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

Chapitre I. — Le développement de la petite propriété.	106
Phase féodale	108
Le morcellement avant 1789. — Manière dont on peut comprendre, pour la rendre vraisemblable, la sta- tistique d'Arthur Young	116
OEuvre de la Révolution. — Libération du sol et créa- tion de la petite propriété au sens moderne du mot. — Confiscation en masse et morcellement des biens de main-morte et des grands domaines. — Régime successoral : loi du 17 nivôse an II et lé- gislation du Code civil.	119
Les entraves à la circulation : défaut de sécurité dans les transferts de droits réels et charges fiscales . .	137
L'évolution de la propriété dans le siècle : jusqu'en 1883 le morcellement ne cesse d'augmenter. . . .	139
Chapitre II. — La crise actuelle de la petite propriété.	143
Les signes de la crise. — Tableau des cotes foncières.	

Statistiques des ventes de gré à gré et des ventes sur saisie. — Commerce des marchands de biens.	
— Il n'y a pas recul, mais arrêt du morcellement.	
— L'étude des causes peut seule permettre de connaître la gravité de la crise	143
Les lois successorales et les entraves à la circulation ne peuvent pas être rangées parmi les causes de la crise.	147
Causes permanentes. — Crise agricole : elle atteint directement les propriétaires de la catégorie supérieure et indirectement les très petites propriétés.	
— Dégout de la campagne et de la terre : émigration vers la ville et placements mobiliers.	152
Cause passagère et principale : Liquidation hypothécaire	169
La crise de la petite propriété est passagère comme sa cause principale.	172

CINQUIÈME PARTIE

COUP D'ŒIL SUR LES RÉFORMES PROPOSÉES EN VUE D'AMÉLIORER L'ÉTAT DE LA PETITE PROPRIÉTÉ.

Chapitre I. — Réformes fiscales	175
Critique de la règle d'après laquelle l'impôt ne doit être établi que dans un but fiscal.	175
Dans l'état actuel du budget, les réformes qui entraînent une diminution de recette, ne doivent être admises que dans les cas d'absolue nécessité	176
Les inégalités productives : douanes et octrois. — Les petits propriétaires ont en grande majorité intérêt au maintien des tarifs protectionnistes actuels :	

discussion au sujet du droit sur les blés. — Les tarifs d'octroi n'ont pas un rôle exclusivement fiscal : le jour où on les supprimerait, l'émigration des paysans deviendrait plus active	177
Les dégrèvements. — Projet qui demande le dégrèvement des seules petites propriétés. — Bases de distinction. — Etude du projet de M. Cavaignac, <i>expérience faite dans la commune d'Isles</i>	184
Suppression des entraves à la circulation. — Impôt sur les ventes trop lourd et progressif au rebours : réforme la plus urgente. — Les échanges : réformes fiscales opérées ; remaniement collectif et expropriation. — Réforme générale du régime hypothécaire et du système de transfert des droits immobiliers : danger qu'il y aurait à rendre possible la spéculation sur les terres.	192
Chapitre II. — L'idéal d'immobilité et l'idéal du mouvement. — La petite propriété, institution individualiste, sera sauvée par l'indivision	
Supériorité de l' <i>idéal de mouvement</i>	205
Projets pour rendre insaisissable le foyer de famille. — Majorat démocratique. — Lointaine analogie avec l'institution américaine de <i>homestead</i> . — Nécessité du crédit : si on tentait l'expérience, il faudrait rendre l'insaisissabilité facultative	208
Crédit foncier et agricole. — Les petits propriétaires ne peuvent pas s'adresser au Crédit foncier. — Loi du 6 novembre 1894	213
Rôle des individus, les syndicats et l'école agricole. — Loi du 21 mars 1884	215
RÉSUMÉ ET CONCLUSION.	219

POSITIONS

POSITIONS PRISE DANS LA THÈSE ROMAINE

- I. — L'obligation imposée à l'*argentarius* de ne réclamer que le solde de son compte courant n'est qu'une conséquence du principe de l'unité d'action.
- II. — L'insertion de l'exception de dol dans les actions de droit strict, à l'effet d'imposer la compensation, constitue une violation de la convention des parties.
- III. — Marc-Aurèle dans son rescrit n'a pas établi un principe nouveau : il a étendu l'application d'un principe déjà admis en jurisprudence.
- IV. — Le cessionnaire d'une créance (*procurator in rem suam*) peut se voir opposer la compensation du chef du cédant.

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE FRANÇAISE

- I. — La petite propriété a en France, où elle occupe 16 millions d'hectares répartis entre 4 millions de propriétaires, un rôle social vital ; sa valeur économique n'est d'ailleurs point inférieure à celle de la grande propriété.
- II. — La crise que traverse actuellement la petite propriété a deux causes durables : la crise agricole et le dégoût de la campagne et de la terre ; mais elle a aussi une cause temporaire : la liquidation hypothécaire, qui a été laborieuse, mais qui va bientôt être terminée.

Après elle, la crise de la petite propriété pourrait bien cesser et le morcellement reprendre.

III. — La presque unanimité des petits propriétaires a intérêt au maintien des droits protectionnistes actuels, même des droits sur les blés.

IV. — La petite propriété ne doit point rester immobile comme une chose morte ; elle doit, pour vivre, se transformer et changer de mains. Parmi les réformes proposées pour améliorer son état, la plus désirable est celle qui consiste à supprimer les entraves apportées par nos lois fiscales à la libre circulation des droits immobiliers, notamment à transformer l'impôt sur les ventes, actuellement progressif au rebours. Le principe de l'insaisissabilité du foyer de famille ne doit être introduit que sous forme de loi facultative, et nos lois successorales, dont on pourrait modifier certaines dispositions de détail, doivent être maintenues dans leurs grandes lignes.

POSITIONS PRISES HORS DE LA THÈSE

Droit romain

I. — C'est le socialisme d'État, par lequel les empereurs du IV^e siècle espéraient arrêter la décadence de l'empire, qui explique l'organisation et la généralisation du colonat, la création des corporations ouvrières, et la situation intolérable faite aux curions.

II. — L'usucapion pouvait se produire dans le très vieux romain, sans juste cause et sans bonne foi.

III. — Le *comcubinatus* était, au temps des Antonins, une institution légale bien distincte du fait du *stuprum*

IV. — A l'origine, le sénatusconsulte Velléien n'a pas pour

but d'interdire à la femme l'intercession en faveur de son mari et de protéger sa dot : c'est une application du principe traditionnel qui excluait la femme de tout office viril.

Droit français

- I. — Le voyageur victime d'un accident de chemin de fer, s'il actionne la compagnie en dommages intérêts, doit prouver que la compagnie est en faute.
- II. — Le principe de la domanialité n'est pas appliqué aussi largement qu'il devrait l'être dans la législation française sur les sources.
- III. — L'État est la seule personne morale qui ait à l'étranger une existence de plein droit ; la personnalité des établissements publics étrangers devrait être reconnue et règlementée en France par une loi ; à défaut de loi, la jurisprudence se fondant sur l'avis du conseil d'État du 12 janvier 1854 a joué le rôle du vieux préteur romain.
- IV. — L'inaliénabilité du bien dotal repose sur l'incapacité velléienne de la femme.

Droit administratif et philosophie du droit

- I. — Les tentatives de la jurisprudence pour protéger les égouts sont contradictoires : une loi est nécessaire pour atteindre ce but.
- II. — Il n'est pas contradictoire de dire que la société est un organisme naturel et de parler cependant de contrat social : la société est, suivant l'expression de M. Fouillée, un « organisme contractuel ».

- III. — La justice répressive n'a pas pour fondement un droit métaphysique de punir : la société a seulement le droit de se défendre quand l'intimidation est possible.
- IV. — L'assistance publique n'a pas pour fondement un devoir large de charité, mais un devoir étroit de justice réparative, qui varie en raison inverse de la charité particulière, et en raison directe des injustices sociales.

VU :

Le Président de la Thèse,
LÉON MICHEL.

VU :

Le Doyen de la Faculté,
COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

